

Synthèse • Stat'

Numéro 24 • février 2019

Contraintes physiques et intensité du travail

MARILYNE BEQUE, AIMÉE KINGSADA, AMÉLIE MAUROUX

Sommaire

Introduction.....	3
1 • Efforts physiques et contraintes posturales.....	10
2 • Nuisances sonores.....	22
3 • Risques professionnels.....	35
4 • Conduire un véhicule dans le cadre professionnel.....	47
5 • Informations sur les risques du travail pour la santé.....	59
6 • Formation à la sécurité.....	71
7 • Document unique d'évaluation des risques, connaissance et participation.....	83
8 • Dernière visite médicale avec un médecin du travail ou de prévention.....	92
9 • Survenue d'accidents du travail.....	104
10 • Interruption, signalement et mesures de prévention.....	116
11 • Les rythmes de travail (1) Contraintes machiniques et techniques, dépendance vis-à-vis des collègues.....	128
12 • Les rythmes de travail (2) Normes ou délais à respecter, demande extérieure.....	141
13 • Les rythmes de travail (3) Contrôles hiérarchiques, contrôle ou suivi informatisé.....	154
14 • Le travail à la chaîne ou sous contrainte automatique.....	167
15 • Le travail répétitif.....	180
16 • Atteindre des objectifs chiffrés précis.....	193
17 • Intervention sur la quantité de travail.....	205
18 • Abandon d'une tâche pour une autre non prévue.....	211
19 • Suivre des procédures de qualité.....	224
20 • Attention et vigilance.....	236
21 • Recevoir des ordres contradictoires.....	249
22 • Charge de travail jugée excessive.....	261
23 • Obligation de se dépêcher.....	268
24 • Travail sous pression.....	280
25 • Penser à trop de choses à la fois.....	288
26 • Penser à son travail en dehors.....	296
27 • Aller travailler en étant malade.....	304

Introduction

Ce numéro de *Synthèse. Stat'* présente les résultats de l'enquête Conditions de travail – Risques psychosociaux de 2016 concernant les indicateurs relatifs aux contraintes physiques et à l'intensité du travail. Cette partie recouvre un des six axes d'analyse des risques psychosociaux construits par le collège d'expertise sur le suivi statistique des risques psychosociaux au travail¹ : l'intensité du travail et temps de travail (axe 1).

Conformément aux principes de l'enquête Conditions de travail depuis sa création en 1978, c'est le point de vue et les connaissances du salarié sur son travail qui sont recueillis.

Les résultats sont systématiquement ventilés par sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle, secteur d'activité, type d'employeur (distinguant les trois versants de la fonction publique).

Afin de présenter des évolutions sur les questions restées identiques (les deux tiers des questions sont identiques à l'enquête CT 2013), les résultats sont fournis pour les années 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016.

Cinq autres volumes sont ou seront publiés pour rendre compte des résultats de l'enquête Conditions de travail-Risques psychosociaux.

- Organisation du temps de travail
- Autonomie
- Conflits de valeurs et exigences émotionnelles
- Rapports sociaux au travail
- Reconnaissance insécurité et changements dans le travail

¹ https://www.ladocumentationfrancaise.fr/docfra/rapport_telechargement/var/storage/rapports-publics/114000201.pdf

L'enquête Conditions de travail – Risques psychosociaux 2016

L'enquête Conditions de travail et Risques psychosociaux (CT-RPS) 2016, réalisée par la Dares, la Drees, la DGAFP et l'Insee, est la concrétisation des recommandations du Collège d'expertise sur le suivi statistique des risques psychosociaux au travail, réuni en 2009-2010 à la demande du ministre chargé du travail.

Cette enquête s'articule avec l'enquête conditions de travail : tous les trois ans, en alternance, a lieu une enquête CT dédiée aux risques psychosociaux (CT-RPS) avec un nombre plus important de questions sur les risques psychosociaux et une enquête CT décrivant plus finement les conditions physiques de travail. L'enquête CT-RPS s'inscrit donc dans la continuité de l'enquête Conditions de travail 2013 et des éditions précédentes. Elle a été réalisée en « face à face » auprès d'un échantillon d'environ 28 000 personnes. Tous les répondants de l'enquête CT 2013 ont été inclus dans l'interrogation de 2016, y compris les personnes sorties de l'emploi (au chômage ou inactives, retraitées, en arrêt maladie de plus d'un an).

C'est la seule enquête sur les conditions de travail de cette ampleur et portant sur l'ensemble des actifs occupés. Cela permet des analyses fines par catégorie socioprofessionnelle et secteur d'activité. La reconduction de l'enquête, environ tous les 7 ans depuis 1978 et tous les 3 ans depuis 2013, permet de disposer de la profondeur temporelle nécessaire pour apprécier les évolutions récentes.

Par souci de continuité, le protocole de l'enquête CT-RPS 2016 est identique à celui de CT 2013 :

- un auto-questionnaire, rempli par l'enquêté, permettant de mesurer l'exposition aux risques psychosociaux ;
- un questionnaire postal auprès des employeurs des salariés interrogés permettant d'analyser plus finement l'environnement de l'établissement, l'organisation du travail et les pratiques de prévention des risques.

• Les suppléments « fonction publique » et « secteur hospitalier »

Ces suppléments visent à mieux connaître les conditions de travail au sein du secteur public (fonctionnaires ou non, travaillant dans l'un des trois versants de la fonction publique – État, territoriale, hospitalière) et au sein du secteur hospitalier privé, en y comparant notamment le secteur public et le secteur privé, à but lucratif ou non.

Ce sont ainsi 6 260 personnes supplémentaires qui ont été interrogées dans l'un de ces champs.

• Les Dom

Depuis 2013 l'enquête couvre quatre départements d'Outre-mer (Martinique, Guyane, Guadeloupe et Réunion), 1 670 questionnaires individuels ont été collectés dans ces départements.

L'enquête a été réalisée en deux volets.

Un premier volet auprès des individus

Il a été collecté d'octobre 2015 à juin 2016. Presque 28 000 individus ont répondu. L'enquête a été réalisée par les enquêteurs de l'Insee munis d'un ordinateur au domicile des enquêtés. Depuis 2013, l'enquête n'est plus complémentaire à l'enquête Emploi de l'Insee et le questionnement est autonome.

L'échantillon principal se composait de logements sélectionnés dans le recensement tandis que les échantillons supplémentaires étaient constitués par des individus tirés dans des bases de sondage issues des fichiers de paie.

Le volet « Individus » est constitué de deux « sous échantillons » :

- Les individus « panels actifs occupés » correspondent aux ménages ou individus qui ont participé à l'enquête « Conditions de Travail 2013 ». Ils peuvent être salariés, indépendants...

- Un échantillon complémentaire d'« entrants » tiré dans le recensement de 2014 pour conserver la représentativité de l'échantillon d'actifs occupés. Il est constitué de l'ensemble des personnes ayant un emploi indépendant ou salarié, public ou privé, stable ou temporaire, âgées de 15 ans ou plus.

Le questionnaire est identique (ou quasiment) pour l'ensemble des actifs occupés qu'ils soient « panels » ou « entrants ».

Un second volet auprès des employeurs

Il a été collecté de novembre 2015 à mars 2017.

Deux échantillons distincts d'établissements ont été concernés :

- les établissements employeurs des salariés interrogés dans le cadre du premier volet, sous réserve qu'ils emploient au moins 10 salariés ;
- 7 000 établissements employant au moins un salarié, tirés dans le répertoire SIRENE, représentatifs de l'ensemble de l'économie.

Trois questionnaires ont été élaborés selon le type d'établissement :

- un questionnaire « fonction publique » adressé aux établissements administratifs de l'État et des collectivités territoriales ;
- un questionnaire « secteur hospitalier », pour les hôpitaux et cliniques ;
- un questionnaire « secteur marchand et associatif » pour tous les autres établissements.

Pour retrouver les informations sur l'enquête

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/enquetes-de-a-a-z/article/risques-psycho-sociaux-rps-edition-2015-2016>

Les résultats présentés

1 • Organisation

Les tableaux présentés décrivent les contraintes physiques et l'intensité du travail.

Dans le [questionnaire individuel auprès des actifs en emploi](#), ces thèmes correspondent au module **Contraintes physiques, prévention et accidents** (pages 93 à 96) et à une partie du module **Organisation du travail** (pages 97 à 114) du questionnaire principal et pour les séries 24, 25, 26 à une partie du questionnaire auto-administré (pages 134 à 162).

Les résultats sont présentés sous forme de 13 séries de 11 tableaux et un graphique.

Les tableaux présentent les résultats :

- 1) pour l'ensemble des salariés (et par sexe)
- 2) par catégorie socioprofessionnelle
- 3) par catégorie socioprofessionnelle pour les hommes
- 4) par catégorie socioprofessionnelle pour les femmes
- 5) par âge
- 6) par âge pour les hommes
- 7) par âge pour les femmes
- 8) par secteur d'activité
- 9) par type d'employeur
- 10) par type d'employeur pour les hommes
- 11) par type d'employeur pour les femmes

Le graphique porte sur l'ensemble des salariés et présente l'évolution quand il y a lieu.

Chaque fois que cela est possible, pour le graphique et les tableaux 1 à 7, les résultats sont donnés pour les éditions de l'enquête Conditions de travail de 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013.

Les tableaux 8 à 11 portent uniquement sur les années 2013 et 2016 :

- la nomenclature des activités françaises a connu une révision profonde en 2008 qui induit une rupture de série. À partir de 2013, les résultats sont présentés dans la nouvelle nomenclature, agrégée en 17 postes ;
- la classification des salariés selon le versant de la fonction publique a fait l'objet d'un effort particulier pour l'enquête Conditions de travail 2013 du fait des suréchantillons (voir ci-dessus), mais il n'existe pas de variable comparable pour les éditions précédentes.

2 • Champ

Afin de favoriser la présentation des évolutions, le champ a été restreint aux **salariés de France métropolitaine**. Sur les 28 000 enquêtés de 2016, environ 21 000 sont dans ce champ (les autres étant des indépendants ou des actifs occupés dans les Dom).

Pour les éditions antérieures à 2013, le nombre de réponses prises en compte varie entre 17 000 et 19 000.

Depuis 2013, l'augmentation de l'effectif salarié enquêté tient pour l'essentiel aux suréchantillons dans la fonction publique et le secteur hospitalier.

3 • Pondération

Depuis 2013, compte tenu des changements dans le protocole de l'enquête, la pondération fait l'objet d'une attention particulière.

En effet, les éditions antérieures à l'enquête de 2013, étaient des modules complémentaires à l'enquête Emploi de l'Insee. La pondération était alors celle calculée pour l'enquête Emploi, ajustée pour tenir compte de la non-réponse supplémentaire (faible une fois l'enquête Emploi acceptée).

Un panel a été mis en place et les répondants en 2013 ont été réinterrogés en 2016. Pour assurer la représentativité des réponses, ce panel a été complété d'un échantillon entrant d'actifs occupés résidant dans des logements sélectionnés dans le recensement. De plus, comme en 2013, les nouveaux répondants des suréchantillons de la fonction publique et du secteur hospitalier étaient tirés dans des bases de sondage (issues des fichiers de paie) différentes de celles de l'échantillon principal (constitué de logements sélectionnés dans le recensement).

L'objectif était de calculer une pondération unique qui puisse être utilisée pour étudier une sous-population (la fonction publique ou le secteur hospitalier) ou l'ensemble des enquêtés, qu'il s'agisse de leur première ou deuxième interrogation. Pour les répondants issus du panel, un traitement de l'attrition a été effectué pour contrôler l'effet de la non-réponse individuelle en fonction, notamment, des conditions de travail en 2013. Pour les entrants, comme en 2013, il fallait tenir compte de la non-réponse « primaire », celles de ménages refusant ou évitant l'enquête, puis de la non-réponse « individuelle », celles d'individus sélectionnés au sein du ménage. Une fois l'attrition et la non-réponse contrôlées, comme en 2013, la pondération est issue de l'application d'un partage des poids entre les différents échantillons et de l'empilement de deux calages sur marges réalisés séparément, l'un sur le secteur privé et l'autre sur la fonction publique. Des vérifications ont été faites pour s'assurer d'une part, que la mise en place du panel n'altère pas les résultats, et, d'autre part, que les résultats avec ou sans prise en compte des suréchantillons ne diffèrent pas, ou très peu.

4 • Modalités de calcul et limites de significativité

Les effectifs sont calculés sur l'ensemble des enquêtés en appliquant la pondération décrite ci-dessus. Les fréquences afférentes à une question sont pour leur part calculées sur les répondants à cette question, à l'exclusion de ceux qui ont refusé de répondre ou répondu « ne sait pas ». Cette règle est reprise des publications concernant les éditions antérieures et permet d'assurer la comparabilité. Elle a peu d'influence sur les résultats dans la mesure où la non-réponse partielle à une question donnée est en général de l'ordre de 1 %.

Lorsque l'effectif de salariés dans une catégorie est inférieur à 100, les résultats ne sont pas présentés. Il s'agit d'une condition sur les dénominateurs (nombre de salariés dans une catégorie) qui se retrouve en grande partie à l'identique dans toutes les séries. Pour les tableaux 4 (femmes par CSP) de chaque série, moins de 100 femmes ouvrières agricoles, et moins de 100 femmes contremaîtres ou agents de maîtrise ont été interrogées lors de chacune des éditions de l'enquête. Il y avait aussi moins de 100 femmes techniciennes interrogées en 1984, 1991 et 1998. Pour les tableaux 6 (hommes par âge), moins de 100 hommes de moins de 20 ans ont répondu au questionnaire auto-administré (cela concerne donc les séries 7, 9, 10 et 13, qui portent uniquement sur 2013 et 2016).

Pour les tableaux 7 (femmes par âge), moins de 100 femmes de moins de 20 ans ont été enquêtées en 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016.

Pour les tableaux 8 (par secteur d'activité en 2013), le secteur « cokéfaction et raffinage » concerne moins de 100 personnes.

5 • Abréviations utilisées dans les tableaux

Catégories socioprofessionnelles	
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	3. Cadres et professions intellectuelles supérieures
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	32. Cadres de la fonction publique, professions intellectuelles et artistiques
41. P.I. enseignement, santé, public	41. Professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé, de la fonction publique et assimilés
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	46. Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises
54. Employés adm. d'entreprise	54. Employés administratifs d'entreprise

Secteur d'activité économique (Naf rev.2)	
Fabrication aliments, boissons, tabac	Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac
Fabrication d'équipements et de machines	Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques; fabrication de machines
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution
Commerce et réparation auto. moto.	Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien
Adm. publique, enseignement, santé et social	Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale

Type d'employeur	
Fonct. pub. de l'Etat	Fonction publique de l'État <i>Salarié de l'État (ministères, établissements publics administratifs (EPA) nationaux, établissements publics d'enseignement, ...)</i>
Fonct. pub. territoriale	Fonction publique territoriale <i>Salarié d'une collectivité territoriale (régions, départements, communes, OPHLM, établissements publics administratifs (EPA) des collectivités territoriales, ...)</i>
Fonct. pub. hospitalière	Fonction publique hospitalière <i>Salarié d'un hôpital public, salarié du secteur public social et médico-social (établissement d'hébergement pour personnes âgées, établissements sociaux ou médico-sociaux)</i>
Marchand ou associatif	Secteur marchand ou associatif <i>Salarié d'une entreprise, d'un artisan, d'une association, salarié d'un ou plusieurs particuliers</i>

[Quelles sont les évolutions récentes des conditions de travail et des risques psychosociaux ?](#), *Dares Analyses* n° 82, décembre 2017.

[Travail et bien-être psychologique](#), Document d'étude n° 217, mars 2018.

[L'enquête Conditions de travail et Risques psychosociaux 2016](#)

Collège d'expertise sur le suivi statistique des risques psychosociaux au travail (2011), « [Mesurer les facteurs psychosociaux de risques au travail pour les maîtriser](#) », avril.

https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/rapport_SRPST_definitif_rectifie_11_05_10.pdf

1 • Efforts physiques et contraintes posturales

Tableau 1.1 • Efforts physiques et contraintes posturales en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Sexe	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent*						
		Rester longtemps debout	Rester longtemps dans une autre posture pénible ou fatigante	Effectuer des déplacements à pied longs ou fréquents	Porter ou déplacer des charges lourdes	Effectuer des mouvements douloureux ou fatigants	Subir des secousses ou des vibrations	
Femmes	1984	7 408	43,4	13,6	13,1	13,9	-	1,4
	1991	8 396	47,4	26,3	24,3	24,4	-	2,4
	1998	9 036	48,8	35,1	30,3	31,8	29,8	3,2
	2005	10 530	47,7	30,9	27,0	33,0	30,7	4,3
	2013	11 364	48,5	32,6	28,4	37,1	34,4	6,0
	2016	11 611	47,2	32,2	31,7	36,2	34,6	6,0
Hommes	1984	10 194	53,1	18,0	19,5	27,1	-	12,2
	1991	10 406	56,8	31,2	31,1	37,1	-	18,7
	1998	10 481	58,0	39,2	39,4	42,6	36,9	21,8
	2005	11 720	55,5	37,2	38,1	44,3	40,1	25,2
	2013	11 495	53,0	36,6	40,5	44,8	39,5	26,5
	2016	11 625	52,2	36,5	42,9	43,3	38,3	27,9
Ensemble	1984	17 602	49,0	16,2	16,8	21,5	-	7,6
	1991	18 801	52,6	29,0	28,1	31,4	-	11,4
	1998	19 517	53,7	37,3	35,2	37,6	33,7	13,2
	2005	22 251	51,8	34,2	32,9	39,0	35,7	15,3
	2013	22 859	50,8	34,6	34,5	41,0	36,9	16,3
	2016	23 236	49,7	34,3	37,3	39,7	36,4	17,0

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2016, 49,7 % des salariés déclarent rester longtemps debout.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

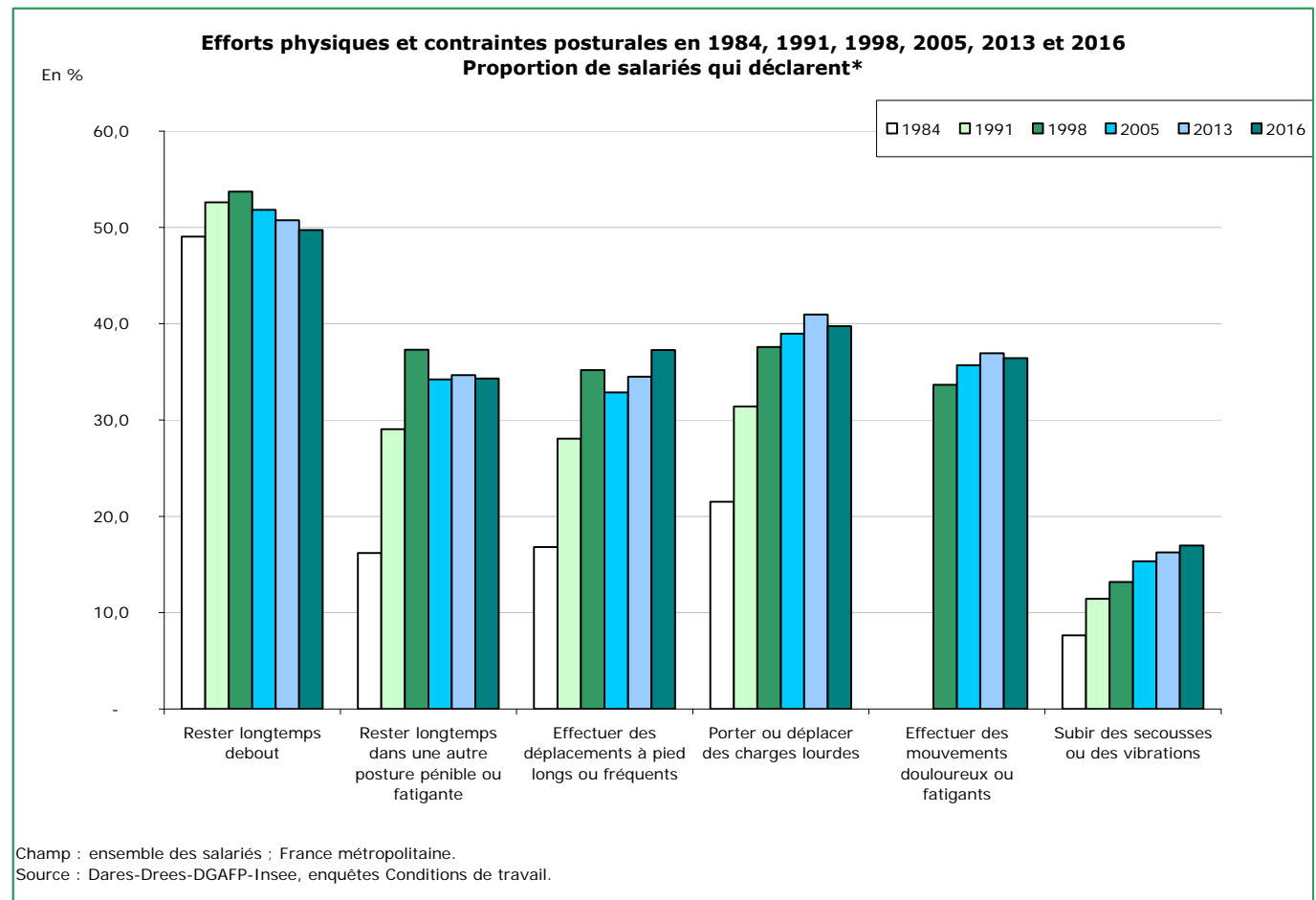


Tableau 1.2 • Efforts physiques et contraintes posturales selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent*						
		Rester longtemps debout	Rester longtemps dans une autre posture pénible ou fatigante	Effectuer des déplacements à pied longs ou fréquents	Porter ou déplacer des charges lourdes	Effectuer des mouvements douloureux ou fatigants	Subir des secousses ou des vibrations	
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1984	1 739	19,6	5,3	10,0	3,8	-	2,2
	1991	2 121	22,8	9,7	13,1	6,2	-	2,6
	1998	2 582	25,5	12,9	16,3	9,9	5,8	3,2
	2005	3 327	21,7	12,7	13,3	10,9	7,1	3,0
	2013	4 394	20,3	14,2	15,8	12,8	8,4	4,3
	2016	4 385	19,9	14,8	17,2	12,2	8,9	4,1
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1984	732	32,0	5,9	10,7	4,3	-	1,9
	1991	880	40,7	11,1	14,9	7,9	-	2,9
	1998	1 104	45,4	16,3	18,9	13,2	8,9	2,5
	2005	1 341	40,8	14,0	17,0	14,4	11,4	2,7
	2013	1 664	39,1	18,6	20,5	18,4	12,3	3,1
	2016	1 559	37,7	18,0	20,9	17,0	13,4	3,8
36. Cadres d'entreprise	1984	986	10,3	4,6	9,6	3,3	-	2,4
	1991	1 231	10,3	8,6	11,7	5,0	-	2,5
	1998	1 464	10,7	10,4	14,3	7,4	3,4	3,7
	2005	1 958	8,6	11,8	10,8	8,5	4,2	3,3
	2013	2 564	7,5	11,2	12,8	8,8	5,6	5,1
	2016	2 593	8,5	12,3	14,1	8,5	5,0	3,4
4. Professions intermédiaires	1984	4 071	42,7	8,5	17,7	10,3	-	2,8
	1991	4 379	44,4	18,8	27,5	19,1	-	5,3
	1998	4 517	45,7	25,7	33,0	26,5	20,7	7,8
	2005	5 778	43,6	24,7	31,1	27,6	22,9	8,9
	2013	5 887	41,9	26,7	32,9	31,9	24,9	10,0
	2016	6 105	43,7	26,6	36,8	33,2	27,5	11,3
41. P.I. enseignement, santé, public	1984	1 798	52,0	7,6	14,0	9,2	-	1,3
	1991	1 855	56,4	18,0	26,5	20,0	-	2,7
	1998	1 897	56,7	27,5	33,3	27,1	23,1	4,7
	2005	2 337	55,4	23,8	32,1	28,0	22,9	4,8
	2013	2 326	54,1	28,3	34,3	34,6	27,6	6,7
	2016	2 536	57,2	27,2	37,1	37,5	32,0	7,0
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1984	948	22,3	7,1	11,7	7,8	-	1,9
	1991	1 137	21,5	18,4	20,0	13,3	-	5,7
	1998	1 196	23,5	21,1	21,5	19,4	12,1	7,6
	2005	1 771	22,2	21,0	19,7	18,2	13,6	6,9
	2013	1 835	19,8	22,9	20,2	20,9	13,5	5,2
	2016	1 817	22,7	18,5	24,4	22,6	16,6	6,7
47. Techniciens	1984	716	33,7	9,5	16,5	8,5	-	2,8
	1991	804	36,4	19,9	26,3	17,1	-	5,5
	1998	842	39,9	26,3	31,9	27,3	20,2	9,7
	2005	1 068	44,8	29,3	37,7	33,6	28,2	12,2
	2013	1 159	44,8	29,2	39,3	36,7	30,2	16,6
	2016	1 174	40,2	32,4	43,0	33,8	28,9	19,1
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1984	609	57,4	12,2	39,2	19,4	-	8,6
	1991	582	62,4	21,0	46,6	30,0	-	12,6
	1998	582	63,7	28,0	57,1	38,0	31,3	15,5
	2005	603	58,9	30,8	48,7	43,7	40,6	24,4
	2013	560	58,4	27,6	55,1	46,6	40,1	25,6
	2016	573	58,1	37,6	61,7	46,6	39,4	28,8

Tableau 1.2 • Efforts physiques et contraintes posturales selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent*						
		Rester longtemps debout	Rester longtemps dans une autre posture pénible ou fatigante	Effectuer des déplacements à pied longs ou fréquents	Porter ou déplacer des charges lourdes	Effectuer des mouvements douloureux ou fatigants	Subir des secousses ou des vibrations	
5. Employés	1984	5 605	41,8	12,7	15,8	14,8	-	1,8
	1991	6 014	47,8	25,9	28,1	26,2	-	3,6
	1998	6 607	50,5	37,4	35,3	35,5	31,4	5,3
	2005	7 291	53,5	35,0	32,8	40,5	36,6	8,0
	2013	7 098	56,4	36,6	35,1	45,6	42,3	8,5
	2016	7 238	53,4	36,1	38,1	43,4	42,0	10,1
51. Employés de la fonction publique	1984	2 099	50,6	14,7	25,0	21,0	-	3,6
	1991	2 189	57,1	29,3	38,9	34,9	-	7,1
	1998	2 562	59,6	43,8	46,5	44,3	41,1	10,9
	2005	2 799	59,9	41,4	44,5	48,8	44,5	15,6
	2013	2 641	62,8	44,2	48,5	51,8	49,7	15,7
	2016	2 781	59,3	41,3	49,0	47,7	47,5	17,9
54. Employés adm. d'entreprise	1984	1 983	7,4	10,5	6,4	2,8	-	1,1
	1991	2 017	9,6	18,8	11,8	6,4	-	1,4
	1998	1 969	10,1	21,4	14,7	11,0	8,3	1,6
	2005	1 763	10,7	19,2	11,4	11,1	8,5	2,3
	2013	1 525	10,6	20,0	13,2	15,4	12,4	3,3
	2016	1 545	9,7	23,5	15,6	15,6	16,1	4,1
55. Employés de commerce	1984	643	75,5	12,3	16,4	28,7	-	0,5
	1991	783	77,2	27,5	34,1	46,4	-	2,8
	1998	785	76,2	46,4	44,6	57,0	43,0	3,6
	2005	1 042	66,9	34,3	37,4	55,8	42,6	5,5
	2013	1 075	70,5	32,8	38,3	56,9	45,2	4,3
	2016	1 142	69,5	30,3	44,6	57,3	46,0	5,4
56. Services directs aux particuliers	1984	880	73,7	13,3	14,8	16,9	-	0,5
	1991	1 025	80,6	31,2	32,5	30,8	-	0,7
	1998	1 291	78,3	43,8	38,9	42,2	40,4	1,1
	2005	1 686	79,2	41,4	32,8	48,1	49,1	3,1
	2013	1 853	76,9	41,6	32,1	55,2	54,7	4,8
	2016	1 769	72,1	42,7	36,5	51,9	53,3	6,1
6. Ouvriers	1984	6 187	68,1	27,4	19,1	40,0	-	17,6
	1991	6 287	72,9	45,7	33,5	53,5	-	26,2
	1998	5 812	76,2	57,0	45,2	60,9	58,6	30,8
	2005	5 847	75,1	54,8	45,9	64,2	63,5	37,8
	2013	5 456	77,3	57,1	50,5	67,5	66,0	42,9
	2016	5 348	76,2	56,8	53,2	65,0	62,0	43,5
61. Ouvriers qualifiés	1984	3 634	64,6	28,8	18,9	41,5	-	20,5
	1991	4 010	68,9	45,8	33,4	53,5	-	29,9
	1998	3 913	72,0	55,7	43,8	60,9	57,2	34,7
	2005	3 815	70,0	54,0	44,4	64,0	60,5	42,3
	2013	3 584	72,6	54,9	48,0	69,3	65,0	48,1
	2016	3 541	70,3	55,6	49,4	66,2	60,7	48,7
66. Ouvriers non qualifiés	1984	2 321	74,4	24,2	19,1	37,5	-	11,2
	1991	2 047	79,7	43,5	32,4	52,3	-	16,4
	1998	1 655	85,3	58,5	46,8	59,9	60,6	19,8
	2005	1 810	84,0	53,7	46,3	64,4	67,5	27,1
	2013	1 616	86,3	59,3	53,5	63,4	67,7	30,1
	2016	1 591	87,8	56,4	60,0	60,4	62,7	30,9
69. Ouvriers agricoles	1984	232	60,1	38,8	22,8	41,9	-	35,5
	1991	230	82,7	64,6	45,1	65,7	-	49,5
	1998	244	82,8	68,7	55,8	67,1	68,5	41,3
	2005	222	88,5	77,7	66,4	64,4	81,3	47,7
	2013	252	85,9	73,9	66,4	68,0	69,4	50,2
	2016	214	89,9	80,4	66,2	80,3	78,5	50,9
Ensemble	1984	17 602	49,0	16,2	16,8	21,5	-	7,6
	1991	18 801	52,6	29,0	28,1	31,4	-	11,4
	1998	19 517	53,7	37,3	35,2	37,6	33,7	13,2
	2005	22 251	51,8	34,2	32,9	39,0	35,7	15,3
	2013	22 859	50,8	34,6	34,5	41,0	36,9	16,3
	2016	23 236	49,7	34,3	37,3	39,7	36,4	17,0

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2016, 49,7 % des salariés déclarent rester longtemps debout.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 1.3 • Efforts physiques et contraintes posturales selon la catégorie socioprofessionnelle des **HOMMES** en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent*						
		Rester longtemps debout	Rester longtemps dans une autre posture pénible ou fatigante	Effectuer des déplacements à pied longs ou fréquents	Porter ou déplacer des charges lourdes	Effectuer des mouvements douloureux ou fatigants	Subir des secousses ou des vibrations	
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1984	1 307	16,6	5,3	10,2	3,7	-	2,6
	1991	1 498	19,8	9,3	12,9	5,9	-	3,2
	1998	1 719	22,1	13,2	16,9	9,2	5,9	4,2
	2005	2 115	19,2	12,6	15,2	11,0	6,9	4,3
	2013	2 637	16,8	13,4	16,4	10,3	7,6	5,7
	2016	2 667	19,3	14,0	19,1	12,3	8,7	5,4
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1984	451	28,0	5,6	11,4	4,6	-	2,2
	1991	508	36,4	11,4	13,6	7,0	-	3,7
	1998	597	40,6	17,8	20,2	12,4	10,3	3,4
	2005	700	36,6	13,5	18,8	13,2	11,7	4,2
	2013	824	34,9	18,5	21,2	15,0	12,1	4,8
	2016	791	37,9	16,7	24,7	17,6	12,2	6,1
36. Cadres d'entreprise	1984	849	10,4	5,0	9,6	3,2	-	2,8
	1991	989	11,3	8,2	12,5	5,4	-	2,9
	1998	1 119	12,2	10,7	15,2	7,4	3,6	4,7
	2005	1 406	10,4	12,1	13,3	9,9	4,5	4,4
	2013	1 714	7,6	11,0	14,2	7,8	5,0	6,2
	2016	1 722	9,7	11,7	15,8	9,2	5,4	4,0
4. Professions intermédiaires	1984	2 385	41,1	8,8	20,6	10,1	-	4,4
	1991	2 480	44,7	18,5	29,6	18,8	-	8,0
	1998	2 440	45,8	24,4	36,4	26,8	20,2	11,8
	2005	3 043	45,5	25,8	35,6	30,4	25,9	14,4
	2013	2 830	45,4	27,2	39,9	35,1	27,8	16,6
	2016	2 915	43,6	27,4	42,8	34,3	28,0	19,3
41. P.I. enseignement, sante, public	1984	622	46,7	6,0	12,8	4,9	-	3,0
	1991	641	52,4	13,5	22,9	12,8	-	4,7
	1998	557	48,4	19,9	30,4	17,9	14,4	8,9
	2005	730	50,1	20,5	33,1	21,9	19,3	9,0
	2013	613	50,0	23,7	34,6	26,0	22,1	13,1
	2016	600	52,1	19,7	34,2	22,8	23,2	15,3
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1984	542	25,0	7,5	13,4	7,5	-	3,0
	1991	595	28,5	19,6	22,7	16,1	-	9,3
	1998	600	31,7	23,0	27,3	23,4	14,0	11,4
	2005	840	29,8	21,7	25,9	23,3	17,2	12,6
	2013	748	30,8	23,8	31,5	30,5	18,8	8,9
	2016	776	28,7	18,6	33,7	31,8	20,6	11,7
47. Techniciens	1984	652	34,7	9,5	17,1	9,0	-	3,0
	1991	705	37,6	19,8	27,6	17,5	-	6,2
	1998	740	42,0	26,8	32,7	28,5	21,8	10,8
	2005	938	47,1	30,4	38,7	35,7	30,0	13,5
	2013	973	46,7	31,9	41,3	38,5	32,5	18,9
	2016	1 033	41,8	33,0	45,0	36,7	30,0	21,2
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1984	568	57,5	12,4	40,1	19,5	-	9,0
	1991	539	62,9	21,2	47,7	30,6	-	13,0
	1998	542	63,8	27,2	57,8	37,5	30,8	16,6
	2005	535	61,3	31,6	49,0	43,8	41,2	26,4
	2013	490	59,3	28,0	56,8	46,6	39,3	28,3
	2016	501	60,3	38,4	62,9	46,8	40,9	32,1

Tableau 1.3 • Efforts physiques et contraintes posturales selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016
SUITE

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent*						
		Rester longtemps debout	Rester longtemps dans une autre posture pénible ou fatigante	Effectuer des déplacements à pied longs ou fréquents	Porter ou déplacer des charges lourdes	Effectuer des mouvements douloureux ou fatigants	Subir des secousses ou des vibrations	
5. Employés	1984	1 471	46,2	10,8	24,0	17,0	-	5,1
	1991	1 416	53,4	21,5	38,3	30,8	-	10,6
	1998	1 584	58,0	38,1	47,5	39,7	30,6	15,1
	2005	1 736	61,8	35,4	44,9	47,8	39,3	20,2
	2013	1 658	61,1	35,6	50,2	47,2	39,4	16,9
	2016	1 679	59,7	34,3	51,8	45,3	43,9	22,1
51. Employés de la fonction publique	1984	793	49,7	13,3	31,9	19,2	-	7,3
	1991	769	56,9	24,8	44,1	33,2	-	15,2
	1998	934	61,4	43,6	50,1	39,9	34,8	21,6
	2005	1 018	64,4	41,9	49,3	50,1	43,5	26,8
	2013	888	58,6	38,5	55,2	45,3	40,6	24,6
	2016	941	59,0	35,6	55,1	46,1	44,5	31,1
54. Employés adm. d'entreprise	1984	416	17,0	6,7	9,3	4,7	-	3,6
	1991	332	19,3	10,7	13,8	8,5	-	5,5
	1998	299	17,5	17,3	26,9	18,3	10,5	6,0
	2005	274	28,7	21,4	22,9	22,5	19,8	10,1
	2013	216	23,5	17,3	29,0	22,7	19,4	11,5
	2016	267	30,3	28,3	29,2	28,0	30,5	11,6
55. Employés de commerce	1984	117	76,8	9,2	21,6	34,6	-	1,5
	1991	171	74,1	25,7	48,0	55,5	-	6,4
	1998	182	78,6	33,8	53,6	63,2	35,9	8,5
	2005	261	73,7	28,9	48,2	58,8	42,7	11,2
	2013	264	75,0	40,1	50,1	62,2	46,8	7,1
	2016	286	78,7	32,1	61,8	59,6	51,0	7,8
56. Services directs aux particuliers	1984	144	86,3	10,2	25,4	25,6	-	0,7
	1991	144	88,1	24,3	52,3	40,4	-	2,9
	1998	168	88,9	49,0	62,9	50,9	37,2	2,7
	2005	183	80,3	29,4	48,4	57,0	40,9	11,1
	2013	290	83,9	35,9	51,1	57,6	43,8	6,0
	2016	184	76,4	39,6	52,2	44,1	48,9	13,6
6. Ouvriers	1984	5 032	70,4	27,8	20,2	44,1	-	20,4
	1991	5 011	74,8	46,9	35,3	57,2	-	30,9
	1998	4 739	77,3	56,6	46,4	63,8	58,9	35,6
	2005	4 820	75,6	55,9	47,3	66,6	64,1	43,0
	2013	4 351	76,6	57,1	51,7	71,2	66,6	49,3
	2016	4 282	75,8	57,5	54,1	68,1	61,5	50,1
61. Ouvriers qualifiés	1984	3 333	66,2	29,3	19,5	43,5	-	21,7
	1991	3 611	70,9	46,9	34,2	55,6	-	32,2
	1998	3 486	73,3	55,9	45,0	62,6	57,7	37,6
	2005	3 409	70,7	54,9	45,9	65,3	61,3	45,5
	2013	3 127	72,9	55,7	48,9	71,5	65,9	51,8
	2016	3 097	71,4	56,6	50,3	67,1	61,0	52,4
66. Ouvriers non qualifiés	1984	1 497	81,8	23,2	21,5	45,4	-	14,7
	1991	1 215	85,7	44,2	36,5	60,4	-	23,1
	1998	1 065	89,8	57,1	49,7	66,0	60,9	26,3
	2005	1 255	87,6	55,4	48,8	69,9	69,6	34,4
	2013	1 032	86,7	58,3	57,5	70,0	67,7	39,8
	2016	1 013	86,9	56,0	63,7	68,5	60,2	41,3
69. Ouvriers agricoles	1984	202	54,7	37,7	22,2	44,3	-	40,5
	1991	185	80,1	64,7	47,2	68,5	-	57,7
	1998	187	80,6	67,1	55,4	73,8	69,6	50,0
	2005	156	85,8	80,8	67,2	68,9	79,2	58,3
	2013	187	83,2	73,2	65,6	71,0	70,3	57,4
	2016	171	90,4	-	67,3	84,9	79,6	60,4
Ensemble	1984	10 194	53,1	18,0	19,5	27,1	-	12,2
	1991	10 406	56,8	31,2	31,1	37,1	-	18,7
	1998	10 481	58,0	39,2	39,4	42,6	36,9	21,8
	2005	11 720	55,5	37,2	38,1	44,3	40,1	25,2
	2013	11 495	53,0	36,6	40,5	44,8	39,5	26,5
	2016	11 625	52,2	36,5	42,9	43,3	38,3	27,9

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2016, 52,2 % des hommes salariés déclarent rester longtemps debout.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 1.4 • Efforts physiques et contraintes posturales selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent*						
		Rester longtemps debout	Rester longtemps dans une autre posture pénible ou fatigante	Effectuer des déplacements à pied longs ou fréquents	Porter ou déplacer des charges lourdes	Effectuer des mouvements douloureux ou fatigants	Subir des secousses ou des vibrations	
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1984	431	28,8	5,1	9,4	4,0	-	1,1
	1991	623	30,2	10,7	13,5	6,8	-	1,4
	1998	863	32,4	12,3	15,0	11,4	5,5	1,1
	2005	1 211	26,2	12,9	10,0	10,8	7,5	0,7
	2013	1 757	25,6	15,3	14,9	16,4	9,7	2,2
	2016	1 718	20,8	16,2	14,2	12,1	9,1	1,9
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1984	281	38,4	6,4	9,5	3,9	-	1,3
	1991	371	46,6	10,6	16,7	9,1	-	1,7
	1998	507	51,0	14,5	17,3	14,2	7,2	1,5
	2005	642	45,4	14,5	15,0	15,7	11,0	1,0
	2013	839	43,3	18,7	19,9	21,8	12,4	1,5
	2016	769	37,4	19,3	17,1	16,4	14,6	1,4
36. Cadres d'entreprise	1984	137	9,4	2,3	9,5	4,1	-	-
	1991	242	6,3	10,3	8,1	3,6	-	1,0
	1998	345	5,6	9,1	11,2	7,4	2,7	0,5
	2005	552	4,1	11,1	4,3	4,9	3,5	0,4
	2013	850	7,3	11,5	10,1	10,7	6,9	3,0
	2016	871	6,3	13,4	10,9	7,1	4,3	2,1
4. Professions intermédiaires	1984	1 687	45,0	8,1	13,6	10,5	-	0,5
	1991	1 898	44,0	19,3	24,7	19,4	-	1,7
	1998	2 077	45,5	27,2	28,9	26,1	21,3	3,1
	2005	2 735	41,5	23,5	26,0	24,6	19,5	2,6
	2013	3 057	38,7	26,2	26,3	28,9	22,2	3,9
	2016	3 190	43,8	25,9	31,2	32,2	27,0	3,9
41. P.I. enseignement, sante, public	1984	1 175	54,8	8,5	14,7	11,5	-	0,4
	1991	1 214	58,5	20,3	28,4	23,7	-	1,6
	1998	1 340	60,1	30,7	34,5	30,9	26,7	2,9
	2005	1 606	57,8	25,3	31,7	30,7	24,5	2,9
	2013	1 713	55,5	30,0	34,1	37,6	29,6	4,4
	2016	1 936	58,8	29,5	38,0	42,0	34,7	4,4
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1984	406	18,7	6,5	9,4	8,2	-	0,5
	1991	542	13,8	17,0	17,0	10,3	-	1,7
	1998	596	15,2	19,1	15,7	15,5	10,1	3,8
	2005	931	15,5	20,5	14,1	13,6	10,3	1,8
	2013	1 087	12,2	22,2	12,5	14,3	9,8	2,8
	2016	1 041	18,2	18,4	17,5	15,8	13,6	3,0
47. Techniciennes	1984	65	-	-	-	-	-	-
	1991	99	-	-	-	-	-	-
	1998	102	-	-	-	-	-	-
	2005	130	28,3	21,5	30,4	18,3	15,1	2,9
	2013	186	34,6	15,1	29,1	27,3	18,1	4,2
	2016	141	28,4	27,6	28,5	12,7	20,4	3,5
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1984	41	-	-	-	-	-	-
	1991	43	-	-	-	-	-	-
	1998	40	-	-	-	-	-	-
	2005	68	-	-	-	-	-	-
	2013	69	-	-	-	-	-	-
	2016	71	-	-	-	-	-	-

Tableau 1.4 • Efforts physiques et contraintes posturales selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016
SUIITE

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent*						
		Rester longtemps debout	Rester longtemps dans une autre posture pénible ou fatigante	Effectuer des déplacements à pied longs ou fréquents	Porter ou déplacer des charges lourdes	Effectuer des mouvements douloureux ou fatigants	Subir des secousses ou des vibrations	
5. Employées	1984	4 134	40,2	13,4	12,9	14,0	-	0,7
	1991	4 598	46,0	27,2	25,0	24,7	-	1,4
	1998	5 023	48,1	37,2	31,5	34,2	31,7	2,2
	2005	5 555	50,9	34,9	29,0	38,3	35,8	4,2
	2013	5 440	55,0	36,9	30,5	45,2	43,2	5,9
	2016	5 559	51,5	36,6	34,0	42,8	41,4	6,4
51. Employées de la fonction publique	1984	1 307	51,1	15,5	20,8	22,1	-	1,3
	1991	1 420	57,1	31,7	36,0	35,8	-	2,8
	1998	1 628	58,6	44,0	44,3	46,9	44,7	4,7
	2005	1 782	57,3	41,1	41,7	48,0	45,1	9,2
	2013	1 753	65,0	47,0	45,1	55,1	54,2	11,2
	2016	1 840	59,4	44,2	45,8	48,4	49,0	11,1
54. Employées adm. d'entreprise	1984	1 566	4,9	11,5	5,7	2,2	-	0,4
	1991	1 685	7,6	20,4	11,4	6,0	-	0,6
	1998	1 670	8,8	22,1	12,5	9,7	7,9	0,8
	2005	1 489	7,4	18,8	9,2	9,0	6,5	0,8
	2013	1 309	8,5	20,4	10,6	14,2	11,3	2,0
	2016	1 278	5,3	22,5	12,8	13,0	13,1	2,6
55. Employées de commerce	1984	526	75,2	13,0	15,2	27,4	-	0,3
	1991	612	78,0	28,0	30,2	43,8	-	1,9
	1998	603	75,4	50,3	41,9	55,1	45,2	2,1
	2005	781	64,6	36,1	33,8	54,8	42,6	3,6
	2013	811	69,0	30,4	34,5	55,1	44,7	3,4
	2016	856	66,4	29,7	38,9	56,6	44,4	4,6
56. Services directs aux particuliers	1984	736	71,2	13,9	12,7	15,2	-	0,4
	1991	881	79,3	32,4	29,3	29,2	-	0,4
	1998	1 122	76,7	43,0	35,3	40,9	40,9	0,9
	2005	1 503	79,1	42,9	30,9	47,0	50,2	2,1
	2013	1 563	75,6	42,7	28,6	54,7	56,7	4,6
	2016	1 585	71,6	43,0	34,7	52,8	53,8	5,2
6. Ouvrières	1984	1 155	58,0	25,7	14,3	22,0	-	5,4
	1991	1 276	65,7	41,3	26,6	39,1	-	7,7
	1998	1 073	71,4	58,9	39,6	47,9	57,4	9,5
	2005	1 027	72,6	50,0	38,9	52,8	60,7	13,6
	2013	1 105	79,8	56,8	46,0	53,1	63,9	17,8
	2016	1 066	78,2	54,3	49,6	52,4	64,0	16,7
61. Ouvrières qualifiées	1984	301	46,4	22,6	12,2	18,5	-	7,1
	1991	399	51,3	36,3	25,9	34,2	-	9,3
	1998	427	61,1	54,0	34,4	46,9	52,7	11,1
	2005	406	64,5	46,7	32,3	53,7	54,1	16,1
	2013	456	70,5	48,8	42,3	53,8	58,8	22,4
	2016	445	62,7	49,0	43,3	59,6	59,3	22,4
66. Ouvrières non qualifiées	1984	825	60,9	26,0	14,6	23,2	-	4,9
	1991	832	71,0	42,5	26,4	40,5	-	6,5
	1998	589	77,1	61,1	41,6	48,8	60,0	8,1
	2005	555	75,9	50,0	40,8	52,1	62,5	10,8
	2013	584	85,5	60,9	46,3	51,8	67,6	12,9
	2016	579	89,3	57,1	53,5	46,2	67,0	12,7
69. Ouvrières agricoles	1984	30	-	-	-	-	-	-
	1991	45	-	-	-	-	-	-
	1998	57	-	-	-	-	-	-
	2005	66	-	-	-	-	-	-
	2013	65	-	-	-	-	-	-
	2016	42	-	-	-	-	-	-
Ensemble	1984	7 408	43,4	13,6	13,1	13,9	-	1,4
	1991	8 396	47,4	26,3	24,3	24,4	-	2,4
	1998	9 036	48,8	35,1	30,3	31,8	29,8	3,2
	2005	10 530	47,7	30,9	27,0	33,0	30,7	4,3
	2013	11 364	48,5	32,6	28,4	37,1	34,4	6,0
	2016	11 611	47,2	32,2	31,7	36,2	34,6	6,0

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2016, 47,2 % des femmes salariées déclarent rester longtemps debout.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 1.5 • Efforts physiques et contraintes posturales selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Âge	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent*						
		Rester longtemps debout	Rester longtemps dans une autre posture pénible ou fatigante	Effectuer des déplacements à pied longs ou fréquents	Porter ou déplacer des charges lourdes	Effectuer des mouvements douloureux ou fatigants	Subir des secousses ou des vibrations	
Moins de 20 ans	1984	356	73,8	21,7	10,3	31,7	-	7,1
	1991	251	84,6	41,6	30,6	50,3	-	10,1
	1998	216	95,7	60,9	43,7	70,0	53,8	17,2
	2005	320	84,8	56,2	42,4	67,8	53,4	24,0
	2013	257	78,7	41,4	39,8	57,8	43,8	16,9
	2016	277	-	-	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	1984	1 997	54,4	18,1	18,0	26,4	-	6,8
	1991	1 729	61,4	32,9	31,3	40,5	-	10,6
	1998	1 105	68,8	44,1	43,1	49,5	40,7	13,7
	2005	1 588	64,5	43,3	40,2	53,6	44,8	16,9
	2013	1 536	66,3	42,6	46,1	56,6	45,0	16,8
	2016	1 544	57,6	35,5	45,4	43,2	32,1	11,7
De 25 à 29 ans	1984	2 842	48,0	16,7	17,0	24,1	-	7,7
	1991	2 957	52,7	29,9	28,7	34,6	-	10,9
	1998	2 793	54,7	36,1	39,6	42,1	33,1	13,3
	2005	2 632	52,6	32,9	37,4	41,0	34,2	16,8
	2013	2 578	52,3	32,0	36,5	44,6	33,6	16,4
	2016	2 592	54,2	34,7	42,5	45,7	39,3	16,8
De 30 à 34 ans	1984	2 924	44,7	15,1	16,8	19,3	-	7,6
	1991	2 957	50,9	28,8	28,7	32,0	-	12,6
	1998	2 977	53,2	37,0	35,2	39,0	34,6	13,8
	2005	3 014	50,4	32,9	35,3	39,1	34,0	16,5
	2013	2 734	49,5	32,5	34,8	41,7	34,8	17,2
	2016	2 823	51,2	33,4	38,0	41,8	36,4	16,8
De 35 à 39 ans	1984	2 769	44,9	16,3	16,9	19,9	-	8,3
	1991	2 941	47,7	27,6	27,5	29,0	-	11,1
	1998	2 989	51,6	36,4	34,8	39,8	35,0	14,1
	2005	3 133	51,5	32,8	33,6	40,1	35,7	15,1
	2013	2 934	46,1	33,7	34,6	39,5	32,6	17,4
	2016	2 806	42,9	29,3	36,7	36,6	29,9	16,2
De 40 à 44 ans	1984	1 866	48,1	15,5	15,7	19,6	-	7,6
	1991	2 963	50,2	27,4	27,6	28,6	-	11,1
	1998	2 884	50,7	35,8	34,4	34,5	32,1	12,3
	2005	3 263	50,0	31,7	31,5	37,7	35,2	15,9
	2013	3 269	50,5	33,3	36,8	42,9	37,3	17,8
	2016	3 209	48,9	33,0	36,8	39,9	35,3	18,3
De 45 à 49 ans	1984	1 804	50,0	15,1	17,9	21,9	-	7,7
	1991	2 030	51,4	27,6	26,2	27,9	-	13,5
	1998	2 860	52,1	36,8	34,4	33,3	32,1	13,9
	2005	3 103	49,3	35,1	31,6	36,1	35,9	14,9
	2013	3 243	50,1	35,6	33,7	39,0	38,3	16,1
	2016	3 210	48,6	34,7	37,1	38,9	39,9	19,9
De 50 à 54 ans	1984	1 682	53,7	16,8	16,4	18,0	-	9,0
	1991	1 485	53,8	28,8	27,9	30,0	-	11,8
	1998	2 324	50,4	36,9	30,7	31,9	31,5	11,8
	2005	2 884	50,0	34,1	29,3	34,8	35,4	13,9
	2013	3 026	50,4	37,8	32,5	39,6	41,2	16,3
	2016	3 153	49,1	35,9	33,7	37,0	37,7	17,7
55 ans et plus	1984	1 361	49,1	14,5	17,1	20,9	-	6,0
	1991	1 488	55,1	29,8	25,9	26,7	-	9,8
	1998	1 369	54,0	38,1	30,2	30,8	31,2	11,3
	2005	2 313	48,5	32,5	25,1	31,8	31,7	11,8
	2013	3 283	46,4	32,4	27,1	31,4	35,2	12,6
	2016	3 622	46,3	36,0	32,3	34,3	35,5	15,0
Ensemble	1984	17 602	49,0	16,2	16,8	21,5	-	7,6
	1991	18 801	52,6	29,0	28,1	31,4	-	11,4
	1998	19 517	53,7	37,3	35,2	37,6	33,7	13,2
	2005	22 251	51,8	34,2	32,9	39,0	35,7	15,3
	2013	22 859	50,8	34,6	34,5	41,0	36,9	16,3
	2016	23 236	49,7	34,3	37,3	39,7	36,4	17,0

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2016, 49,7 % des salariés déclarent rester longtemps debout.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 1.6 • Efforts physiques et contraintes posturales selon l'âge des HOMMES en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Âge	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent*						
		Rester longtemps debout	Rester longtemps dans une autre posture pénible ou fatigante	Effectuer des déplacements à pied longs ou fréquents	Porter ou déplacer des charges lourdes	Effectuer des mouvements douloureux ou fatigants	Subir des secousses ou des vibrations	
Moins de 20 ans	1984	224	84,3	27,9	10,9	43,3	-	10,9
	1991	166	85,7	46,7	31,1	62,2	-	14,1
	1998	174	96,1	62,7	43,2	74,8	57,7	21,0
	2005	223	88,5	63,9	45,6	77,2	59,0	31,4
	2013	168	82,4	47,6	41,2	63,1	46,8	25,1
	2016	191	-	-	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	1984	1 009	63,9	21,1	20,9	37,5	-	12,5
	1991	865	72,1	38,4	35,3	53,9	-	19,1
	1998	539	80,1	49,9	47,5	63,5	49,7	24,2
	2005	873	71,5	49,1	45,2	64,0	53,0	28,2
	2013	864	72,0	47,6	52,7	65,7	51,3	25,3
	2016	757	65,9	41,3	51,8	46,0	34,3	21,5
De 25 à 29 ans	1984	1 606	53,5	18,9	18,4	30,6	-	12,3
	1991	1 586	60,0	32,8	31,1	42,7	-	17,9
	1998	1 516	61,0	39,0	44,1	49,1	38,2	21,8
	2005	1 427	57,1	37,5	43,5	50,1	41,1	28,2
	2013	1 271	54,9	35,2	42,4	49,1	37,7	27,6
	2016	1 289	59,2	41,5	49,6	53,7	43,6	28,4
De 30 à 34 ans	1984	1 681	50,7	17,2	20,0	24,7	-	11,9
	1991	1 661	55,7	30,3	31,7	37,5	-	20,5
	1998	1 658	58,1	38,8	39,7	44,4	38,6	22,5
	2005	1 666	54,2	36,4	39,6	43,9	39,6	25,8
	2013	1 378	54,0	36,2	41,9	49,2	40,6	28,5
	2016	1 478	50,2	36,3	42,2	45,7	38,4	27,6
De 35 à 39 ans	1984	1 647	48,3	17,4	20,3	24,5	-	13,1
	1991	1 625	51,5	30,2	31,7	34,5	-	18,2
	1998	1 625	56,0	38,8	38,2	45,4	38,5	23,0
	2005	1 658	55,8	35,7	39,6	45,8	40,5	24,3
	2013	1 553	48,3	39,1	40,7	44,1	37,1	28,1
	2016	1 450	46,0	30,9	42,2	40,6	33,1	24,8
De 40 à 44 ans	1984	1 138	49,9	17,4	18,2	24,3	-	11,9
	1991	1 652	54,0	28,6	31,3	31,1	-	18,2
	1998	1 518	54,8	36,6	38,5	38,1	33,6	20,4
	2005	1 703	53,7	35,3	37,1	41,5	39,1	25,8
	2013	1 698	52,8	35,8	42,6	44,6	38,6	28,5
	2016	1 575	51,3	36,5	43,4	43,0	39,3	31,2
De 45 à 49 ans	1984	1 092	51,0	15,8	21,1	25,6	-	11,6
	1991	1 162	53,3	29,9	28,5	32,4	-	21,5
	1998	1 470	54,1	37,2	38,4	36,3	34,3	23,6
	2005	1 597	50,9	37,0	36,6	38,2	38,8	24,7
	2013	1 534	50,4	35,0	40,3	41,6	39,8	26,9
	2016	1 642	51,4	34,7	44,2	43,3	41,2	31,6
De 50 à 54 ans	1984	1 016	55,2	18,4	19,7	22,2	-	14,2
	1991	869	54,5	29,2	30,5	31,8	-	18,5
	1998	1 237	52,0	38,0	36,1	33,8	32,6	20,6
	2005	1 427	53,5	35,1	34,4	39,8	38,2	23,5
	2013	1 458	51,6	36,9	38,0	41,7	41,5	26,7
	2016	1 479	48,2	35,9	37,5	37,6	37,3	30,2
55 ans et plus	1984	780	50,1	16,1	19,6	24,2	-	9,2
	1991	819	54,5	30,9	28,1	31,8	-	15,6
	1998	745	55,0	38,9	34,5	32,6	32,2	17,6
	2005	1 146	48,2	31,6	28,5	32,9	31,5	20,3
	2013	1 572	45,4	30,8	31,2	30,5	33,6	20,3
	2016	1 763	48,7	35,5	36,5	35,5	34,5	23,9
Ensemble	1984	10 194	53,1	18,0	19,5	27,1	-	12,2
	1991	10 406	56,8	31,2	31,1	37,1	-	18,7
	1998	10 481	58,0	39,2	39,4	42,6	36,9	21,8
	2005	11 720	55,5	37,2	38,1	44,3	40,1	25,2
	2013	11 495	53,0	36,6	40,5	44,8	39,5	26,5
	2016	11 625	52,2	36,5	42,9	43,3	38,3	27,9

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2016, 52,2 % des hommes salariés déclarent rester longtemps debout.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 1.7 • Efforts physiques et contraintes posturales selon l'âge des FEMMES en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Âge	Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent*						
		Rester longtemps debout	Rester longtemps dans une autre posture pénible ou fatigante	Effectuer des déplacements à pied longs ou fréquents	Porter ou déplacer des charges lourdes	Effectuer des mouvements douloureux ou fatigants	Subir des secousses ou des vibrations	
Moins de 20 ans	1984	131	56,0	11,1	9,4	11,8	-	0,8
	1991	85	-	-	-	-	-	-
	1998	41	-	-	-	-	-	-
	2005	97	-	-	-	-	-	-
	2013	88	-	-	-	-	-	-
	2016	86	-	-	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	1984	989	44,7	15,0	15,1	15,0	-	0,9
	1991	864	50,7	27,4	27,3	27,2	-	2,1
	1998	566	58,1	38,6	38,9	36,2	32,0	3,6
	2005	715	56,0	36,2	34,2	40,8	34,7	3,2
	2013	672	58,8	36,1	37,6	44,8	36,9	5,8
	2016	786	49,6	29,9	39,3	40,6	30,0	2,3
De 25 à 29 ans	1984	1 237	40,8	13,9	15,0	15,6	-	1,6
	1991	1 371	44,2	26,4	25,8	25,1	-	2,8
	1998	1 278	47,3	32,7	34,1	33,8	27,1	3,3
	2005	1 204	47,2	27,5	30,2	30,2	26,0	3,2
	2013	1 306	49,9	29,0	30,7	40,1	29,5	5,4
	2016	1 303	49,1	27,9	35,5	37,9	34,9	5,3
De 30 à 34 ans	1984	1 243	36,5	12,4	12,6	11,9	-	1,8
	1991	1 296	44,8	26,8	24,9	24,9	-	2,6
	1998	1 319	47,1	34,8	29,6	32,2	29,6	2,9
	2005	1 348	45,8	28,6	30,0	33,3	27,0	5,0
	2013	1 356	45,0	28,9	27,5	34,1	28,8	5,8
	2016	1 345	52,2	30,2	33,4	37,5	34,3	4,9
De 35 à 39 ans	1984	1 122	39,9	14,6	11,8	13,2	-	1,3
	1991	1 317	43,0	24,3	22,4	22,2	-	2,2
	1998	1 364	46,3	33,5	30,8	33,2	30,8	3,5
	2005	1 475	46,6	29,5	26,9	33,7	30,2	4,7
	2013	1 381	43,6	27,7	27,9	34,3	27,5	5,3
	2016	1 356	39,5	27,6	30,9	32,4	26,4	7,0
De 40 à 44 ans	1984	728	45,5	12,5	11,8	12,1	-	1,0
	1991	1 311	45,4	26,0	23,0	25,5	-	2,1
	1998	1 366	46,2	34,9	29,8	30,5	30,4	3,3
	2005	1 560	45,9	27,7	25,4	33,5	30,9	5,1
	2013	1 571	48,1	30,6	30,6	41,1	36,0	6,4
	2016	1 634	46,6	29,7	30,4	37,0	31,4	5,8
De 45 à 49 ans	1984	712	48,5	13,9	13,0	16,1	-	1,7
	1991	868	49,0	24,6	23,1	21,8	-	2,8
	1998	1 390	50,0	36,3	30,1	30,1	29,7	3,5
	2005	1 506	47,6	33,1	26,4	33,9	32,8	4,5
	2013	1 709	49,9	36,2	27,9	36,6	37,0	6,5
	2016	1 567	45,7	34,6	29,7	34,2	38,6	7,6
De 50 à 54 ans	1984	666	51,3	14,3	11,4	11,6	-	1,1
	1991	616	52,9	28,1	24,2	27,4	-	2,3
	1998	1 088	48,5	35,6	24,6	29,8	30,2	1,9
	2005	1 457	46,5	33,0	24,2	29,9	32,7	4,4
	2013	1 568	49,3	38,7	27,5	37,7	41,0	6,7
	2016	1 674	49,9	35,8	30,2	36,6	38,0	6,7
55 ans et plus	1984	581	47,7	12,4	13,7	16,6	-	1,7
	1991	668	55,9	28,4	23,3	20,5	-	2,7
	1998	624	52,9	37,2	25,2	28,6	29,9	3,9
	2005	1 168	48,7	33,5	21,8	30,7	31,9	3,4
	2013	1 711	47,3	33,8	23,4	32,1	36,7	5,6
	2016	1 859	44,0	36,5	28,3	33,1	36,4	6,5
Ensemble	1984	7 408	43,4	13,6	13,1	13,9	-	1,4
	1991	8 396	47,4	26,3	24,3	24,4	-	2,4
	1998	9 036	48,8	35,1	30,3	31,8	29,8	3,2
	2005	10 530	47,7	30,9	27,0	33,0	30,7	4,3
	2013	11 364	48,5	32,6	28,4	37,1	34,4	6,0
	2016	11 611	47,2	32,2	31,7	36,2	34,6	6,0

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2016, 47,2 % des femmes salariées déclarent rester longtemps debout.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 1.8 • Efforts physiques et contraintes posturales en 2016 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent*					
		Rester longtemps debout	Rester longtemps dans une autre posture pénible ou fatigante	Effectuer des déplacements à pied longs ou fréquents	Porter ou déplacer des charges lourdes	Effectuer des mouvements douloureux ou fatigants	Subir des secousses ou des vibrations
Agriculture, sylviculture et pêche	240	81,7	76,8	64,3	73,2	76,0	54,8
Fabrication aliments, boissons, tabac	603	76,5	37,0	52,7	55,2	41,2	11,7
Cokéfaction et raffinage	17	-	-	-	-	-	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	32,4	25,6	22,5	18,9	18,9	12,1
Fabrication de matériels de transport	416	46,0	35,3	39,1	28,0	35,5	21,2
Fabrication d'autres produits industriels	1 574	50,7	33,0	43,0	39,4	34,7	22,2
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	397	38,1	32,6	28,7	38,2	35,0	36,3
Construction	1 332	68,0	61,5	48,0	64,1	57,9	50,8
Commerce et réparation auto. moto.	2 881	62,6	34,0	44,3	55,5	44,4	15,2
Transports et entreposage	1 527	37,2	40,8	36,6	42,9	38,9	48,4
Hébergement et restauration	815	82,7	38,0	60,2	54,1	50,5	6,2
Information et communication	684	8,2	18,0	11,3	11,1	6,9	2,8
Activités financières et d'assurance	856	0,8	15,1	8,9	5,5	2,8	1,6
Activités immobilières	314	30,4	24,4	30,2	28,3	26,0	7,6
Act. scientifiques, techniques, services adm. soutien	2 212	31,6	28,5	30,6	22,0	27,0	9,9
Adm. publique, enseignement, santé et social	7 528	54,2	33,2	37,2	38,4	36,4	10,5
Autres activités de services	1 332	53,1	33,6	32,2	44,7	41,2	8,6
Non renseigné	28	-	-	-	-	-	-
Ensemble	23 236	49,7	34,3	37,3	39,7	36,4	17,0

- Effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2016, 49,7 % des salariés déclarent rester longtemps debout.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 1.9 • Efforts physiques et contraintes posturales en 2016 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent*					
		Rester longtemps debout	Rester longtemps dans une autre posture pénible ou fatigante	Effectuer des déplacements à pied longs ou fréquents	Porter ou déplacer des charges lourdes	Effectuer des mouvements douloureux ou fatigants	Subir des secousses ou des vibrations
Fonct. pub. de l'État	2 396	49,3	25,6	29,0	22,3	21,3	7,5
Fonct. pub. territoriale	1 899	49,1	33,1	35,9	39,2	35,4	14,8
Fonct. pub. hospitalière	1 156	69,7	41,1	64,6	62,6	55,7	12,8
Particuliers, entreprise o	17 786	48,6	35,2	36,8	40,7	37,3	18,7
Ensemble	23 236	49,7	34,3	37,3	39,7	36,4	17,0

- Effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2016, 49,7 % des salariés déclarent rester longtemps debout.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 1.10 • Efforts physiques et contraintes posturales en 2016 selon le type d'employeur des HOMMES

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent*					
		Rester longtemps debout	Rester longtemps dans une autre posture pénible ou fatigante	Effectuer des déplacements à pied longs ou fréquents	Porter ou déplacer des charges lourdes	Effectuer des mouvements douloureux ou fatigants	Subir des secousses ou des vibrations
Fonct. pub. de l'État	1 000	49,4	21,5	34,2	21,2	20,0	12,0
Fonct. pub. territoriale	775	58,7	37,3	47,6	46,4	39,3	30,8
Fonct. pub. hospitalière	269	66,0	30,8	59,5	55,3	42,7	19,5
Particulier, entreprise ou	9 581	51,6	38,1	42,9	45,0	40,0	29,6
Ensemble	11 625	52,2	36,5	42,9	43,3	38,3	27,9

- Effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2016, 52,2 % des hommes salariés déclarent rester longtemps debout.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 1.11 • Efforts physiques et contraintes posturales en 2016 selon le type d'employeur des FEMMES

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent*					
		Rester longtemps debout	Rester longtemps dans une autre posture pénible ou fatigante	Effectuer des déplacements à pied longs ou fréquents	Porter ou déplacer des charges lourdes	Effectuer des mouvements douloureux ou fatigants	Subir des secousses ou des vibrations
Fonct. pub. de l'État	1 396	49,3	28,6	25,2	23,0	22,2	4,3
Fonct. pub. territoriale	1 123	42,5	30,3	27,8	34,2	32,7	3,8
Fonct. pub. hospitalière	887	70,8	44,3	66,2	64,9	59,7	10,8
Particulier, entreprise ou	8 205	45,0	31,8	29,6	35,6	34,2	6,1
Ensemble	11 611	47,2	32,2	31,7	36,2	34,6	6,0

- Effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2016, 47,2 % des femmes salariées déclarent rester longtemps debout.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

2 • Nuisances sonores

Tableau 2.1 • Nuisances sonores en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Sexe		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent	
			Entendre une personne placée à 2 ou 3 mètres à condition qu'elle élève la voix	Ne pas pouvoir entendre une personne placée à 2 ou 3 mètres
Femmes	1984	7 408	9,6	1,4
	1991	8 396	11,5	1,8
	1998	9 036	10,4	1,8
	2005	10 530	9,9	1,4
	2013	11 364	11,6	1,3
	2016	11 611	12,6	1,5
Hommes	1984	10 194	16,8	3,6
	1991	10 406	18,4	4,9
	1998	10 481	17,2	5,0
	2005	11 720	19,0	5,0
	2013	11 495	19,9	3,4
	2016	11 625	18,9	3,6
Ensemble	1984	17 602	13,8	2,7
	1991	18 801	15,3	3,5
	1998	19 517	14,0	3,5
	2005	22 251	14,7	3,3
	2013	22 859	15,8	2,4
	2016	23 236	15,7	2,6

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

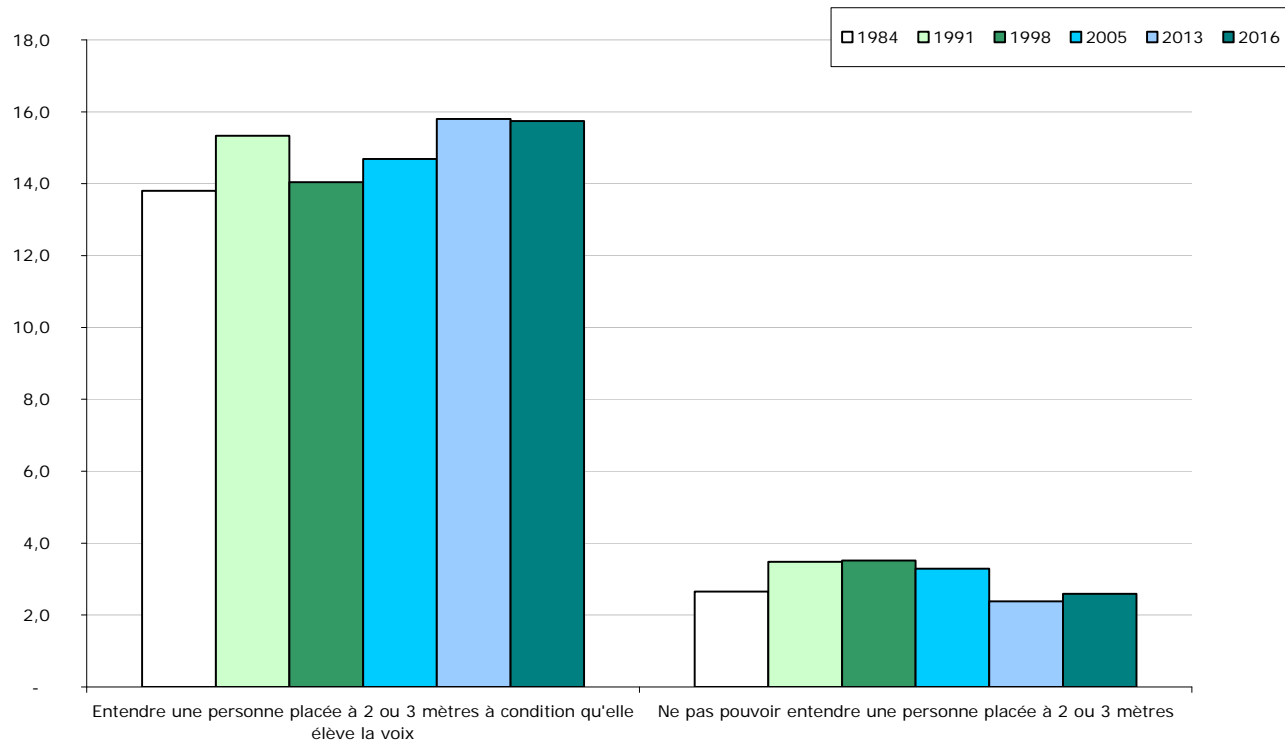
Lecture : en 2016, 15,7 % des salariés déclarent entendre une personne placée à 2 ou 3 m à condition qu'elle élève la voix.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Nuisances sonores en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016 Proportion de salariés qui déclarent

En %



Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 2.2 • Nuisances sonores selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent	
			Entendre une personne placée à 2 ou 3 mètres à condition qu'elle élève la voix	Ne pas pouvoir entendre une personne placée à 2 ou 3 mètres
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1984	1 739	4,0	0,4
	1991	2 121	4,7	0,9
	1998	2 582	4,8	1,4
	2005	3 327	5,6	0,9
	2013	4 394	6,4	0,7
	2016	4 385	6,0	0,5
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1984	732	3,6	0,4
	1991	880	5,2	1,7
	1998	1 104	4,4	2,0
	2005	1 341	5,1	1,3
	2013	1 664	5,3	0,1
	2016	1 559	7,0	0,5
36. Cadres d'entreprise	1984	986	3,9	0,4
	1991	1 231	4,3	0,4
	1998	1 464	5,1	0,9
	2005	1 958	5,9	0,6
	2013	2 564	7,0	1,2
	2016	2 593	5,6	0,6
4. Professions intermédiaires	1984	4 071	7,8	0,8
	1991	4 379	9,6	1,5
	1998	4 517	10,0	1,8
	2005	5 778	11,9	1,7
	2013	5 887	13,6	1,2
	2016	6 105	13,7	2,1
41. P.I. enseignement, santé, public	1984	1 798	4,6	0,4
	1991	1 855	7,5	0,6
	1998	1 897	5,4	1,0
	2005	2 337	7,0	0,3
	2013	2 326	9,2	0,4
	2016	2 536	14,2	0,6
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1984	948	4,3	0,3
	1991	1 137	5,9	0,9
	1998	1 196	6,3	0,9
	2005	1 771	8,6	1,2
	2013	1 835	8,6	0,4
	2016	1 817	7,4	0,7
47. Techniciens	1984	716	10,0	0,6
	1991	804	10,6	2,4
	1998	842	15,3	3,3
	2005	1 068	20,5	3,3
	2013	1 159	22,7	2,8
	2016	1 174	18,8	3,6
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1984	609	20,2	3,2
	1991	582	22,0	4,1
	1998	582	24,6	3,9
	2005	603	25,2	6,2
	2013	560	29,3	3,7
	2016	573	21,8	10,0

Tableau 2.2 • Nuisances sonores selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent		
		Entendre une personne placée à 2 ou 3 mètres à condition qu'elle élève la voix	Ne pas pouvoir entendre une personne placée à 2 ou 3 mètres	
5. Employés	1984	5 605	6,3	0,5
	1991	6 014	8,7	1,0
	1998	6 607	8,4	1,3
	2005	7 291	8,3	1,4
	2013	7 098	11,3	1,4
	2016	7 238	11,1	1,9
51. Employés de la fonction publique	1984	2 099	7,2	0,7
	1991	2 189	8,9	1,4
	1998	2 562	8,3	1,7
	2005	2 799	8,2	1,7
	2013	2 641	11,6	1,0
	2016	2 781	11,9	2,3
54. Employés adm. d'entreprise	1984	1 983	5,9	0,5
	1991	2 017	8,5	0,8
	1998	1 969	6,7	1,1
	2005	1 763	6,9	0,9
	2013	1 525	9,3	0,8
	2016	1 545	6,1	0,5
55. Employés de commerce	1984	643	5,8	0,6
	1991	783	12,2	1,2
	1998	785	15,9	0,6
	2005	1 042	13,2	1,2
	2013	1 075	17,6	0,9
	2016	1 142	18,2	1,7
56. Services directs aux particuliers	1984	880	5,7	0,1
	1991	1 025	6,1	0,6
	1998	1 291	7,0	1,4
	2005	1 686	7,2	1,6
	2013	1 853	8,7	2,7
	2016	1 769	9,7	2,6
6. Ouvriers	1984	6 187	27,2	6,4
	1991	6 287	29,3	8,1
	1998	5 812	27,7	8,3
	2005	5 847	30,5	8,6
	2013	5 456	31,7	6,3
	2016	5 348	32,0	5,9
61. Ouvriers qualifiés	1984	3 634	25,1	5,7
	1991	4 010	28,7	7,5
	1998	3 913	26,9	8,6
	2005	3 815	30,1	8,2
	2013	3 584	31,2	6,3
	2016	3 541	32,3	6,4
66. Ouvriers non qualifiés	1984	2 321	31,7	7,0
	1991	2 047	30,6	9,1
	1998	1 655	30,8	7,8
	2005	1 810	32,0	9,3
	2013	1 616	32,2	7,0
	2016	1 591	33,1	4,8
69. Ouvriers agricoles	1984	232	14,1	11,2
	1991	230	26,9	8,8
	1998	244	18,8	7,2
	2005	222	24,9	8,3
	2013	252	34,7	1,7
	2016	214	18,1	5,6
Ensemble	1984	17 602	13,8	2,7
	1991	18 801	15,3	3,5
	1998	19 517	14,0	3,5
	2005	22 251	14,7	3,3
	2013	22 859	15,8	2,4
	2016	23 236	15,7	2,6

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 15,7 % des salariés déclarent entendre une personne placée à 2 ou 3 m à condition qu'elle élève la voix.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 2.3 • Nuisances sonores selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent	
			Entendre une personne placée à 2 ou 3 mètres à condition qu'elle élève la voix	Ne pas pouvoir entendre une personne placée à 2 ou 3 mètres
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1984	1 307	3,8	0,6
	1991	1 498	4,3	1,2
	1998	1 719	5,1	1,3
	2005	2 115	6,2	1,1
	2013	2 637	6,0	1,1
	2016	2 667	5,3	0,7
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1984	451	3,8	0,7
	1991	508	4,4	2,6
	1998	597	4,8	2,3
	2005	700	5,5	1,8
	2013	824	4,9	0,2
	2016	791	8,4	0,8
36. Cadres d'entreprise	1984	849	3,9	0,5
	1991	989	4,2	0,4
	1998	1 119	5,3	0,8
	2005	1 406	6,4	0,8
	2013	1 714	6,2	1,6
	2016	1 722	4,1	0,7
4. Professions intermédiaires	1984	2 385	9,9	1,0
	1991	2 480	11,8	2,2
	1998	2 440	12,9	2,7
	2005	3 043	15,7	2,7
	2013	2 830	18,8	1,9
	2016	2 915	16,1	3,7
41. P.I. enseignement, santé, public	1984	622	5,8	0,6
	1991	641	8,2	1,0
	1998	557	5,0	1,8
	2005	730	8,3	0,5
	2013	613	12,2	0,4
	2016	600	14,6	0,8
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1984	542	3,4	-
	1991	595	7,3	1,3
	1998	600	6,3	1,7
	2005	840	9,8	1,3
	2013	748	9,0	0,2
	2016	776	8,6	1,0
47. Techniciens	1984	652	10,2	0,2
	1991	705	11,0	2,4
	1998	740	15,2	3,5
	2005	938	20,7	3,3
	2013	973	24,3	3,1
	2016	1 033	19,7	3,9
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1984	568	19,8	3,5
	1991	539	21,8	4,2
	1998	542	25,1	3,6
	2005	535	26,6	6,8
	2013	490	30,8	4,1
	2016	501	22,1	11,2

Tableau 2.3 • Nuisances sonores selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent		
		Entendre une personne placée à 2 ou 3 mètres à condition qu'elle élève la voix	Ne pas pouvoir entendre une personne placée à 2 ou 3 mètres	
5. Employés	1984	1 471	7,1	1,3
	1991	1 416	10,2	1,2
	1998	1 584	8,0	1,6
	2005	1 736	9,6	2,2
	2013	1 658	13,5	1,3
	2016	1 679	10,6	2,3
51. Employés de la fonction publique	1984	793	7,3	1,2
	1991	769	9,8	1,8
	1998	934	6,7	1,5
	2005	1 018	9,0	2,9
	2013	888	12,4	1,3
	2016	941	9,8	2,1
54. Employés adm. d'entreprise	1984	416	6,2	1,1
	1991	332	8,7	0,3
	1998	299	6,0	1,9
	2005	274	8,4	0,4
	2013	216	8,1	1,2
	2016	267	11,1	0,1
55. Employés de commerce	1984	117	1,6	2,5
	1991	171	16,3	1,2
	1998	182	11,8	0,7
	2005	261	11,1	0,3
	2013	264	21,3	0,9
	2016	286	11,2	4,9
56. Services directs aux particuliers	1984	144	12,9	0,8
	1991	144	8,6	-
	1998	168	15,3	2,4
	2005	183	13,1	3,8
	2013	290	13,5	1,8
	2016	184	13,2	2,6
6. Ouvriers	1984	5 032	26,3	6,2
	1991	5 011	28,2	8,3
	1998	4 739	26,9	8,6
	2005	4 820	30,0	9,1
	2013	4 351	31,6	6,6
	2016	4 282	32,1	6,0
61. Ouvriers qualifiés	1984	3 333	25,0	5,6
	1991	3 611	28,1	7,8
	1998	3 486	26,3	8,7
	2005	3 409	30,2	8,6
	2013	3 127	30,1	6,3
	2016	3 097	32,8	6,4
66. Ouvriers non qualifiés	1984	1 497	30,8	6,7
	1991	1 215	28,9	9,6
	1998	1 065	30,2	8,2
	2005	1 255	29,7	10,4
	2013	1 032	34,7	8,5
	2016	1 013	32,4	4,6
69. Ouvriers agricoles	1984	202	13,8	12,4
	1991	185	27,1	10,4
	1998	187	18,6	8,9
	2005	156	27,9	10,7
	2013	187	38,0	1,5
	2016	171	18,0	5,9
Ensemble	1984	10 194	16,8	3,6
	1991	10 406	18,4	4,9
	1998	10 481	17,2	5,0
	2005	11 720	19,0	5,0
	2013	11 495	19,9	3,4
	2016	11 625	18,9	3,6

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 18,9 % des hommes salariés déclarent entendre une personne placée à 2 ou 3 m à condition qu'elle élève la voix.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 2.4 • Nuisances sonores selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent	
			Entendre une personne placée à 2 ou 3 mètres à condition qu'elle élève la voix	Ne pas pouvoir entendre une personne placée à 2 ou 3 mètres
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1984	431	4,3	-
	1991	623	5,8	0,3
	1998	863	4,1	1,5
	2005	1 211	4,6	0,5
	2013	1 757	7,0	0,2
	2016	1 718	7,0	0,2
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1984	281	3,5	-
	1991	371	6,2	0,6
	1998	507	3,9	1,8
	2005	642	4,7	0,8
	2013	839	5,7	0,0
	2016	769	5,7	0,1
36. Cadres d'entreprise	1984	137	4,1	-
	1991	242	5,0	-
	1998	345	4,4	1,1
	2005	552	4,7	0,2
	2013	850	8,6	0,3
	2016	871	8,5	0,3
4. Professions intermédiaires	1984	1 687	5,0	0,6
	1991	1 898	6,8	0,6
	1998	2 077	6,6	0,8
	2005	2 735	7,6	0,6
	2013	3 057	8,8	0,5
	2016	3 190	11,6	0,6
41. P.I. enseignement, santé, public	1984	1 175	4,0	0,3
	1991	1 214	7,1	0,4
	1998	1 340	5,6	0,7
	2005	1 606	6,5	0,2
	2013	1 713	8,2	0,5
	2016	1 936	14,1	0,5
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1984	406	5,4	0,7
	1991	542	4,4	0,5
	1998	596	6,3	0,2
	2005	931	7,5	1,1
	2013	1 087	8,3	0,6
	2016	1 041	6,5	0,5
47. Techniciennes	1984	65	-	-
	1991	99	-	-
	1998	102	-	-
	2005	130	19,0	2,9
	2013	186	14,0	0,8
	2016	141	12,5	1,5
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1984	41	-	-
	1991	43	-	-
	1998	40	-	-
	2005	68	-	-
	2013	69	-	-
	2016	71	-	-

Tableau 2.4 • Nuisances sonores selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent		
		Entendre une personne placée à 2 ou 3 mètres à condition qu'elle élève la voix	Ne pas pouvoir entendre une personne placée à 2 ou 3 mètres	
5. Employées	1984	4 134	6,1	0,3
	1991	4 598	8,3	1,0
	1998	5 023	8,6	1,2
	2005	5 555	7,9	1,1
	2013	5 440	10,6	1,4
	2016	5 559	11,2	1,7
	51. Employées de la fonction publique	1984	1 307	7,2
1991		1 420	8,4	1,2
1998		1 628	9,2	1,8
2005		1 782	7,7	1,0
2013		1 753	11,2	0,9
2016		1 840	12,9	2,4
54. Employées adm. d'entreprise		1984	1 566	5,8
	1991	1 685	8,5	0,8
	1998	1 670	6,8	1,0
	2005	1 489	6,6	0,9
	2013	1 309	9,5	0,7
	2016	1 278	5,0	0,6
	55. Employées de commerce	1984	526	6,7
1991		612	11,0	1,2
1998		603	17,2	0,5
2005		781	13,9	1,4
2013		811	16,4	1,0
2016		856	20,5	0,6
56. Services directs aux particuliers		1984	736	4,2
	1991	881	5,6	0,7
	1998	1 122	5,7	1,2
	2005	1 503	6,5	1,4
	2013	1 563	7,8	2,9
	2016	1 585	9,3	2,5
	6. Ouvrières	1984	1 155	30,8
1991		1 276	33,2	7,2
1998		1 073	31,3	7,0
2005		1 027	33,1	6,0
2013		1 105	32,0	5,0
2016		1 066	31,4	5,6
61. Ouvrières qualifiées		1984	301	25,5
	1991	399	34,3	5,0
	1998	427	31,9	7,5
	2005	406	29,8	5,5
	2013	456	38,3	6,1
	2016	445	28,9	6,3
	66. Ouvrières non qualifiées	1984	825	33,2
1991		832	33,1	8,5
1998		589	31,9	7,2
2005		555	37,3	6,7
2013		584	27,9	4,4
2016		579	34,2	5,2
69. Ouvrières agricoles		1984	30	-
	1991	45	-	-
	1998	57	-	-
	2005	66	-	-
	2013	65	-	-
	2016	42	-	-
	Ensemble	1984	7 408	9,6
1991		8 396	11,5	1,8
1998		9 036	10,4	1,8
2005		10 530	9,9	1,4
2013		11 364	11,6	1,3
2016		11 611	12,6	1,5

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 12,6 % des femmes salariées déclarent entendre une personne placée à 2 ou 3 m à condition qu'elle élève la voix.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 2.5 • Nuisances sonores selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Âge	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent		
		Entendre une personne placée à 2 ou 3 mètres à condition qu'elle élève la voix	Ne pas pouvoir entendre une personne placée à 2 ou 3 mètres	
Moins de 20 ans	1984	356	15,5	1,0
	1991	251	14,2	2,7
	1998	216	17,9	2,2
	2005	320	22,4	2,8
	2013	257	20,3	0,2
	2016	277	-	-
De 20 à 24 ans	1984	1 997	14,1	2,1
	1991	1 729	18,1	3,5
	1998	1 105	20,1	3,7
	2005	1 588	17,4	3,4
	2013	1 536	19,9	3,5
	2016	1 544	17,9	0,4
De 25 à 29 ans	1984	2 842	14,0	2,8
	1991	2 957	15,5	2,8
	1998	2 793	13,4	2,8
	2005	2 632	14,2	2,3
	2013	2 578	13,6	2,0
	2016	2 592	17,3	1,2
De 30 à 34 ans	1984	2 924	14,1	2,5
	1991	2 957	15,3	2,9
	1998	2 977	12,9	3,6
	2005	3 014	14,8	3,4
	2013	2 734	16,3	2,5
	2016	2 823	14,4	2,3
De 35 à 39 ans	1984	2 769	13,4	2,6
	1991	2 941	14,9	3,0
	1998	2 989	13,8	3,1
	2005	3 133	13,4	3,0
	2013	2 934	15,1	2,8
	2016	2 806	16,2	3,2
De 40 à 44 ans	1984	1 866	13,5	3,0
	1991	2 963	14,2	3,4
	1998	2 884	13,7	4,0
	2005	3 263	14,6	3,6
	2013	3 269	17,2	1,8
	2016	3 209	13,3	3,5
De 45 à 49 ans	1984	1 804	14,2	3,2
	1991	2 030	15,5	4,3
	1998	2 860	13,0	3,9
	2005	3 103	15,8	3,3
	2013	3 243	14,7	2,1
	2016	3 210	16,8	3,2
De 50 à 54 ans	1984	1 682	14,3	2,8
	1991	1 485	15,9	5,6
	1998	2 324	15,0	3,9
	2005	2 884	14,8	4,1
	2013	3 026	16,8	2,4
	2016	3 153	17,1	3,1
55 ans et plus	1984	1 361	11,9	2,6
	1991	1 488	14,2	3,9
	1998	1 369	14,2	3,3
	2005	2 313	12,4	3,2
	2013	3 283	14,2	2,6
	2016	3 622	14,7	2,7
Ensemble	1984	17 602	13,8	2,7
	1991	18 801	15,3	3,5
	1998	19 517	14,0	3,5
	2005	22 251	14,7	3,3
	2013	22 859	15,8	2,4
	2016	23 236	15,7	2,6

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 15,7 % des salariés déclarent entendre une personne placée à 2 ou 3 m à condition qu'elle élève la voix.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 2.6 • Nuisances sonores selon l'âge des HOMMES en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016
En %

Âge		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent	
			Entendre une personne placée à 2 ou 3 mètres à condition qu'elle élève la voix	Ne pas pouvoir entendre une personne placée à 2 ou 3 mètres
Moins de 20 ans	1984	224	18,7	1,2
	1991	166	15,6	2,7
	1998	174	19,4	2,7
	2005	223	26,7	3,1
	2013	168	22,6	0,3
	2016	191	-	-
De 20 à 24 ans	1984	1 009	16,6	2,9
	1991	865	21,4	5,5
	1998	539	27,6	5,3
	2005	873	21,3	5,5
	2013	864	21,9	4,9
	2016	757	18,7	0,7
De 25 à 29 ans	1984	1 606	17,5	3,8
	1991	1 586	19,3	3,5
	1998	1 516	16,7	4,0
	2005	1 427	18,8	3,2
	2013	1 271	17,4	3,0
	2016	1 289	25,1	1,6
De 30 à 34 ans	1984	1 681	17,5	2,9
	1991	1 661	17,7	4,1
	1998	1 658	15,1	5,0
	2005	1 666	18,8	5,2
	2013	1 378	21,5	3,3
	2016	1 478	15,3	3,7
De 35 à 39 ans	1984	1 647	16,6	3,5
	1991	1 625	17,6	4,0
	1998	1 625	16,9	4,8
	2005	1 658	17,8	4,4
	2013	1 553	18,5	3,8
	2016	1 450	20,1	3,0
De 40 à 44 ans	1984	1 138	16,8	4,3
	1991	1 652	17,5	4,7
	1998	1 518	16,2	5,9
	2005	1 703	18,5	4,7
	2013	1 698	22,2	2,9
	2016	1 575	17,2	5,3
De 45 à 49 ans	1984	1 092	16,7	4,3
	1991	1 162	18,6	6,4
	1998	1 470	15,8	5,4
	2005	1 597	19,7	5,2
	2013	1 534	18,2	3,0
	2016	1 642	17,0	5,6
De 50 à 54 ans	1984	1 016	17,0	3,9
	1991	869	19,9	7,5
	1998	1 237	18,7	5,3
	2005	1 427	19,8	7,2
	2013	1 458	22,6	3,7
	2016	1 479	20,9	3,2
55 ans et plus	1984	780	14,3	3,8
	1991	819	17,2	5,8
	1998	745	18,2	4,5
	2005	1 146	16,5	5,0
	2013	1 572	17,4	3,7
	2016	1 763	18,8	4,4
Ensemble	1984	10 194	16,8	3,6
	1991	10 406	18,4	4,9
	1998	10 481	17,2	5,0
	2005	11 720	19,0	5,0
	2013	11 495	19,9	3,4
	2016	11 625	18,9	3,6

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 18,9 % des hommes salariés déclarent entendre une personne placée à 2 ou 3 m à condition qu'elle élève la voix.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 2.7 • Nuisances sonores selon l'âge des FEMMES en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016
En %

Âge		Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent	
			Entendre une personne placée à 2 ou 3 mètres à condition qu'elle élève la voix	Ne pas pouvoir entendre une personne placée à 2 ou 3 mètres
Moins de 20 ans	1984	131	10,0	0,8
	1991	85	-	-
	1998	41	-	-
	2005	97	-	-
	2013	88	-	-
	2016	86	-	-
De 20 à 24 ans	1984	989	11,5	1,3
	1991	864	14,9	1,5
	1998	566	12,9	2,1
	2005	715	12,7	0,8
	2013	672	17,4	1,8
	2016	786	17,1	0,1
De 25 à 29 ans	1984	1 237	9,3	1,5
	1991	1 371	11,3	2,0
	1998	1 278	9,5	1,4
	2005	1 204	8,9	1,1
	2013	1 306	10,0	1,0
	2016	1 303	9,6	0,7
De 30 à 34 ans	1984	1 243	9,6	1,9
	1991	1 296	12,3	1,4
	1998	1 319	10,1	1,9
	2005	1 348	9,8	1,2
	2013	1 356	11,1	1,8
	2016	1 345	13,5	0,7
De 35 à 39 ans	1984	1 122	8,7	1,3
	1991	1 317	11,5	1,8
	1998	1 364	10,1	1,1
	2005	1 475	8,5	1,4
	2013	1 381	11,2	1,8
	2016	1 356	12,0	3,4
De 40 à 44 ans	1984	728	8,4	1,1
	1991	1 311	10,1	1,7
	1998	1 366	11,0	1,9
	2005	1 560	10,2	2,4
	2013	1 571	11,8	0,7
	2016	1 634	9,6	1,8
De 45 à 49 ans	1984	712	10,3	1,5
	1991	868	11,3	1,5
	1998	1 390	10,0	2,3
	2005	1 506	11,7	1,3
	2013	1 709	11,6	1,3
	2016	1 567	16,6	0,7
De 50 à 54 ans	1984	666	10,1	1,1
	1991	616	10,2	2,9
	1998	1 088	10,8	2,3
	2005	1 457	9,9	1,1
	2013	1 568	11,5	1,2
	2016	1 674	13,7	3,0
55 ans et plus	1984	581	8,6	0,9
	1991	668	10,6	1,6
	1998	624	9,5	2,0
	2005	1 168	8,3	1,4
	2013	1 711	11,3	1,6
	2016	1 859	10,9	1,1
Ensemble	1984	7 408	9,6	1,4
	1991	8 396	11,5	1,8
	1998	9 036	10,4	1,8
	2005	10 530	9,9	1,4
	2013	11 364	11,6	1,3
	2016	11 611	12,6	1,5

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 12,6 % des femmes salariées déclarent entendre une personne placée à 2 ou 3 m à condition qu'elle élève la voix.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 2.8 • Nuisances sonores en 2016 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent	
		Entendre une personne placée à 2 ou 3 mètres à condition qu'elle élève la voix	Ne pas pouvoir entendre une personne placée à 2 ou 3 mètres
Agriculture, sylviculture et pêche	240	17,0	10,8
Fabrication aliments, boissons, tabac	603	37,6	5,5
Cokéfaction et raffinage	17	-	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	22,1	2,9
Fabrication de matériels de transport	416	28,9	3,0
Fabrication d'autres produits industriels	1 574	31,1	7,4
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	397	15,5	8,6
Construction	1 332	24,0	5,8
Commerce et réparation auto. moto.	2 881	17,6	1,4
Transports et entreposage	1 527	22,4	4,1
Hébergement et restauration	815	26,5	0,8
Information et communication	684	4,8	0,5
Activités financières et d'assurance	856	5,7	0,2
Activités immobilières	314	2,9	1,2
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 212	10,3	1,2
Adm. publique, enseignement, santé et social	7 528	10,4	1,6
Autres activités de services	1 332	9,0	1,4
Non renseigné	28	-	-
Ensemble	23 236	15,7	2,6

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 15,7 % des salariés déclarent entendre une personne placée à 2 ou 3 m à condition qu'elle élève la voix.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 2.9 • Nuisances sonores en 2016 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent	
		Entendre une personne placée à 2 ou 3 mètres à condition qu'elle élève la voix	Ne pas pouvoir entendre une personne placée à 2 ou 3 mètres
Fonct. pub. de l'État	2 396	10,8	1,7
Fonct. pub. territoriale	1 899	13,7	2,3
Fonct. pub. hospitalière	1 156	10,3	0,5
Particuliers, entreprise o	17 786	17,0	2,9
Ensemble	23 236	15,7	2,6

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 15,7 % des salariés déclarent entendre une personne placée à 2 ou 3 m à condition qu'elle élève la voix.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 2.10 • Nuisances sonores en 2016 selon le type d'employeur des HOMMES

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent	
		Entendre une personne placée à 2 ou 3 mètres à condition qu'elle élève la voix	Ne pas pouvoir entendre une personne placée à 2 ou 3 mètres
Fonct. pub. de l'État	1 000	10,6	1,2
Fonct. pub. territoriale	775	12,2	4,0
Fonct. pub. hospitalière	269	10,6	1,0
Particulier, entreprise ou	9 581	20,5	3,9
Ensemble	11 625	18,9	3,6

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 18,9 % des hommes salariés déclarent entendre une personne placée à 2 ou 3 m à condition qu'elle élève la voix.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 2.11 • Nuisances sonores en 2016 selon le type d'employeur des FEMMES

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent	
		Entendre une personne placée à 2 ou 3 mètres à condition qu'elle élève la voix	Ne pas pouvoir entendre une personne placée à 2 ou 3 mètres
Fonct. pub. de l'État	1 396	11,0	2,0
Fonct. pub. territoriale	1 123	14,7	1,1
Fonct. pub. hospitalière	887	10,2	0,4
Particulier, entreprise ou	8 205	12,8	1,6
Ensemble	11 611	12,6	1,5

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 12,6 % des femmes salariées déclarent entendre une personne placée à 2 ou 3 m à condition qu'elle élève la voix.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

3 • Risques professionnels

Tableau 3.1 • Risques professionnels en 2005, 2013 et 2016

En %

Sexe		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent être amenés, à leur emplacement de travail, à*	
			Respirer des fumées ou des poussières	Être en contact avec des produits dangereux
Femmes	2005	10 530	18,8	19,0
	2013	11 364	18,1	20,6
	2016	11 611	18,2	20,9
Hommes	2005	11 720	44,6	36,6
	2013	11 495	43,1	37,9
	2016	11 625	41,7	36,6
Ensemble	2005	22 251	32,4	28,2
	2013	22 859	30,7	29,3
	2016	23 236	30,0	28,8

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Les questions ont beaucoup évolué, pour trouver les anciens indicateurs, se reporter aux tableaux "les risques de maladies" et "les risques d'accidents" qui portent sur les enquêtes antérieures.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2016, 30 % des salariés déclarent respirer des fumées ou des poussières.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFF-Insee, enquêtes Conditions de travail.

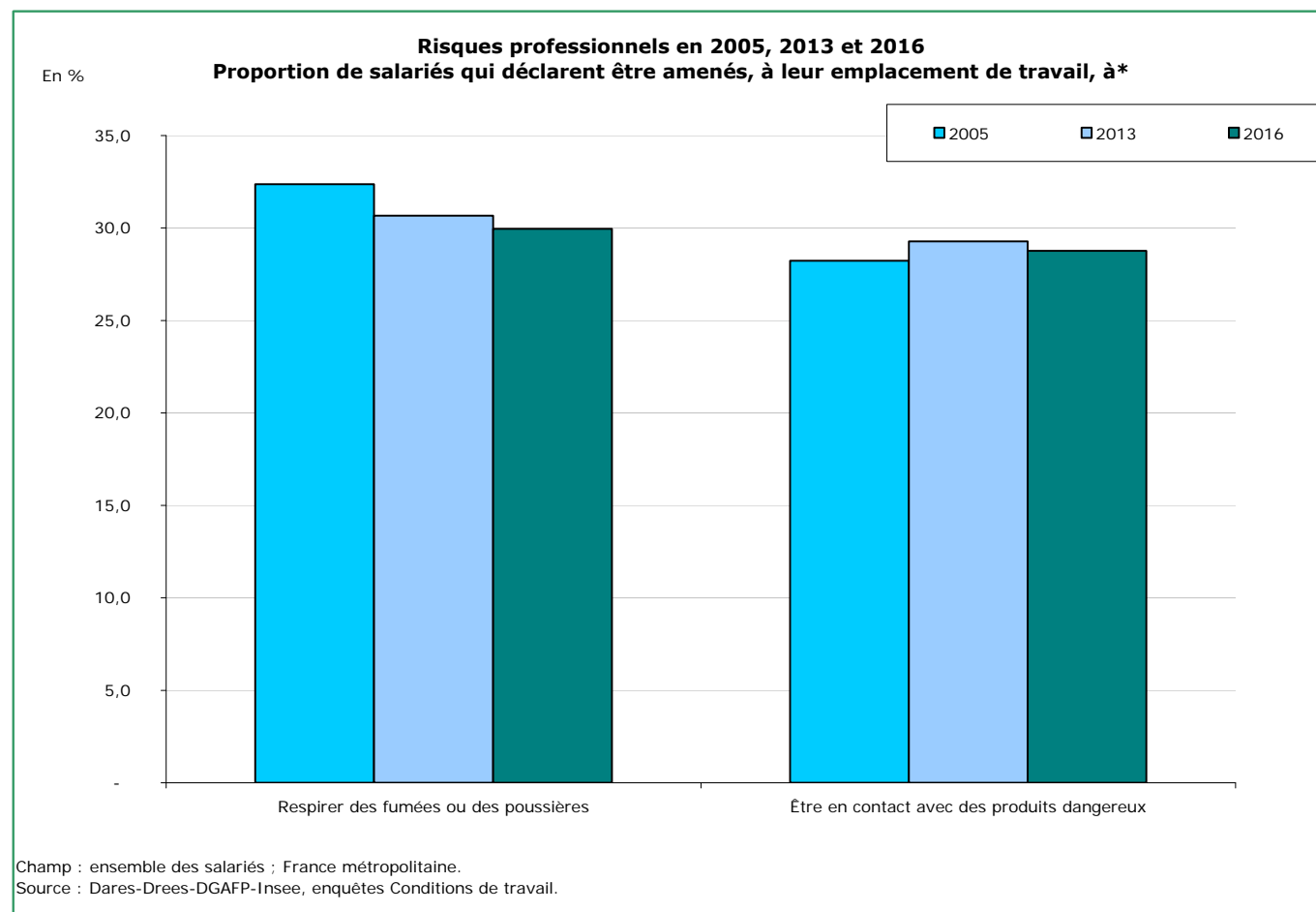


Tableau 3.2 • Risques professionnels selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2005, 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent être amenés, à leur emplacement de travail, à*	
			Respirer des fumées ou des poussières	Être en contact avec des produits dangereux
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2005	3 327	12,6	12,4
	2013	4 394	10,9	13,4
	2016	4 385	9,9	13,5
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2005	1 341	14,2	16,4
	2013	1 664	11,2	16,6
	2016	1 559	9,8	17,6
36. Cadres d'entreprise	2005	1 958	11,7	9,7
	2013	2 564	10,9	11,5
	2016	2 593	8,6	10,9
4. Professions intermédiaires	2005	5 778	23,1	25,5
	2013	5 887	23,1	27,9
	2016	6 105	21,9	27,0
41. P.I. enseignement, santé, public	2005	2 337	12,8	22,8
	2013	2 326	12,9	24,0
	2016	2 536	10,3	22,7
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2005	1 771	16,5	10,4
	2013	1 835	12,4	9,9
	2016	1 817	13,4	11,7
47. Techniciens	2005	1 068	39,5	43,3
	2013	1 159	46,5	51,0
	2016	1 174	43,3	43,8

Tableau 3.2 • Risques professionnels selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2005, 2013 et 2016

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent être amenés, à leur emplacement de travail, à*	
			Respirer des fumées ou des poussières	Être en contact avec des produits dangereux
5. Employés	2005	7 291	23,2	21,7
	2013	7 098	21,7	23,1
	2016	7 238	22,1	23,6
51. Employés de la fonction publique	2005	2 799	28,7	31,9
	2013	2 641	26,2	35,2
	2016	2 781	26,2	33,3
54. Employés adm. d'entreprise	2005	1 763	13,7	6,0
	2013	1 525	13,2	4,5
	2016	1 545	10,3	5,3
55. Employés de commerce	2005	1 042	21,9	14,5
	2013	1 075	22,7	13,7
	2016	1 142	23,7	16,2
56. Services directs aux particuliers	2005	1 686	24,8	25,4
	2013	1 853	21,7	26,8
	2016	1 769	24,8	29,0
6. Ouvriers	2005	5 847	64,2	48,2
	2013	5 456	66,3	51,6
	2016	5 348	66,2	50,6
61. Ouvriers qualifiés	2005	3 815	65,8	49,9
	2013	3 584	66,5	52,2
	2016	3 541	65,7	49,0
66. Ouvriers non qualifiés	2005	1 810	61,6	42,6
	2013	1 616	65,5	49,0
	2016	1 591	68,1	52,0
69. Ouvriers agricoles	2005	222	58,0	64,8
	2013	252	68,6	59,7
	2016	214	61,6	67,3
Ensemble	2005	22 251	32,4	28,2
	2013	22 859	30,7	29,3
	2016	23 236	30,0	28,8

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Les questions ont beaucoup évolué, pour trouver les anciens indicateurs, se reporter aux tableaux "les risques de maladies" et "les risques d'accidents" qui portent sur les enquêtes antérieures.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2016, 30 % des salariés déclarent respirer des fumées ou des poussières.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 3.3 • Risques professionnels selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 2005, 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent être amenés, à leur emplacement de travail, à*	
			Respirer des fumées ou des poussières	Être en contact avec des produits dangereux
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2005	2 115	13,8	14,5
	2013	2 637	12,1	14,6
	2016	2 667	12,4	16,3
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2005	700	15,6	19,2
	2013	824	12,3	17,3
	2016	791	13,0	21,5
36. Cadres d'entreprise	2005	1 406	13,0	12,2
	2013	1 714	12,2	13,8
	2016	1 722	10,3	13,7
4. Professions intermédiaires	2005	3 043	32,9	32,1
	2013	2 830	35,8	37,9
	2016	2 915	34,4	36,8
41. P.I. enseignement, santé, public	2005	730	17,8	20,8
	2013	613	20,0	24,9
	2016	600	13,1	19,6
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2005	840	21,5	16,8
	2013	748	17,0	17,0
	2016	776	18,9	19,9
47. Techniciens	2005	938	41,8	43,9
	2013	973	50,2	52,2
	2016	1 033	45,9	46,3

Tableau 3.3 • Risques professionnels selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 2005, 2013 et 2016

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent être amenés, à leur emplacement de travail, à*	
			Respirer des fumées ou des poussières	Être en contact avec des produits dangereux
5. Employés	2005	1 736	37,8	31,6
	2013	1 658	32,3	29,8
	2016	1 679	32,0	28,8
51. Employés de la fonction publique	2005	1 018	43,0	39,9
	2013	888	37,8	37,2
	2016	941	37,6	36,2
54. Employés adm. d'entreprise	2005	274	24,0	13,5
	2013	216	20,5	8,9
	2016	267	23,7	14,5
55. Employés de commerce	2005	261	27,6	19,2
	2013	264	32,5	17,0
	2016	286	25,8	17,1
56. Services directs aux particuliers	2005	183	44,2	30,2
	2013	290	23,9	34,4
	2016	184	25,7	30,2
6. Ouvriers	2005	4 820	67,9	50,9
	2013	4 351	70,6	55,1
	2016	4 282	68,7	52,4
61. Ouvriers qualifiés	2005	3 409	68,2	51,5
	2013	3 127	69,6	54,4
	2016	3 097	67,7	50,4
66. Ouvriers non qualifiés	2005	1 255	67,4	46,3
	2013	1 032	74,0	56,2
	2016	1 013	71,7	54,8
69. Ouvriers agricoles	2005	156	66,2	74,0
	2013	187	69,5	61,6
	2016	171	68,0	-
Ensemble	2005	11 720	44,6	36,6
	2013	11 495	43,1	37,9
	2016	11 625	41,7	36,6

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Les questions ont beaucoup évolué, pour trouver les anciens indicateurs, se reporter aux tableaux "les risques de maladies" et "les risques d'accidents" qui portent sur les enquêtes antérieures.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2016, 41,7 % des hommes salariés déclarent respirer des fumées ou des poussières.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 3.4 • Risques professionnels selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 2005, 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent être amenées, à leur emplacement de travail, à *	
			Respirer des fumées ou des poussières	Être en contact avec des produits dangereux
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2005	1 211	10,7	8,6
	2013	1 757	9,1	11,5
	2016	1 718	6,1	9,2
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2005	642	12,7	13,3
	2013	839	10,1	16,1
	2016	769	6,5	13,7
36. Cadres d'entreprise	2005	552	8,5	3,3
	2013	850	8,4	6,8
	2016	871	5,2	5,3
4. Professions intermédiaires	2005	2 735	12,1	18,2
	2013	3 057	11,2	18,6
	2016	3 190	10,4	18,0
41. P.I. enseignement, santé, public	2005	1 606	10,6	23,7
	2013	1 713	10,4	23,7
	2016	1 936	9,5	23,6
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2005	931	12,0	4,6
	2013	1 087	9,2	5,1
	2016	1 041	9,4	5,5
47. Techniciennes	2005	130	23,0	38,5
	2013	186	27,1	44,8
	2016	141	24,0	25,4

Tableau 3.4 • Risques professionnels selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 2005, 2013 et 2016

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent être amenées, à leur emplacement de travail, à *	
			Respirer des fumées ou des poussières	Être en contact avec des produits dangereux
5. Employées	2005	5 555	18,6	18,5
	2013	5 440	18,5	21,1
	2016	5 559	19,0	22,0
51. Employées de la fonction publique	2005	1 782	20,6	27,3
	2013	1 753	20,3	34,1
	2016	1 840	20,4	31,9
54. Employées adm. d'entreprise	2005	1 489	11,8	4,6
	2013	1 309	11,9	3,8
	2016	1 278	7,5	3,4
55. Employées de commerce	2005	781	19,9	13,0
	2013	811	19,6	12,6
	2016	856	23,0	15,8
56. Services directs aux particuliers	2005	1 503	22,5	24,8
	2013	1 563	21,3	25,4
	2016	1 585	24,6	28,9
6. Ouvrières	2005	1 027	46,9	35,4
	2013	1 105	49,3	38,0
	2016	1 066	56,5	43,4
61. Ouvrières qualifiées	2005	406	46,0	36,2
	2013	456	45,4	37,7
	2016	445	51,5	39,1
66. Ouvrières non qualifiées	2005	555	48,5	34,0
	2013	584	50,5	36,4
	2016	579	61,8	47,2
69. Ouvrières agricoles	2005	66	-	-
	2013	65	-	-
	2016	42	-	-
Ensemble	2005	10 530	18,8	19,0
	2013	11 364	18,1	20,6
	2016	11 611	18,2	20,9

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Les questions ont beaucoup évolué, pour trouver les anciens indicateurs, se reporter aux tableaux "les risques de maladies" et "les risques d'accidents" qui portent sur les enquêtes antérieures.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2016, 18,2 % des femmes salariées déclarent respirer des fumées ou des poussières.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 3.5 • Risques professionnels selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2005, 2013 et 2016

En %

Âge		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent être amenés, à leur emplacement de travail, à*	
			Respirer des fumées ou des poussières	Être en contact avec des produits dangereux
Moins de 20 ans	2005	320	55,1	43,1
	2013	257	43,6	39,0
	2016	277	-	-
De 20 à 24 ans	2005	1 588	37,4	37,0
	2013	1 536	42,0	38,4
	2016	1 544	27,1	20,6
De 25 à 29 ans	2005	2 632	31,3	29,8
	2013	2 578	28,1	31,7
	2016	2 592	31,6	34,6
De 30 à 34 ans	2005	3 014	35,0	28,3
	2013	2 734	31,6	30,3
	2016	2 823	31,7	32,5
De 35 à 39 ans	2005	3 133	33,1	28,6
	2013	2 934	31,0	29,6
	2016	2 806	29,5	29,8
De 40 à 44 ans	2005	3 263	32,1	27,2
	2013	3 269	31,1	28,8
	2016	3 209	29,2	27,4
De 45 à 49 ans	2005	3 103	31,4	26,9
	2013	3 243	30,0	28,7
	2016	3 210	30,7	30,3
De 50 à 54 ans	2005	2 884	30,4	26,6
	2013	3 026	30,1	27,5
	2016	3 153	29,3	26,1
55 ans et plus	2005	2 313	26,7	23,2
	2013	3 283	26,0	23,9
	2016	3 622	26,3	24,3
Ensemble	2005	22 251	32,4	28,2
	2013	22 859	30,7	29,3
	2016	23 236	30,0	28,8

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Les questions ont beaucoup évolué, pour trouver les anciens indicateurs, se reporter aux tableaux "les risques de maladies" et "les risques d'accidents" qui portent sur les enquêtes antérieures.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2016, 30 % des salariés déclarent respirer des fumées ou des poussières.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 3.6 • Risques professionnels selon l'âge des HOMMES en 2005, 2013 et 2016

En %

Âge		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent être amenés, à leur emplacement de travail, à*	
			Respirer des fumées ou des poussières	Être en contact avec des produits dangereux
Moins de 20 ans	2005	223	72,4	50,2
	2013	168	56,4	50,3
	2016	191	-	-
De 20 à 24 ans	2005	873	52,4	46,8
	2013	864	56,7	50,0
	2016	757	38,8	26,3
De 25 à 29 ans	2005	1 427	44,0	37,9
	2013	1 271	42,6	39,7
	2016	1 289	43,0	43,5
De 30 à 34 ans	2005	1 666	47,3	35,4
	2013	1 378	46,5	40,1
	2016	1 478	44,7	39,9
De 35 à 39 ans	2005	1 658	44,8	37,2
	2013	1 553	43,6	38,1
	2016	1 450	42,6	37,3
De 40 à 44 ans	2005	1 703	44,7	35,9
	2013	1 698	42,5	38,0
	2016	1 575	42,8	37,1
De 45 à 49 ans	2005	1 597	42,5	34,8
	2013	1 534	43,9	37,9
	2016	1 642	41,5	39,2
De 50 à 54 ans	2005	1 427	42,7	35,9
	2013	1 458	41,4	35,2
	2016	1 479	41,7	32,7
55 ans et plus	2005	1 146	34,5	29,6
	2013	1 572	32,6	28,6
	2016	1 763	34,1	30,4
Ensemble	2005	11 720	44,6	36,6
	2013	11 495	43,1	37,9
	2016	11 625	41,7	36,6

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Les questions ont beaucoup évolué, pour trouver les anciens indicateurs, se reporter aux tableaux "les risques de maladies" et "les risques d'accidents" qui portent sur les enquêtes antérieures.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2016, 41,7 % des hommes salariés déclarent respirer des fumées ou des poussières.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 3.7 • Risques professionnels selon l'âge des FEMMES en 2005, 2013 et 2016

En %

Âge		Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent être amenées, à leur emplacement de travail, à *	
			Respirer des fumées ou des poussières	Être en contact avec des produits dangereux
Moins de 20 ans	2005	97	-	-
	2013	88	-	-
	2016	86	-	-
De 20 à 24 ans	2005	715	19,0	25,0
	2013	672	23,2	23,6
	2016	786	15,8	15,2
De 25 à 29 ans	2005	1 204	16,2	20,3
	2013	1 306	14,0	24,0
	2016	1 303	20,2	25,9
De 30 à 34 ans	2005	1 348	19,7	19,4
	2013	1 356	16,5	20,3
	2016	1 345	17,5	24,4
De 35 à 39 ans	2005	1 475	20,0	19,0
	2013	1 381	16,9	20,0
	2016	1 356	15,4	21,7
De 40 à 44 ans	2005	1 560	18,3	17,7
	2013	1 571	18,9	18,8
	2016	1 634	16,0	17,9
De 45 à 49 ans	2005	1 506	19,6	18,5
	2013	1 709	17,5	20,5
	2016	1 567	19,3	20,9
De 50 à 54 ans	2005	1 457	18,4	17,5
	2013	1 568	19,6	20,4
	2016	1 674	18,4	20,2
55 ans et plus	2005	1 168	19,0	16,9
	2013	1 711	19,8	19,6
	2016	1 859	19,0	18,5
Ensemble	2005	10 530	18,8	19,0
	2013	11 364	18,1	20,6
	2016	11 611	18,2	20,9

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Les questions ont beaucoup évolué, pour trouver les anciens indicateurs, se reporter aux tableaux "les risques de maladies" et "les risques d'accidents" qui portent sur les enquêtes antérieures.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2016, 18,2 % des femmes salariées déclarent respirer des fumées ou des poussières.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 3.8 • Risques professionnels en 2016 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent être amenés, à leur emplacement de travail, à*	
		Respirer des fumées ou des poussières	Être en contact avec des produits dangereux
Agriculture, sylviculture et pêche	240	57,0	60,9
Fabrication aliments, boissons, tabac	603	42,3	28,6
Cokéfaction et raffinage	17	-	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	32,5	29,8
Fabrication de matériels de transport	416	44,6	45,0
Fabrication d'autres produits industriels	1 574	57,5	49,2
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	397	46,8	44,8
Construction	1 332	74,2	48,6
Commerce et réparation auto. moto.	2 881	30,9	28,1
Transports et entreposage	1 527	45,7	25,5
Hébergement et restauration	815	26,7	38,5
Information et communication	684	7,9	3,2
Activités financières et d'assurance	856	3,1	0,4
Activités immobilières	314	25,8	21,0
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 212	21,8	22,1
Adm. publique, enseignement, santé et social	7 528	19,2	27,9
Autres activités de services	1 332	17,3	16,3
Non renseigné	28	-	-
Ensemble	23 236	30,0	28,8

- Effectifs insuffisants.

Les questions ont beaucoup évolué, pour trouver les anciens indicateurs, se reporter aux tableaux "les risques de maladies" et "les risques d'accidents" qui portent sur les enquêtes antérieures.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2016, 30 % des salariés déclarent respirer des fumées ou des poussières.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 3.9 • Risques professionnels en 2016 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent être amenés, à leur emplacement de travail, à*	
		Respirer des fumées ou des poussières	Être en contact avec des produits dangereux
Fonct. pub. de l'État	2 396	16,7	18,3
Fonct. pub. territoriale	1 899	27,4	29,2
Fonct. pub. hospitalière	1 156	16,5	53,0
Particuliers, entreprise o	17 786	32,9	28,6
Ensemble	23 236	30,0	28,8

- Effectifs insuffisants.

Les questions ont beaucoup évolué, pour trouver les anciens indicateurs, se reporter aux tableaux "les risques de maladies" et "les risques d'accidents" qui portent sur les enquêtes antérieures.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2016, 30 % des salariés déclarent respirer des fumées ou des poussières.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 3.10 • Risques professionnels en 2016 selon le type d'employeur des HOMMES

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent être amenés, à leur emplacement de travail, à*	
		Respirer des fumées ou des poussières	Être en contact avec des produits dangereux
Fonct. pub. de l'État	1 000	22,6	25,7
Fonct. pub. territoriale	775	41,4	41,7
Fonct. pub. hospitalière	269	25,4	57,2
Particulier, entreprise ou	9 581	44,2	36,8
Ensemble	11 625	41,7	36,6

- Effectifs insuffisants.

Les questions ont beaucoup évolué, pour trouver les anciens indicateurs, se reporter aux tableaux "les risques de maladies" et "les risques d'accidents" qui portent sur les enquêtes antérieures.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2016, 41,7 % des hommes salariés déclarent respirer des fumées ou des poussières.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 3.11 • Risques professionnels en 2016 selon le type d'employeur des FEMMES

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent être amenées, à leur emplacement de travail, à *	
		Respirer des fumées ou des poussières	Être en contact avec des produits dangereux
Fonct. pub. de l'État	1 396	12,4	12,9
Fonct. pub. territoriale	1 123	17,8	20,7
Fonct. pub. hospitalière	887	13,8	51,7
Particulier, entreprise ou	8 205	19,7	19,0
Ensemble	11 611	18,2	20,9

- Effectifs insuffisants.

Les questions ont beaucoup évolué, pour trouver les anciens indicateurs, se reporter aux tableaux "les risques de maladies" et "les risques d'accidents" qui portent sur les enquêtes antérieures.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2016, 18,2 % des femmes salariées déclarent respirer des fumées ou des poussières.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

4 • Conduire un véhicule dans le cadre professionnel

Tableau 4.1 • Conduire un véhicule dans le cadre professionnel en 2005, 2013 et 2016

En %

Sexe		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent utiliser un véhicule dans le cadre professionnel	Pour ceux qui utilisent un véhicule, nombre* de kilomètres parcourus par semaine				
				20 km ou moins	De 21 à 100 km	De 101 à 400 km	De 401 à 1200 km	Plus de 1200 km
Femmes	2005	10 530	19,2	31,4	35,6	22,8	9,0	1,3
	2013	11 364	22,6	38,3	32,4	18,9	8,4	2,0
	2016	11 611	21,4	35,9	29,5	21,2	11,0	2,4
Hommes	2005	11 720	44,4	13,4	24,9	26,8	26,3	8,7
	2013	11 495	45,4	17,5	21,6	26,0	26,7	8,3
	2016	11 625	44,9	17,0	21,1	25,3	25,7	10,8
Ensemble	2005	22 251	32,5	18,5	27,9	25,7	21,3	6,6
	2013	22 859	34,1	24,3	25,1	23,7	20,7	6,2
	2016	23 236	33,1	23,0	23,8	24,0	21,1	8,1

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Pour les utilisateurs de véhicules ayant indiqué un nombre de kilomètres.

Lecture : en 2016, 33,1 % des salariés déclarent utiliser un véhicule dans le cadre professionnel ; 23,8 % d'entre eux parcourent entre 21 et 100 km par semaine.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFF-Insee, enquêtes Conditions de travail.

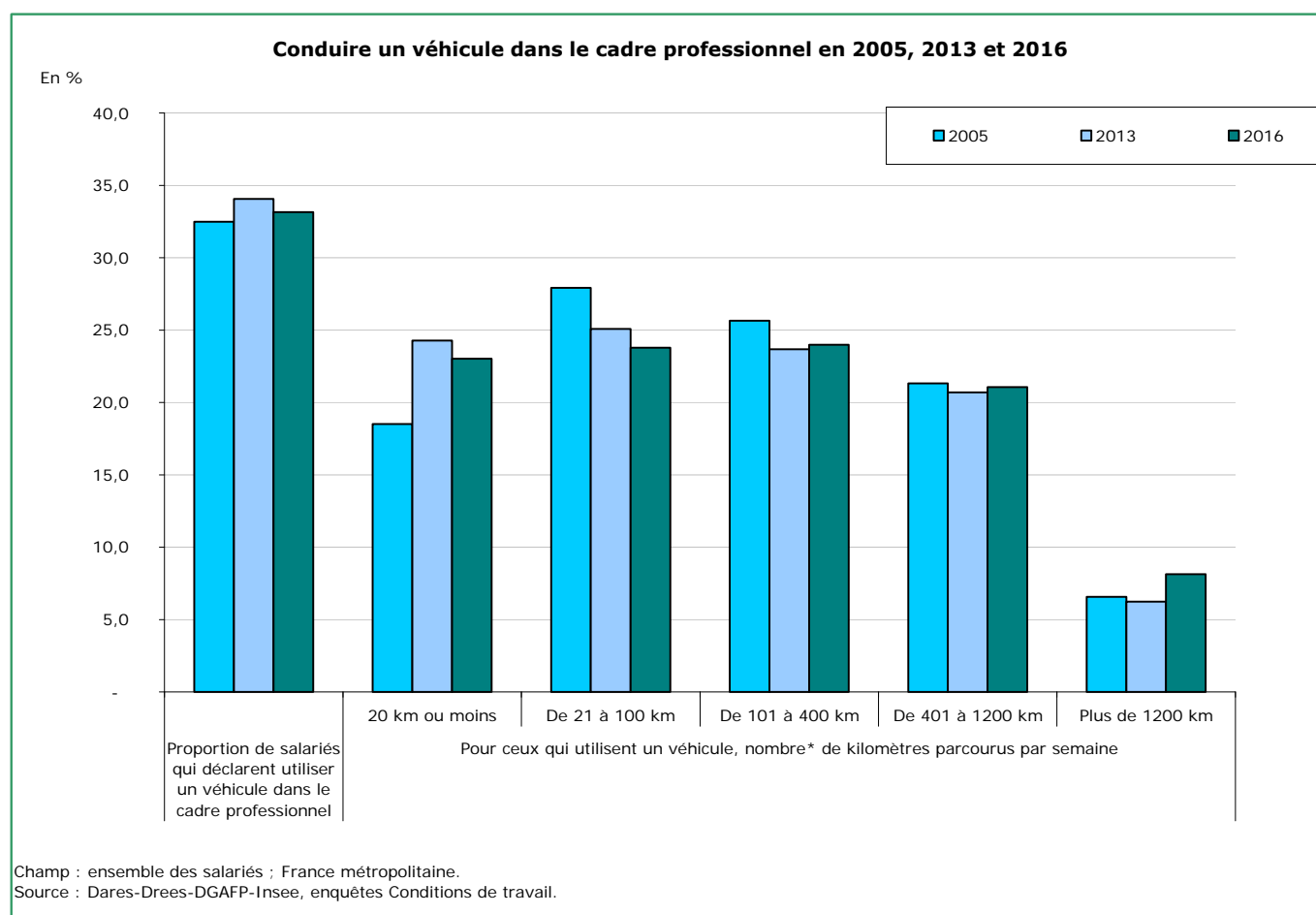


Tableau 4.2 • Conduire un véhicule dans le cadre professionnel selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2005, 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent utiliser un véhicule dans le cadre professionnel	Pour ceux qui utilisent un véhicule, nombre* de kilomètres parcourus par semaine					
			20 km ou moins	De 21 à 100 km	De 101 à 400 km	De 401 à 1200 km	Plus de 1200 km	
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2005	3 327	42,5	12,6	28,0	30,2	24,5	4,7
	2013	4 394	40,6	22,0	26,1	23,8	24,5	3,6
	2016	4 385	36,9	18,5	24,6	24,6	29,3	3,0
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2005	1 341	32,3	20,9	40,3	27,9	10,7	0,3
	2013	1 664	36,3	35,1	31,4	19,4	14,2	-
	2016	1 559	29,7	26,9	35,8	26,4	10,9	0,0
36. Cadres d'entreprise	2005	1 958	49,4	8,8	22,4	31,2	30,9	6,7
	2013	2 564	42,2	16,6	22,0	26,0	29,6	5,7
	2016	2 593	40,0	15,7	21,0	22,9	36,2	4,2
4. Professions intermédiaires	2005	5 778	37,8	20,4	27,7	21,7	25,8	4,4
	2013	5 887	37,5	27,7	24,1	22,0	22,7	3,4
	2016	6 105	36,3	27,6	26,9	22,6	18,4	4,5
41. P.I. enseignement, santé, public	2005	2 337	33,7	27,6	41,1	20,3	9,3	1,7
	2013	2 326	33,1	36,2	34,6	20,3	8,2	0,7
	2016	2 536	29,1	34,5	32,2	23,6	9,2	0,4
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2005	1 771	34,1	16,7	18,5	18,3	37,3	9,3
	2013	1 835	34,3	23,0	21,6	18,1	30,2	7,1
	2016	1 817	36,2	27,7	19,3	19,9	25,3	7,8
47. Techniciens	2005	1 068	44,9	17,2	25,0	24,8	29,6	3,5
	2013	1 159	46,5	24,6	16,1	23,7	32,8	2,9
	2016	1 174	44,2	24,0	25,6	21,0	22,9	6,4

Tableau 4.2 • Conduire un véhicule dans le cadre professionnel selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2005, 2013 et 2016

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent utiliser un véhicule dans le cadre professionnel	Pour ceux qui utilisent un véhicule, nombre* de kilomètres parcourus par semaine					
			20 km ou moins	De 21 à 100 km	De 101 à 400 km	De 401 à 1200 km	Plus de 1200 km	
5. Employés	2005	7 291	21,5	28,2	35,2	26,2	8,0	2,5
	2013	7 098	23,3	34,6	32,9	19,5	10,0	3,0
	2016	7 238	23,4	31,8	26,0	23,2	13,5	5,4
51. Employés de la fonction publique	2005	2 799	28,7	22,5	31,1	31,5	10,9	4,1
	2013	2 641	29,2	29,8	26,9	22,3	15,3	5,7
	2016	2 781	28,5	25,0	19,8	27,3	17,1	10,8
54. Employés adm. d'entreprise	2005	1 763	15,4	42,3	35,0	13,4	9,3	-
	2013	1 525	16,9	44,8	41,1	8,3	5,6	0,2
	2016	1 545	17,9	40,0	36,0	10,8	13,2	0,1
55. Employés de commerce	2005	1 042	10,6	-	-	-	-	-
	2013	1 075	9,9	-	-	-	-	-
	2016	1 142	10,9	-	-	-	-	-
56. Services directs aux particuliers	2005	1 686	22,5	29,5	43,9	25,1	1,6	-
	2013	1 853	27,7	34,3	40,1	21,9	3,4	0,4
	2016	1 769	28,2	37,9	33,4	23,8	4,9	0,1
6. Ouvriers	2005	5 847	35,3	13,4	22,6	26,3	24,2	13,5
	2013	5 456	39,2	14,7	19,3	28,6	23,2	14,2
	2016	5 348	39,9	14,2	17,5	25,4	23,7	19,2
61. Ouvriers qualifiés	2005	3 815	43,1	10,4	20,8	25,5	26,4	16,9
	2013	3 584	46,1	12,6	17,9	27,8	24,4	17,2
	2016	3 541	46,7	11,6	15,9	21,5	27,9	23,2
66. Ouvriers non qualifiés	2005	1 810	17,2	20,2	27,8	33,1	18,5	0,5
	2013	1 616	23,0	19,6	23,8	35,3	17,5	3,9
	2016	1 591	23,3	20,3	22,8	39,8	10,9	6,2
69. Ouvriers agricoles	2005	222	48,4	-	-	-	-	-
	2013	252	44,4	-	-	-	-	-
	2016	214	50,1	-	-	-	-	-
Ensemble	2005	22 251	32,5	18,5	27,9	25,7	21,3	6,6
	2013	22 859	34,1	24,3	25,1	23,7	20,7	6,2
	2016	23 236	33,1	23,0	23,8	24,0	21,1	8,1

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Pour les utilisateurs de véhicules ayant indiqué un nombre de kilomètres.

Lecture : en 2016, 33,1 % des salariés déclarent utiliser un véhicule dans le cadre professionnel ; 25,3 % d'entre eux parcourent entre 21 et 100 km par semaine.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 4.3 • Conduire un véhicule dans le cadre professionnel selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 2005, 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent utiliser un véhicule dans le cadre professionnel	Pour ceux qui utilisent un véhicule, nombre* de kilomètres parcourus par semaine					
			20 km ou moins	De 21 à 100 km	De 101 à 400 km	De 401 à 1200 km	Plus de 1200 km	
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2005	2 115	49,6	8,3	27,0	29,8	29,0	5,9
	2013	2 637	46,3	15,4	23,5	25,9	30,6	4,6
	2016	2 667	42,3	15,5	22,1	26,3	32,2	3,9
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2005	700	37,6	13,7	43,6	29,9	12,3	0,4
	2013	824	41,0	27,0	29,5	23,1	20,4	-
	2016	791	34,0	23,1	36,3	34,2	6,3	-
36. Cadres d'entreprise	2005	1 406	55,6	6,5	21,0	29,8	34,9	7,8
	2013	1 714	47,4	11,9	20,6	26,5	34,3	6,7
	2016	1 722	44,2	13,9	18,2	22,4	40,3	5,3
4. Professions intermédiaires	2005	3 043	49,3	15,9	23,7	23,2	31,5	5,7
	2013	2 830	48,6	21,0	18,6	24,2	31,6	4,6
	2016	2 915	48,4	21,0	24,0	24,4	24,2	6,5
41. P.I. enseignement, santé, public	2005	730	49,5	22,2	36,1	25,7	12,9	3,1
	2013	613	45,2	26,8	34,1	22,6	15,0	1,5
	2016	600	40,5	20,2	31,3	27,3	20,3	0,9
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2005	840	47,9	11,1	16,6	16,9	43,4	12,0
	2013	748	48,0	15,1	12,2	19,5	43,4	9,9
	2016	776	51,8	23,3	11,8	23,3	30,3	11,3
47. Techniciens	2005	938	47,6	16,4	25,7	23,9	30,3	3,7
	2013	973	50,2	22,6	16,2	23,6	34,6	2,9
	2016	1 033	47,5	21,7	26,0	21,5	23,9	6,8

Tableau 4.3 • Conduire un véhicule dans le cadre professionnel selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 2005, 2013 et 2016
SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent utiliser un véhicule dans le cadre professionnel	Pour ceux qui utilisent un véhicule, nombre* de kilomètres parcourus par semaine				
				20 km ou moins	De 21 à 100 km	De 101 à 400 km	De 401 à 1200 km	Plus de 1200 km
5. Employés	2005	1 736	40,4	18,1	31,6	31,7	14,2	4,5
	2013	1 658	37,4	25,1	31,5	22,4	15,4	5,6
	2016	1 679	41,4	18,7	24,8	24,7	22,7	9,1
51. Employés de la fonction publique	2005	1 018	51,9	14,5	30,4	35,4	14,7	5,0
	2013	888	52,3	21,1	29,5	25,4	16,5	7,5
	2016	941	53,5	15,9	22,0	28,9	20,9	12,3
54. Employés adm. d'entreprise	2005	274	33,3	-	-	-	-	-
	2013	216	27,8	-	-	-	-	-
	2016	267	29,1	-	-	-	-	-
55. Employés de commerce	2005	261	22,3	-	-	-	-	-
	2013	264	15,0	-	-	-	-	-
	2016	286	19,5	-	-	-	-	-
56. Services directs aux particuliers	2005	183	13,3	-	-	-	-	-
	2013	290	19,4	-	-	-	-	-
	2016	184	31,5	-	-	-	-	-
6. Ouvriers	2005	4 820	40,5	12,7	22,3	26,2	24,6	14,2
	2013	4 351	45,9	14,1	19,4	28,5	23,7	14,3
	2016	4 282	45,6	14,2	16,7	25,3	24,0	19,7
61. Ouvriers qualifiés	2005	3 409	46,4	10,0	21,1	25,2	26,4	17,4
	2013	3 127	50,4	12,1	18,1	28,3	24,6	17,0
	2016	3 097	50,3	11,5	15,7	22,4	27,4	23,0
66. Ouvriers non qualifiés	2005	1 255	22,6	19,4	27,7	33,1	19,3	0,5
	2013	1 032	31,3	20,0	24,3	32,1	19,2	4,5
	2016	1 013	29,8	22,3	22,7	34,3	12,8	7,9
69. Ouvriers agricoles	2005	156	55,5	-	-	-	-	-
	2013	187	52,3	-	-	-	-	-
	2016	171	54,1	-	-	-	-	-
Ensemble	2005	11 720	44,4	13,4	24,9	26,8	26,3	8,7
	2013	11 495	45,4	17,5	21,6	26,0	26,7	8,3
	2016	11 625	44,9	17,0	21,1	25,3	25,7	10,8

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Pour les utilisateurs de véhicules ayant indiqué un nombre de kilomètres.

Lecture : en 2016, 44,9 % des hommes salariés déclarent utiliser un véhicule dans le cadre professionnel ; 21,3 % d'entre eux parcourent entre 21 et 100 km par semaine.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 4.4 • Conduire un véhicule dans le cadre professionnel selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 2005, 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent utiliser un véhicule dans le cadre professionnel	Pour celles qui utilisent un véhicule, nombre* de kilomètres parcourus par semaine				
				20 km ou moins	De 21 à 100 km	De 101 à 400 km	De 401 à 1200 km	Plus de 1200 km
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2005	1 211	30,0	25,3	31,2	31,4	11,0	1,1
	2013	1 757	32,1	37,1	32,0	19,1	10,5	1,4
	2016	1 718	28,6	26,2	31,1	20,3	21,9	0,5
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2005	642	26,5	32,5	34,8	24,6	8,1	-
	2013	839	31,8	45,8	33,9	14,5	5,8	-
	2016	769	25,4	32,8	34,9	14,1	18,1	0,1
36. Cadres d'entreprise	2005	552	33,6	18,5	28,1	37,3	14,1	2,0
	2013	850	31,8	31,3	26,3	24,5	15,1	2,8
	2016	871	31,6	21,4	29,6	24,3	23,9	0,9
4. Professions intermédiaires	2005	2 735	24,9	30,1	36,5	18,5	13,4	1,5
	2013	3 057	27,3	39,1	33,5	18,3	7,7	1,4
	2016	3 190	25,2	39,8	32,4	19,3	7,8	0,8
41. P.I. enseignement, santé, public	2005	1 606	26,6	31,9	45,1	16,0	6,4	0,6
	2013	1 713	28,8	41,6	34,9	18,9	4,3	0,3
	2016	1 936	25,5	41,8	32,7	21,8	3,5	0,2
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2005	931	21,7	27,8	22,3	21,0	24,9	4,0
	2013	1 087	24,8	33,6	34,5	16,3	12,2	3,4
	2016	1 041	24,6	35,1	31,9	14,3	16,8	1,9
47. Techniciennes	2005	130	25,7	-	-	-	-	-
	2013	186	27,4	-	-	-	-	-
	2016	141	20,5	-	-	-	-	-

Tableau 4.4 • Conduire un véhicule dans le cadre professionnel selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 2005, 2013 et 2016

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent utiliser un véhicule dans le cadre professionnel	Pour celles qui utilisent un véhicule, nombre* de kilomètres parcourus par semaine				
				20 km ou moins	De 21 à 100 km	De 101 à 400 km	De 401 à 1200 km	Plus de 1200 km
5. Employées	2005	5 555	15,6	35,8	37,9	22,0	3,4	0,9
	2013	5 440	18,9	40,4	33,7	17,8	6,8	1,4
	2016	5 559	17,9	41,3	26,9	22,1	6,9	2,7
51. Employées de la fonction publique	2005	1 782	15,4	36,2	32,3	24,8	4,2	2,5
	2013	1 753	17,6	43,1	22,9	17,5	13,6	2,9
	2016	1 840	15,7	41,4	15,9	24,3	10,2	8,1
54. Employées adm. d'entreprise	2005	1 489	12,1	50,7	33,1	11,4	4,8	-
	2013	1 309	15,1	51,1	39,0	7,8	2,0	0,1
	2016	1 278	15,6	48,6	34,5	9,3	7,7	-
55. Employées de commerce	2005	781	6,7	-	-	-	-	-
	2013	811	8,3	-	-	-	-	-
	2016	856	8,1	-	-	-	-	-
56. Services directs aux particuliers	2005	1 503	23,6	28,5	44,3	25,5	1,7	-
	2013	1 563	29,3	33,6	39,4	23,1	3,6	0,5
	2016	1 585	27,8	39,5	33,5	24,7	2,3	0,1
6. Ouvrières	2005	1 027	11,2	25,3	27,1	27,2	17,6	2,8
	2013	1 105	12,5	23,5	18,0	29,8	16,1	12,6
	2016	1 066	16,8	14,1	25,0	26,8	20,4	13,7
61. Ouvrières qualifiées	2005	406	16,1	-	-	-	-	-
	2013	456	16,4	-	-	-	-	-
	2016	445	21,6	-	-	-	-	-
66. Ouvrières non qualifiées	2005	555	5,1	-	-	-	-	-
	2013	584	8,4	-	-	-	-	-
	2016	579	12,0	-	-	-	-	-
69. Ouvrières agricoles	2005	66	-	-	-	-	-	-
	2013	65	-	-	-	-	-	-
	2016	42	-	-	-	-	-	-
Ensemble	2005	10 530	19,2	31,4	35,6	22,8	9,0	1,3
	2013	11 364	22,6	38,3	32,4	18,9	8,4	2,0
	2016	11 611	21,4	35,9	29,5	21,2	11,0	2,4

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Pour les utilisateurs de véhicules ayant indiqué un nombre de kilomètres.

Lecture : en 2016, 21,4 % des femmes salariées déclarent utiliser un véhicule dans le cadre professionnel ; 32,2 % d'entre elles parcourent entre 21 et 100 km par semaine.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 4.5 • Conduire un véhicule dans le cadre professionnel selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2005, 2013 et 2016

En %

Âge		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent utiliser un véhicule dans le cadre professionnel	Pour ceux qui utilisent un véhicule, nombre* de kilomètres parcourus par semaine				
				20 km ou moins	De 21 à 100 km	De 101 à 400 km	De 401 à 1200 km	Plus de 1200 km
Moins de 20 ans	2005	320	9,6	-	-	-	-	-
	2013	257	14,5	-	-	-	-	-
	2016	277	-	-	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	2005	1 588	25,4	29,9	25,5	22,0	18,0	4,5
	2013	1 536	26,3	26,8	24,5	24,0	18,4	6,4
	2016	1 544	24,0	22,8	17,5	45,8	11,5	2,4
De 25 à 29 ans	2005	2 632	31,5	21,2	28,3	22,1	20,4	8,1
	2013	2 578	31,1	25,7	26,8	20,8	20,8	5,9
	2016	2 592	28,4	26,7	21,7	24,3	18,7	8,6
De 30 à 34 ans	2005	3 014	33,3	18,0	28,6	23,4	23,6	6,4
	2013	2 734	35,3	22,1	27,8	22,4	22,8	5,0
	2016	2 823	31,5	23,3	29,4	18,5	22,9	5,9
De 35 à 39 ans	2005	3 133	34,4	18,7	25,7	27,4	21,2	7,1
	2013	2 934	34,5	25,4	22,0	24,7	20,8	7,1
	2016	2 806	34,6	23,9	29,9	19,3	20,0	6,9
De 40 à 44 ans	2005	3 263	35,1	18,8	27,1	25,9	22,1	6,2
	2013	3 269	37,4	24,9	23,5	22,4	23,3	6,0
	2016	3 209	36,6	24,2	21,5	20,7	24,6	8,9
De 45 à 49 ans	2005	3 103	34,0	15,6	29,9	25,2	22,1	7,3
	2013	3 243	36,3	22,4	23,6	25,5	21,6	6,9
	2016	3 210	35,6	26,0	19,5	24,3	18,5	11,7
De 50 à 54 ans	2005	2 884	34,7	15,9	27,0	29,6	20,9	6,6
	2013	3 026	35,4	25,2	22,7	24,9	20,7	6,5
	2016	3 153	33,3	17,8	27,6	26,5	19,3	8,8
55 ans et plus	2005	2 313	29,5	15,1	30,6	28,6	20,6	5,2
	2013	3 283	33,5	23,5	29,6	24,0	16,5	6,4
	2016	3 622	35,8	20,3	22,1	25,3	25,7	6,5
Ensemble	2005	22 251	32,5	18,5	27,9	25,7	21,3	6,6
	2013	22 859	34,1	24,3	25,1	23,7	20,7	6,2
	2016	23 236	33,1	23,0	23,8	24,0	21,1	8,1

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Pour les utilisateurs de véhicules ayant indiqué un nombre de kilomètres.

Lecture : en 2016, 33,1 % des salariés déclarent utiliser un véhicule dans le cadre professionnel ; 25,3 % d'entre eux parcourent entre 21 et 100 km par semaine.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 4.6 • Conduire un véhicule dans le cadre professionnel selon l'âge des HOMMES en 2005, 2013 et 2016

En %

Âge		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent utiliser un véhicule dans le cadre professionnel	Pour ceux qui utilisent un véhicule, nombre* de kilomètres parcourus par semaine				
				20 km ou moins	De 21 à 100 km	De 101 à 400 km	De 401 à 1200 km	Plus de 1200 km
Moins de 20 ans	2005	223	13,0	-	-	-	-	-
	2013	168	17,5	-	-	-	-	-
	2016	191	-	-	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	2005	873	36,2	24,4	25,5	23,8	20,7	5,6
	2013	864	34,5	20,8	23,4	26,5	21,5	7,7
	2016	757	38,5	-	-	-	-	-
De 25 à 29 ans	2005	1 427	43,2	14,9	26,9	23,3	24,8	10,1
	2013	1 271	40,7	20,1	23,1	23,3	27,9	5,5
	2016	1 289	37,2	15,4	23,0	27,9	21,1	12,5
De 30 à 34 ans	2005	1 666	43,8	11,7	24,9	25,9	28,5	9,0
	2013	1 378	45,2	16,5	20,4	25,7	31,1	6,3
	2016	1 478	41,3	16,7	27,8	17,4	29,6	8,5
De 35 à 39 ans	2005	1 658	44,1	12,9	22,9	28,9	25,9	9,4
	2013	1 553	45,9	19,9	19,0	27,5	25,2	8,3
	2016	1 450	43,6	19,5	23,3	22,0	26,6	8,7
De 40 à 44 ans	2005	1 703	47,9	14,3	23,1	26,0	28,7	8,0
	2013	1 698	49,0	18,5	19,3	24,5	29,4	8,3
	2016	1 575	51,7	17,9	18,3	23,6	28,8	11,4
De 45 à 49 ans	2005	1 597	48,1	11,9	25,2	26,0	27,2	9,7
	2013	1 534	51,3	15,5	22,3	25,0	27,4	9,8
	2016	1 642	49,7	21,2	17,6	25,0	21,6	14,6
De 50 à 54 ans	2005	1 427	48,9	9,7	25,1	30,7	25,5	9,0
	2013	1 458	48,1	16,7	17,8	29,0	26,9	9,6
	2016	1 479	45,6	11,4	23,9	29,2	23,4	12,0
55 ans et plus	2005	1 146	43,6	12,0	25,0	29,5	26,8	6,8
	2013	1 572	46,0	14,5	27,7	26,0	22,3	9,4
	2016	1 763	48,0	12,4	19,9	25,9	33,0	8,8
Ensemble	2005	11 720	44,4	13,4	24,9	26,8	26,3	8,7
	2013	11 495	45,4	17,5	21,6	26,0	26,7	8,3
	2016	11 625	44,9	17,0	21,1	25,3	25,7	10,8

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Pour les utilisateurs de véhicules ayant indiqué un nombre de kilomètres.

Lecture : en 2016, 44,9 % des hommes salariés déclarent utiliser un véhicule dans le cadre professionnel ; 21,3 % d'entre eux parcourent entre 21 et 100 km par semaine.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 4.7 • Conduire un véhicule dans le cadre professionnel selon l'âge des FEMMES en 2005, 2013 et 2016

En %

Âge	Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent utiliser un véhicule dans le cadre professionnel	Pour celles qui utilisent un véhicule, nombre* de kilomètres parcourus par semaine					
			20 km ou moins	De 21 à 100 km	De 101 à 400 km	De 401 à 1200 km	Plus de 1200 km	
Moins de 20 ans	2005	97	-	-	-	-	-	-
	2013	88	-	-	-	-	-	-
	2016	86	-	-	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	2005	715	12,3	-	-	-	-	-
	2013	672	15,8	-	-	-	-	-
	2016	786	10,0	-	-	-	-	-
De 25 à 29 ans	2005	1 204	17,6	40,1	32,7	18,4	7,0	1,9
	2013	1 306	21,7	35,2	33,1	16,5	8,8	6,4
	2016	1 303	19,8	47,7	19,2	17,6	14,1	1,4
De 30 à 34 ans	2005	1 348	20,3	32,9	37,2	17,5	12,1	0,3
	2013	1 356	25,3	32,1	41,2	16,5	7,6	2,6
	2016	1 345	20,7	37,6	32,9	20,9	8,2	0,5
De 35 à 39 ans	2005	1 475	23,4	31,2	31,9	24,1	11,0	1,9
	2013	1 381	21,6	40,0	29,9	17,4	8,9	3,8
	2016	1 356	25,0	32,8	43,4	13,9	6,7	3,1
De 40 à 44 ans	2005	1 560	21,1	29,5	36,4	25,7	6,6	1,9
	2013	1 571	25,0	38,6	32,5	17,8	10,3	0,9
	2016	1 634	22,0	39,6	29,2	13,8	14,4	2,9
De 45 à 49 ans	2005	1 506	19,0	25,4	42,1	23,0	8,6	0,9
	2013	1 709	22,9	36,4	26,3	26,6	9,7	1,1
	2016	1 567	21,0	38,2	24,4	22,4	10,7	4,4
De 50 à 54 ans	2005	1 457	20,8	30,6	31,4	27,0	10,3	0,7
	2013	1 568	23,5	41,9	32,5	16,9	8,4	0,3
	2016	1 674	22,4	30,1	34,9	21,3	11,3	2,4
55 ans et plus	2005	1 168	15,8	23,2	45,5	26,0	4,2	1,2
	2013	1 711	21,9	41,4	33,3	20,0	5,0	0,3
	2016	1 859	24,2	34,9	26,3	24,0	12,4	2,4
Ensemble	2005	10 530	19,2	31,4	35,6	22,8	9,0	1,3
	2013	11 364	22,6	38,3	32,4	18,9	8,4	2,0
	2016	11 611	21,4	35,9	29,5	21,2	11,0	2,4

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Pour les utilisateurs de véhicules ayant indiqué un nombre de kilomètres.

Lecture : en 2016, 21,4 % des femmes salariées déclarent utiliser un véhicule dans le cadre professionnel ; 32,2 % d'entre elles parcourent entre 21 et 100 km par semaine.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 4.8 • Conduire un véhicule dans le cadre professionnel en 2016 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent utiliser un véhicule dans le cadre professionnel	Pour ceux qui utilisent un véhicule, nombre* de kilomètres parcourus par semaine				
			20 km ou moins	De 21 à 100 km	De 101 à 400 km	De 401 à 1200 km	Plus de 1200 km
Agriculture, sylviculture et pêche	240	51,0	-	-	-	-	-
Fabrication aliments, boissons, tabac	603	16,0	-	-	-	-	-
Cokéfaction et raffinage	17	-	-	-	-	-	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	33,1	-	-	-	-	-
Fabrication de matériels de transport	416	21,4	-	-	-	-	-
Fabrication d'autres produits industriels	1 574	25,0	32,6	25,4	17,5	17,5	7,0
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	397	51,6	15,3	12,9	31,4	34,0	6,4
Construction	1 332	63,3	5,2	25,0	34,6	31,1	4,1
Commerce et réparation auto. moto.	2 881	27,0	22,7	16,2	12,8	38,0	10,4
Transports et entreposage	1 527	56,7	10,0	12,6	17,4	22,4	37,6
Hébergement et restauration	815	21,4	-	-	-	-	-
Information et communication	684	28,7	29,3	16,1	27,8	25,9	0,9
Activités financières et d'assurance	856	23,2	11,3	11,2	38,4	36,0	3,1
Activités immobilières	314	41,0	-	-	-	-	-
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 212	34,9	23,3	19,2	29,8	24,3	3,4
Adm. publique, enseignement, santé et social	7 528	29,5	29,8	31,8	22,8	12,1	3,5
Autres activités de services	1 332	32,3	44,2	28,5	19,5	7,3	0,4
Non renseigné	28	-	-	-	-	-	-
Ensemble	23 236	33,1	23,0	23,8	24,0	21,1	8,1

- Effectifs insuffisants.

* Pour les utilisateurs de véhicules ayant indiqué un nombre de kilomètres.

Lecture : en 2016, 33,1 % des salariés déclarent utiliser un véhicule dans le cadre professionnel ; 25,3 % d'entre eux parcourent entre 21 et 100 km par semaine.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 4.9 • Conduire un véhicule dans le cadre professionnel en 2016 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent utiliser un véhicule dans le cadre professionnel	Pour ceux qui utilisent un véhicule, nombre* de kilomètres parcourus par semaine				
			20 km ou moins	De 21 à 100 km	De 101 à 400 km	De 401 à 1200 km	Plus de 1200 km
Fonct. pub. de l'État	2 396	22,5	28,7	28,6	28,7	13,6	0,3
Fonct. pub. territoriale	1 899	40,3	34,0	33,9	22,8	9,2	0,2
Fonct. pub. hospitalière	1 156	17,8	43,9	33,3	15,5	5,3	2,0
Particuliers, entreprise o	17 786	34,8	20,7	21,9	24,0	23,5	9,9
Ensemble	23 236	33,1	23,0	23,8	24,0	21,1	8,1

- Effectifs insuffisants.

* Pour les utilisateurs de véhicules ayant indiqué un nombre de kilomètres.

Lecture : en 2016, 33,1 % des salariés déclarent utiliser un véhicule dans le cadre professionnel ; 25,3 % d'entre eux parcourent entre 21 et 100 km par semaine.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 4.10 • Conduire un véhicule dans le cadre professionnel en 2016 selon le type d'employeur des HOMMES

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent utiliser un véhicule dans le cadre professionnel	Pour ceux qui utilisent un véhicule, nombre* de kilomètres parcourus par semaine				
			20 km ou moins	De 21 à 100 km	De 101 à 400 km	De 401 à 1200 km	Plus de 1200 km
Fonct. pub. de l'État	1 000	35,3	20,5	26,5	34,6	18,1	0,3
Fonct. pub. territoriale	775	63,9	24,1	36,9	27,7	11,2	0,1
Fonct. pub. hospitalière	269	32,6	40,4	30,6	16,7	7,6	4,7
Particulier, entreprise ou	9 581	44,7	15,6	19,0	24,5	28,2	12,8
Ensemble	11 625	44,9	17,0	21,1	25,3	25,7	10,8

- Effectifs insuffisants.

* Pour les utilisateurs de véhicules ayant indiqué un nombre de kilomètres.

Lecture : en 2016, 44,9 % des hommes salariés déclarent utiliser un véhicule dans le cadre professionnel ; 21,3 % d'entre eux parcourent entre 21 et 100 km par semaine.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 4.11 • Conduire un véhicule dans le cadre professionnel en 2016 selon le type d'employeur des FEMMES

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent utiliser un véhicule dans le cadre professionnel	Pour celles qui utilisent un véhicule, nombre* de kilomètres parcourus par semaine				
			20 km ou moins	De 21 à 100 km	De 101 à 400 km	De 401 à 1200 km	Plus de 1200 km
Fonct. pub. de l'État	1 396	13,3	44,5	32,7	17,4	5,1	0,4
Fonct. pub. territoriale	1 123	24,0	50,0	28,9	14,8	6,0	0,3
Fonct. pub. hospitalière	887	13,3	46,7	35,4	14,5	3,4	-
Particulier, entreprise ou	8 205	23,3	32,4	28,9	22,9	12,7	3,1
Ensemble	11 611	21,4	35,9	29,5	21,2	11,0	2,4

- Effectifs insuffisants.

* Pour les utilisateurs de véhicules ayant indiqué un nombre de kilomètres.

Lecture : en 2016, 21,4 % des femmes salariés déclarent utiliser un véhicule dans le cadre professionnel ; 32,2 % d'entre elles parcourent entre 21 et 100 km par semaine.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

5 • Informations sur les risques du travail pour la santé

Tableau 5.1 • Informations sur les risques du travail pour la santé en 2005, 2013 et 2016

En %

Sexe		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui ont reçu une information sur les risques
Femmes	2005	10 530	12,9
	2013	11 364	28,6
	2016	11 611	29,4
Hommes	2005	11 720	25,1
	2013	11 495	42,4
	2016	11 625	45,4
Ensemble	2005	22 251	19,3
	2013	22 859	35,6
	2016	23 236	37,4

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles, pour chaque item, la proportion est calculée sans tenir compte des réponses "non concerné, sans objet".

Lecture : en 2016, 37,4 % des salariés déclarent avoir reçu une information sur les risques.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFF-Insee, enquêtes Conditions de travail.

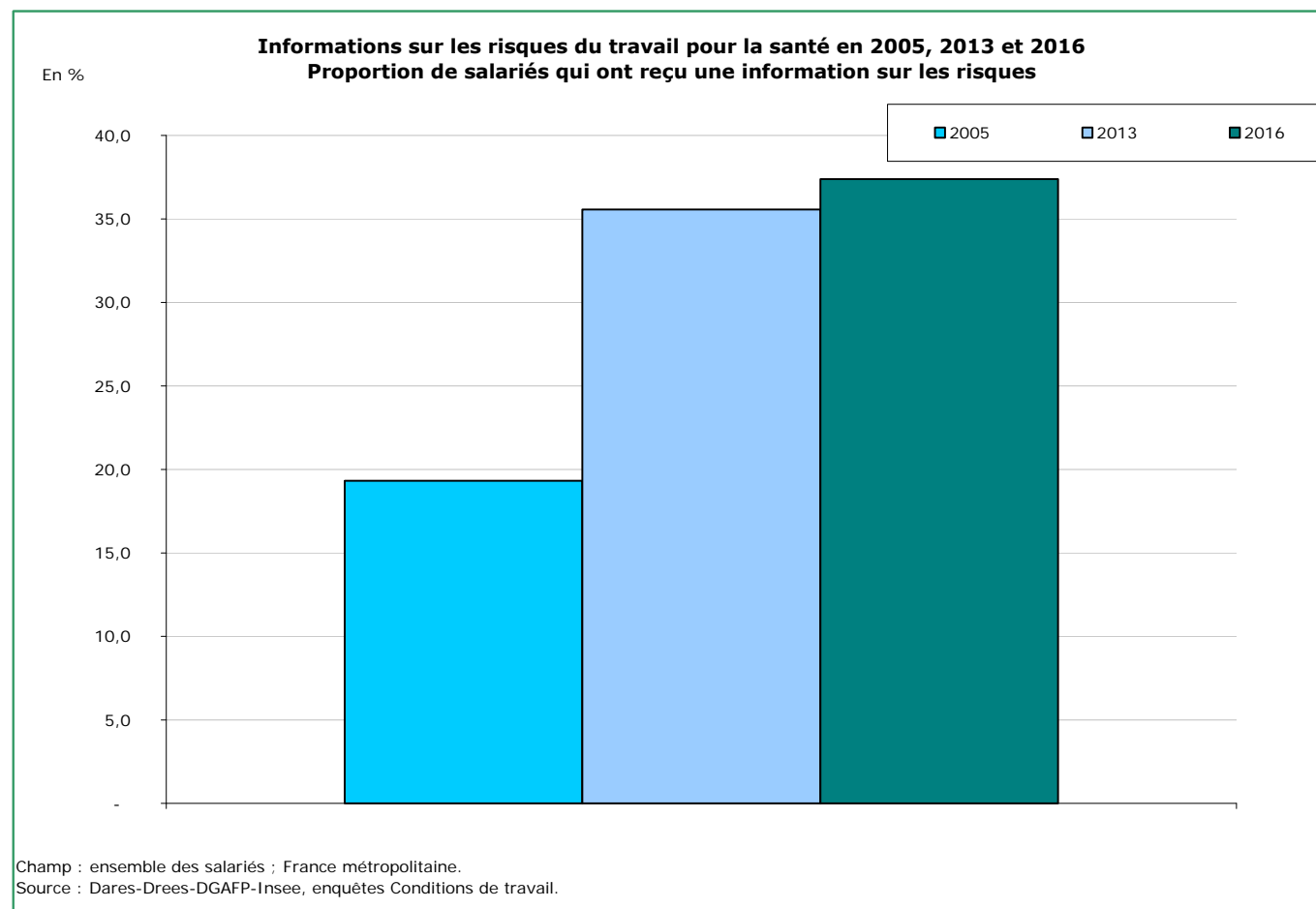


Tableau 5.2 • Informations sur les risques du travail pour la santé selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2005, 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui ont reçu une information sur les risques
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2005	3 327	16,3
	2013	4 394	37,4
	2016	4 385	39,4
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2005	1 341	13,9
	2013	1 664	28,0
	2016	1 559	32,1
36. Cadres d'entreprise	2005	1 958	17,9
	2013	2 564	44,1
	2016	2 593	44,4
4. Professions intermédiaires	2005	5 778	19,7
	2013	5 887	36,0
	2016	6 105	37,8
41. P.I. enseignement, santé, public	2005	2 337	16,0
	2013	2 326	28,2
	2016	2 536	29,2
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2005	1 771	14,2
	2013	1 835	29,9
	2016	1 817	32,7
47. Techniciens	2005	1 068	30,1
	2013	1 159	49,4
	2016	1 174	52,7

Tableau 5.2 • Informations sur les risques du travail pour la santé selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2005, 2013 et 2016

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui ont reçu une information sur les risques
5. Employés	2005	7 291	14,2
	2013	7 098	28,5
	2016	7 238	31,6
51. Employés de la fonction publique	2005	2 799	21,3
	2013	2 641	36,6
	2016	2 781	37,0
54. Employés adm. d'entreprise	2005	1 763	9,5
	2013	1 525	25,1
	2016	1 545	29,9
55. Employés de commerce	2005	1 042	10,3
	2013	1 075	22,1
	2016	1 142	30,2
56. Services directs aux particuliers	2005	1 686	9,8
	2013	1 853	23,5
	2016	1 769	25,5
6. Ouvriers	2005	5 847	27,1
	2013	5 456	42,5
	2016	5 348	42,7
61. Ouvriers qualifiés	2005	3 815	28,1
	2013	3 584	43,6
	2016	3 541	44,7
66. Ouvriers non qualifiés	2005	1 810	24,6
	2013	1 616	41,5
	2016	1 591	38,0
69. Ouvriers agricoles	2005	222	27,9
	2013	252	32,9
	2016	214	43,0
Ensemble	2005	22 251	19,3
	2013	22 859	35,6
	2016	23 236	37,4

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles, pour chaque item, la proportion est calculée sans tenir compte des réponses "non concerné, sans objet".

Lecture : en 2016, 37,4 % des salariés déclarent avoir reçu une information sur les risques.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 5.3 • Informations sur les risques du travail pour la santé selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 2005, 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui ont reçu une information sur les risques
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2005	2 115	19,0
	2013	2 637	42,2
	2016	2 667	44,3
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2005	700	16,2
	2013	824	33,0
	2016	791	38,8
36. Cadres d'entreprise	2005	1 406	20,2
	2013	1 714	47,5
	2016	1 722	47,7
4. Professions intermédiaires	2005	3 043	24,4
	2013	2 830	43,5
	2016	2 915	46,5
41. P.I. enseignement, santé, public	2005	730	18,5
	2013	613	30,8
	2016	600	34,1
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2005	840	17,2
	2013	748	30,8
	2016	776	36,2
47. Techniciens	2005	938	31,0
	2013	973	51,6
	2016	1 033	54,0

Tableau 5.3 • Informations sur les risques du travail pour la santé selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 2005, 2013 et 2016

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui ont reçu une information sur les risques
5. Employés	2005	1 736	22,9
	2013	1 658	35,4
	2016	1 679	42,3
51. Employés de la fonction publique	2005	1 018	28,5
	2013	888	38,8
	2016	941	49,3
54. Employés adm. d'entreprise	2005	274	16,2
	2013	216	39,3
	2016	267	38,5
55. Employés de commerce	2005	261	17,2
	2013	264	25,2
	2016	286	30,4
56. Services directs aux particuliers	2005	183	10,0
	2013	290	31,3
	2016	184	30,7
6. Ouvriers	2005	4 820	29,0
	2013	4 351	44,2
	2016	4 282	46,0
61. Ouvriers qualifiés	2005	3 409	29,2
	2013	3 127	44,2
	2016	3 097	46,4
66. Ouvriers non qualifiés	2005	1 255	28,2
	2013	1 032	45,1
	2016	1 013	44,9
69. Ouvriers agricoles	2005	156	31,6
	2013	187	37,9
	2016	171	-
Ensemble	2005	11 720	25,1
	2013	11 495	42,4
	2016	11 625	45,4

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles, pour chaque item, la proportion est calculée sans tenir compte des réponses "non concerné, sans objet".

Lecture : en 2016, 45,4 % des hommes salariés déclarent avoir reçu une information sur les risques.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 5.4 • Informations sur les risques du travail pour la santé selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 2005, 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui ont reçu une information sur les risques
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2005	1 211	11,8
	2013	1 757	30,1
	2016	1 718	31,7
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2005	642	11,4
	2013	839	23,1
	2016	769	25,2
36. Cadres d'entreprise	2005	552	11,9
	2013	850	37,3
	2016	871	37,7
4. Professions intermédiaires	2005	2 735	14,4
	2013	3 057	29,1
	2016	3 190	29,8
41. P.I. enseignement, santé, public	2005	1 606	14,8
	2013	1 713	27,3
	2016	1 936	27,7
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2005	931	11,4
	2013	1 087	29,2
	2016	1 041	30,1
47. Techniciennes	2005	130	23,8
	2013	186	38,1
	2016	141	42,9

Tableau 5.4 • Informations sur les risques du travail pour la santé selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 2005, 2013 et 2016

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui ont reçu une information sur les risques
5. Employées	2005	5 555	11,5
	2013	5 440	26,4
	2016	5 559	28,4
51. Employées de la fonction publique	2005	1 782	17,1
	2013	1 753	35,5
	2016	1 840	30,7
54. Employées adm. d'entreprise	2005	1 489	8,2
	2013	1 309	22,8
	2016	1 278	28,1
55. Employées de commerce	2005	781	8,0
	2013	811	21,1
	2016	856	30,2
56. Services directs aux particuliers	2005	1 503	9,8
	2013	1 563	22,0
	2016	1 585	24,9
6. Ouvrières	2005	1 027	18,0
	2013	1 105	35,9
	2016	1 066	29,1
61. Ouvrières qualifiées	2005	406	19,6
	2013	456	39,3
	2016	445	33,2
66. Ouvrières non qualifiées	2005	555	16,6
	2013	584	35,2
	2016	579	26,1
69. Ouvrières agricoles	2005	66	-
	2013	65	-
	2016	42	-
Ensemble	2005	10 530	12,9
	2013	11 364	28,6
	2016	11 611	29,4

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles, pour chaque item, la proportion est calculée sans tenir compte des réponses "non concerné, sans objet".

Lecture : en 2016, 29,4 % des femmes salariées déclarent avoir reçu une information sur les risques.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 5.5 • Informations sur les risques du travail pour la santé selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2005, 2013 et 2016

En %

Âge		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui ont reçu une information sur les risques
Moins de 20 ans	2005	320	36,2
	2013	257	33,5
	2016	277	-
De 20 à 24 ans	2005	1 588	24,1
	2013	1 536	39,5
	2016	1 544	35,2
De 25 à 29 ans	2005	2 632	20,4
	2013	2 578	35,3
	2016	2 592	38,7
De 30 à 34 ans	2005	3 014	20,7
	2013	2 734	35,1
	2016	2 823	38,6
De 35 à 39 ans	2005	3 133	19,9
	2013	2 934	36,6
	2016	2 806	41,2
De 40 à 44 ans	2005	3 263	20,3
	2013	3 269	35,9
	2016	3 209	38,8
De 45 à 49 ans	2005	3 103	19,2
	2013	3 243	35,5
	2016	3 210	36,7
De 50 à 54 ans	2005	2 884	16,2
	2013	3 026	36,8
	2016	3 153	35,8
55 ans et plus	2005	2 313	12,5
	2013	3 283	32,0
	2016	3 622	33,0
Ensemble	2005	22 251	19,3
	2013	22 859	35,6
	2016	23 236	37,4

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles, pour chaque item, la proportion est calculée sans tenir compte des réponses "non concerné, sans objet".

Lecture : en 2016, 37,4 % des salariés déclarent avoir reçu une information sur les risques.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 5.6 • Informations sur les risques du travail pour la santé selon l'âge des HOMMES en 2005, 2013 et 2016

En %

Âge		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui ont reçu une information sur les risques
Moins de 20 ans	2005	223	42,0
	2013	168	43,4
	2016	191	-
De 20 à 24 ans	2005	873	30,2
	2013	864	46,0
	2016	757	38,4
De 25 à 29 ans	2005	1 427	25,7
	2013	1 271	43,3
	2016	1 289	45,8
De 30 à 34 ans	2005	1 666	24,9
	2013	1 378	38,8
	2016	1 478	47,7
De 35 à 39 ans	2005	1 658	26,6
	2013	1 553	43,6
	2016	1 450	49,1
De 40 à 44 ans	2005	1 703	26,8
	2013	1 698	42,5
	2016	1 575	47,7
De 45 à 49 ans	2005	1 597	25,6
	2013	1 534	43,6
	2016	1 642	47,2
De 50 à 54 ans	2005	1 427	21,9
	2013	1 458	45,1
	2016	1 479	43,8
55 ans et plus	2005	1 146	15,8
	2013	1 572	37,5
	2016	1 763	38,9
Ensemble	2005	11 720	25,1
	2013	11 495	42,4
	2016	11 625	45,4

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles, pour chaque item, la proportion est calculée sans tenir compte des réponses "non concerné, sans objet".

Lecture : en 2016, 45,4 % des hommes salariés déclarent avoir reçu une information sur les risques.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 5.7 • Informations sur les risques du travail pour la santé selon l'âge des FEMMES en 2005, 2013 et 2016

En %

Âge		Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui ont reçu une information sur les risques
Moins de 20 ans	2005	97	-
	2013	88	-
	2016	86	-
De 20 à 24 ans	2005	715	16,7
	2013	672	31,2
	2016	786	32,1
De 25 à 29 ans	2005	1 204	14,2
	2013	1 306	27,6
	2016	1 303	31,7
De 30 à 34 ans	2005	1 348	15,6
	2013	1 356	31,2
	2016	1 345	28,6
De 35 à 39 ans	2005	1 475	12,3
	2013	1 381	28,8
	2016	1 356	32,9
De 40 à 44 ans	2005	1 560	13,1
	2013	1 571	28,7
	2016	1 634	29,9
De 45 à 49 ans	2005	1 506	12,5
	2013	1 709	28,3
	2016	1 567	25,7
De 50 à 54 ans	2005	1 457	10,6
	2013	1 568	29,0
	2016	1 674	28,6
55 ans et plus	2005	1 168	9,4
	2013	1 711	27,0
	2016	1 859	27,5
Ensemble	2005	10 530	12,9
	2013	11 364	28,6
	2016	11 611	29,4

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles, pour chaque item, la proportion est calculée sans tenir compte des réponses "non concerné, sans objet".

Lecture : en 2016, 29,4 % des femmes salariées déclarent avoir reçu une information sur les risques.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 5.8 • Informations sur les risques du travail pour la santé en 2016 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui ont reçu une information sur les risques
Agriculture, sylviculture et pêche	240	39,4
Fabrication aliments, boissons, tabac	603	42,9
Cokéfaction et raffinage	17	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	42,6
Fabrication de matériels de transport	416	60,9
Fabrication d'autres produits industriels	1 574	55,3
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	397	70,2
Construction	1 332	47,9
Commerce et réparation auto. moto.	2 881	30,3
Transports et entreposage	1 527	49,5
Hébergement et restauration	815	26,6
Information et communication	684	35,0
Activités financières et d'assurance	856	38,8
Activités immobilières	314	28,6
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 212	37,0
Adm. publique, enseignement, santé et social	7 528	32,7
Autres activités de services	1 332	20,3
Non renseigné	28	-
Ensemble	23 236	37,4

- Effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles, pour chaque item, la proportion est calculée sans tenir compte des réponses "non concerné, sans objet".

Lecture : en 2016, 37,4 % des salariés déclarent avoir reçu une information sur les risques.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 5.9 • Informations sur les risques du travail pour la santé en 2016 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui ont reçu une information sur les risques
Fonct. pub. de l'État	2 396	29,0
Fonct. pub. territoriale	1 899	33,8
Fonct. pub. hospitalière	1 156	39,5
Particuliers, entreprise o	17 786	38,8
Ensemble	23 236	37,4

- Effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles, pour chaque item, la proportion est calculée sans tenir compte des réponses "non concerné, sans objet".

Lecture : en 2016, 37,4 % des salariés déclarent avoir reçu une information sur les risques.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 5.10 • Informations sur les risques du travail pour la santé en 2016 selon le type d'employeur des HOMMES

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui ont reçu une information sur les risques
Fonct. pub. de l'État	1 000	36,3
Fonct. pub. territoriale	775	46,0
Fonct. pub. hospitalière	269	45,2
Particulier, entreprise ou	9 581	46,3
Ensemble	11 625	45,4

- Effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles, pour chaque item, la proportion est calculée sans tenir compte des réponses "non concerné, sans objet".

Lecture : en 2016, 45,4 % des hommes salariés déclarent avoir reçu une information sur les risques.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 5.11 • Informations sur les risques du travail pour la santé en 2016 selon le type d'employeur des FEMMES

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui ont reçu une information sur les risques
Fonct. pub. de l'État	1 396	23,8
Fonct. pub. territoriale	1 123	25,4
Fonct. pub. hospitalière	887	37,8
Particulier, entreprise ou	8 205	29,9
Ensemble	11 611	29,4

- Effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles, pour chaque item, la proportion est calculée sans tenir compte des réponses "non concerné, sans objet".

Lecture : en 2016, 29,4 % des femmes salariées déclarent avoir reçu une information sur les risques.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

6 • Formation à la sécurité

Tableau 6.1 • Formation à la sécurité en 2005, 2013 et 2016

En %

Sexe		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui ont bénéficié d'une formation à la sécurité dispensée par l'entreprise
Femmes	2005	10 530	14,5
	2013	11 364	26,1
	2016	11 611	29,7
Hommes	2005	11 720	24,8
	2013	11 495	34,9
	2016	11 625	40,9
Ensemble	2005	22 251	19,9
	2013	22 859	30,7
	2016	23 236	35,5

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 35,5 % des salariés déclarent avoir bénéficié d'une formation à la sécurité dispensée par l'entreprise.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

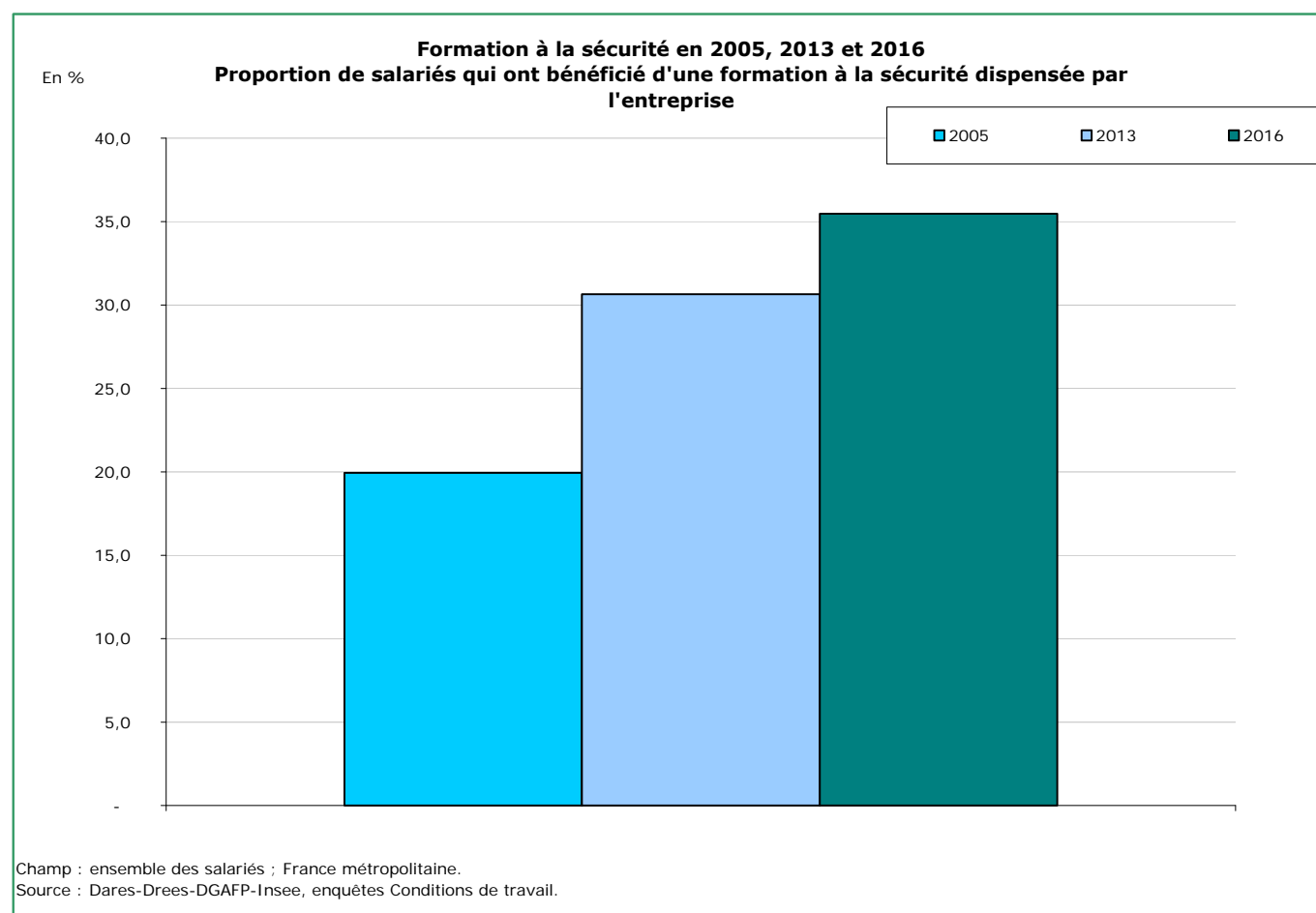


Tableau 6.2 • Formation à la sécurité selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2005, 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui ont bénéficié d'une formation à la sécurité dispensée par l'entreprise
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2005	3 327	17,3
	2013	4 394	27,0
	2016	4 385	33,6
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2005	1 341	12,4
	2013	1 664	18,5
	2016	1 559	26,4
36. Cadres d'entreprise	2005	1 958	20,8
	2013	2 564	32,9
	2016	2 593	38,2
4. Professions intermédiaires	2005	5 778	22,4
	2013	5 887	33,6
	2016	6 105	38,2
41. P.I. enseignement, santé, public	2005	2 337	18,9
	2013	2 326	30,0
	2016	2 536	33,1
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2005	1 771	18,4
	2013	1 835	26,6
	2016	1 817	30,7
47. Techniciens	2005	1 068	29,5
	2013	1 159	43,4
	2016	1 174	50,9

Tableau 6.2 • Formation à la sécurité selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2005, 2013 et 2016

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui ont bénéficié d'une formation à la sécurité dispensée par l'entreprise
5. Employés	2005	7 291	16,5
	2013	7 098	29,3
	2016	7 238	31,2
51. Employés de la fonction publique	2005	2 799	24,5
	2013	2 641	38,8
	2016	2 781	39,0
54. Employés adm. d'entreprise	2005	1 763	13,3
	2013	1 525	25,3
	2016	1 545	22,0
55. Employés de commerce	2005	1 042	12,9
	2013	1 075	18,9
	2016	1 142	30,7
56. Services directs aux particuliers	2005	1 686	8,7
	2013	1 853	22,3
	2016	1 769	25,2
6. Ouvriers	2005	5 847	23,4
	2013	5 456	31,8
	2016	5 348	38,7
61. Ouvriers qualifiés	2005	3 815	25,9
	2013	3 584	33,7
	2016	3 541	41,3
66. Ouvriers non qualifiés	2005	1 810	19,8
	2013	1 616	29,8
	2016	1 591	33,9
69. Ouvriers agricoles	2005	222	8,6
	2013	252	16,3
	2016	214	30,8
Ensemble	2005	22 251	19,9
	2013	22 859	30,7
	2016	23 236	35,5

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 35,5 % des salariés déclarent avoir bénéficié d'une formation à la sécurité dispensée par l'entreprise.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 6.3 • Formation à la sécurité selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 2005, 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui ont bénéficié d'une formation à la sécurité dispensée par l'entreprise
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2005	2 115	19,5
	2013	2 637	29,2
	2016	2 667	36,3
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2005	700	11,7
	2013	824	19,3
	2016	791	31,7
36. Cadres d'entreprise	2005	1 406	23,4
	2013	1 714	34,0
	2016	1 722	38,6
4. Professions intermédiaires	2005	3 043	26,4
	2013	2 830	40,3
	2016	2 915	45,3
41. P.I. enseignement, santé, public	2005	730	20,2
	2013	613	32,4
	2016	600	34,1
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2005	840	20,8
	2013	748	30,3
	2016	776	35,1
47. Techniciens	2005	938	30,5
	2013	973	46,6
	2016	1 033	52,6

Tableau 6.3 • Formation à la sécurité selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 2005, 2013 et 2016

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui ont bénéficié d'une formation à la sécurité dispensée par l'entreprise
5. Employés	2005	1 736	28,4
	2013	1 658	38,5
	2016	1 679	40,2
51. Employés de la fonction publique	2005	1 018	34,3
	2013	888	45,0
	2016	941	47,6
54. Employés adm. d'entreprise	2005	274	27,2
	2013	216	40,2
	2016	267	25,6
55. Employés de commerce	2005	261	16,6
	2013	264	23,8
	2016	286	40,2
56. Services directs aux particuliers	2005	183	14,3
	2013	290	29,7
	2016	184	-
6. Ouvriers	2005	4 820	24,9
	2013	4 351	33,3
	2016	4 282	40,6
61. Ouvriers qualifiés	2005	3 409	26,9
	2013	3 127	33,8
	2016	3 097	42,0
66. Ouvriers non qualifiés	2005	1 255	21,5
	2013	1 032	34,3
	2016	1 013	37,1
69. Ouvriers agricoles	2005	156	8,1
	2013	187	19,3
	2016	171	-
Ensemble	2005	11 720	24,8
	2013	11 495	34,9
	2016	11 625	40,9

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 40,9 % des hommes salariés déclarent avoir bénéficié d'une formation à la sécurité dispensée par l'entreprise.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 6.4 • Formation à la sécurité selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 2005, 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui ont bénéficié d'une formation à la sécurité dispensée par l'entreprise
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2005	1 211	13,4
	2013	1 757	23,8
	2016	1 718	29,5
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2005	642	13,2
	2013	839	17,7
	2016	769	21,0
36. Cadres d'entreprise	2005	552	14,0
	2013	850	30,7
	2016	871	37,3
4. Professions intermédiaires	2005	2 735	17,9
	2013	3 057	27,3
	2016	3 190	31,8
41. P.I. enseignement, santé, public	2005	1 606	18,3
	2013	1 713	29,1
	2016	1 936	32,8
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2005	931	16,3
	2013	1 087	24,0
	2016	1 041	27,5
47. Techniciennes	2005	130	22,3
	2013	186	26,9
	2016	141	38,7

Tableau 6.4 • Formation à la sécurité selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 2005, 2013 et 2016

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui ont bénéficié d'une formation à la sécurité dispensée par l'entreprise
5. Employées	2005	5 555	12,8
	2013	5 440	26,2
	2016	5 559	28,2
51. Employées de la fonction publique	2005	1 782	18,9
	2013	1 753	35,7
	2016	1 840	34,7
54. Employées adm. d'entreprise	2005	1 489	10,8
	2013	1 309	22,9
	2016	1 278	21,2
55. Employées de commerce	2005	781	11,7
	2013	811	17,3
	2016	856	27,4
56. Services directs aux particuliers	2005	1 503	8,0
	2013	1 563	20,0
	2016	1 585	25,7
6. Ouvrières	2005	1 027	16,4
	2013	1 105	25,7
	2016	1 066	31,1
61. Ouvrières qualifiées	2005	406	18,1
	2013	456	33,0
	2016	445	36,3
66. Ouvrières non qualifiées	2005	555	16,0
	2013	584	21,8
	2016	579	28,4
69. Ouvrières agricoles	2005	66	-
	2013	65	-
	2016	42	-
Ensemble	2005	10 530	14,5
	2013	11 364	26,1
	2016	11 611	29,7

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 29,7 % des femmes salariées déclarent avoir bénéficié d'une formation à la sécurité dispensée par l'entreprise.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 6.5 • Formation à la sécurité selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2005, 2013 et 2016

En %

Âge		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui ont bénéficié d'une formation à la sécurité dispensée par l'entreprise
Moins de 20 ans	2005	320	12,8
	2013	257	11,3
	2016	277	-
De 20 à 24 ans	2005	1 588	18,4
	2013	1 536	27,6
	2016	1 544	30,5
De 25 à 29 ans	2005	2 632	20,5
	2013	2 578	27,9
	2016	2 592	38,3
De 30 à 34 ans	2005	3 014	20,3
	2013	2 734	29,6
	2016	2 823	33,9
De 35 à 39 ans	2005	3 133	20,6
	2013	2 934	33,5
	2016	2 806	38,1
De 40 à 44 ans	2005	3 263	21,5
	2013	3 269	33,8
	2016	3 209	36,1
De 45 à 49 ans	2005	3 103	20,9
	2013	3 243	31,5
	2016	3 210	35,6
De 50 à 54 ans	2005	2 884	20,5
	2013	3 026	33,1
	2016	3 153	35,3
55 ans et plus	2005	2 313	15,9
	2013	3 283	27,9
	2016	3 622	35,5
Ensemble	2005	22 251	19,9
	2013	22 859	30,7
	2016	23 236	35,5

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 35,5 % des salariés déclarent avoir bénéficié d'une formation à la sécurité dispensée par l'entreprise.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 6.6 • Formation à la sécurité selon l'âge des HOMMES en 2005, 2013 et 2016

En %

Âge		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui ont bénéficié d'une formation à la sécurité dispensée par l'entreprise
Moins de 20 ans	2005	223	13,5
	2013	168	11,1
	2016	191	-
De 20 à 24 ans	2005	873	22,1
	2013	864	31,9
	2016	757	30,7
De 25 à 29 ans	2005	1 427	24,2
	2013	1 271	29,5
	2016	1 289	42,7
De 30 à 34 ans	2005	1 666	23,3
	2013	1 378	33,6
	2016	1 478	41,1
De 35 à 39 ans	2005	1 658	25,8
	2013	1 553	38,6
	2016	1 450	42,3
De 40 à 44 ans	2005	1 703	28,2
	2013	1 698	39,8
	2016	1 575	42,7
De 45 à 49 ans	2005	1 597	26,2
	2013	1 534	35,8
	2016	1 642	43,7
De 50 à 54 ans	2005	1 427	27,4
	2013	1 458	38,3
	2016	1 479	40,3
55 ans et plus	2005	1 146	20,5
	2013	1 572	31,5
	2016	1 763	40,0
Ensemble	2005	11 720	24,8
	2013	11 495	34,9
	2016	11 625	40,9

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 40,9 % des hommes salariés déclarent avoir bénéficié d'une formation à la sécurité dispensée par l'entreprise.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 6.7 • Formation à la sécurité selon l'âge des FEMMES en 2005, 2013 et 2016

En %

Âge		Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui ont bénéficié d'une formation à la sécurité dispensée par l'entreprise
Moins de 20 ans	2005	97	-
	2013	88	-
	2016	86	-
De 20 à 24 ans	2005	715	14,0
	2013	672	22,0
	2016	786	30,2
De 25 à 29 ans	2005	1 204	16,2
	2013	1 306	26,3
	2016	1 303	33,8
De 30 à 34 ans	2005	1 348	16,6
	2013	1 356	25,3
	2016	1 345	25,7
De 35 à 39 ans	2005	1 475	14,7
	2013	1 381	27,5
	2016	1 356	33,3
De 40 à 44 ans	2005	1 560	14,2
	2013	1 571	26,7
	2016	1 634	29,4
De 45 à 49 ans	2005	1 506	15,3
	2013	1 709	27,4
	2016	1 567	26,8
De 50 à 54 ans	2005	1 457	13,8
	2013	1 568	27,9
	2016	1 674	30,5
55 ans et plus	2005	1 168	11,3
	2013	1 711	24,1
	2016	1 859	30,7
Ensemble	2005	10 530	14,5
	2013	11 364	26,1
	2016	11 611	29,7

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 29,7 % des femmes salariées déclarent avoir bénéficié d'une formation à la sécurité dispensée par l'entreprise.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 6.8 • **Formation à la sécurité en 2016 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS**

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui ont bénéficié d'une formation à la sécurité dispensée par l'entreprise
Agriculture, sylviculture et pêche	240	25,5
Fabrication aliments, boissons, tabac	603	40,5
Cokéfaction et raffinage	17	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	47,5
Fabrication de matériels de transport	416	53,9
Fabrication d'autres produits industriels	1 574	50,2
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	397	67,7
Construction	1 332	35,2
Commerce et réparation auto. moto.	2 881	28,2
Transports et entreposage	1 527	44,3
Hébergement et restauration	815	23,0
Information et communication	684	23,7
Activités financières et d'assurance	856	39,0
Activités immobilières	314	25,0
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 212	34,0
Adm. publique, enseignement, santé et social	7 528	33,4
Autres activités de services	1 332	25,4
Non renseigné	28	-
Ensemble	23 236	35,5

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 35,5 % des salariés déclarent avoir bénéficié d'une formation à la sécurité dispensée par l'entreprise.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 6.9 • **Formation à la sécurité en 2016 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS**

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui ont bénéficié d'une formation à la sécurité dispensée par l'entreprise
Fonct. pub. de l'État	2 396	28,8
Fonct. pub. territoriale	1 899	33,4
Fonct. pub. hospitalière	1 156	42,3
Particuliers, entreprise o	17 786	36,2
Ensemble	23 236	35,5

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 35,5 % des salariés déclarent avoir bénéficié d'une formation à la sécurité dispensée par l'entreprise.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 6.10 • **Formation à la sécurité en 2016 selon le type d'employeur des HOMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui ont bénéficié d'une formation à la sécurité dispensée par l'entreprise
Fonct. pub. de l'État	1 000	36,1
Fonct. pub. territoriale	775	42,6
Fonct. pub. hospitalière	269	44,7
Particulier, entreprise ou	9 581	41,2
Ensemble	11 625	40,9

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 40,9 % des hommes salariés déclarent avoir bénéficié d'une formation à la sécurité dispensée par l'entreprise.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 6.11 • **Formation à la sécurité en 2016 selon le type d'employeur des FEMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui ont bénéficié d'une formation à la sécurité dispensée par l'entreprise
Fonct. pub. de l'État	1 396	23,5
Fonct. pub. territoriale	1 123	27,0
Fonct. pub. hospitalière	887	41,6
Particulier, entreprise ou	8 205	29,9
Ensemble	11 611	29,7

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 29,7 % des femmes salariées déclarent avoir bénéficié d'une formation à la sécurité dispensée par l'entreprise.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

7 • Document unique d'évaluation des risques, connaissance et participation

Tableau 7.1 • Document unique d'évaluation des risques, connaissance et participation en 2013 et 2016

En %

Sexe		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui ont connaissance de la rédaction d'un document unique d'évaluation des risques*	
			Oui	Non
Femmes	2013	11 364	23,7	67,8
	2016	11 611	32,0	64,9
Hommes	2013	11 495	34,8	57,0
	2016	11 625	45,4	52,3
Ensemble	2013	22 859	29,5	62,2
	2016	23 236	38,9	58,4

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Au cours des douze derniers mois.

Lecture : en 2016, 38,9 % des salariés déclarent avoir eu connaissance de la rédaction d'un document unique d'évaluation des risques.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

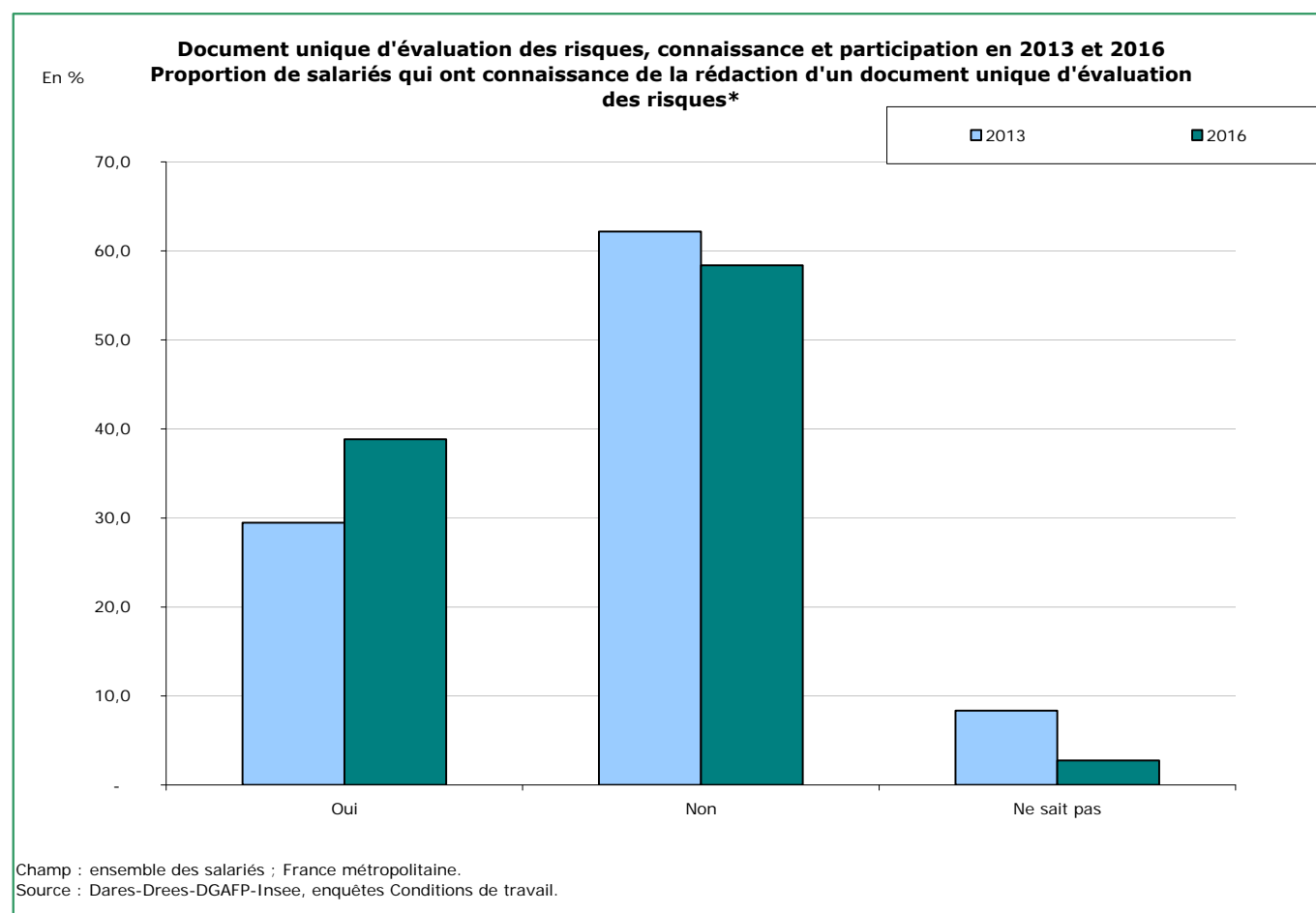


Tableau 7.2 • Document unique d'évaluation des risques, connaissance et participation selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui ont connaissance de la rédaction d'un document unique d'évaluation des risques*	
			Oui	Non
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2013	4 394	33,5	59,1
	2016	4 385	45,9	52,6
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2013	1 664	25,0	68,3
	2016	1 559	38,8	59,6
36. Cadres d'entreprise	2013	2 564	38,2	53,8
	2016	2 593	50,2	48,1
4. Professions intermédiaires	2013	5 887	31,3	61,9
	2016	6 105	42,1	55,1
41. P.I. enseignement, santé, public	2013	2 326	23,3	69,9
	2016	2 536	34,3	63,6
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2013	1 835	27,3	66,9
	2016	1 817	36,8	58,4
47. Techniciens	2013	1 159	43,2	48,5
	2016	1 174	54,4	44,2
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	2013	560	52,5	40,5
	2016	573	67,8	29,8
5. Employés	2013	7 098	23,2	67,9
	2016	7 238	30,8	65,5
51. Employés de la fonction publique	2013	2 641	25,5	64,7
	2016	2 781	35,1	61,2
54. Employés adm. d'entreprise	2013	1 525	25,0	67,6
	2016	1 545	28,5	68,5
55. Employés de commerce	2013	1 075	21,1	70,4
	2016	1 142	29,5	66,7
56. Services directs aux particuliers	2013	1 853	17,4	73,4
	2016	1 769	24,3	70,8
6. Ouvriers	2013	5 456	31,3	58,5
	2016	5 348	39,2	58,4
61. Ouvriers qualifiés	2013	3 584	33,7	57,8
	2016	3 541	41,8	55,8
66. Ouvriers non qualifiés	2013	1 616	28,2	57,6
	2016	1 591	35,7	61,9
69. Ouvriers agricoles	2013	252	16,4	73,6
	2016	214	22,5	75,7
Ensemble	2013	22 859	29,5	62,2
	2016	23 236	38,9	58,4

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Au cours des douze derniers mois.

Lecture : en 2016, 38,9 % des salariés déclarent avoir eu connaissance de la rédaction d'un document unique d'évaluation des risques.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 7.3 • Document unique d'évaluation des risques, connaissance et participation selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui ont connaissance de la rédaction d'un document unique d'évaluation des risques*	
			Oui	Non
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2013	2 637	38,0	54,4
	2016	2 667	49,9	48,4
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2013	824	28,8	64,1
	2016	791	39,8	57,9
36. Cadres d'entreprise	2013	1 714	41,6	50,3
	2016	1 722	54,2	44,2
4. Professions intermédiaires	2013	2 830	39,1	54,2
	2016	2 915	52,5	45,4
41. P.I. enseignement, santé, public	2013	613	30,7	64,3
	2016	600	44,3	55,1
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2013	748	29,1	65,6
	2016	776	40,8	55,3
47. Techniciens	2013	973	44,9	46,6
	2016	1 033	56,4	42,2
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	2013	490	53,0	39,8
	2016	501	71,8	25,5
5. Employés	2013	1 658	28,7	64,6
	2016	1 679	38,1	58,5
51. Employés de la fonction publique	2013	888	31,9	61,0
	2016	941	42,3	55,0
54. Employés adm. d'entreprise	2013	216	39,3	54,3
	2016	267	27,4	68,1
55. Employés de commerce	2013	264	23,4	69,3
	2016	286	39,4	54,5
56. Services directs aux particuliers	2013	290	14,2	80,8
	2016	184	-	-
6. Ouvriers	2013	4 351	32,0	57,7
	2016	4 282	40,4	57,3
61. Ouvriers qualifiés	2013	3 127	33,6	57,9
	2016	3 097	42,6	54,9
66. Ouvriers non qualifiés	2013	1 032	29,2	55,5
	2016	1 013	37,0	61,0
69. Ouvriers agricoles	2013	187	20,8	68,0
	2016	171	-	-
Ensemble	2013	11 495	34,8	57,0
	2016	11 625	45,4	52,3

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Au cours des douze derniers mois.

Lecture : en 2016, 45,4 % des hommes salariés déclarent avoir eu connaissance de la rédaction d'un document unique d'évaluation des risques.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 7.4 • Document unique d'évaluation des risques, connaissance et participation selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui ont connaissance de la rédaction d'un document unique d'évaluation des risques*	
			Oui	Non
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2013	1 757	26,7	66,1
	2016	1 718	39,6	59,2
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2013	839	21,2	72,3
	2016	769	37,9	61,4
36. Cadres d'entreprise	2013	850	31,4	60,9
	2016	871	42,4	55,9
4. Professions intermédiaires	2013	3 057	24,0	69,1
	2016	3 190	32,6	64,0
41. P.I. enseignement, santé, public	2013	1 713	20,7	71,9
	2016	1 936	31,2	66,3
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2013	1 087	26,0	67,7
	2016	1 041	33,9	60,8
47. Techniciennes	2013	186	34,7	58,5
	2016	141	39,2	59,1
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	2013	69	-	-
	2016	71	-	-
5. Employées	2013	5 440	21,3	69,0
	2016	5 559	28,3	67,8
51. Employées de la fonction publique	2013	1 753	22,3	66,6
	2016	1 840	31,4	64,3
54. Employées adm. d'entreprise	2013	1 309	22,6	69,8
	2016	1 278	28,8	68,6
55. Employées de commerce	2013	811	20,4	70,8
	2016	856	26,2	70,8
56. Services directs aux particuliers	2013	1 563	18,4	71,1
	2016	1 585	23,4	71,0
6. Ouvrières	2013	1 105	28,6	61,3
	2016	1 066	34,5	62,9
61. Ouvrières qualifiées	2013	456	34,4	57,5
	2016	445	36,7	61,8
66. Ouvrières non qualifiées	2013	584	26,6	61,4
	2016	579	33,5	63,4
69. Ouvrières agricoles	2013	65	-	-
	2016	42	-	-
Ensemble	2013	11 364	23,7	67,8
	2016	11 611	32,0	64,9

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Au cours des douze derniers mois.

Lecture : en 2016, 32 % des femmes salariées déclarent avoir eu connaissance de la rédaction d'un document unique d'évaluation des risques.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 7.5 • Document unique d'évaluation des risques, connaissance et participation selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2013 et 2016

En %

Âge		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui ont connaissance de la rédaction d'un document unique d'évaluation des risques*	
			Oui	Non
Moins de 20 ans	2013	257	15,3	75,0
	2016	277	-	-
De 20 à 24 ans	2013	1 536	26,8	61,9
	2016	1 544	26,4	70,2
De 25 à 29 ans	2013	2 578	27,1	65,1
	2016	2 592	41,1	55,6
De 30 à 34 ans	2013	2 734	27,5	64,5
	2016	2 823	35,6	61,3
De 35 à 39 ans	2013	2 934	28,6	62,8
	2016	2 806	41,3	55,3
De 40 à 44 ans	2013	3 269	28,4	63,8
	2016	3 209	39,0	58,6
De 45 à 49 ans	2013	3 243	30,3	62,5
	2016	3 210	39,7	59,0
De 50 à 54 ans	2013	3 026	32,6	58,6
	2016	3 153	41,6	55,2
55 ans et plus	2013	3 283	33,6	57,6
	2016	3 622	42,2	55,2
Ensemble	2013	22 859	29,5	62,2
	2016	23 236	38,9	58,4

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Au cours des douze derniers mois.

Lecture : en 2016, 38,9 % des salariés déclarent avoir eu connaissance de la rédaction d'un document unique d'évaluation des risques.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 7.6 • Document unique d'évaluation des risques, connaissance et participation selon l'âge des HOMMES en 2013 et 2016

En %

Âge		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui ont connaissance de la rédaction d'un document unique d'évaluation des risques*	
			Oui	Non
Moins de 20 ans	2013	168	19,0	72,7
	2016	191	-	-
De 20 à 24 ans	2013	864	30,6	57,3
	2016	757	30,1	66,2
De 25 à 29 ans	2013	1 271	32,7	59,4
	2016	1 289	45,6	52,7
De 30 à 34 ans	2013	1 378	32,9	59,9
	2016	1 478	45,7	50,5
De 35 à 39 ans	2013	1 553	33,0	57,0
	2016	1 450	48,9	48,1
De 40 à 44 ans	2013	1 698	32,4	60,4
	2016	1 575	44,8	53,1
De 45 à 49 ans	2013	1 534	36,5	55,6
	2016	1 642	47,0	51,7
De 50 à 54 ans	2013	1 458	38,9	54,0
	2016	1 479	48,5	48,7
55 ans et plus	2013	1 572	40,8	51,3
	2016	1 763	48,5	49,9
Ensemble	2013	11 495	34,8	57,0
	2016	11 625	45,4	52,3

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Au cours des douze derniers mois.

Lecture : en 2016, 45,4 % des hommes salariés déclarent avoir eu connaissance de la rédaction d'un document unique d'évaluation des risques .

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 7.7 • Document unique d'évaluation des risques, connaissance et participation selon l'âge des FEMMES en 2013 et 2016

En %

Âge		Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui ont connaissance de la rédaction d'un document unique d'évaluation des risques*	
			Oui	Non
Moins de 20 ans	2013	88	-	-
	2016	86	-	-
De 20 à 24 ans	2013	672	21,8	68,0
	2016	786	22,8	74,2
De 25 à 29 ans	2013	1 306	21,6	70,7
	2016	1 303	36,4	58,7
De 30 à 34 ans	2013	1 356	21,7	69,4
	2016	1 345	24,3	73,5
De 35 à 39 ans	2013	1 381	23,3	69,8
	2016	1 356	33,1	63,2
De 40 à 44 ans	2013	1 571	23,7	67,8
	2016	1 634	33,1	64,2
De 45 à 49 ans	2013	1 709	24,5	69,1
	2016	1 567	31,7	67,0
De 50 à 54 ans	2013	1 568	26,3	63,2
	2016	1 674	35,1	61,4
55 ans et plus	2013	1 711	26,1	64,2
	2016	1 859	35,4	61,0
Ensemble	2013	11 364	23,7	67,8
	2016	11 611	32,0	64,9

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Au cours des douze derniers mois.

Lecture : en 2016, 32 % des femmes salariées déclarent avoir eu connaissance de la rédaction d'un document unique d'évaluation des risques.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 7.8 • Document unique d'évaluation des risques, connaissance et participation en 2016 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui ont connaissance de la rédaction d'un document unique d'évaluation des risques*	
		Oui	Non
Agriculture, sylviculture et pêche	240	28,8	70,0
Fabrication aliments, boissons, tabac	603	45,7	51,4
Cokéfaction et raffinage	17	-	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	52,5	47,1
Fabrication de matériels de transport	416	60,8	37,0
Fabrication d'autres produits industriels	1 574	54,0	43,4
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	397	65,4	30,3
Construction	1 332	42,3	54,9
Commerce et réparation auto. moto.	2 881	32,2	65,7
Transports et entreposage	1 527	49,3	48,8
Hébergement et restauration	815	32,7	63,4
Information et communication	684	33,1	64,7
Activités financières et d'assurance	856	31,6	62,9
Activités immobilières	314	35,3	62,0
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 212	35,7	61,6
Adm. publique, enseignement, santé et social	7 528	35,0	62,0
Autres activités de services	1 332	34,6	63,5
Non renseigné	28	-	-
Ensemble	23 236	38,9	58,4

- Effectifs insuffisants.

* Au cours des douze derniers mois.

Lecture : en 2016, 38,9 % des salariés déclarent avoir eu connaissance de la rédaction d'un document unique d'évaluation des risques.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 7.9 • Document unique d'évaluation des risques, connaissance et participation en 2016 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui ont connaissance de la rédaction d'un document unique d'évaluation des risques*	
		Oui	Non
Fonct. pub. de l'État	2 396	36,1	60,9
Fonct. pub. territoriale	1 899	36,4	61,5
Fonct. pub. hospitalière	1 156	36,5	60,4
Particuliers, entreprise o	17 786	39,7	57,6
Ensemble	23 236	38,9	58,4

- Effectifs insuffisants.

* Au cours des douze derniers mois.

Lecture : en 2016, 38,9 % des salariés déclarent avoir eu connaissance de la rédaction d'un document unique d'évaluation des risques.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 7.10 • Document unique d'évaluation des risques, connaissance et participation en 2016 selon le type d'employeur des HOMMES

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui ont connaissance de la rédaction d'un document unique d'évaluation des risques*	
		Oui	Non
Fonct. pub. de l'État	1 000	42,2	55,1
Fonct. pub. territoriale	775	46,0	52,1
Fonct. pub. hospitalière	269	46,7	50,7
Particulier, entreprise ou	9 581	45,6	52,0
Ensemble	11 625	45,4	52,3

- Effectifs insuffisants.

* Au cours des douze derniers mois.

Lecture : en 2016, 45,4 % des hommes salariés déclarent avoir eu connaissance de la rédaction d'un document unique d'évaluation des risques .

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 7.11 • Document unique d'évaluation des risques, connaissance et participation en 2016 selon le type d'employeur des FEMMES

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui ont connaissance de la rédaction d'un document unique d'évaluation des risques*	
		Oui	Non
Fonct. pub. de l'État	1 396	31,7	65,1
Fonct. pub. territoriale	1 123	29,8	67,9
Fonct. pub. hospitalière	887	33,4	63,3
Particulier, entreprise ou	8 205	32,2	64,6
Ensemble	11 611	32,0	64,9

- Effectifs insuffisants.

* Au cours des douze derniers mois.

Lecture : en 2016, 32 % des femmes salariées déclarent avoir eu connaissance de la rédaction d'un document unique d'évaluation des risques.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

8 • Dernière visite médicale avec un médecin du travail ou de prévention

Tableau 8.1 • Dernière visite médicale avec un médecin du travail ou de prévention en 2005, 2013 et 2016

En %

Sexe		Effectifs en milliers	Répartition des salariés selon l'ancienneté de la dernière visite médicale avec un médecin du travail ou de prévention				
			Moins d'un an	De 1 à 2 ans	De plus de 2 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	N'en a jamais eu
Femmes	2005	10 530	59,3	18,2	7,7	6,1	8,8
	2013	11 364	43,9	26,9	12,8	8,0	8,4
	2016	11 611	40,2	28,4	15,0	7,8	8,6
Hommes	2005	11 720	71,4	16,5	5,0	3,3	3,8
	2013	11 495	55,5	26,8	9,4	4,4	3,9
	2016	11 625	51,5	28,7	11,3	4,2	4,3
Ensemble	2005	22 251	65,7	17,3	6,3	4,6	6,1
	2013	22 859	49,7	26,9	11,1	6,2	6,2
	2016	23 236	45,8	28,6	13,1	6,0	6,5

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 45,8 % des salariés déclarent que leur dernière visite médicale avec un médecin du travail ou de prévention a eu lieu il y a moins d'un an.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

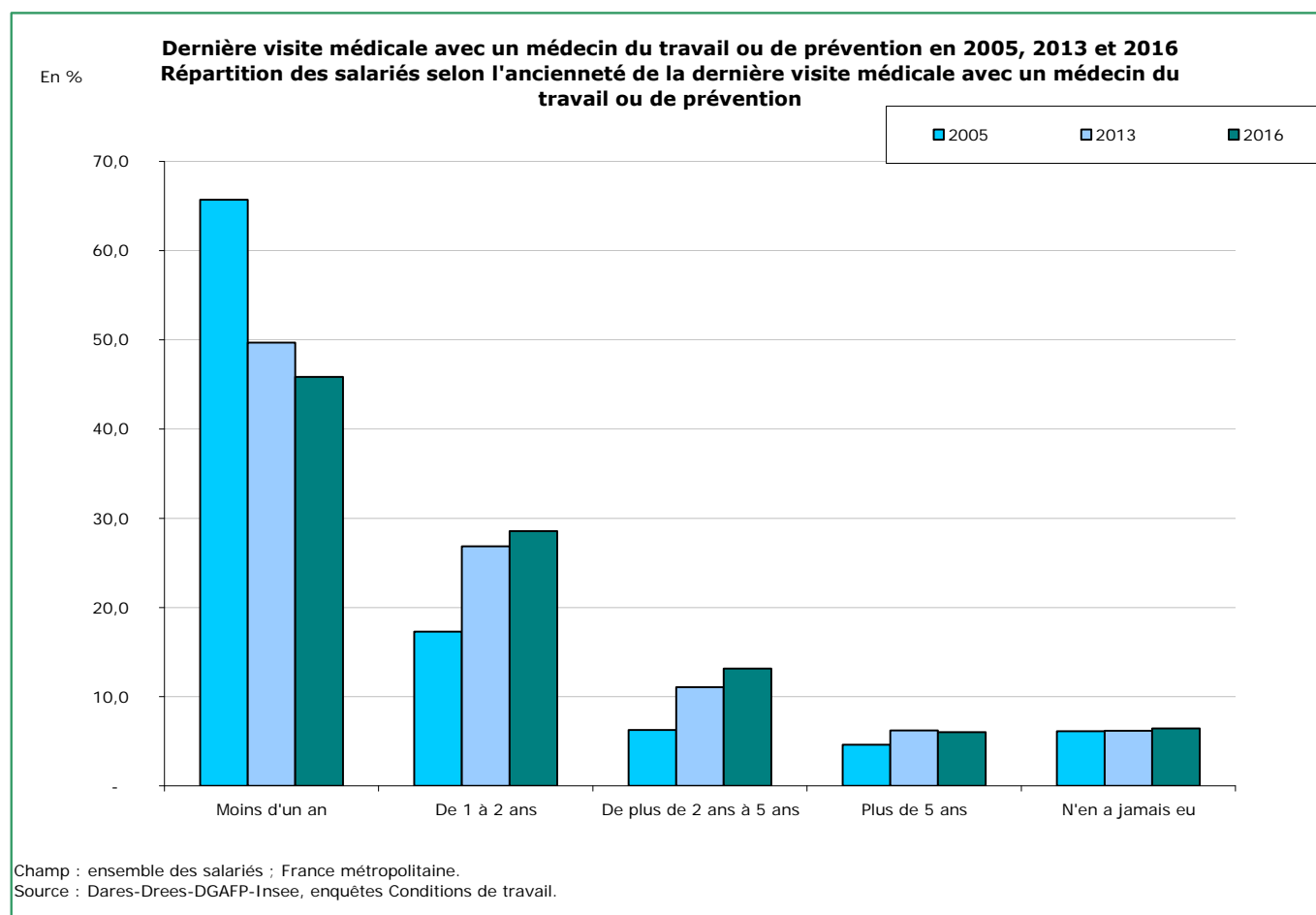


Tableau 8.2 • Dernière visite médicale avec un médecin du travail ou de prévention selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2005, 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs en milliers	Répartition des salariés selon l'ancienneté de la dernière visite médicale avec un médecin du travail ou de prévention					
		Moins d'un an	De 1 à 2 ans	De plus de 2 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	N'en a jamais eu	
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2005	3 327	55,8	19,4	7,7	9,8	7,2
	2013	4 394	41,8	29,4	12,3	10,0	6,5
	2016	4 385	42,5	28,2	14,5	8,4	6,3
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2005	1 341	34,0	17,0	11,8	22,7	14,5
	2013	1 664	30,3	21,7	12,5	21,7	13,8
	2016	1 559	29,0	20,5	16,4	18,2	15,8
36. Cadres d'entreprise	2005	1 958	70,7	21,0	4,9	1,1	2,3
	2013	2 564	49,3	34,8	11,9	2,0	2,0
	2016	2 593	50,9	33,1	12,5	2,5	1,0
4. Professions intermédiaires	2005	5 778	65,4	17,0	6,6	5,9	5,1
	2013	5 887	49,9	26,1	10,7	6,6	6,7
	2016	6 105	44,4	29,2	13,1	7,3	6,0
41. P.I. enseignement, santé, public	2005	2 337	51,7	15,6	10,5	12,4	9,7
	2013	2 326	39,4	23,1	13,3	12,2	12,1
	2016	2 536	34,6	27,0	16,0	12,6	9,8
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2005	1 771	70,4	20,1	4,9	1,7	2,9
	2013	1 835	50,2	31,3	12,0	3,6	3,0
	2016	1 817	44,9	32,8	12,6	4,4	5,4
47. Techniciens	2005	1 068	79,1	15,2	3,2	1,7	0,8
	2013	1 159	61,8	25,8	6,2	2,0	4,2
	2016	1 174	57,8	27,2	10,2	3,0	1,8

Tableau 8.2 • Dernière visite médicale avec un médecin du travail ou de prévention selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2005, 2013 et 2016
SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Répartition des salariés selon l'ancienneté de la dernière visite médicale avec un médecin du travail ou de prévention				
			Moins d'un an	De 1 à 2 ans	De plus de 2 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	N'en a jamais eu
5. Employés	2005	7 291	62,8	17,4	7,3	3,8	8,6
	2013	7 098	45,9	27,0	12,6	6,5	8,0
	2016	7 238	44,2	27,5	13,8	6,6	8,0
51. Employés de la fonction publique	2005	2 799	64,9	18,8	8,0	4,3	4,0
	2013	2 641	53,0	27,9	12,4	4,6	2,0
	2016	2 781	51,9	26,9	13,3	4,7	3,2
54. Employés adm. d'entreprise	2005	1 763	71,7	18,0	4,8	1,2	4,4
	2013	1 525	47,1	33,9	12,8	3,0	3,3
	2016	1 545	44,6	34,2	12,2	3,9	5,1
55. Employés de commerce	2005	1 042	71,7	16,2	4,5	0,7	6,9
	2013	1 075	45,0	30,0	11,5	3,9	9,6
	2016	1 142	45,2	29,0	14,0	5,7	6,2
56. Services directs aux particuliers	2005	1 686	44,7	15,2	10,6	7,7	21,8
	2013	1 853	35,3	18,1	13,5	13,7	19,4
	2016	1 769	31,2	21,4	15,9	12,3	19,2
6. Ouvriers	2005	5 847	75,3	16,2	3,8	1,3	3,4
	2013	5 456	60,8	25,4	8,5	2,3	3,0
	2016	5 348	52,5	29,4	11,3	2,0	4,9
61. Ouvriers qualifiés	2005	3 815	77,7	15,6	3,3	1,4	2,0
	2013	3 584	62,0	25,3	8,4	2,0	2,3
	2016	3 541	54,1	29,1	11,6	2,0	3,1
66. Ouvriers non qualifiés	2005	1 810	72,1	17,1	3,9	1,1	5,8
	2013	1 616	60,0	25,0	8,9	1,9	4,2
	2016	1 591	51,5	28,2	11,0	1,7	7,7
69. Ouvriers agricoles	2005	222	60,4	18,2	10,8	2,9	7,6
	2013	252	47,6	28,6	8,5	9,5	5,8
	2016	214	32,1	42,8	8,2	3,4	13,5
Ensemble	2005	22 251	65,7	17,3	6,3	4,6	6,1
	2013	22 859	49,7	26,9	11,1	6,2	6,2
	2016	23 236	45,8	28,6	13,1	6,0	6,5

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 45,8 % des salariés déclarent que leur dernière visite médicale avec un médecin du travail ou de prévention a eu lieu il y a moins d'un an.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 8.3 • Dernière visite médicale avec un médecin du travail ou de prévention selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 2005, 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs en milliers	Répartition des salariés selon l'ancienneté de la dernière visite médicale avec un médecin du travail ou de prévention					
		Moins d'un an	De 1 à 2 ans	De plus de 2 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	N'en a jamais eu	
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2005	2 115	60,5	18,6	6,9	7,8	6,2
	2013	2 637	44,2	30,2	12,2	8,1	5,4
	2016	2 667	43,6	29,9	14,1	7,5	4,9
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2005	700	36,0	16,7	10,9	21,4	15,0
	2013	824	31,7	23,4	13,2	19,5	12,2
	2016	791	29,3	21,9	16,1	18,3	14,4
36. Cadres d'entreprise	2005	1 406	72,6	19,4	5,0	1,0	1,9
	2013	1 714	50,7	33,5	11,5	1,9	2,4
	2016	1 722	50,5	34,0	12,3	2,4	0,9
4. Professions intermédiaires	2005	3 043	71,5	16,8	5,3	4,0	2,4
	2013	2 830	57,5	25,4	8,3	4,9	4,0
	2016	2 915	52,9	28,2	10,9	5,1	3,0
41. P.I. enseignement, santé, public	2005	730	55,3	15,8	10,6	13,2	5,2
	2013	613	40,6	25,6	12,4	12,4	9,1
	2016	600	42,0	24,3	11,9	14,8	7,0
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2005	840	70,5	20,3	5,2	1,0	2,9
	2013	748	55,3	27,5	10,5	4,2	2,5
	2016	776	47,7	31,3	13,8	3,6	3,6
47. Techniciens	2005	938	79,5	15,4	3,1	1,5	0,6
	2013	973	63,6	25,2	6,0	2,2	3,0
	2016	1 033	59,5	27,4	9,7	2,0	1,4

Tableau 8.3 • Dernière visite médicale avec un médecin du travail ou de prévention selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 2005, 2013 et 2016
SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Répartition des salariés selon l'ancienneté de la dernière visite médicale avec un médecin du travail ou de prévention				
			Moins d'un an	De 1 à 2 ans	De plus de 2 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	N'en a jamais eu
5. Employés	2005	1 736	68,6	17,4	6,7	2,2	5,1
	2013	1 658	53,3	26,8	10,2	4,4	5,3
	2016	1 679	55,2	27,8	10,1	3,4	3,5
51. Employés de la fonction publique	2005	1 018	68,7	18,3	7,7	3,0	2,3
	2013	888	58,3	27,9	9,1	4,6	0,3
	2016	941	62,6	26,3	8,1	2,4	0,5
54. Employés adm. d'entreprise	2005	274	75,5	14,7	5,6	0,6	3,6
	2013	216	53,2	25,9	14,4	1,0	5,4
	2016	267	42,3	36,2	8,4	1,4	11,7
55. Employés de commerce	2005	261	69,2	15,8	4,1	-	11,0
	2013	264	40,2	30,0	12,8	3,2	13,8
	2016	286	49,5	29,6	11,4	8,2	1,3
56. Services directs aux particuliers	2005	183	56,8	18,5	6,6	3,7	14,5
	2013	290	49,9	21,5	8,0	7,6	13,0
	2016	184	45,0	20,4	20,5	3,5	10,5
6. Ouvriers	2005	4 820	77,2	15,0	3,4	1,3	3,0
	2013	4 351	61,9	25,6	8,1	1,9	2,5
	2016	4 282	53,9	28,6	10,4	1,9	5,1
61. Ouvriers qualifiés	2005	3 409	78,5	15,2	3,2	1,4	1,7
	2013	3 127	62,5	25,4	8,2	1,8	2,1
	2016	3 097	54,6	28,7	11,5	1,9	3,3
66. Ouvriers non qualifiés	2005	1 255	75,1	14,2	3,8	0,7	6,3
	2013	1 032	61,5	25,8	7,8	1,5	3,5
	2016	1 013	55,4	25,8	7,9	1,8	9,2
69. Ouvriers agricoles	2005	156	66,3	18,1	5,9	3,0	6,7
	2013	187	52,9	28,1	8,8	6,5	3,7
	2016	171	32,9	43,0	7,1	2,1	14,9
Ensemble	2005	11 720	71,4	16,5	5,0	3,3	3,8
	2013	11 495	55,5	26,8	9,4	4,4	3,9
	2016	11 625	51,5	28,7	11,3	4,2	4,3

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 51,5 % des hommes salariés déclarent que leur dernière visite médicale avec un médecin du travail ou de prévention a eu lieu il y a moins d'un an.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 8.4 • Dernière visite médicale avec un médecin du travail ou de prévention selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 2005, 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs en milliers	Répartition des salariées selon l'ancienneté de la dernière visite médicale avec un médecin du travail ou de prévention					
		Moins d'un an	De 1 à 2 ans	De plus de 2 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	N'en a jamais eu	
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2005	1 211	47,6	21,0	9,0	13,4	9,0
	2013	1 757	38,3	28,3	12,3	13,0	8,1
	2016	1 718	40,9	25,7	15,1	9,8	8,5
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2005	642	31,8	17,4	12,7	24,2	14,0
	2013	839	28,9	20,0	11,8	23,9	15,5
	2016	769	28,7	19,1	16,7	18,2	17,3
36. Cadres d'entreprise	2005	552	65,6	24,9	4,8	1,2	3,5
	2013	850	46,5	37,5	12,6	2,2	1,3
	2016	871	51,7	31,5	12,8	2,9	1,1
4. Professions intermédiaires	2005	2 735	58,5	17,3	8,0	8,0	8,2
	2013	3 057	42,9	26,9	12,9	8,1	9,2
	2016	3 190	36,7	30,0	15,1	9,3	8,8
41. P.I. enseignement, santé, public	2005	1 606	50,1	15,5	10,5	12,1	11,8
	2013	1 713	39,0	22,2	13,6	12,1	13,1
	2016	1 936	32,4	27,9	17,3	11,9	10,6
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2005	931	70,3	19,9	4,5	2,3	2,9
	2013	1 087	46,6	33,9	13,0	3,2	3,4
	2016	1 041	42,8	34,0	11,7	4,9	6,6
47. Techniciennes	2005	130	76,1	13,9	4,3	3,1	2,7
	2013	186	52,9	28,8	7,5	0,7	10,1
	2016	141	45,6	25,2	14,3	10,6	4,3

Tableau 8.4 • Dernière visite médicale avec un médecin du travail ou de prévention selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 2005, 2013 et 2016
SUIITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Répartition des salariées selon l'ancienneté de la dernière visite médicale avec un médecin du travail ou de prévention				
			Moins d'un an	De 1 à 2 ans	De plus de 2 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	N'en a jamais eu
5. Employées	2005	5 555	61,0	17,4	7,5	4,3	9,7
	2013	5 440	43,7	27,0	13,4	7,2	8,8
	2016	5 559	40,9	27,4	14,9	7,5	9,3
51. Employées de la fonction publique	2005	1 782	62,7	19,0	8,3	5,0	5,0
	2013	1 753	50,4	27,9	14,2	4,7	2,9
	2016	1 840	46,3	27,3	15,9	5,9	4,5
54. Employées adm. d'entreprise	2005	1 489	71,0	18,6	4,7	1,3	4,5
	2013	1 309	46,1	35,2	12,5	3,3	2,9
	2016	1 278	45,1	33,7	13,0	4,4	3,8
55. Employées de commerce	2005	781	72,6	16,3	4,6	0,9	5,5
	2013	811	46,6	29,9	11,1	4,1	8,3
	2016	856	43,7	28,8	14,8	4,8	7,8
56. Services directs aux particuliers	2005	1 503	43,3	14,8	11,0	8,2	22,7
	2013	1 563	32,6	17,5	14,5	14,8	20,6
	2016	1 585	29,6	21,5	15,4	13,3	20,2
6. Ouvrières	2005	1 027	66,3	21,4	5,6	1,8	4,9
	2013	1 105	56,3	24,6	10,1	3,8	5,3
	2016	1 066	46,6	32,5	14,8	2,2	3,9
61. Ouvrières qualifiées	2005	406	70,8	18,8	4,9	1,4	4,1
	2013	456	58,3	24,9	9,4	3,1	4,3
	2016	445	50,4	32,0	12,9	2,5	2,2
66. Ouvrières non qualifiées	2005	555	65,3	23,7	4,2	2,0	4,8
	2013	584	57,3	23,8	10,8	2,7	5,4
	2016	579	44,8	32,3	16,4	1,5	5,0
69. Ouvrières agricoles	2005	66	-	-	-	-	-
	2013	65	-	-	-	-	-
	2016	42	-	-	-	-	-
Ensemble	2005	10 530	59,3	18,2	7,7	6,1	8,8
	2013	11 364	43,9	26,9	12,8	8,0	8,4
	2016	11 611	40,2	28,4	15,0	7,8	8,6

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 40,2 % des femmes salariées déclarent que leur dernière visite médicale avec un médecin du travail ou de prévention a eu lieu il y a moins d'un an.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 8.5 • Dernière visite médicale avec un médecin du travail ou de prévention selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2005, 2013 et 2016

En %

Âge		Effectifs en milliers	Répartition des salariés selon l'ancienneté de la dernière visite médicale avec un médecin du travail ou de prévention				
			Moins d'un an	De 1 à 2 ans	De plus de 2 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	N'en a jamais eu
Moins de 20 ans	2005	320	65,2	11,8	0,8	-	22,1
	2013	257	51,9	18,3	4,4	-	25,4
	2016	277	-	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	2005	1 588	65,0	15,8	6,7	0,1	12,3
	2013	1 536	57,1	20,5	8,1	0,9	13,4
	2016	1 544	51,5	21,3	11,5	0,4	15,2
De 25 à 29 ans	2005	2 632	67,3	17,9	7,6	1,6	5,7
	2013	2 578	50,7	25,1	14,9	2,5	6,8
	2016	2 592	50,5	27,5	10,9	2,9	8,1
De 30 à 34 ans	2005	3 014	66,4	18,5	7,0	3,9	4,2
	2013	2 734	53,4	25,4	11,7	5,1	4,4
	2016	2 823	44,3	30,8	15,9	5,0	4,0
De 35 à 39 ans	2005	3 133	65,6	16,8	6,8	5,6	5,2
	2013	2 934	50,6	28,9	10,5	5,9	4,2
	2016	2 806	46,8	28,5	13,1	7,0	4,7
De 40 à 44 ans	2005	3 263	66,1	18,4	5,6	4,6	5,3
	2013	3 269	48,3	29,2	10,7	7,2	4,6
	2016	3 209	47,0	28,6	14,1	5,7	4,8
De 45 à 49 ans	2005	3 103	68,4	16,0	5,4	5,5	4,7
	2013	3 243	48,6	27,3	10,0	8,2	5,9
	2016	3 210	42,6	30,9	13,7	7,8	4,9
De 50 à 54 ans	2005	2 884	67,5	15,8	6,1	5,0	5,7
	2013	3 026	50,0	26,8	10,5	7,4	5,2
	2016	3 153	44,1	29,5	14,1	6,8	5,5
55 ans et plus	2005	2 313	57,5	19,4	5,8	9,7	7,7
	2013	3 283	43,6	28,6	11,9	9,3	6,7
	2016	3 622	43,0	29,0	12,0	9,2	6,7
Ensemble	2005	22 251	65,7	17,3	6,3	4,6	6,1
	2013	22 859	49,7	26,9	11,1	6,2	6,2
	2016	23 236	45,8	28,6	13,1	6,0	6,5

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 45,8 % des salariés déclarent que leur dernière visite médicale avec un médecin du travail ou de prévention a eu lieu il y a moins d'un an.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 8.6 • Dernière visite médicale avec un médecin du travail ou de prévention selon l'âge des HOMMES en 2005, 2013 et 2016

En %

Âge	Effectifs en milliers	Répartition des salariés selon l'ancienneté de la dernière visite médicale avec un médecin du travail ou de prévention					
		Moins d'un an	De 1 à 2 ans	De plus de 2 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	N'en a jamais eu	
Moins de 20 ans	2005	223	68,6	13,1	0,6	-	17,6
	2013	168	53,9	20,3	4,4	-	21,3
	2016	191	-	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	2005	873	67,8	16,9	6,6	-	8,6
	2013	864	60,6	20,8	7,5	0,5	10,7
	2016	757	58,6	18,1	11,2	-	12,1
De 25 à 29 ans	2005	1 427	73,0	15,3	6,0	1,1	4,6
	2013	1 271	54,9	24,0	13,7	2,0	5,4
	2016	1 289	55,3	28,8	8,5	1,3	6,0
De 30 à 34 ans	2005	1 666	71,0	18,9	5,1	2,5	2,4
	2013	1 378	58,7	26,8	9,0	3,5	2,0
	2016	1 478	52,0	31,3	12,1	2,7	1,8
De 35 à 39 ans	2005	1 658	71,4	15,0	6,1	4,0	3,5
	2013	1 553	58,2	27,1	8,6	3,8	2,3
	2016	1 450	50,8	27,0	14,3	6,1	1,8
De 40 à 44 ans	2005	1 703	71,4	18,0	4,2	3,2	3,1
	2013	1 698	54,2	30,4	9,3	4,0	2,1
	2016	1 575	52,0	28,6	12,3	4,5	2,6
De 45 à 49 ans	2005	1 597	76,1	14,5	3,6	4,2	1,5
	2013	1 534	55,5	25,8	9,1	6,5	3,0
	2016	1 642	47,6	31,6	14,0	4,0	2,8
De 50 à 54 ans	2005	1 427	73,5	15,4	4,9	3,9	2,4
	2013	1 458	55,5	28,4	8,1	5,1	2,8
	2016	1 479	51,2	30,2	9,6	5,3	3,7
55 ans et plus	2005	1 146	64,1	18,9	5,0	7,6	4,4
	2013	1 572	48,8	28,4	10,0	8,3	4,4
	2016	1 763	49,5	30,0	9,6	7,3	3,6
Ensemble	2005	11 720	71,4	16,5	5,0	3,3	3,8
	2013	11 495	55,5	26,8	9,4	4,4	3,9
	2016	11 625	51,5	28,7	11,3	4,2	4,3

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 51,5 % des hommes salariés déclarent que leur dernière visite médicale avec un médecin du travail ou de prévention a eu lieu il y a moins d'un an.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 8.7 • Dernière visite médicale avec un médecin du travail ou de prévention selon l'âge des FEMMES en 2005, 2013 et 2016

En %

Âge	Effectifs en milliers	Répartition des salariées selon l'ancienneté de la dernière visite médicale avec un médecin du travail ou de prévention					
		Moins d'un an	De 1 à 2 ans	De plus de 2 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	N'en a jamais eu	
Moins de 20 ans	2005	97	-	-	-	-	-
	2013	88	-	-	-	-	-
	2016	86	-	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	2005	715	61,5	14,5	6,9	0,3	16,8
	2013	672	52,6	20,1	8,8	1,5	17,0
	2016	786	44,7	24,5	11,8	0,8	18,2
De 25 à 29 ans	2005	1 204	60,5	21,0	9,5	2,1	6,9
	2013	1 306	46,7	26,1	16,1	2,9	8,2
	2016	1 303	45,9	26,1	13,3	4,5	10,1
De 30 à 34 ans	2005	1 348	60,6	18,0	9,3	5,7	6,4
	2013	1 356	47,9	24,1	14,5	6,8	6,8
	2016	1 345	35,8	30,3	20,1	7,5	6,3
De 35 à 39 ans	2005	1 475	59,1	18,8	7,5	7,5	7,1
	2013	1 381	42,1	31,0	12,6	8,1	6,3
	2016	1 356	42,5	30,0	11,9	7,9	7,7
De 40 à 44 ans	2005	1 560	60,2	18,8	7,2	6,1	7,6
	2013	1 571	42,0	27,9	12,2	10,6	7,3
	2016	1 634	42,1	28,5	15,8	6,8	6,9
De 45 à 49 ans	2005	1 506	60,1	17,6	7,3	6,9	8,1
	2013	1 709	42,5	28,6	10,7	9,6	8,6
	2016	1 567	37,3	30,2	13,4	11,9	7,2
De 50 à 54 ans	2005	1 457	61,5	16,2	7,2	6,0	8,9
	2013	1 568	44,8	25,3	12,8	9,6	7,5
	2016	1 674	37,9	28,8	18,1	8,1	7,1
55 ans et plus	2005	1 168	50,9	20,0	6,5	11,7	10,9
	2013	1 711	38,7	28,7	13,6	10,2	8,7
	2016	1 859	36,9	28,1	14,4	11,0	9,7
Ensemble	2005	10 530	59,3	18,2	7,7	6,1	8,8
	2013	11 364	43,9	26,9	12,8	8,0	8,4
	2016	11 611	40,2	28,4	15,0	7,8	8,6

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 40,2 % des femmes salariées déclarent que leur dernière visite médicale avec un médecin du travail ou de prévention a eu lieu il y a moins d'un an.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 8.8 • Dernière visite médicale avec un médecin du travail ou de prévention en 2016 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs en milliers	Répartition des salariés selon l'ancienneté de la dernière visite médicale avec un médecin du travail ou de prévention				
		Moins d'un an	De 1 à 2 ans	De plus de 2 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	N'en a jamais eu
Agriculture, sylviculture et pêche	240	36,7	36,7	13,9	4,8	7,9
Fabrication aliments, boissons, tabac	603	48,2	28,3	14,1	2,1	7,2
Cokefaction et raffinage	17	-	-	-	-	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	59,8	29,1	2,2	3,9	5,0
Fabrication de matériels de transport	416	54,9	32,4	11,1	1,4	0,2
Fabrication d'autres produits industriels	1 574	56,3	30,6	10,4	2,1	0,7
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	397	64,3	27,5	6,8	0,3	1,2
Construction	1 332	53,3	30,9	10,0	1,7	4,1
Commerce et réparation auto. moto.	2 881	47,3	30,2	13,9	3,3	5,4
Transports et entreposage	1 527	54,2	29,9	12,0	0,8	3,1
Hébergement et restauration	815	48,4	30,1	10,8	4,0	6,7
Information et communication	684	45,9	35,3	10,8	3,2	4,8
Activités financières et d'assurance	856	42,6	29,2	20,1	4,3	3,8
Activités immobilières	314	39,7	34,1	12,8	12,8	0,6
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 212	51,6	30,5	11,3	3,5	3,0
Adm. publique, enseignement, santé et social	7 528	40,1	26,3	14,8	10,1	8,8
Autres activités de services	1 332	24,3	19,6	17,7	16,4	22,0
Non renseigné	28	-	-	-	-	-
Ensemble	23 236	45,8	28,6	13,1	6,0	6,5

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 45,8 % des salariés déclarent que leur dernière visite médicale avec un médecin du travail ou de prévention a eu lieu il y a moins d'un an.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 8.9 • Dernière visite médicale avec un médecin du travail ou de prévention en 2016 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Répartition des salariés selon l'ancienneté de la dernière visite médicale avec un médecin du travail ou de prévention				
		Moins d'un an	De 1 à 2 ans	De plus de 2 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	N'en a jamais eu
Fonct. pub. de l'État	2 396	29,4	18,0	13,7	21,3	17,6
Fonct. pub. territoriale	1 899	42,3	31,6	15,8	5,8	4,5
Fonct. pub. hospitalière	1 156	45,9	26,7	18,8	6,3	2,2
Particuliers, entreprise ou	17 786	48,4	29,8	12,4	4,0	5,4
Ensemble	23 236	45,8	28,6	13,1	6,0	6,5

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 45,8 % des salariés déclarent que leur dernière visite médicale avec un médecin du travail ou de prévention a eu lieu il y a moins d'un an.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 8.10 • Dernière visite médicale avec un médecin du travail ou de prévention en 2016 selon le type d'employeur des HOMMES

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Répartition des salariés selon l'ancienneté de la dernière visite médicale avec un médecin du travail ou de prévention				
		Moins d'un an	De 1 à 2 ans	De plus de 2 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	N'en a jamais eu
Fonct. pub. de l'État	1 000	36,1	19,2	13,0	18,8	13,0
Fonct. pub. territoriale	775	46,1	32,8	14,6	3,0	3,6
Fonct. pub. hospitalière	269	45,5	30,4	11,9	8,4	3,9
Particulier, entreprise ou	9 581	53,7	29,4	10,9	2,7	3,4
Ensemble	11 625	51,5	28,7	11,3	4,2	4,3

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 51,5 % des hommes salariés déclarent que leur dernière visite médicale avec un médecin du travail ou de prévention a eu lieu il y a moins d'un an.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 8.11 • Dernière visite médicale avec un médecin du travail ou de prévention en 2016 selon le type d'employeur des FEMMES

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Répartition des salariées selon l'ancienneté de la dernière visite médicale avec un médecin du travail ou de prévention				
		Moins d'un an	De 1 à 2 ans	De plus de 2 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	N'en a jamais eu
Fonct. pub. de l'État	1 396	24,5	17,2	14,3	23,1	20,9
Fonct. pub. territoriale	1 123	39,6	30,8	16,7	7,8	5,1
Fonct. pub. hospitalière	887	46,1	25,6	20,9	5,7	1,7
Particulier, entreprise ou	8 205	42,3	30,2	14,2	5,5	7,8
Ensemble	11 611	40,2	28,4	15,0	7,8	8,6

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 40,2 % des femmes salariées déclarent que leur dernière visite médicale avec un médecin du travail ou de prévention a eu lieu il y a moins d'un an.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

9 • Survenue d'accidents du travail

Tableau 9.1 • Survenue d'accidents du travail en 2005, 2013 et 2016

En %

Sexe		Effectifs en milliers	Nombre d'accidents survenus au cours du travail dans les douze derniers mois			
			Aucun	Un	Deux	Trois ou plus
Femmes	2005	10 530	95,3	4,1	0,3	0,3
	2013	11 364	92,9	5,6	0,7	0,7
	2016	11 611	90,7	7,4	1,2	0,7
Hommes	2005	11 720	91,2	7,2	0,9	0,7
	2013	11 495	89,2	7,8	1,5	1,5
	2016	11 625	88,8	8,5	1,5	1,2
Ensemble	2005	22 251	93,1	5,7	0,6	0,5
	2013	22 859	91,1	6,7	1,1	1,1
	2016	23 236	89,8	8,0	1,3	0,9

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 89,8 % des salariés déclarent ne pas avoir eu d'accident dans leur travail au cours de l'année.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

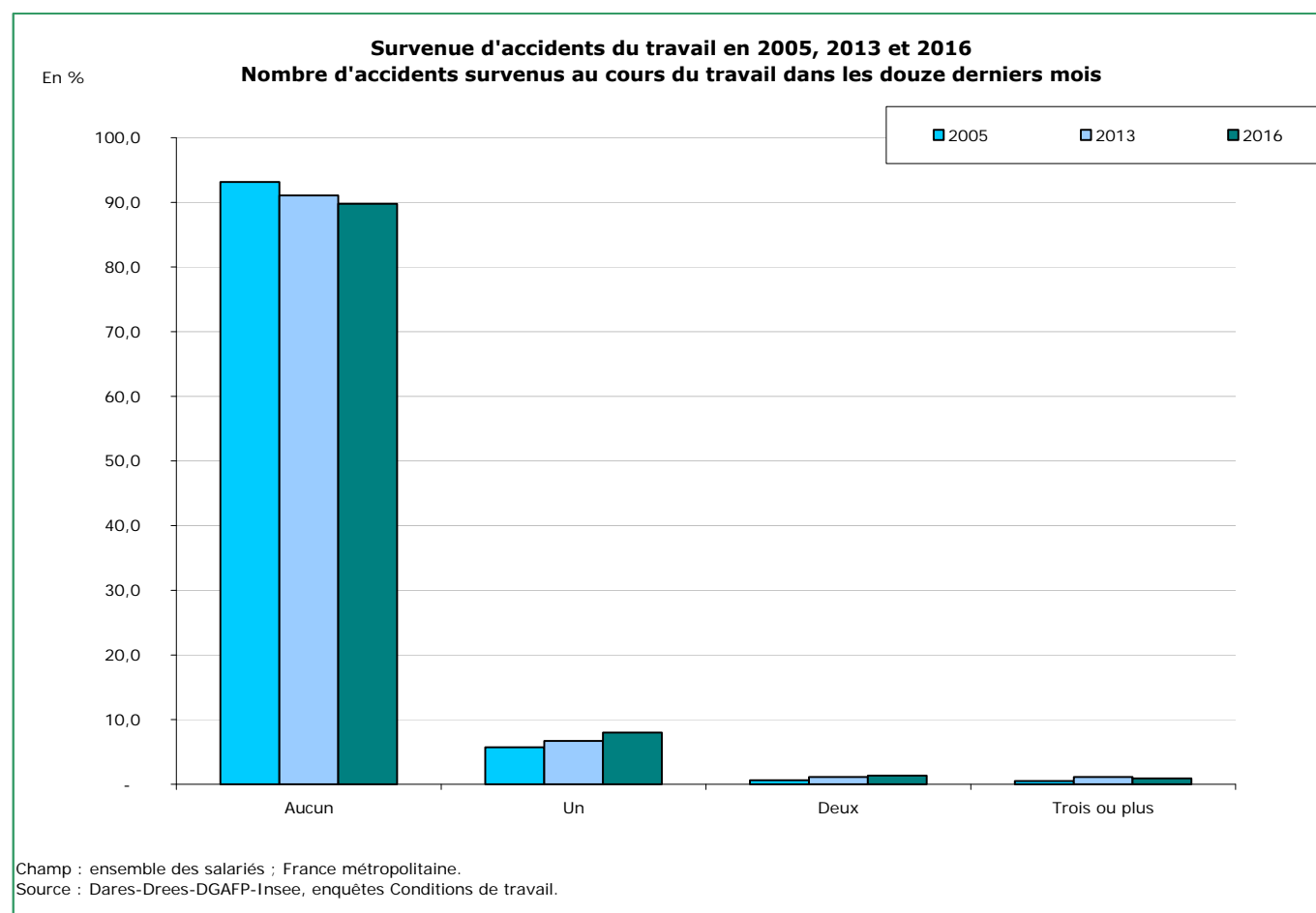


Tableau 9.2 • **Survenue d'accidents du travail selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2005, 2013 et 2016**

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Nombre d'accidents survenus au cours du travail dans les douze derniers mois			
			Aucun	Un	Deux	Trois ou plus
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2005	3 327	97,8	1,8	0,3	0,0
	2013	4 394	96,9	2,5	0,2	0,3
	2016	4 385	95,7	3,8	0,4	0,1
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2005	1 341	96,9	2,6	0,5	-
	2013	1 664	96,6	2,7	0,5	0,2
	2016	1 559	94,6	4,3	1,0	0,2
36. Cadres d'entreprise	2005	1 958	98,5	1,3	0,2	0,1
	2013	2 564	97,2	2,4	0,0	0,3
	2016	2 593	96,8	3,0	0,0	0,1
4. Professions intermédiaires	2005	5 778	94,5	4,5	0,6	0,4
	2013	5 887	93,0	5,4	0,7	0,8
	2016	6 105	91,6	6,7	0,9	0,8
41. P.I. enseignement, santé, public	2005	2 337	95,1	3,9	0,7	0,3
	2013	2 326	92,5	6,3	0,7	0,5
	2016	2 536	90,9	7,6	0,8	0,6
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2005	1 771	96,5	3,1	0,2	0,1
	2013	1 835	95,2	4,1	0,4	0,3
	2016	1 817	92,8	6,1	0,3	0,7
47. Techniciens	2005	1 068	92,0	6,9	0,7	0,4
	2013	1 159	90,2	6,9	1,1	1,7
	2016	1 174	92,8	4,9	1,4	0,9

Tableau 9.2 • **Survenue d'accidents du travail selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2005, 2013 et 2016**
SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Nombre d'accidents survenus au cours du travail dans les douze derniers mois			
			Aucun	Un	Deux	Trois ou plus
5. Employés	2005	7 291	94,5	4,8	0,4	0,4
	2013	7 098	91,0	6,8	1,3	1,0
	2016	7 238	89,0	9,0	1,3	0,7
51. Employés de la fonction publique	2005	2 799	91,8	7,0	0,6	0,7
	2013	2 641	87,6	9,7	1,8	0,9
	2016	2 781	85,6	11,1	2,0	1,2
54. Employés adm. d'entreprise	2005	1 763	98,4	1,6	-	-
	2013	1 525	96,4	2,6	0,2	0,8
	2016	1 545	95,6	3,4	1,0	0,0
55. Employés de commerce	2005	1 042	92,5	6,2	0,6	0,7
	2013	1 075	90,7	6,4	1,6	1,3
	2016	1 142	91,2	7,6	0,6	0,6
56. Services directs aux particuliers	2005	1 686	96,1	3,5	0,2	0,2
	2013	1 853	91,7	6,3	0,9	1,1
	2016	1 769	87,0	11,5	0,9	0,6
6. Ouvriers	2005	5 847	87,5	10,4	1,1	1,0
	2013	5 456	84,3	11,3	2,1	2,3
	2016	5 348	83,9	11,4	2,7	2,0
61. Ouvriers qualifiés	2005	3 815	87,5	10,3	1,1	1,1
	2013	3 584	84,2	11,0	2,1	2,7
	2016	3 541	83,7	11,7	2,5	2,0
66. Ouvriers non qualifiés	2005	1 810	87,7	10,2	1,2	0,9
	2013	1 616	84,1	12,1	2,3	1,5
	2016	1 591	83,6	10,9	3,3	2,2
69. Ouvriers agricoles	2005	222	84,8	13,6	0,8	0,8
	2013	252	85,5	11,7	0,6	2,2
	2016	214	88,5	10,4	1,0	0,1
Ensemble	2005	22 251	93,1	5,7	0,6	0,5
	2013	22 859	91,1	6,7	1,1	1,1
	2016	23 236	89,8	8,0	1,3	0,9

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 89,8 % des salariés déclarent ne pas avoir eu d'accident dans leur travail au cours de l'année.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 9.3 • Survenue d'accidents du travail selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 2005, 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Nombre d'accidents survenus au cours du travail dans les douze derniers mois			
			Aucun	Un	Deux	Trois ou plus
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2005	2 115	98,3	1,1	0,5	0,1
	2013	2 637	97,0	2,5	0,2	0,2
	2016	2 667	95,4	4,1	0,2	0,2
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2005	700	97,1	2,0	0,9	-
	2013	824	96,0	3,2	0,6	0,2
	2016	791	94,1	5,0	0,5	0,3
36. Cadres d'entreprise	2005	1 406	99,0	0,7	0,3	0,1
	2013	1 714	97,4	2,3	0,0	0,3
	2016	1 722	96,8	3,0	0,0	0,2
4. Professions intermédiaires	2005	3 043	93,2	5,5	0,8	0,5
	2013	2 830	91,2	6,6	1,0	1,1
	2016	2 915	91,2	6,5	1,0	1,3
41. P.I. enseignement, santé, public	2005	730	95,3	3,5	0,9	0,3
	2013	613	87,8	10,2	1,1	1,0
	2016	600	92,3	6,2	0,1	1,4
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2005	840	95,1	4,2	0,5	0,2
	2013	748	94,3	4,8	0,6	0,3
	2016	776	91,7	6,9	0,1	1,3
47. Techniciens	2005	938	91,2	7,6	0,8	0,5
	2013	973	89,8	7,3	1,3	1,7
	2016	1 033	92,4	5,1	1,5	1,0

Tableau 9.3 • **Survenue d'accidents du travail selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 2005, 2013 et 2016**
SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Nombre d'accidents survenus au cours du travail dans les douze derniers mois			
			Aucun	Un	Deux	Trois ou plus
5. Employés	2005	1 736	91,5	7,4	0,6	0,5
	2013	1 658	88,1	8,3	2,2	1,5
	2016	1 679	86,1	10,5	2,3	1,1
51. Employés de la fonction publique	2005	1 018	89,5	9,1	0,8	0,5
	2013	888	86,5	10,1	2,2	1,2
	2016	941	84,1	11,8	3,0	1,1
54. Employés adm. d'entreprise	2005	274	95,6	4,4	-	-
	2013	216	96,3	2,5	1,0	0,2
	2016	267	87,1	11,7	1,3	-
55. Employés de commerce	2005	261	92,4	6,3	0,3	1,0
	2013	264	89,6	6,9	2,7	0,8
	2016	286	90,5	6,8	1,2	1,5
56. Services directs aux particuliers	2005	183	94,6	3,9	0,8	0,7
	2013	290	85,4	8,3	2,5	3,8
	2016	184	87,6	7,8	2,3	2,3
6. Ouvriers	2005	4 820	86,7	10,9	1,3	1,1
	2013	4 351	83,5	11,6	2,4	2,5
	2016	4 282	84,1	11,8	2,4	1,7
61. Ouvriers qualifiés	2005	3 409	87,0	10,7	1,2	1,1
	2013	3 127	83,9	11,2	2,2	2,7
	2016	3 097	83,6	12,0	2,6	1,8
66. Ouvriers non qualifiés	2005	1 255	86,4	11,0	1,4	1,2
	2013	1 032	82,0	12,9	3,2	2,0
	2016	1 013	85,1	11,3	1,8	1,7
69. Ouvriers agricoles	2005	156	82,9	14,9	1,1	1,1
	2013	187	85,2	12,0	0,8	2,0
	2016	171	86,6	12,0	1,2	0,1
Ensemble	2005	11 720	91,2	7,2	0,9	0,7
	2013	11 495	89,2	7,8	1,5	1,5
	2016	11 625	88,8	8,5	1,5	1,2

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 88,8 % des hommes salariés déclarent ne pas avoir eu d'accident dans leur travail au cours de l'année.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 9.4 • Survenue d'accidents du travail selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 2005, 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Nombre d'accidents survenus au cours du travail dans les douze derniers mois			
			Aucun	Un	Deux	Trois ou plus
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2005	1 211	96,9	3,0	0,1	-
	2013	1 757	96,8	2,5	0,3	0,4
	2016	1 718	96,2	3,2	0,6	0,0
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2005	642	96,6	3,2	0,2	-
	2013	839	97,3	2,2	0,3	0,2
	2016	769	95,1	3,5	1,4	0,0
36. Cadres d'entreprise	2005	552	97,1	2,9	-	-
	2013	850	96,9	2,8	-	0,4
	2016	871	96,9	3,1	-	-
4. Professions intermédiaires	2005	2 735	96,1	3,3	0,3	0,3
	2013	3 057	94,7	4,4	0,5	0,5
	2016	3 190	91,9	6,9	0,9	0,3
41. P.I. enseignement, santé, public	2005	1 606	95,0	4,1	0,6	0,3
	2013	1 713	94,2	4,8	0,6	0,3
	2016	1 936	90,5	8,1	1,1	0,3
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2005	931	97,9	2,1	-	-
	2013	1 087	95,8	3,6	0,3	0,4
	2016	1 041	93,7	5,5	0,5	0,4
47. Techniciennes	2005	130	98,0	2,0	-	-
	2013	186	92,4	5,0	0,4	2,1
	2016	141	96,0	3,2	0,8	-

Tableau 9.4 • **Survenue d'accidents du travail selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 2005, 2013 et 2016**
SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Nombre d'accidents survenus au cours du travail dans les douze derniers mois			
			Aucun	Un	Deux	Trois ou plus
5. Employées	2005	5 555	95,4	3,9	0,3	0,4
	2013	5 440	91,9	6,3	1,0	0,8
	2016	5 559	89,8	8,6	1,0	0,6
51. Employées de la fonction publique	2005	1 782	93,1	5,7	0,4	0,7
	2013	1 753	88,1	9,5	1,7	0,7
	2016	1 840	86,4	10,8	1,5	1,3
54. Employées adm. d'entreprise	2005	1 489	98,9	1,1	-	-
	2013	1 309	96,4	2,6	0,0	0,9
	2016	1 278	97,4	1,6	0,9	0,1
55. Employées de commerce	2005	781	92,6	6,2	0,6	0,6
	2013	811	91,1	6,3	1,2	1,4
	2016	856	91,4	7,9	0,4	0,3
56. Services directs aux particuliers	2005	1 503	96,2	3,4	0,2	0,2
	2013	1 563	92,9	5,9	0,6	0,6
	2016	1 585	86,9	11,9	0,8	0,4
6. Ouvrières	2005	1 027	91,1	7,9	0,3	0,7
	2013	1 105	87,2	10,4	0,8	1,6
	2016	1 066	83,0	9,9	3,9	3,3
61. Ouvrières qualifiées	2005	406	92,0	6,6	-	1,4
	2013	456	86,3	9,9	1,2	2,6
	2016	445	84,5	9,9	1,8	3,8
66. Ouvrières non qualifiées	2005	555	90,8	8,4	0,6	0,2
	2013	584	88,0	10,7	0,6	0,7
	2016	579	80,9	10,3	5,8	3,1
69. Ouvrières agricoles	2005	66	-	-	-	-
	2013	65	-	-	-	-
	2016	42	-	-	-	-
Ensemble	2005	10 530	95,3	4,1	0,3	0,3
	2013	11 364	92,9	5,6	0,7	0,7
	2016	11 611	90,7	7,4	1,2	0,7

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 90,7 % des femmes salariées déclarent ne pas avoir eu d'accident dans leur travail au cours de l'année.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 9.5 • Survenue d'accidents du travail selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2005, 2013 et 2016

En %

Âge		Effectifs en milliers	Nombre d'accidents survenus au cours du travail dans les douze derniers mois			
			Aucun	Un	Deux	Trois ou plus
Moins de 20 ans	2005	320	84,7	12,2	2,5	0,5
	2013	257	70,0	16,8	4,9	8,3
	2016	277	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	2005	1 588	90,1	7,9	0,7	1,2
	2013	1 536	86,5	8,1	2,7	2,7
	2016	1 544	85,8	12,1	0,7	1,3
De 25 à 29 ans	2005	2 632	91,2	8,0	0,5	0,4
	2013	2 578	89,4	7,0	1,6	1,9
	2016	2 592	87,4	8,2	3,0	1,4
De 30 à 34 ans	2005	3 014	91,7	6,5	1,1	0,7
	2013	2 734	89,6	7,6	1,4	1,4
	2016	2 823	90,0	7,0	1,2	1,9
De 35 à 39 ans	2005	3 133	93,6	5,2	0,7	0,5
	2013	2 934	91,7	6,5	1,0	0,8
	2016	2 806	89,8	8,0	1,1	1,1
De 40 à 44 ans	2005	3 263	93,5	5,3	0,7	0,5
	2013	3 269	91,7	6,8	1,0	0,5
	2016	3 209	91,0	7,5	1,2	0,3
De 45 à 49 ans	2005	3 103	93,6	5,5	0,3	0,5
	2013	3 243	92,8	5,8	0,7	0,7
	2016	3 210	89,6	8,7	1,0	0,7
De 50 à 54 ans	2005	2 884	95,3	4,0	0,3	0,4
	2013	3 026	91,5	7,0	0,7	0,8
	2016	3 153	90,8	7,4	1,4	0,3
55 ans et plus	2005	2 313	96,0	3,6	0,3	0,0
	2013	3 283	94,0	5,0	0,5	0,5
	2016	3 622	91,3	6,7	1,1	0,8
Ensemble	2005	22 251	93,1	5,7	0,6	0,5
	2013	22 859	91,1	6,7	1,1	1,1
	2016	23 236	89,8	8,0	1,3	0,9

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 89,8 % des salariés déclarent ne pas avoir eu d'accident dans leur travail au cours de l'année.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 9.6 • Survenue d'accidents du travail selon l'âge des HOMMES en 2005, 2013 et 2016

En %

Âge		Effectifs en milliers	Nombre d'accidents survenus au cours du travail dans les douze derniers mois			
			Aucun	Un	Deux	Trois ou plus
Moins de 20 ans	2005	223	82,5	13,1	3,6	0,8
	2013	168	65,6	14,9	7,5	12,0
	2016	191	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	2005	873	87,5	10,0	1,1	1,5
	2013	864	85,0	9,5	3,0	2,5
	2016	757	84,1	13,9	0,3	1,7
De 25 à 29 ans	2005	1 427	88,4	10,4	0,7	0,5
	2013	1 271	87,8	7,1	2,1	3,0
	2016	1 289	85,3	8,8	3,5	2,3
De 30 à 34 ans	2005	1 666	89,3	8,3	1,5	1,0
	2013	1 378	87,1	9,1	2,0	1,8
	2016	1 478	89,9	7,2	1,2	1,8
De 35 à 39 ans	2005	1 658	90,8	7,5	1,1	0,6
	2013	1 553	89,9	7,9	1,3	0,9
	2016	1 450	87,6	8,7	1,8	1,9
De 40 à 44 ans	2005	1 703	91,6	6,7	1,0	0,7
	2013	1 698	89,4	8,3	1,6	0,7
	2016	1 575	89,5	8,5	1,6	0,4
De 45 à 49 ans	2005	1 597	93,2	5,5	0,5	0,8
	2013	1 534	91,4	6,5	1,0	1,1
	2016	1 642	89,3	9,2	0,7	0,9
De 50 à 54 ans	2005	1 427	94,1	5,0	0,5	0,4
	2013	1 458	90,9	7,5	0,5	1,0
	2016	1 479	90,2	7,3	2,0	0,5
55 ans et plus	2005	1 146	95,3	4,3	0,4	-
	2013	1 572	92,3	6,3	0,8	0,6
	2016	1 763	91,3	7,1	1,0	0,7
Ensemble	2005	11 720	91,2	7,2	0,9	0,7
	2013	11 495	89,2	7,8	1,5	1,5
	2016	11 625	88,8	8,5	1,5	1,2

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 88,8 % des hommes salariés déclarent ne pas avoir eu d'accident dans leur travail au cours de l'année.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 9.7 • Survenue d'accidents du travail selon l'âge des FEMMES en 2005, 2013 et 2016

En %

Âge		Effectifs en milliers	Nombre d'accidents survenus au cours du travail dans les douze derniers mois			
			Aucun	Un	Deux	Trois ou plus
Moins de 20 ans	2005	97	-	-	-	-
	2013	88	-	-	-	-
	2016	86	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	2005	715	93,4	5,4	0,3	0,9
	2013	672	88,5	6,3	2,2	3,0
	2016	786	87,5	10,4	1,1	0,9
De 25 à 29 ans	2005	1 204	94,4	5,0	0,1	0,4
	2013	1 306	91,0	6,9	1,2	0,9
	2016	1 303	89,4	7,6	2,5	0,5
De 30 à 34 ans	2005	1 348	94,7	4,4	0,6	0,3
	2013	1 356	92,2	6,0	0,7	1,0
	2016	1 345	90,1	6,8	1,2	2,0
De 35 à 39 ans	2005	1 475	96,8	2,5	0,3	0,4
	2013	1 381	93,6	5,0	0,6	0,8
	2016	1 356	92,0	7,4	0,3	0,3
De 40 à 44 ans	2005	1 560	95,7	3,7	0,4	0,2
	2013	1 571	94,2	5,1	0,4	0,3
	2016	1 634	92,3	6,6	0,8	0,2
De 45 à 49 ans	2005	1 506	94,0	5,6	0,2	0,3
	2013	1 709	94,0	5,2	0,4	0,4
	2016	1 567	90,0	8,1	1,4	0,5
De 50 à 54 ans	2005	1 457	96,4	3,1	0,1	0,4
	2013	1 568	92,1	6,4	0,9	0,6
	2016	1 674	91,3	7,6	0,8	0,2
55 ans et plus	2005	1 168	96,8	3,0	0,2	0,0
	2013	1 711	95,5	3,8	0,3	0,3
	2016	1 859	91,4	6,4	1,2	0,9
Ensemble	2005	10 530	95,3	4,1	0,3	0,3
	2013	11 364	92,9	5,6	0,7	0,7
	2016	11 611	90,7	7,4	1,2	0,7

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 90,7 % des femmes salariées déclarent ne pas avoir eu d'accident dans leur travail au cours de l'année.
Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 9.8 • **Survenue d'accidents du travail en 2016 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS**

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs en milliers	Nombre d'accidents survenus au cours du travail dans les douze derniers mois			
		Aucun	Un	Deux	Trois ou plus
Agriculture, sylviculture et pêche	240	93,7	6,0	0,3	-
Fabrication aliments, boissons, tabac	603	87,5	9,3	0,5	2,7
Cokéfaction et raffinage	17	-	-	-	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	92,7	6,4	0,4	0,5
Fabrication de matériels de transport	416	87,0	7,2	3,2	2,5
Fabrication d'autres produits industriels	1 574	90,3	6,1	1,1	2,6
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	397	94,3	5,5	0,1	0,1
Construction	1 332	83,2	11,1	4,5	1,2
Commerce et réparation auto. moto.	2 881	88,7	8,4	1,7	1,2
Transports et entreposage	1 527	88,3	10,4	0,4	0,9
Hébergement et restauration	815	78,3	17,7	1,9	2,0
Information et communication	684	98,6	1,1	0,3	0,0
Activités financières et d'assurance	856	95,1	4,8	0,1	-
Activités immobilières	314	95,1	2,9	1,3	0,7
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 212	93,6	4,7	1,2	0,5
Adm. publique, enseignement, santé et social	7 528	89,6	8,4	1,4	0,6
Autres activités de services	1 332	90,2	8,6	0,7	0,5
Non renseigné	28	-	-	-	-
Ensemble	23 236	89,8	8,0	1,3	0,9

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 89,8 % des salariés déclarent ne pas avoir eu d'accident dans leur travail au cours de l'année.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 9.9 • **Survenue d'accidents du travail en 2016 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS**

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Nombre d'accidents survenus au cours du travail dans les douze derniers mois			
		Aucun	Un	Deux	Trois ou plus
Fonct. pub. de l'État	2 396	92,4	6,5	0,7	0,5
Fonct. pub. territoriale	1 899	90,1	8,5	0,9	0,5
Fonct. pub. hospitalière	1 156	87,5	9,5	2,0	1,1
Particuliers, entreprise o	17 786	89,5	8,0	1,4	1,0
Ensemble	23 236	89,8	8,0	1,3	0,9

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 89,8 % des salariés déclarent ne pas avoir eu d'accident dans leur travail au cours de l'année.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 9.10 • Survenue d'accidents du travail en 2016 selon le type d'employeur des HOMMES

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Nombre d'accidents survenus au cours du travail dans les douze derniers mois			
		Aucun	Un	Deux	Trois ou plus
Fonct. pub. de l'État	1 000	91,0	7,3	0,8	0,9
Fonct. pub. territoriale	775	87,2	11,1	1,0	0,7
Fonct. pub. hospitalière	269	85,9	10,2	0,4	3,5
Particulier, entreprise ou	9 581	88,8	8,4	1,7	1,2
Ensemble	11 625	88,8	8,5	1,5	1,2

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 88,8 % des hommes salariés déclarent ne pas avoir eu d'accident dans leur travail au cours de l'année.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 9.11 • Survenue d'accidents du travail en 2016 selon le type d'employeur des FEMMES

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Nombre d'accidents survenus au cours du travail dans les douze derniers mois			
		Aucun	Un	Deux	Trois ou plus
Fonct. pub. de l'État	1 396	93,3	5,8	0,7	0,2
Fonct. pub. territoriale	1 123	92,2	6,6	0,8	0,4
Fonct. pub. hospitalière	887	88,0	9,2	2,4	0,4
Particulier, entreprise ou	8 205	90,4	7,6	1,1	0,8
Ensemble	11 611	90,7	7,4	1,2	0,7

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 90,7 % des femmes salariées déclarent ne pas avoir eu d'accident dans leur travail au cours de l'année.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

10 • Interruption, signalement et mesures de prévention

Tableau 10.1 • Interruption, signalement et mesures de prévention en 2005, 2013 et 2016

En %

Sexe		Effectifs en milliers	Proportion de personnes ayant eu au moins un accident au cours des douze derniers mois	Parmi eux, conséquences du dernier accident*
Femmes	2005	10 530	4,7	52,3
	2013	11 364	7,1	47,6
	2016	11 611	9,3	50,3
Hommes	2005	11 720	8,8	58,9
	2013	11 495	10,8	50,6
	2016	11 625	11,2	55,8
Ensemble	2005	22 251	6,9	56,8
	2013	22 859	8,9	49,4
	2016	23 236	10,2	53,3

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 10,2 % des salariés déclarent avoir eu au moins un accident dans leur travail au cours de l'année. Parmi ceux-ci, et s'agissant du dernier accident survenu, 53,3 % ont dû interrompre leur travail au moins une journée.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFF-Insee, enquêtes Conditions de travail.

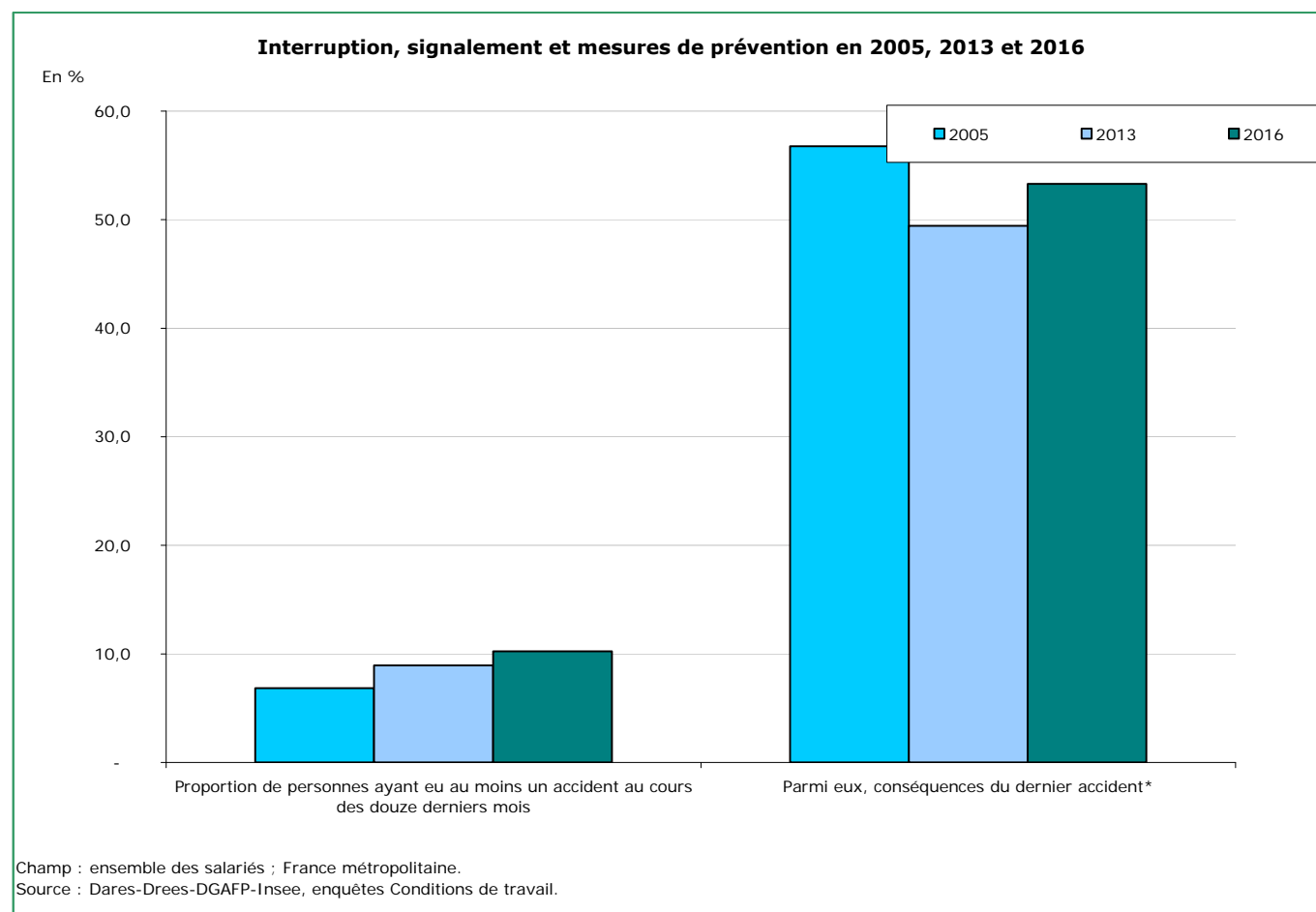


Tableau 10.2 • Interruption, signalement et mesures de prévention selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2005, 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de personnes ayant eu au moins un accident au cours des douze derniers mois	Parmi eux, conséquences du dernier accident*
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2005	3 327	2,2	-
	2013	4 394	3,1	33,6
	2016	4 385	4,3	36,3
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2005	1 341	3,1	-
	2013	1 664	3,4	-
	2016	1 559	5,4	35,2
36. Cadres d'entreprise	2005	1 958	1,5	-
	2013	2 564	2,8	-
	2016	2 593	3,2	-
4. Professions intermédiaires	2005	5 778	5,5	46,2
	2013	5 887	7,0	40,5
	2016	6 105	8,4	39,9
41. P.I. enseignement, santé, public	2005	2 337	4,9	38,7
	2013	2 326	7,5	42,5
	2016	2 536	9,1	38,9
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2005	1 771	3,5	-
	2013	1 835	4,8	-
	2016	1 817	7,2	-
47. Techniciens	2005	1 068	8,0	-
	2013	1 159	9,8	39,4
	2016	1 174	7,2	-

Tableau 10.2 • Interruption, signalement et mesures de prévention selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2005, 2013 et 2016

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de personnes ayant eu au moins un accident au cours des douze derniers mois	Parmi eux, conséquences du dernier accident*
5. Employés	2005	7 291	5,5	60,8
	2013	7 098	9,0	54,1
	2016	7 238	11,0	59,7
51. Employés de la fonction publique	2005	2 799	8,2	65,2
	2013	2 641	12,4	60,7
	2016	2 781	14,4	63,7
54. Employés adm. d'entreprise	2005	1 763	1,6	-
	2013	1 525	3,6	-
	2016	1 545	4,4	-
55. Employés de commerce	2005	1 042	7,5	-
	2013	1 075	9,3	-
	2016	1 142	8,8	-
56. Services directs aux particuliers	2005	1 686	3,9	-
	2013	1 853	8,3	41,0
	2016	1 769	13,0	52,7
6. Ouvriers	2005	5 847	12,5	61,6
	2013	5 456	15,7	52,7
	2016	5 348	16,1	58,8
61. Ouvriers qualifiés	2005	3 815	12,5	61,0
	2013	3 584	15,8	51,8
	2016	3 541	16,3	58,7
66. Ouvriers non qualifiés	2005	1 810	12,3	67,3
	2013	1 616	15,9	55,4
	2016	1 591	16,4	61,5
69. Ouvriers agricoles	2005	222	15,2	-
	2013	252	14,5	-
	2016	214	11,5	-
Ensemble	2005	22 251	6,9	56,8
	2013	22 859	8,9	49,4
	2016	23 236	10,2	53,3

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 10,2 % des salariés déclarent avoir eu au moins un accident dans leur travail au cours de l'année. Parmi ceux-ci, et s'agissant du dernier accident survenu, 53,3 % ont dû interrompre leur travail au moins une journée.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 10.3 • Interruption, signalement et mesures de prévention selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 2005, 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de personnes ayant eu au moins un accident au cours des douze derniers mois	Parmi eux, conséquences du dernier accident*
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2005	2 115	1,7	-
	2013	2 637	3,0	-
	2016	2 667	4,6	-
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2005	700	2,9	-
	2013	824	4,0	-
	2016	791	5,9	-
36. Cadres d'entreprise	2005	1 406	1,0	-
	2013	1 714	2,6	-
	2016	1 722	3,2	-
4. Professions intermédiaires	2005	3 043	6,8	53,4
	2013	2 830	8,8	44,3
	2016	2 915	8,8	41,6
41. P.I. enseignement, santé, public	2005	730	4,7	-
	2013	613	12,2	-
	2016	600	7,7	-
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2005	840	4,9	-
	2013	748	5,7	-
	2016	776	8,3	-
47. Techniciens	2005	938	8,8	-
	2013	973	10,2	-
	2016	1 033	7,6	-

Tableau 10.3 • Interruption, signalement et mesures de prévention selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 2005, 2013 et 2016

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de personnes ayant eu au moins un accident au cours des douze derniers mois	Parmi eux, conséquences du dernier accident*
5. Employés	2005	1 736	8,5	62,2
	2013	1 658	11,9	56,2
	2016	1 679	13,9	67,8
51. Employés de la fonction publique	2005	1 018	10,5	-
	2013	888	13,5	59,6
	2016	941	15,9	70,5
54. Employés adm. d'entreprise	2005	274	4,4	-
	2013	216	3,7	-
	2016	267	12,9	-
55. Employés de commerce	2005	261	7,6	-
	2013	264	10,4	-
	2016	286	9,5	-
56. Services directs aux particuliers	2005	183	5,4	-
	2013	290	14,6	-
	2016	184	12,4	-
6. Ouvriers	2005	4 820	13,3	61,8
	2013	4 351	16,5	52,9
	2016	4 282	15,9	59,6
61. Ouvriers qualifiés	2005	3 409	13,0	60,9
	2013	3 127	16,1	52,5
	2016	3 097	16,4	60,9
66. Ouvriers non qualifiés	2005	1 255	13,6	69,3
	2013	1 032	18,0	54,7
	2016	1 013	14,9	-
69. Ouvriers agricoles	2005	156	17,1	-
	2013	187	14,8	-
	2016	171	13,4	-
Ensemble	2005	11 720	8,8	58,9
	2013	11 495	10,8	50,6
	2016	11 625	11,2	55,8

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 11,2 % des hommes salariés déclarent avoir eu au moins un accident dans leur travail au cours de l'année. Parmi eux, et s'agissant du dernier accident survenu, 55,8 % ont dû interrompre leur travail au moins une journée.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 10.4 • Interruption, signalement et mesures de prévention selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 2005, 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariées ayant eu au moins un accident au cours des douze derniers mois	Parmi elles, conséquences du dernier accident*
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2005	1 211	3,1	-
	2013	1 757	3,2	-
	2016	1 718	3,8	-
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2005	642	3,4	-
	2013	839	2,7	-
	2016	769	4,9	-
36. Cadres d'entreprise	2005	552	2,9	-
	2013	850	3,1	-
	2016	871	3,1	-
4. Professions intermédiaires	2005	2 735	3,9	-
	2013	3 057	5,3	34,8
	2016	3 190	8,1	38,3
41. P.I. enseignement, santé, public	2005	1 606	5,0	-
	2013	1 713	5,8	39,5
	2016	1 936	9,5	37,4
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2005	931	2,1	-
	2013	1 087	4,2	-
	2016	1 041	6,3	-
47. Techniciennes	2005	130	2,0	-
	2013	186	7,6	-
	2016	141	4,0	-

Tableau 10.4 • Interruption, signalement et mesures de prévention selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 2005, 2013 et 2016

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariées ayant eu au moins un accident au cours des douze derniers mois	Parmi elles, conséquences du dernier accident*
5. Employées	2005	5 555	4,6	60,0
	2013	5 440	8,1	53,1
	2016	5 559	10,2	56,2
51. Employées de la fonction publique	2005	1 782	6,9	-
	2013	1 753	11,9	61,4
	2016	1 840	13,6	59,2
54. Employées adm. d'entreprise	2005	1 489	1,1	-
	2013	1 309	3,6	-
	2016	1 278	2,6	-
55. Employées de commerce	2005	781	7,4	-
	2013	811	8,9	-
	2016	856	8,6	-
56. Services directs aux particuliers	2005	1 503	3,8	-
	2013	1 563	7,1	42,1
	2016	1 585	13,1	-
6. Ouvrières	2005	1 027	8,9	-
	2013	1 105	12,8	52,0
	2016	1 066	17,0	56,0
61. Ouvrières qualifiées	2005	406	8,0	-
	2013	456	13,7	-
	2016	445	15,5	-
66. Ouvrières non qualifiées	2005	555	9,2	-
	2013	584	12,0	-
	2016	579	19,1	-
69. Ouvrières agricoles	2005	66	-	-
	2013	65	-	-
	2016	42	-	-
Ensemble	2005	10 530	4,7	52,3
	2013	11 364	7,1	47,6
	2016	11 611	9,3	50,3

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 9,3 % des femmes salariées déclarent avoir eu au moins 1 accident dans leur travail au cours de l'année. Parmi celles-ci, et s'agissant du dernier accident survenu, 50,3 % ont dû interrompre leur travail au moins une journée.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 10.5 • Interruption, signalement et mesures de prévention selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2005, 2013 et 2016

En %

Âge		Effectifs en milliers	Proportion de personnes ayant eu au moins un accident au cours des douze derniers mois	Parmi eux, conséquences du dernier accident*
Moins de 20 ans	2005	320	15,3	-
	2013	257	30,0	-
	2016	277	-	-
De 20 à 24 ans	2005	1 588	9,9	58,1
	2013	1 536	13,5	38,8
	2016	1 544	14,2	-
De 25 à 29 ans	2005	2 632	8,8	55,4
	2013	2 578	10,6	41,2
	2016	2 592	12,6	50,6
De 30 à 34 ans	2005	3 014	8,3	60,6
	2013	2 734	10,4	50,7
	2016	2 823	10,0	55,1
De 35 à 39 ans	2005	3 133	6,4	53,7
	2013	2 934	8,3	53,3
	2016	2 806	10,2	58,1
De 40 à 44 ans	2005	3 263	6,5	56,6
	2013	3 269	8,3	54,8
	2016	3 209	9,0	57,4
De 45 à 49 ans	2005	3 103	6,4	55,8
	2013	3 243	7,2	52,1
	2016	3 210	10,4	62,3
De 50 à 54 ans	2005	2 884	4,7	-
	2013	3 026	8,5	57,1
	2016	3 153	9,2	51,4
55 ans et plus	2005	2 313	4,0	-
	2013	3 283	6,0	50,7
	2016	3 622	8,7	54,5
Ensemble	2005	22 251	6,9	56,8
	2013	22 859	8,9	49,4
	2016	23 236	10,2	53,3

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 10,2 % des salariés déclarent avoir eu au moins un accident dans leur travail au cours de l'année. Parmi ceux-ci, et s'agissant du dernier accident survenu, 53,3 % ont dû interrompre leur travail au moins une journée.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 10.6 • Interruption, signalement et mesures de prévention selon l'âge des HOMMES en 2005, 2013 et 2016

En %

Âge		Effectifs en milliers	Proportion de personnes ayant eu au moins un accident au cours des douze derniers mois	Parmi eux, conséquences du dernier accident*
Moins de 20 ans	2005	223	17,5	-
	2013	168	34,4	-
	2016	191	-	-
De 20 à 24 ans	2005	873	12,5	-
	2013	864	15,0	-
	2016	757	15,9	-
De 25 à 29 ans	2005	1 427	11,6	55,0
	2013	1 271	12,2	46,4
	2016	1 289	14,7	41,5
De 30 à 34 ans	2005	1 666	10,7	64,1
	2013	1 378	12,9	50,6
	2016	1 478	10,1	-
De 35 à 39 ans	2005	1 658	9,2	51,5
	2013	1 553	10,1	54,5
	2016	1 450	12,4	71,5
De 40 à 44 ans	2005	1 703	8,4	57,7
	2013	1 698	10,6	54,2
	2016	1 575	10,5	58,4
De 45 à 49 ans	2005	1 597	6,8	-
	2013	1 534	8,6	51,3
	2016	1 642	10,7	61,5
De 50 à 54 ans	2005	1 427	5,9	-
	2013	1 458	9,1	56,6
	2016	1 479	9,8	54,4
55 ans et plus	2005	1 146	4,7	-
	2013	1 572	7,7	52,5
	2016	1 763	8,7	55,4
Ensemble	2005	11 720	8,8	58,9
	2013	11 495	10,8	50,6
	2016	11 625	11,2	55,8

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 11,2 % des hommes salariés déclarent avoir eu au moins un accident dans leur travail au cours de l'année. Parmi eux, et s'agissant du dernier accident survenu, 55,8 % ont dû interrompre leur travail au moins une journée.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 10.7 • Interruption, signalement et mesures de prévention selon l'âge des FEMMES en 2005, 2013 et 2016

En %

Âge		Effectifs en milliers	Proportion de salariées ayant eu au moins un accident au cours des douze derniers mois	Parmi elles, conséquences du dernier accident*
Moins de 20 ans	2005	97	-	-
	2013	88	-	-
	2016	86	-	-
De 20 à 24 ans	2005	715	6,6	-
	2013	672	11,5	-
	2016	786	12,5	-
De 25 à 29 ans	2005	1 204	5,6	-
	2013	1 306	9,0	34,4
	2016	1 303	10,6	62,9
De 30 à 34 ans	2005	1 348	5,3	-
	2013	1 356	7,8	50,9
	2016	1 345	9,9	-
De 35 à 39 ans	2005	1 475	3,2	-
	2013	1 381	6,4	51,3
	2016	1 356	8,0	36,9
De 40 à 44 ans	2005	1 560	4,3	-
	2013	1 571	5,8	56,0
	2016	1 634	7,7	56,1
De 45 à 49 ans	2005	1 506	6,0	-
	2013	1 709	6,0	53,0
	2016	1 567	10,0	63,3
De 50 à 54 ans	2005	1 457	3,6	-
	2013	1 568	7,9	57,7
	2016	1 674	8,7	47,9
55 ans et plus	2005	1 168	3,2	-
	2013	1 711	4,5	47,8
	2016	1 859	8,6	53,6
Ensemble	2005	10 530	4,7	52,3
	2013	11 364	7,1	47,6
	2016	11 611	9,3	50,3

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 9,3 % des femmes salariées déclarent avoir eu au moins 1 accident dans leur travail au cours de l'année. Parmi celles-ci, et s'agissant du dernier accident survenu, 50,3 % ont dû interrompre leur travail au moins une journée.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 10.8 • Interruption, signalement et mesures de prévention en 2016 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs en milliers	Proportion de personnes ayant eu au moins un accident au cours des douze derniers mois	Parmi eux, conséquences du dernier accident*
Agriculture, sylviculture et pêche	240	6,3	-
Fabrication aliments, boissons, tabac	603	12,5	-
Cokéfaction et raffinage	17	-	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	7,3	-
Fabrication de matériels de transport	416	13,0	-
Fabrication d'autres produits industriels	1 574	9,7	36,3
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	397	5,7	-
Construction	1 332	16,8	59,5
Commerce et réparation auto. moto.	2 881	11,3	55,6
Transports et entreposage	1 527	11,7	-
Hébergement et restauration	815	21,7	-
Information et communication	684	1,4	-
Activités financières et d'assurance	856	4,9	-
Activités immobilières	314	4,9	-
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 212	6,4	-
Adm. publique, enseignement, santé et social	7 528	10,4	57,0
Autres activités de services	1 332	9,8	-
Non renseigné	28	-	-
Ensemble	23 236	10,2	53,3

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 10,2 % des salariés déclarent avoir eu au moins un accident dans leur travail au cours de l'année. Parmi ceux-ci, et s'agissant du dernier accident survenu, 53,3 % ont dû interrompre leur travail au moins une journée.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 10.9 • Interruption, signalement et mesures de prévention en 2016 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de personnes ayant eu au moins un accident au cours des douze derniers mois	Parmi eux, conséquences du dernier accident*
Fonct. pub. de l'État	2 396	7,6	56,4
Fonct. pub. territoriale	1 899	9,9	62,8
Fonct. pub. hospitalière	1 156	12,5	44,8
Particuliers, entreprise o	17 786	10,5	52,7
Ensemble	23 236	10,2	53,3

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 10,2 % des salariés déclarent avoir eu au moins un accident dans leur travail au cours de l'année. Parmi ceux-ci, et s'agissant du dernier accident survenu, 53,3 % ont dû interrompre leur travail au moins une journée.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 10.10 • Interruption, signalement et mesures de prévention en 2016 selon le type d'employeur des HOMMES

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de personnes ayant eu au moins un accident au cours des douze derniers mois	Parmi eux, conséquences du dernier accident*
Fonct. pub. de l'État	1 000	9,0	49,9
Fonct. pub. territoriale	775	12,8	75,6
Fonct. pub. hospitalière	269	14,1	-
Particulier, entreprise ou	9 581	11,2	54,9
Ensemble	11 625	11,2	55,8

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 11,2 % des hommes salariés déclarent avoir eu au moins un accident dans leur travail au cours de l'année. Parmi eux, et s'agissant du dernier accident survenu, 55,8 % ont dû interrompre leur travail au moins une journée.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 10.11 • Interruption, signalement et mesures de prévention en 2016 selon le type d'employeur des FEMMES

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariées ayant eu au moins un accident au cours des douze derniers mois	Parmi elles, conséquences du dernier accident*
Fonct. pub. de l'État	1 396	6,7	62,7
Fonct. pub. territoriale	1 123	7,8	48,4
Fonct. pub. hospitalière	887	12,0	45,0
Particulier, entreprise ou	8 205	9,6	49,7
Ensemble	11 611	9,3	50,3

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 9,3 % des femmes salariées déclarent avoir eu au moins 1 accident dans leur travail au cours de l'année. Parmi celles-ci, et s'agissant du dernier accident survenu, 50,3 % ont dû interrompre leur travail au moins une journée.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

11 • Les rythmes de travail (1) Contraintes mécaniques et techniques, dépendance vis-à-vis des collègues

Tableau 11.1 • Les rythmes de travail (1) Contraintes mécaniques et techniques, dépendance vis-à-vis des collègues en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Sexe		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par*			
			Le déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce	La cadence automatique d'une machine	D'autres contraintes techniques	La dépendance vis-à-vis des collègues
Femmes	1984	7 408	2,1	3,4	2,8	10,0
	1991	8 396	3,7	5,0	6,4	21,0
	1998	9 036	4,1	4,4	8,5	21,7
	2005	10 530	4,4	4,3	9,2	21,5
	2013	11 364	5,4	5,3	11,1	24,3
	2016	11 611	4,4	4,1	11,3	25,0
Hommes	1984	10 194	3,0	5,1	9,6	12,0
	1991	10 406	4,8	7,3	15,4	25,0
	1998	10 481	7,5	9,3	22,2	31,0
	2005	11 720	9,5	9,6	22,2	31,7
	2013	11 495	10,5	9,2	23,5	34,9
	2016	11 625	10,4	10,2	23,0	32,8
Ensemble	1984	17 602	2,6	4,4	6,7	11,2
	1991	18 801	4,3	6,3	11,4	23,2
	1998	19 517	5,9	7,0	15,9	26,7
	2005	22 251	7,1	7,1	16,0	26,9
	2013	22 859	8,0	7,2	17,4	29,6
	2016	23 236	7,4	7,1	17,2	28,9

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2016, 7,4 % des salariés déclarent que leur rythme de travail est imposé par le déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

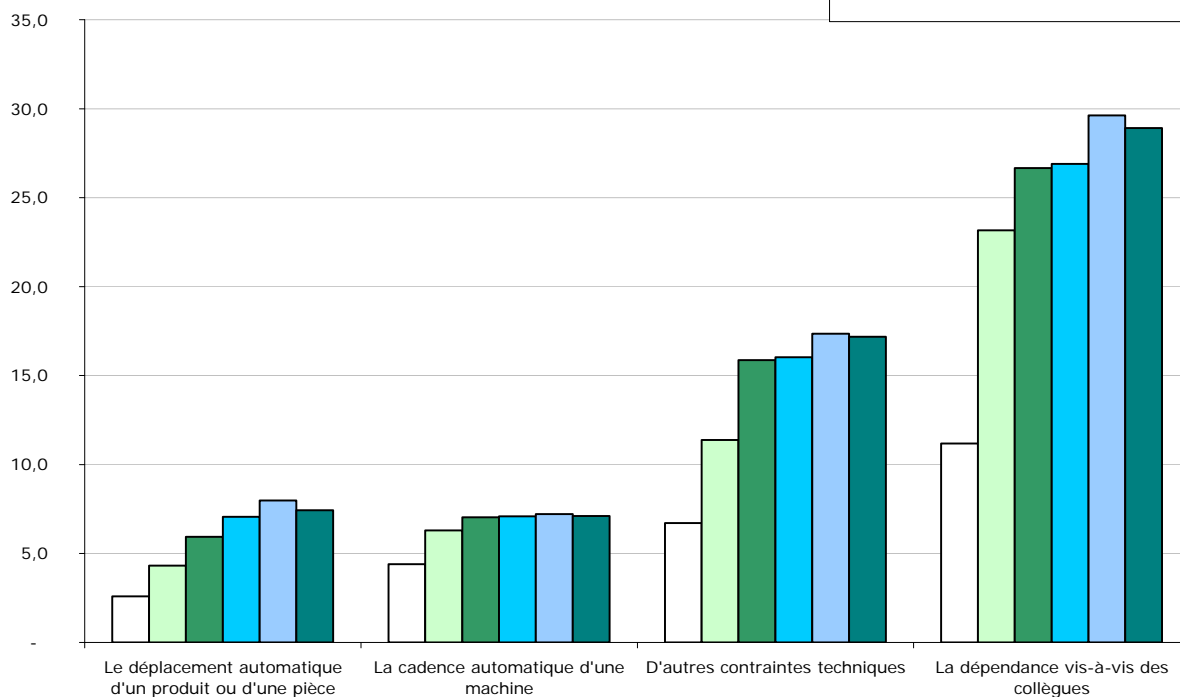
Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Les rythmes de travail (1) Contraintes mécaniques et techniques, dépendance vis-à-vis des collègues en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par*

□ 1984 □ 1991 ■ 1998 ■ 2005 ■ 2013 ■ 2016



Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 11.2 • Les rythmes de travail (1) Contraintes mécaniques et techniques, dépendance vis-à-vis des collègues selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par*				
		Le déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce	La cadence automatique d'une machine	D'autres contraintes techniques	La dépendance vis-à-vis des collègues	
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1984	1 739	0,2	0,2	3,3	7,9
	1991	2 121	0,4	0,5	8,4	19,3
	1998	2 582	0,4	0,6	9,9	22,0
	2005	3 327	1,1	0,8	12,6	23,4
	2013	4 394	0,9	0,8	10,2	26,1
	2016	4 385	0,8	0,7	10,2	24,6
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1984	732	0,3	0,3	2,5	7,2
	1991	880	0,4	0,5	7,8	17,7
	1998	1 104	0,5	0,8	7,9	20,6
	2005	1 341	0,6	0,8	9,7	19,6
	2013	1 664	0,7	0,8	10,6	24,8
	2016	1 559	1,2	1,4	9,3	22,5
36. Cadres d'entreprise	1984	986	0,1	0,1	3,9	8,5
	1991	1 231	0,5	0,5	8,8	20,3
	1998	1 464	0,3	0,5	11,5	23,2
	2005	1 958	1,4	0,8	14,6	26,0
	2013	2 564	1,1	0,7	10,2	27,8
	2016	2 593	0,4	0,3	10,4	25,3
4. Professions intermédiaires	1984	4 071	0,8	1,0	6,9	9,4
	1991	4 379	1,1	1,9	12,5	22,6
	1998	4 517	2,8	3,0	17,4	25,6
	2005	5 778	4,2	3,3	19,1	28,6
	2013	5 887	4,7	3,6	18,1	30,0
	2016	6 105	3,7	3,0	17,3	31,6
41. P.I. enseignement, santé, public	1984	1 798	0,1	0,3	2,7	7,2
	1991	1 855	0,4	1,0	7,3	21,4
	1998	1 897	0,7	1,0	8,5	20,8
	2005	2 337	1,7	1,3	12,0	25,0
	2013	2 326	2,1	2,0	12,5	28,8
	2016	2 536	1,4	1,6	12,6	30,3
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1984	948	0,3	0,4	1,9	8,0
	1991	1 137	0,3	0,6	6,3	19,4
	1998	1 196	1,4	1,3	11,2	20,7
	2005	1 771	2,7	1,7	15,8	26,5
	2013	1 835	3,8	1,1	11,2	25,1
	2016	1 817	2,4	1,1	10,9	26,0
47. Techniciens	1984	716	1,1	1,2	16,0	14,5
	1991	804	2,0	2,8	23,9	25,0
	1998	842	6,1	7,1	34,7	34,8
	2005	1 068	7,9	7,8	34,4	34,6
	2013	1 159	10,3	8,4	34,5	36,4
	2016	1 174	6,1	5,3	27,5	37,2
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1984	609	3,0	4,0	16,3	12,1
	1991	582	3,9	6,2	25,5	29,5
	1998	582	7,4	7,0	34,6	38,5
	2005	603	11,6	7,7	29,5	38,4
	2013	560	7,5	8,6	29,9	37,8
	2016	573	13,0	10,7	37,0	43,4

Tableau 11.2 • Les rythmes de travail (1) Contraintes mécaniques et techniques, dépendance vis-à-vis des collègues selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par*				
		Le déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce	La cadence automatique d'une machine	D'autres contraintes techniques	La dépendance vis-à-vis des collègues	
5. Employés	1984	5 605	0,3	0,9	2,9	8,2
	1991	6 014	1,3	2,0	6,1	19,2
	1998	6 607	1,7	1,9	8,4	21,3
	2005	7 291	3,0	2,1	8,2	19,7
	2013	7 098	4,4	4,0	11,2	23,0
	2016	7 238	4,3	3,8	10,8	21,7
51. Employés de la fonction publique	1984	2 099	0,3	1,1	3,8	9,6
	1991	2 189	1,2	2,3	6,8	22,4
	1998	2 562	1,4	2,0	9,9	26,2
	2005	2 799	2,4	2,1	9,5	24,9
	2013	2 641	4,4	4,0	13,7	29,5
	2016	2 781	3,7	3,7	12,6	30,0
54. Employés adm. d'entreprise	1984	1 983	0,3	0,9	2,8	10,7
	1991	2 017	0,7	1,9	6,5	24,3
	1998	1 969	1,3	1,8	8,2	25,1
	2005	1 763	2,4	1,9	9,6	22,4
	2013	1 525	2,4	3,1	8,7	23,3
	2016	1 545	1,8	2,9	10,7	19,6
55. Employés de commerce	1984	643	0,4	0,7	1,8	3,1
	1991	783	3,9	3,4	5,1	9,3
	1998	785	5,4	3,1	10,6	14,5
	2005	1 042	7,5	4,1	8,4	18,4
	2013	1 075	9,0	7,6	15,2	22,2
	2016	1 142	12,2	7,1	11,9	20,0
56. Services directs aux particuliers	1984	880	0,3	0,5	1,6	3,0
	1991	1 025	0,6	0,4	4,4	9,7
	1998	1 291	0,6	0,9	4,3	9,7
	2005	1 686	1,7	1,1	4,5	9,2
	2013	1 853	3,2	2,7	7,3	14,0
	2016	1 769	2,5	2,4	7,2	11,4
6. Ouvriers	1984	6 187	6,5	11,0	11,0	16,0
	1991	6 287	10,7	15,4	16,7	28,6
	1998	5 812	15,7	18,9	25,8	35,7
	2005	5 847	18,5	20,6	24,6	36,1
	2013	5 456	21,7	20,3	30,4	40,5
	2016	5 348	21,4	21,5	31,6	39,2
61. Ouvriers qualifiés	1984	3 634	4,4	7,9	12,3	14,4
	1991	4 010	7,8	12,3	18,4	27,9
	1998	3 913	13,5	16,4	27,1	35,1
	2005	3 815	15,4	17,1	26,4	36,2
	2013	3 584	22,0	18,6	32,3	42,6
	2016	3 541	20,4	20,7	32,4	38,7
66. Ouvriers non qualifiés	1984	2 321	10,4	16,5	9,3	19,6
	1991	2 047	16,8	21,8	13,7	31,2
	1998	1 655	21,9	25,6	22,9	39,1
	2005	1 810	25,4	27,7	21,4	37,3
	2013	1 616	22,4	23,7	27,7	37,8
	2016	1 591	25,4	24,0	28,9	41,5
69. Ouvriers agricoles	1984	232	2,4	3,2	6,9	3,3
	1991	230	6,4	13,1	12,7	18,7
	1998	244	8,6	15,3	25,0	20,4
	2005	222	14,9	22,1	21,2	24,6
	2013	252	13,6	23,1	20,5	26,6
	2016	214	9,5	15,2	38,3	29,8
Ensemble	1984	17 602	2,6	4,4	6,7	11,2
	1991	18 801	4,3	6,3	11,4	23,2
	1998	19 517	5,9	7,0	15,9	26,7
	2005	22 251	7,1	7,1	16,0	26,9
	2013	22 859	8,0	7,2	17,4	29,6
	2016	23 236	7,4	7,1	17,2	28,9

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2016, 7,4 % des salariés déclarent que leur rythme de travail est imposé par le déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 11.3 • Les rythmes de travail (1) Contraintes mécaniques et techniques, dépendance vis-à-vis des collègues selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par*				
		Le déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce	La cadence automatique d'une machine	D'autres contraintes techniques	La dépendance vis-à-vis des collègues	
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1984	1 307	0,1	0,1	3,7	8,1
	1991	1 498	0,5	0,7	9,4	19,1
	1998	1 719	0,3	0,8	12,5	22,5
	2005	2 115	1,4	1,1	14,8	24,7
	2013	2 637	0,9	0,7	10,8	27,6
	2016	2 667	0,6	0,9	12,2	25,6
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1984	451	0,3	-	2,8	8,0
	1991	508	0,4	0,7	8,6	18,5
	1998	597	0,5	1,3	10,9	23,0
	2005	700	0,6	1,3	10,7	19,8
	2013	824	0,8	0,5	11,1	27,0
	2016	791	0,9	1,8	11,1	25,1
36. Cadres d'entreprise	1984	849	0,1	0,1	4,2	8,3
	1991	989	0,6	0,7	9,9	19,5
	1998	1 119	0,2	0,5	13,5	22,3
	2005	1 406	1,8	1,0	16,7	27,1
	2013	1 714	1,0	0,7	10,9	28,7
	2016	1 722	0,3	0,4	12,1	25,2
4. Professions intermédiaires	1984	2 385	1,0	1,6	10,5	10,5
	1991	2 480	1,8	2,3	17,2	23,7
	1998	2 440	4,2	4,5	24,9	29,3
	2005	3 043	6,4	5,0	26,2	32,5
	2013	2 830	7,5	5,6	24,7	33,3
	2016	2 915	6,1	4,9	22,9	31,8
41. P.I. enseignement, santé, public	1984	622	-	0,8	4,0	8,9
	1991	641	0,9	0,5	9,0	23,2
	1998	557	1,1	1,1	10,3	22,0
	2005	730	2,7	1,7	15,2	28,6
	2013	613	3,0	2,6	17,1	28,4
	2016	600	1,9	1,9	13,4	26,6
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1984	542	0,4	0,7	2,9	7,3
	1991	595	0,6	0,6	8,6	17,2
	1998	600	2,0	2,0	14,2	20,1
	2005	840	3,4	1,9	21,0	29,0
	2013	748	6,1	1,6	11,9	27,4
	2016	776	4,1	1,5	13,0	23,8
47. Techniciens	1984	652	1,0	1,2	16,9	13,9
	1991	705	2,3	2,7	25,0	25,5
	1998	740	6,2	7,3	36,8	35,1
	2005	938	8,5	8,7	36,6	34,9
	2013	973	11,5	8,8	35,9	37,8
	2016	1 033	6,1	5,8	29,4	37,0
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1984	568	2,6	3,7	17,3	11,3
	1991	539	3,6	5,7	26,1	28,9
	1998	542	7,0	7,1	35,5	38,8
	2005	535	12,2	8,2	31,1	39,1
	2013	490	7,5	9,2	31,4	39,5
	2016	501	14,3	11,7	36,2	39,8

Tableau 11.3 • Les rythmes de travail (1) Contraintes mécaniques et techniques, dépendance vis-à-vis des collègues selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par*				
		Le déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce	La cadence automatique d'une machine	D'autres contraintes techniques	La dépendance vis-à-vis des collègues	
5. Employés	1984	1 471	0,5	1,3	4,7	8,8
	1991	1 416	1,5	2,8	9,0	22,8
	1998	1 584	2,0	2,9	13,7	28,2
	2005	1 736	4,5	3,3	12,1	26,5
	2013	1 658	4,2	3,9	18,5	29,8
	2016	1 679	8,9	7,5	16,5	30,3
51. Employés de la fonction publique	1984	793	0,4	1,0	4,8	8,2
	1991	769	2,0	3,3	10,4	24,6
	1998	934	1,6	2,3	13,4	28,5
	2005	1 018	4,3	2,9	13,0	28,4
	2013	888	3,7	3,6	17,9	30,3
	2016	941	5,3	4,9	16,6	36,9
54. Employés adm. d'entreprise	1984	416	0,5	2,3	4,4	12,6
	1991	332	0,6	3,1	10,7	23,5
	1998	299	4,5	6,7	16,8	30,7
	2005	274	4,5	4,2	14,6	28,4
	2013	216	3,6	2,7	21,4	27,0
	2016	267	10,2	12,6	21,3	25,8
55. Employés de commerce	1984	117	0,7	0,8	5,3	5,2
	1991	171	1,5	1,3	4,4	12,5
	1998	182	0,7	0,7	15,2	21,8
	2005	261	4,0	2,3	9,4	16,9
	2013	264	6,4	5,9	17,7	24,8
	2016	286	22,4	14,3	14,6	18,8
56. Services directs aux particuliers	1984	144	0,5	0,5	4,0	4,8
	1991	144	1,3	1,3	3,1	23,7
	1998	168	1,0	1,8	8,3	29,3
	2005	183	6,3	5,3	7,9	27,1
	2013	290	4,2	3,8	18,6	35,0
	2016	184	4,7	3,1	11,4	20,2
6. Ouvriers	1984	5 032	5,4	9,2	12,1	14,7
	1991	5 011	8,5	13,0	18,0	27,9
	1998	4 739	13,7	17,0	27,1	35,8
	2005	4 820	16,8	18,6	26,5	36,2
	2013	4 351	20,5	18,4	32,5	42,1
	2016	4 282	20,3	20,5	32,6	38,9
61. Ouvriers qualifiés	1984	3 333	4,0	7,5	12,9	14,6
	1991	3 611	7,2	11,3	18,9	27,5
	1998	3 486	12,3	15,3	27,4	34,5
	2005	3 409	14,4	15,9	27,4	36,0
	2013	3 127	20,3	16,5	33,3	43,1
	2016	3 097	19,3	19,5	32,6	37,6
66. Ouvriers non qualifiés	1984	1 497	9,0	14,0	11,0	16,7
	1991	1 215	13,2	18,6	16,1	30,6
	1998	1 065	19,5	23,2	26,1	42,8
	2005	1 255	23,5	25,3	24,7	38,6
	2013	1 032	22,8	23,6	31,8	42,1
	2016	1 013	25,2	24,7	30,6	44,2
69. Ouvriers agricoles	1984	202	1,1	2,6	6,4	2,9
	1991	185	4,2	10,3	14,2	18,4
	1998	187	5,4	11,5	27,2	20,2
	2005	156	13,1	22,5	21,4	20,7
	2013	187	10,3	21,3	21,2	25,5
	2016	171	-	14,0	43,7	31,6
Ensemble	1984	10 194	3,0	5,1	9,6	12,0
	1991	10 406	4,8	7,3	15,4	25,0
	1998	10 481	7,5	9,3	22,2	31,0
	2005	11 720	9,5	9,6	22,2	31,7
	2013	11 495	10,5	9,2	23,5	34,9
	2016	11 625	10,4	10,2	23,0	32,8

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2016, 10,4 % des hommes salariés déclarent que leur rythme de travail est imposé par le déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 11.4 • Les rythmes de travail (1) Contraintes mécaniques et techniques, dépendance vis-à-vis des collègues selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par*				
		Le déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce	La cadence automatique d'une machine	D'autres contraintes techniques	La dépendance vis-à-vis des collègues	
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1984	431	0,2	0,5	2,1	7,2
	1991	623	0,2	0,1	5,8	19,5
	1998	863	0,4	0,3	4,6	21,1
	2005	1 211	0,4	0,3	8,8	21,1
	2013	1 757	1,0	0,8	9,2	23,9
	2016	1 718	1,2	0,6	7,1	22,9
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1984	281	0,4	0,7	2,2	5,9
	1991	371	0,3	0,2	6,8	16,5
	1998	507	0,5	0,3	4,3	17,7
	2005	642	0,6	0,2	8,6	19,3
	2013	839	0,6	1,0	10,2	22,7
	2016	769	1,5	1,1	7,4	19,7
36. Cadres d'entreprise	1984	137	-	-	2,2	9,9
	1991	242	-	-	4,6	23,6
	1998	345	0,4	0,4	5,3	26,3
	2005	552	0,2	0,3	9,2	23,3
	2013	850	1,3	0,7	8,7	25,9
	2016	871	0,7	-	7,0	25,6
4. Professions intermédiaires	1984	1 687	0,4	0,3	1,9	7,9
	1991	1 898	0,3	1,4	6,4	21,3
	1998	2 077	1,1	1,2	8,7	21,4
	2005	2 735	1,7	1,4	11,3	24,3
	2013	3 057	2,2	1,8	12,1	26,9
	2016	3 190	1,5	1,3	12,2	31,4
41. P.I. enseignement, santé, public	1984	1 175	0,2	0,1	2,1	6,3
	1991	1 214	0,2	1,2	6,3	20,5
	1998	1 340	0,5	1,0	7,7	20,3
	2005	1 606	1,2	1,2	10,6	23,4
	2013	1 713	1,7	1,7	10,9	29,0
	2016	1 936	1,3	1,5	12,4	31,4
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1984	406	0,2	-	0,6	8,9
	1991	542	-	0,6	3,8	21,8
	1998	596	0,8	0,7	8,1	21,2
	2005	931	2,1	1,6	11,0	24,2
	2013	1 087	2,2	0,8	10,8	23,4
	2016	1 041	1,1	0,8	9,4	27,7
47. Techniciennes	1984	65	-	-	-	-
	1991	99	-	-	-	-
	1998	102	-	-	-	-
	2005	130	3,2	1,4	18,4	32,1
	2013	186	3,8	6,7	27,6	29,2
	2016	141	6,1	1,6	13,8	39,1
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1984	41	-	-	-	-
	1991	43	-	-	-	-
	1998	40	-	-	-	-
	2005	68	-	-	-	-
	2013	69	-	-	-	-
	2016	71	-	-	-	-

Tableau 11.4 • Les rythmes de travail (1) Contraintes mécaniques et techniques, dépendance vis-à-vis des collègues selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par*				
		Le déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce	La cadence automatique d'une machine	D'autres contraintes techniques	La dépendance vis-à-vis des collègues	
5. Employées	1984	4 134	0,2	0,8	2,3	8,0
	1991	4 598	1,2	1,8	5,2	18,1
	1998	5 023	1,6	1,5	6,7	19,1
	2005	5 555	2,5	1,8	7,0	17,6
	2013	5 440	4,4	4,1	8,9	21,0
	2016	5 559	3,0	2,6	9,1	19,1
51. Employées de la fonction publique	1984	1 307	0,2	1,2	3,3	10,4
	1991	1 420	0,8	1,8	4,8	21,3
	1998	1 628	1,2	1,8	7,9	24,9
	2005	1 782	1,4	1,7	7,5	22,9
	2013	1 753	4,8	4,2	11,5	29,1
	2016	1 840	2,9	3,1	10,5	26,5
54. Employées adm. d'entreprise	1984	1 566	0,2	0,6	2,3	10,2
	1991	1 685	0,7	1,7	5,7	24,5
	1998	1 670	0,7	1,0	6,7	24,1
	2005	1 489	2,0	1,5	8,7	21,3
	2013	1 309	2,2	3,2	6,6	22,7
	2016	1 278	0,1	0,9	8,5	18,4
55. Employées de commerce	1984	526	0,4	0,7	1,0	2,7
	1991	612	4,6	4,0	5,3	8,5
	1998	603	6,8	3,9	9,2	12,3
	2005	781	8,6	4,7	8,1	18,9
	2013	811	9,8	8,2	14,4	21,4
	2016	856	8,7	4,7	11,1	20,5
56. Services directs aux particuliers	1984	736	0,3	0,4	1,2	2,6
	1991	881	0,5	0,3	4,6	7,4
	1998	1 122	0,5	0,8	3,7	6,8
	2005	1 503	1,2	0,6	4,1	7,0
	2013	1 563	3,0	2,4	5,2	10,1
	2016	1 585	2,2	2,3	6,7	10,4
6. Ouvrières	1984	1 155	11,7	18,5	6,2	21,2
	1991	1 276	19,3	24,8	11,4	31,4
	1998	1 073	24,7	27,7	20,0	34,9
	2005	1 027	26,5	30,1	15,9	35,7
	2013	1 105	26,5	27,7	22,4	34,0
	2016	1 066	26,0	25,2	27,6	40,3
61. Ouvrières qualifiées	1984	301	8,3	12,6	5,8	12,8
	1991	399	13,7	21,1	14,4	31,7
	1998	427	23,2	24,8	24,3	40,2
	2005	406	23,4	27,4	17,9	37,7
	2013	456	33,1	32,7	25,5	39,3
	2016	445	27,5	28,7	30,9	46,7
66. Ouvrières non qualifiées	1984	825	12,9	21,1	6,2	24,8
	1991	832	22,1	26,5	10,3	32,0
	1998	589	26,3	29,8	17,1	32,5
	2005	555	29,6	33,2	13,9	34,4
	2013	584	21,8	23,8	20,4	30,3
	2016	579	25,8	22,9	25,8	36,7
69. Ouvrières agricoles	1984	30	-	-	-	-
	1991	45	-	-	-	-
	1998	57	-	-	-	-
	2005	66	-	-	-	-
	2013	65	-	-	-	-
	2016	42	-	-	-	-
Ensemble	1984	7 408	2,1	3,4	2,8	10,0
	1991	8 396	3,7	5,0	6,4	21,0
	1998	9 036	4,1	4,4	8,5	21,7
	2005	10 530	4,4	4,3	9,2	21,5
	2013	11 364	5,4	5,3	11,1	24,3
	2016	11 611	4,4	4,1	11,3	25,0

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2016, 4,4 % des femmes salariées déclarent que leur rythme de travail est imposé par le déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 11.5 • Les rythmes de travail (1) Contraintes mécaniques et techniques, dépendance vis-à-vis des collègues selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016
En %

Âge		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par*			
			Le déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce	La cadence automatique d'une machine	D'autres contraintes techniques	La dépendance vis-à-vis des collègues
Moins de 20 ans	1984	356	2,4	3,1	5,7	11,4
	1991	251	2,5	5,3	9,7	26,2
	1998	216	3,5	7,0	18,9	35,2
	2005	320	9,3	9,5	18,5	37,2
	2013	257	7,3	14,9	18,6	29,9
	2016	277	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	1984	1 997	4,0	5,4	6,0	11,7
	1991	1 729	6,7	8,4	10,8	24,8
	1998	1 105	10,5	10,5	18,4	33,1
	2005	1 588	10,1	10,1	19,5	31,9
	2013	1 536	9,1	11,2	22,1	41,3
	2016	1 544	8,4	5,7	17,7	33,1
De 25 à 29 ans	1984	2 842	2,4	4,7	6,3	11,7
	1991	2 957	4,0	5,6	9,7	24,9
	1998	2 793	7,7	8,7	15,2	28,6
	2005	2 632	6,2	7,2	17,0	29,3
	2013	2 578	7,8	7,5	16,4	33,7
	2016	2 592	9,2	9,7	20,5	31,2
De 30 à 34 ans	1984	2 924	2,5	4,0	7,5	11,0
	1991	2 957	4,8	6,7	12,8	24,5
	1998	2 977	5,8	7,2	16,4	27,7
	2005	3 014	8,4	8,0	16,8	28,9
	2013	2 734	10,1	8,8	19,4	32,2
	2016	2 823	9,5	7,2	17,8	33,0
De 35 à 39 ans	1984	2 769	2,7	4,3	7,3	10,9
	1991	2 941	4,4	6,6	12,2	23,4
	1998	2 989	5,5	6,8	17,3	27,2
	2005	3 133	7,1	6,9	16,7	27,4
	2013	2 934	8,5	7,8	18,4	30,7
	2016	2 806	8,7	8,8	17,6	33,4
De 40 à 44 ans	1984	1 866	2,5	4,1	6,2	11,3
	1991	2 963	4,2	6,3	12,5	22,8
	1998	2 884	5,7	6,5	16,6	27,4
	2005	3 263	7,7	6,5	16,0	28,2
	2013	3 269	8,6	7,3	19,3	30,4
	2016	3 209	5,6	6,7	17,6	29,2
De 45 à 49 ans	1984	1 804	2,8	5,0	7,6	11,5
	1991	2 030	4,0	6,0	11,6	21,3
	1998	2 860	4,8	6,1	15,4	24,4
	2005	3 103	7,2	7,4	15,6	25,1
	2013	3 243	7,9	6,2	16,4	27,3
	2016	3 210	6,8	7,2	20,4	27,8
De 50 à 54 ans	1984	1 682	2,0	4,2	6,5	11,8
	1991	1 485	3,9	6,1	10,4	22,6
	1998	2 324	5,4	6,4	14,2	23,6
	2005	2 884	5,6	6,2	15,2	23,9
	2013	3 026	6,5	5,6	16,2	26,9
	2016	3 153	7,3	6,8	15,8	24,7
55 ans et plus	1984	1 361	1,4	3,5	5,7	8,8
	1991	1 488	2,4	4,2	9,6	18,4
	1998	1 369	4,1	5,3	12,9	21,1
	2005	2 313	4,6	5,1	11,9	20,5
	2013	3 283	6,2	4,9	13,2	21,9
	2016	3 622	5,4	4,8	11,8	21,9
Ensemble	1984	17 602	2,6	4,4	6,7	11,2
	1991	18 801	4,3	6,3	11,4	23,2
	1998	19 517	5,9	7,0	15,9	26,7
	2005	22 251	7,1	7,1	16,0	26,9
	2013	22 859	8,0	7,2	17,4	29,6
	2016	23 236	7,4	7,1	17,2	28,9

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2016, 7,4 % des salariés déclarent que leur rythme de travail est imposé par le déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 11.6 • Les rythmes de travail (1) Contraintes mécaniques et techniques, dépendance vis-à-vis des collègues selon l'âge des HOMMES en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Âge	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par*				
		Le déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce	La cadence automatique d'une machine	D'autres contraintes techniques	La dépendance vis-à-vis des collègues	
Moins de 20 ans	1984	224	1,7	3,6	8,3	12,6
	1991	166	1,7	7,4	10,3	29,6
	1998	174	3,7	8,4	21,5	38,2
	2005	223	9,2	11,4	24,1	40,0
	2013	168	7,4	16,4	23,9	30,3
	2016	191	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	1984	1 009	4,8	6,3	8,8	11,6
	1991	865	7,8	10,5	15,4	27,3
	1998	539	12,5	14,6	26,2	40,7
	2005	873	12,5	13,7	25,6	36,1
	2013	864	11,4	13,2	28,9	49,8
	2016	757	14,7	10,6	27,2	36,1
De 25 à 29 ans	1984	1 606	2,4	6,2	9,2	11,8
	1991	1 586	4,6	6,4	12,5	25,2
	1998	1 516	10,4	12,1	21,3	33,5
	2005	1 427	9,0	10,7	24,0	34,4
	2013	1 271	9,9	9,0	21,9	40,3
	2016	1 289	14,1	15,8	26,9	38,1
De 30 à 34 ans	1984	1 681	2,6	4,7	10,1	11,9
	1991	1 661	4,9	7,7	17,2	25,9
	1998	1 658	7,4	9,6	22,9	31,9
	2005	1 666	11,2	10,5	22,2	33,7
	2013	1 378	13,6	12,1	28,2	37,0
	2016	1 478	11,0	8,6	24,6	35,4
De 35 à 39 ans	1984	1 647	3,3	4,9	10,7	12,0
	1991	1 625	4,9	7,3	16,4	24,9
	1998	1 625	7,2	9,4	24,1	30,8
	2005	1 658	8,9	9,2	22,8	31,9
	2013	1 553	11,8	10,4	25,0	35,8
	2016	1 450	12,2	11,9	23,0	36,9
De 40 à 44 ans	1984	1 138	3,2	4,7	8,9	12,9
	1991	1 652	4,6	7,3	17,3	23,8
	1998	1 518	6,9	8,1	22,9	30,5
	2005	1 703	10,1	8,6	23,0	32,9
	2013	1 698	12,1	10,1	26,7	36,7
	2016	1 575	8,8	11,3	24,2	36,2
De 45 à 49 ans	1984	1 092	3,3	5,8	10,8	13,0
	1991	1 162	5,2	7,7	15,7	24,6
	1998	1 470	6,1	7,6	22,6	29,4
	2005	1 597	9,5	9,9	22,2	30,5
	2013	1 534	10,1	8,3	22,5	31,2
	2016	1 642	9,0	10,0	26,5	31,3
De 50 à 54 ans	1984	1 016	2,4	4,5	9,1	12,3
	1991	869	4,0	6,9	13,3	25,0
	1998	1 237	6,7	8,1	19,6	27,9
	2005	1 427	8,0	8,3	21,5	28,3
	2013	1 458	7,8	5,5	19,6	31,1
	2016	1 479	9,9	8,2	20,2	26,5
55 ans et plus	1984	780	1,9	3,4	8,1	10,4
	1991	819	3,0	4,7	13,6	22,0
	1998	745	5,1	6,9	17,7	24,2
	2005	1 146	6,9	7,2	15,5	24,4
	2013	1 572	8,1	5,7	17,4	25,2
	2016	1 763	7,1	5,9	15,2	23,1
Ensemble	1984	10 194	3,0	5,1	9,6	12,0
	1991	10 406	4,8	7,3	15,4	25,0
	1998	10 481	7,5	9,3	22,2	31,0
	2005	11 720	9,5	9,6	22,2	31,7
	2013	11 495	10,5	9,2	23,5	34,9
	2016	11 625	10,4	10,2	23,0	32,8

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2016, 10,4 % des hommes salariés déclarent que leur rythme de travail est imposé par le déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 11.7 • Les rythmes de travail (1) Contraintes mécaniques et techniques, dépendance vis-à-vis des collègues selon l'âge des FEMMES en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Âge		Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par*			
			Le déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce	La cadence automatique d'une machine	D'autres contraintes techniques	La dépendance vis-à-vis des collègues
Moins de 20 ans	1984	131	3,6	2,2	1,4	9,2
	1991	85	-	-	-	-
	1998	41	-	-	-	-
	2005	97	-	-	-	-
	2013	88	-	-	-	-
	2016	86	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	1984	989	3,3	4,4	3,2	11,8
	1991	864	5,5	6,4	6,3	22,2
	1998	566	8,5	6,6	11,1	25,9
	2005	715	7,1	5,6	12,1	26,8
	2013	672	6,2	8,6	13,5	30,3
	2016	786	2,3	1,1	8,5	30,2
De 25 à 29 ans	1984	1 237	2,2	2,9	2,6	11,5
	1991	1 371	3,2	4,7	6,4	24,4
	1998	1 278	4,4	4,7	8,0	22,7
	2005	1 204	2,9	3,1	8,6	23,2
	2013	1 306	5,8	6,2	11,0	27,3
	2016	1 303	4,3	3,6	14,1	24,4
De 30 à 34 ans	1984	1 243	2,4	3,1	3,9	9,7
	1991	1 296	4,6	5,4	7,0	22,7
	1998	1 319	3,8	4,3	8,2	22,4
	2005	1 348	5,0	5,0	10,1	23,0
	2013	1 356	6,5	5,5	10,5	27,3
	2016	1 345	7,8	5,6	10,3	30,3
De 35 à 39 ans	1984	1 122	1,9	3,3	2,3	9,3
	1991	1 317	3,8	5,8	6,9	21,5
	1998	1 364	3,5	3,7	9,1	22,9
	2005	1 475	5,1	4,5	9,9	22,2
	2013	1 381	4,8	5,0	11,1	24,9
	2016	1 356	5,0	5,4	11,7	29,7
De 40 à 44 ans	1984	728	1,3	3,1	2,0	8,8
	1991	1 311	3,8	5,2	6,6	21,5
	1998	1 366	4,4	4,7	9,6	24,0
	2005	1 560	5,1	4,3	8,3	23,1
	2013	1 571	4,8	4,3	11,3	23,6
	2016	1 634	2,5	2,2	11,2	22,5
De 45 à 49 ans	1984	712	2,0	3,8	2,8	9,2
	1991	868	2,5	3,7	6,0	16,8
	1998	1 390	3,4	4,5	7,7	19,1
	2005	1 506	4,8	4,7	8,6	19,3
	2013	1 709	6,0	4,3	10,9	23,8
	2016	1 567	4,5	4,4	13,9	24,1
De 50 à 54 ans	1984	666	1,3	3,7	2,5	11,0
	1991	616	3,7	5,1	6,4	19,2
	1998	1 088	3,9	4,4	8,0	18,7
	2005	1 457	3,2	4,2	9,1	19,5
	2013	1 568	5,3	5,8	12,9	23,0
	2016	1 674	5,0	5,5	11,9	23,1
55 ans et plus	1984	581	0,7	3,6	2,6	6,7
	1991	668	1,6	3,5	4,8	13,9
	1998	624	2,8	3,5	7,3	17,5
	2005	1 168	2,4	3,0	8,4	16,7
	2013	1 711	4,5	4,2	9,4	18,8
	2016	1 859	3,9	3,8	8,6	20,8
Ensemble	1984	7 408	2,1	3,4	2,8	10,0
	1991	8 396	3,7	5,0	6,4	21,0
	1998	9 036	4,1	4,4	8,5	21,7
	2005	10 530	4,4	4,3	9,2	21,5
	2013	11 364	5,4	5,3	11,1	24,3
	2016	11 611	4,4	4,1	11,3	25,0

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2016, 4,4 % des femmes salariées déclarent que leur rythme de travail est imposé par le déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 11.8 • **Les rythmes de travail (1) Contraintes mécaniques et techniques, dépendance vis-à-vis des collègues en 2016 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS**

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par*			
		Le déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce	La cadence automatique d'une machine	D'autres contraintes techniques	La dépendance vis-à-vis des collègues
Agriculture, sylviculture et pêche	240	10,5	19,7	35,7	32,3
Fabrication aliments, boissons, tabac	603	33,4	34,4	31,3	48,8
Cokéfaction et raffinage	17	-	-	-	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	11,5	11,2	19,8	26,6
Fabrication de matériels de transport	416	23,6	22,0	23,0	39,1
Fabrication d'autres produits industriels	1 574	21,3	24,3	29,3	39,4
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	397	12,0	8,6	25,0	28,3
Construction	1 332	11,1	10,6	26,8	36,3
Commerce et réparation auto. moto.	2 881	10,2	7,7	16,7	25,4
Transports et entreposage	1 527	9,9	5,7	30,1	31,6
Hébergement et restauration	815	9,4	7,4	11,5	42,8
Information et communication	684	0,8	1,6	18,0	33,1
Activités financières et d'assurance	856	0,6	0,1	11,7	25,5
Activités immobilières	314	-	0,3	13,4	21,1
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 212	2,5	3,3	12,7	30,7
Adm. publique, enseignement, santé et social	7 528	2,7	2,7	12,2	25,8
Autres activités de services	1 332	1,6	2,3	8,0	10,3
Non renseigné	28	-	-	-	-
Ensemble	23 236	7,4	7,1	17,2	28,9

- Effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2016, 7,4 % des salariés déclarent que leur rythme de travail est imposé par le déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 11.9 • **Les rythmes de travail (1) Contraintes mécaniques et techniques, dépendance vis-à-vis des collègues en 2016 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS**

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par*			
		Le déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce	La cadence automatique d'une machine	D'autres contraintes techniques	La dépendance vis-à-vis des collègues
Fonct. pub. de l'État	2 396	1,8	1,4	9,3	21,4
Fonct. pub. territoriale	1 899	3,0	3,3	11,6	26,2
Fonct. pub. hospitalière	1 156	4,1	3,0	16,8	41,8
Particuliers, entreprise o	17 786	8,9	8,5	18,9	29,4
Ensemble	23 236	7,4	7,1	17,2	28,9

- Effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2016, 7,4 % des salariés déclarent que leur rythme de travail est imposé par le déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 11.10 • **Les rythmes de travail (1) Contraintes mécaniques et techniques, dépendance vis-à-vis des collègues en 2016 selon le type d'employeur des HOMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par*			
		Le déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce	La cadence automatique d'une machine	D'autres contraintes techniques	La dépendance vis-à-vis des collègues
Fonct. pub. de l'État	1 000	2,6	1,6	12,3	26,4
Fonct. pub. territoriale	775	4,6	3,8	19,1	32,0
Fonct. pub. hospitalière	269	6,7	2,7	19,9	41,5
Particulier, entreprise ou	9 581	11,8	11,8	24,6	33,3
Ensemble	11 625	10,4	10,2	23,0	32,8

- Effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2016, 10,4 % des hommes salariés déclarent que leur rythme de travail est imposé par le déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 11.11 • **Les rythmes de travail (1) Contraintes mécaniques et techniques, dépendance vis-à-vis des collègues en 2016 selon le type d'employeur des FEMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par*			
		Le déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce	La cadence automatique d'une machine	D'autres contraintes techniques	La dépendance vis-à-vis des collègues
Fonct. pub. de l'État	1 396	1,2	1,2	7,1	17,7
Fonct. pub. territoriale	1 123	1,8	3,0	6,5	22,3
Fonct. pub. hospitalière	887	3,4	3,1	15,8	41,9
Particulier, entreprise ou	8 205	5,5	4,8	12,2	24,8
Ensemble	11 611	4,4	4,1	11,3	25,0

- Effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2016, 4,4 % des femmes salariées déclarent que leur rythme de travail est imposé par le déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

12 • Les rythmes de travail (2) Normes ou délais à respecter, demande extérieure

Tableau 12.1 • Les rythmes de travail (2) Normes ou délais à respecter, demande extérieure en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Sexe	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par des normes ou des délais à respecter		Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par une demande extérieure		
		En une heure au plus	En une journée au plus*	Exigeant une réponse immédiate	N'exigeant pas une réponse immédiate	
Femmes	1984	7 408	4,6	10,2	32,2	8,6
	1991	8 396	14,8	17,7	50,8	9,1
	1998	9 036	19,0	15,8	56,5	8,1
	2005	10 530	20,1	14,3	55,4	10,1
	2013	11 364	24,5	15,7	59,6	10,2
	2016	11 611	25,5	16,7	59,6	10,5
Hommes	1984	10 194	5,6	15,7	25,5	12,7
	1991	10 406	17,2	24,9	41,7	13,5
	1998	10 481	26,9	23,0	52,0	12,5
	2005	11 720	29,5	20,0	51,3	12,9
	2013	11 495	30,2	21,3	56,4	12,8
	2016	11 625	31,6	22,2	55,7	13,5
Ensemble	1984	17 602	5,2	13,4	28,3	11,0
	1991	18 801	16,2	21,7	45,8	11,5
	1998	19 517	23,2	19,7	54,0	10,5
	2005	22 251	25,0	17,3	53,2	11,6
	2013	22 859	27,3	18,5	58,0	11,5
	2016	23 236	28,5	19,5	57,6	12,0

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Mais en plus d'une heure.

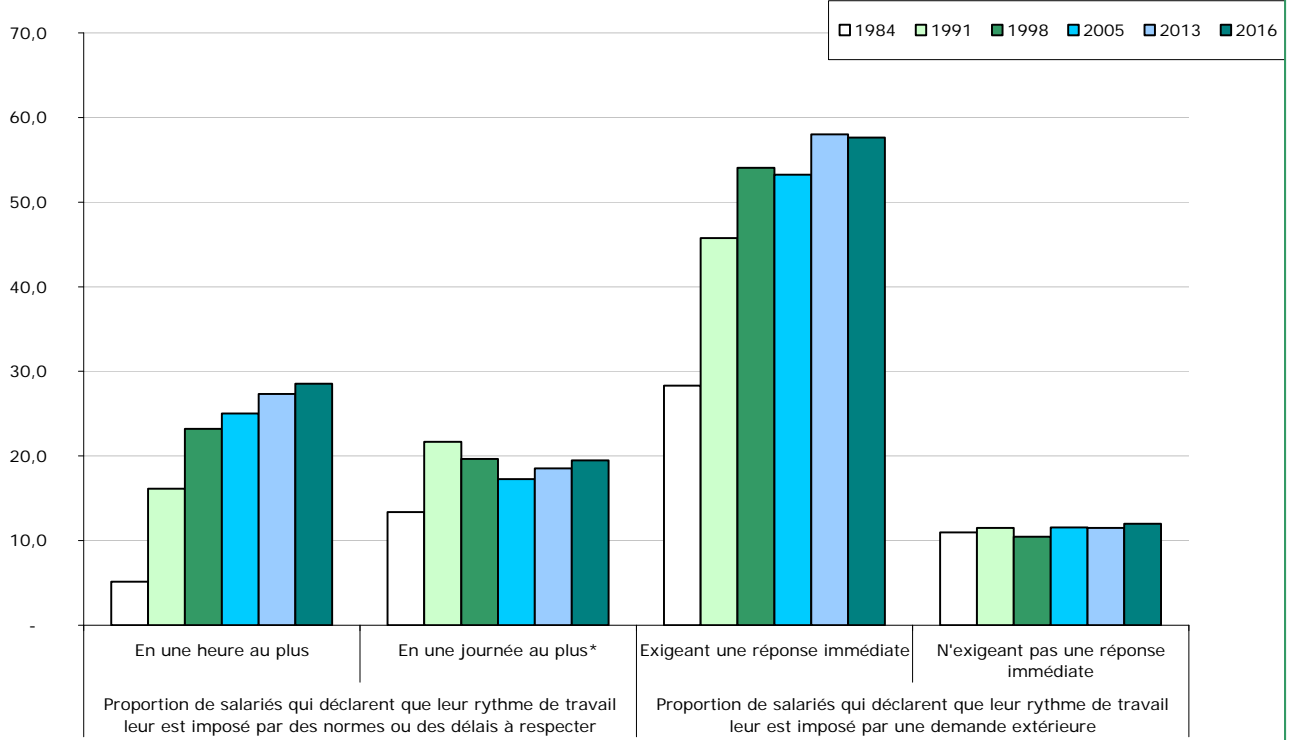
Lecture : en 2016, 28,5 % des salariés déclarent que leur rythme de travail est imposé par des normes ou des délais à respecter en une heure au plus.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Les rythmes de travail (2) Normes ou délais à respecter, demande extérieure en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

En %



Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 12.2 • Les rythmes de travail (2) Normes ou délais à respecter, demande extérieure selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par des normes ou des délais à respecter		Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par une demande extérieure	
			En une heure au plus	En une journée au plus*	Exigeant une réponse immédiate	N'exigeant pas une réponse immédiate
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1984	1 739	2,1	6,0	35,0	16,1
	1991	2 121	9,6	13,2	52,6	15,1
	1998	2 582	15,5	17,3	59,3	14,5
	2005	3 327	16,8	17,4	56,5	15,3
	2013	4 394	19,9	19,8	61,6	18,0
	2016	4 385	19,1	19,8	60,4	18,8
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1984	732	1,1	4,6	30,2	9,0
	1991	880	10,0	9,0	44,5	13,1
	1998	1 104	13,4	11,4	51,4	13,1
	2005	1 341	14,1	10,6	49,5	14,4
	2013	1 664	21,3	15,1	54,4	17,3
	2016	1 559	20,9	12,6	57,0	17,2
36. Cadres d'entreprise	1984	986	2,9	7,2	38,0	21,6
	1991	1 231	9,4	16,2	58,4	16,6
	1998	1 464	17,2	21,9	65,2	15,3
	2005	1 958	18,6	22,2	61,5	16,0
	2013	2 564	19,1	23,1	65,8	18,4
	2016	2 593	18,0	24,1	61,6	20,1
4. Professions intermédiaires	1984	4 071	3,2	10,3	31,6	12,5
	1991	4 379	13,7	18,4	54,7	12,3
	1998	4 517	21,6	17,0	62,4	9,6
	2005	5 778	23,6	16,8	61,7	12,5
	2013	5 887	26,0	17,6	65,9	11,5
	2016	6 105	25,1	19,6	64,9	12,7
41. P.I. enseignement, santé, public	1984	1 798	2,0	4,6	29,4	5,5
	1991	1 855	9,3	11,0	50,6	7,8
	1998	1 897	14,6	8,6	56,8	8,2
	2005	2 337	15,4	10,7	57,9	10,9
	2013	2 326	19,9	12,7	60,7	11,6
	2016	2 536	21,3	12,9	63,4	14,0
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1984	948	1,1	8,2	43,2	19,8
	1991	1 137	12,6	17,3	68,4	13,6
	1998	1 196	20,0	20,1	74,4	8,3
	2005	1 771	21,1	18,4	68,3	12,3
	2013	1 835	24,3	16,4	76,3	9,5
	2016	1 817	21,9	23,9	72,3	9,9
47. Techniciens	1984	716	5,7	16,1	24,3	17,9
	1991	804	15,9	26,3	48,1	19,6
	1998	842	28,7	24,3	59,3	13,4
	2005	1 068	35,0	24,0	59,2	14,3
	2013	1 159	34,2	24,7	60,1	15,7
	2016	1 174	32,5	23,0	55,3	15,6
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1984	609	7,5	23,7	28,8	15,2
	1991	582	26,5	32,9	49,7	13,8
	1998	582	37,2	27,4	60,5	11,7
	2005	603	42,5	23,2	61,7	15,9
	2013	560	40,4	26,5	65,4	9,1
	2016	573	37,5	28,5	68,0	9,4

Tableau 12.2 • Les rythmes de travail (2) Normes ou délais à respecter, demande extérieure selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par des normes ou des délais à respecter		Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par une demande extérieure		
		En une heure au plus	En une journée au plus*	Exigeant une réponse immédiate	N'exigeant pas une réponse immédiate	
5. Employés	1984	5 605	2,8	8,9	39,3	8,7
	1991	6 014	12,9	15,9	57,8	7,8
	1998	6 607	16,9	15,0	59,9	7,2
	2005	7 291	18,4	13,1	57,5	7,7
	2013	7 098	23,4	14,0	61,5	7,6
	2016	7 238	25,8	14,5	61,8	8,4
51. Employés de la fonction publique	1984	2 099	3,3	10,8	29,5	6,8
	1991	2 189	13,2	16,6	49,2	7,5
	1998	2 562	18,0	15,7	54,2	7,1
	2005	2 799	18,8	13,8	51,1	6,9
	2013	2 641	23,5	15,4	55,3	7,4
	2016	2 781	25,6	15,9	55,5	9,0
54. Employés adm. d'entreprise	1984	1 983	2,4	10,3	38,9	14,2
	1991	2 017	13,7	20,8	61,0	11,9
	1998	1 969	17,7	20,3	66,3	9,8
	2005	1 763	18,1	20,0	64,9	12,9
	2013	1 525	21,3	20,9	72,7	8,7
	2016	1 545	21,2	19,9	71,7	9,3
55. Employés de commerce	1984	643	1,1	3,7	79,5	4,7
	1991	783	8,1	8,7	88,4	2,5
	1998	785	17,3	7,9	85,6	3,1
	2005	1 042	18,7	10,0	80,8	3,4
	2013	1 075	26,9	13,6	79,1	7,2
	2016	1 142	26,4	14,5	75,3	5,8
56. Services directs aux particuliers	1984	880	3,6	5,0	33,8	3,7
	1991	1 025	14,6	10,5	46,5	4,5
	1998	1 291	13,3	9,5	45,9	5,9
	2005	1 686	17,8	6,7	45,9	6,3
	2013	1 853	23,1	6,5	50,9	7,3
	2016	1 769	29,7	7,7	54,3	8,6
6. Ouvriers	1984	6 187	9,4	21,5	14,3	10,6
	1991	6 287	23,2	32,4	25,7	13,3
	1998	5 812	35,1	28,1	38,6	13,1
	2005	5 847	39,4	22,9	37,8	13,2
	2013	5 456	39,7	24,4	41,9	11,3
	2016	5 348	43,8	25,8	41,3	10,6
61. Ouvriers qualifiés	1984	3 634	8,6	22,0	18,9	11,9
	1991	4 010	23,8	32,4	30,5	14,6
	1998	3 913	37,1	28,7	43,2	14,5
	2005	3 815	40,5	23,3	43,1	13,8
	2013	3 584	41,7	24,5	47,0	11,9
	2016	3 541	44,8	25,7	45,5	11,2
66. Ouvriers non qualifiés	1984	2 321	11,4	20,7	8,6	9,4
	1991	2 047	23,2	32,7	17,7	11,5
	1998	1 655	33,3	27,1	30,3	10,5
	2005	1 810	39,2	22,2	29,1	12,3
	2013	1 616	38,5	25,6	34,2	10,1
	2016	1 591	44,1	25,8	35,0	8,4
69. Ouvriers agricoles	1984	232	2,1	21,1	1,4	2,1
	1991	230	12,0	27,8	13,9	6,1
	1998	244	13,8	24,8	20,6	6,5
	2005	222	22,2	20,6	18,1	12,2
	2013	252	20,2	15,1	18,1	10,5
	2016	214	25,2	28,5	20,7	17,4
Ensemble	1984	17 602	5,2	13,4	28,3	11,0
	1991	18 801	16,2	21,7	45,8	11,5
	1998	19 517	23,2	19,7	54,0	10,5
	2005	22 251	25,0	17,3	53,2	11,6
	2013	22 859	27,3	18,5	58,0	11,5
	2016	23 236	28,5	19,5	57,6	12,0

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Mais en plus d'une heure.

Lecture : en 2016, 28,5 % des salariés déclarent que leur rythme de travail est imposé par des normes ou des délais à respecter en une heure au plus.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 12.3 • Les rythmes de travail (2) Normes ou délais à respecter, demande extérieure selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par des normes ou des délais à respecter		Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par une demande extérieure	
			En une heure au plus	En une journée au plus*	Exigeant une réponse immédiate	N'exigeant pas une réponse immédiate
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1984	1 307	2,3	6,4	35,4	17,8
	1991	1 498	9,5	12,9	53,6	16,1
	1998	1 719	15,5	18,1	59,3	15,5
	2005	2 115	19,0	18,6	58,2	15,7
	2013	2 637	18,1	21,3	62,1	17,8
	2016	2 667	17,6	21,2	59,8	19,5
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1984	451	0,9	4,9	30,8	10,0
	1991	508	8,9	9,3	44,9	13,7
	1998	597	13,1	12,2	49,2	15,0
	2005	700	15,8	10,7	46,7	13,9
	2013	824	20,9	18,7	52,3	17,4
	2016	791	18,9	11,1	52,3	20,4
36. Cadres d'entreprise	1984	849	3,0	7,2	37,5	22,2
	1991	989	9,7	14,7	58,1	17,4
	1998	1 119	16,8	21,2	64,7	15,7
	2005	1 406	20,5	22,6	64,0	16,7
	2013	1 714	16,8	22,7	66,0	18,3
	2016	1 722	16,6	25,9	62,5	20,0
4. Professions intermédiaires	1984	2 385	3,9	14,0	31,1	15,0
	1991	2 480	16,0	21,4	53,6	13,9
	1998	2 440	25,7	20,7	63,4	10,8
	2005	3 043	28,9	19,2	62,9	12,7
	2013	2 830	29,3	20,8	64,9	12,1
	2016	2 915	29,5	20,5	64,2	13,0
41. P.I. enseignement, santé, public	1984	622	1,9	6,8	27,2	6,4
	1991	641	10,0	12,2	46,7	8,3
	1998	557	16,0	8,7	54,2	10,5
	2005	730	15,5	12,7	56,9	10,8
	2013	613	19,5	12,0	54,5	12,5
	2016	600	22,6	8,9	57,4	16,1
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1984	542	0,9	9,2	45,4	21,2
	1991	595	12,7	15,6	68,6	14,5
	1998	600	19,2	21,7	77,3	7,7
	2005	840	24,4	17,4	71,9	11,5
	2013	748	23,3	17,0	79,0	9,5
	2016	776	24,7	21,5	79,7	9,2
47. Techniciens	1984	652	5,3	16,6	25,7	17,8
	1991	705	16,0	25,8	50,2	18,4
	1998	740	29,6	23,8	61,1	12,8
	2005	938	35,9	22,9	60,7	13,0
	2013	973	34,1	26,0	60,0	15,2
	2016	1 033	33,0	23,7	55,5	15,2
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1984	568	7,3	23,4	28,0	15,3
	1991	539	26,9	32,8	49,6	13,8
	1998	542	37,4	27,5	60,5	12,0
	2005	535	42,1	24,5	61,0	16,7
	2013	490	41,1	26,8	66,1	9,3
	2016	501	37,9	26,1	66,3	10,5

Tableau 12.3 • Les rythmes de travail (2) Normes ou délais à respecter, demande extérieure selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016
SUIITE

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par des normes ou des délais à respecter		Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par une demande extérieure		
		En une heure au plus	En une journée au plus*	Exigeant une réponse immédiate	N'exigeant pas une réponse immédiate	
5. Employés	1984	1 471	3,3	8,8	40,4	7,9
	1991	1 416	12,0	16,9	59,0	7,9
	1998	1 584	20,8	14,0	63,0	7,5
	2005	1 736	19,5	13,9	56,2	7,0
	2013	1 658	28,4	12,1	63,8	8,0
	2016	1 679	31,0	14,1	64,2	10,8
51. Employés de la fonction publique	1984	793	3,6	9,9	30,6	5,9
	1991	769	11,3	16,0	49,6	7,7
	1998	934	18,5	14,2	56,1	7,6
	2005	1 018	17,5	12,3	48,9	7,2
	2013	888	22,4	11,5	58,8	7,4
	2016	941	25,6	14,2	60,9	12,0
54. Employés adm. d'entreprise	1984	416	3,1	9,6	43,1	11,5
	1991	332	11,5	22,4	58,1	12,3
	1998	299	24,4	18,9	61,6	10,7
	2005	274	25,7	21,1	60,2	10,8
	2013	216	31,3	18,9	70,0	5,9
	2016	267	36,7	17,4	78,3	9,8
55. Employés de commerce	1984	117	1,7	5,5	65,7	11,8
	1991	171	11,1	13,7	90,7	3,6
	1998	182	16,7	11,3	89,9	3,3
	2005	261	14,5	14,0	79,7	5,4
	2013	264	35,2	15,6	73,4	12,3
	2016	286	29,2	12,0	61,5	9,3
56. Services directs aux particuliers	1984	144	3,6	2,7	65,5	5,0
	1991	144	18,1	12,4	73,5	4,1
	1998	168	31,7	7,1	74,5	6,2
	2005	183	28,3	11,2	57,1	2,8
	2013	290	38,4	5,6	65,6	7,6
	2016	184	52,8	11,6	64,9	8,2
6. Ouvriers	1984	5 032	7,9	20,9	16,0	11,6
	1991	5 011	21,7	32,4	27,3	14,1
	1998	4 739	33,6	28,9	39,7	13,9
	2005	4 820	38,1	23,2	39,3	13,8
	2013	4 351	38,7	25,1	44,4	12,0
	2016	4 282	41,9	27,2	43,9	11,4
61. Ouvriers qualifiés	1984	3 333	8,0	21,8	19,3	12,1
	1991	3 611	22,8	32,3	30,6	15,0
	1998	3 486	35,8	29,3	43,5	14,8
	2005	3 409	39,5	23,4	43,2	13,9
	2013	3 127	40,5	24,9	48,0	12,4
	2016	3 097	42,9	27,4	47,0	11,7
66. Ouvriers non qualifiés	1984	1 497	8,4	19,0	10,5	11,8
	1991	1 215	19,7	33,6	19,8	12,9
	1998	1 065	30,6	28,1	31,3	12,0
	2005	1 255	36,1	23,6	31,3	13,9
	2013	1 032	37,2	27,2	38,8	11,1
	2016	1 013	41,8	26,5	38,5	9,9
69. Ouvriers agricoles	1984	202	2,0	20,7	1,3	2,0
	1991	185	11,1	27,8	12,5	4,8
	1998	187	9,9	24,9	18,1	7,4
	2005	156	22,4	16,1	17,9	11,5
	2013	187	17,1	17,5	16,5	11,3
	2016	171	24,9	27,7	20,1	16,3
Ensemble	1984	10 194	5,6	15,7	25,5	12,7
	1991	10 406	17,2	24,9	41,7	13,5
	1998	10 481	26,9	23,0	52,0	12,5
	2005	11 720	29,5	20,0	51,3	12,9
	2013	11 495	30,2	21,3	56,4	12,8
	2016	11 625	31,6	22,2	55,7	13,5

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Mais en plus d'une heure.

Lecture : en 2016, 31,6 % des hommes salariés déclarent que leur rythme de travail est imposé par des normes ou des délais à respecter en une heure au plus.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 12.4 • Les rythmes de travail (2) Normes ou délais à respecter, demande extérieure selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par des normes ou des délais à respecter		Proportion de salariées qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par une demande extérieure	
			En une heure au plus	En une journée au plus*	Exigeant une réponse immédiate	N'exigeant pas une réponse immédiate
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1984	431	1,6	5,0	34,1	10,9
	1991	623	9,9	13,9	50,3	12,7
	1998	863	15,5	15,9	59,3	12,4
	2005	1 211	13,0	15,2	53,5	14,7
	2013	1 757	22,5	17,6	61,0	18,1
	2016	1 718	21,4	17,6	61,2	17,6
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1984	281	1,4	4,1	29,2	7,5
	1991	371	11,5	8,6	44,1	12,3
	1998	507	13,8	10,4	53,9	10,8
	2005	642	12,4	10,6	52,6	15,0
	2013	839	21,8	11,5	56,5	17,1
	2016	769	23,0	14,2	61,8	14,0
36. Cadres d'entreprise	1984	137	2,0	7,6	40,7	18,1
	1991	242	7,8	22,3	59,8	13,4
	1998	345	18,4	23,8	67,0	14,0
	2005	552	13,9	21,1	55,1	14,2
	2013	850	23,6	24,0	65,3	18,5
	2016	871	20,8	20,5	59,9	20,4
4. Professions intermédiaires	1984	1 687	2,3	5,2	32,4	8,9
	1991	1 898	10,7	14,5	56,1	10,3
	1998	2 077	16,8	12,7	61,2	8,3
	2005	2 735	17,7	14,1	60,4	12,3
	2013	3 057	23,0	14,6	66,8	11,0
	2016	3 190	21,2	18,8	65,6	12,4
41. P.I. enseignement, santé, public	1984	1 175	2,0	3,4	30,6	5,0
	1991	1 214	9,0	10,4	52,7	7,6
	1998	1 340	14,0	8,6	57,8	7,2
	2005	1 606	15,4	9,8	58,4	11,0
	2013	1 713	20,0	13,0	62,9	11,3
	2016	1 936	20,9	14,1	65,2	13,4
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1984	406	1,3	6,9	40,4	17,9
	1991	542	12,6	19,2	68,1	12,7
	1998	596	20,7	18,5	71,6	9,0
	2005	931	18,2	19,3	65,0	13,1
	2013	1 087	24,9	16,1	74,4	9,5
	2016	1 041	19,8	25,7	66,8	10,5
47. Techniciennes	1984	65	-	-	-	-
	1991	99	-	-	-	-
	1998	102	-	-	-	-
	2005	130	28,2	31,8	48,5	23,7
	2013	186	35,2	17,5	60,7	18,4
	2016	141	28,6	17,7	53,9	18,2
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1984	41	-	-	-	-
	1991	43	-	-	-	-
	1998	40	-	-	-	-
	2005	68	-	-	-	-
	2013	69	-	-	-	-
	2016	71	-	-	-	-

Tableau 12.4 • Les rythmes de travail (2) Normes ou délais à respecter, demande extérieure selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016
SUIITE

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par des normes ou des délais à respecter		Proportion de salariées qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par une demande extérieure		
		En une heure au plus	En une journée au plus*	Exigeant une réponse immédiate	N'exigeant pas une réponse immédiate	
5. Employées	1984	4 134	2,6	8,9	38,9	9,0
	1991	4 598	13,2	15,6	57,5	7,8
	1998	5 023	15,7	15,3	58,9	7,1
	2005	5 555	18,0	12,9	57,8	8,0
	2013	5 440	21,9	14,6	60,8	7,5
	2016	5 559	24,2	14,6	61,1	7,7
	51. Employées de la fonction publique	1984	1 307	3,1	11,4	28,8
1991		1 420	14,3	16,9	49,0	7,4
1998		1 628	17,7	16,6	53,1	6,8
2005		1 782	19,6	14,7	52,3	6,8
2013		1 753	24,1	17,3	53,5	7,5
2016		1 840	25,7	16,7	52,7	7,4
54. Employées adm. d'entreprise		1984	1 566	2,2	10,4	37,8
	1991	1 685	14,1	20,5	61,6	11,9
	1998	1 670	16,5	20,6	67,1	9,7
	2005	1 489	16,7	19,8	65,7	13,3
	2013	1 309	19,6	21,3	73,1	9,2
	2016	1 278	18,0	20,4	70,3	9,2
	55. Employées de commerce	1984	526	1,0	3,3	82,5
1991		612	7,3	7,3	87,7	2,2
1998		603	17,6	6,8	84,3	3,0
2005		781	20,1	8,6	81,2	2,7
2013		811	24,2	13,0	81,0	5,6
2016		856	25,5	15,3	80,0	4,6
56. Services directs aux particuliers		1984	736	3,6	5,4	27,6
	1991	881	14,0	10,1	42,1	4,5
	1998	1 122	10,6	9,9	41,6	5,9
	2005	1 503	16,5	6,1	44,5	6,7
	2013	1 563	20,2	6,7	48,2	7,2
	2016	1 585	27,0	7,2	53,0	8,6
	6. Ouvrières	1984	1 155	16,1	23,8	7,2
1991		1 276	29,0	32,1	19,5	10,1
1998		1 073	41,3	24,5	33,3	9,4
2005		1 027	45,6	21,2	31,0	10,4
2013		1 105	43,9	21,8	31,8	8,5
2016		1 066	51,5	20,2	31,1	7,3
61. Ouvrières qualifiées		1984	301	15,0	23,6	13,9
	1991	399	32,0	33,9	29,5	11,4
	1998	427	47,8	23,5	40,6	12,3
	2005	406	48,7	22,4	42,3	12,4
	2013	456	49,8	22,4	40,4	8,5
	2016	445	58,3	13,7	34,9	7,9
	66. Ouvrières non qualifiées	1984	825	17,0	23,9	5,0
1991		832	28,3	31,4	14,7	9,5
1998		589	38,1	25,2	28,4	7,8
2005		555	46,1	19,0	24,2	8,6
2013		584	40,8	22,8	26,0	8,4
2016		579	48,1	24,4	28,9	5,7
69. Ouvrières agricoles		1984	30	-	-	-
	1991	45	-	-	-	-
	1998	57	-	-	-	-
	2005	66	-	-	-	-
	2013	65	-	-	-	-
	2016	42	-	-	-	-
	Ensemble	1984	7 408	4,6	10,2	32,2
1991		8 396	14,8	17,7	50,8	9,1
1998		9 036	19,0	15,8	56,5	8,1
2005		10 530	20,1	14,3	55,4	10,1
2013		11 364	24,5	15,7	59,6	10,2
2016		11 611	25,5	16,7	59,6	10,5

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Mais en plus d'une heure.

Lecture : en 2016, 25,5 % des femmes salariées déclarent que leur rythme de travail est imposé par des normes ou des délais à respecter en une heure au plus.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 12.5 • Les rythmes de travail (2) Normes ou délais à respecter, demande extérieure selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Âge	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par des normes ou des délais à respecter		Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par une demande extérieure		
		En une heure au plus	En une journée au plus*	Exigeant une réponse immédiate	N'exigeant pas une réponse immédiate	
Moins de 20 ans	1984	356	5,9	12,7	30,6	11,4
	1991	251	20,9	22,6	45,1	7,8
	1998	216	30,5	17,2	48,2	12,7
	2005	320	23,7	21,4	45,9	14,9
	2013	257	35,9	18,0	53,3	10,6
	2016	277	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	1984	1 997	5,4	12,3	29,2	11,7
	1991	1 729	19,2	22,8	46,6	11,3
	1998	1 105	28,7	19,9	56,1	9,5
	2005	1 588	28,7	18,9	55,8	9,8
	2013	1 536	34,1	20,7	55,2	13,9
	2016	1 544	35,1	16,6	62,7	12,0
De 25 à 29 ans	1984	2 842	5,1	14,0	31,3	10,9
	1991	2 957	17,5	22,0	49,8	13,0
	1998	2 793	26,3	19,4	58,9	9,6
	2005	2 632	27,9	18,2	58,8	10,3
	2013	2 578	28,5	16,4	64,5	10,9
	2016	2 592	33,9	19,2	63,0	10,6
De 30 à 34 ans	1984	2 924	5,4	14,2	30,1	10,4
	1991	2 957	16,4	22,6	48,5	12,1
	1998	2 977	25,3	19,7	58,3	10,1
	2005	3 014	26,9	15,7	54,1	12,8
	2013	2 734	31,0	18,6	65,0	11,3
	2016	2 823	29,6	21,7	62,8	11,9
De 35 à 39 ans	1984	2 769	5,7	12,9	28,8	12,0
	1991	2 941	15,5	21,5	48,0	11,1
	1998	2 989	22,6	21,3	54,3	11,0
	2005	3 133	26,4	16,9	53,7	13,0
	2013	2 934	27,9	18,9	60,1	11,6
	2016	2 806	29,1	21,4	59,3	12,9
De 40 à 44 ans	1984	1 866	5,3	13,2	27,4	11,5
	1991	2 963	15,3	21,6	45,1	11,9
	1998	2 884	23,2	20,2	53,1	10,5
	2005	3 263	25,1	18,8	54,5	11,6
	2013	3 269	27,3	18,7	61,0	9,9
	2016	3 209	29,3	19,3	59,6	13,5
De 45 à 49 ans	1984	1 804	5,2	14,4	27,0	9,0
	1991	2 030	15,6	21,5	43,8	10,2
	1998	2 860	20,4	19,3	52,6	9,9
	2005	3 103	23,7	18,2	52,3	11,7
	2013	3 243	25,6	19,4	54,4	12,5
	2016	3 210	30,9	19,1	55,8	10,5
De 50 à 54 ans	1984	1 682	4,8	13,0	22,8	11,0
	1991	1 485	15,3	21,0	38,5	11,3
	1998	2 324	19,6	19,7	49,8	11,7
	2005	2 884	23,3	16,7	50,0	11,1
	2013	3 026	26,2	20,5	53,4	11,9
	2016	3 153	24,4	20,1	54,2	12,4
55 ans et plus	1984	1 361	3,3	12,3	25,2	10,8
	1991	1 488	13,3	19,1	38,2	10,5
	1998	1 369	20,1	16,4	46,0	11,6
	2005	2 313	19,0	14,6	48,0	10,6
	2013	3 283	21,8	16,0	51,7	11,3
	2016	3 622	20,3	17,9	50,8	12,2
Ensemble	1984	17 602	5,2	13,4	28,3	11,0
	1991	18 801	16,2	21,7	45,8	11,5
	1998	19 517	23,2	19,7	54,0	10,5
	2005	22 251	25,0	17,3	53,2	11,6
	2013	22 859	27,3	18,5	58,0	11,5
	2016	23 236	28,5	19,5	57,6	12,0

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Mais en plus d'une heure.

Lecture : en 2016, 28,5 % des salariés déclarent que leur rythme de travail est imposé par des normes ou des délais à respecter en une heure au plus.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 12.6 • Les rythmes de travail (2) Normes ou délais à respecter, demande extérieure selon l'âge des HOMMES en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Âge		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par des normes ou des délais à respecter		Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par une demande extérieure	
			En une heure au plus	En une journée au plus*	Exigeant une réponse immédiate	N'exigeant pas une réponse immédiate
Moins de 20 ans	1984	224	6,0	14,6	21,5	14,1
	1991	166	25,6	27,1	31,7	10,0
	1998	174	33,0	19,0	40,2	15,3
	2005	223	23,9	25,2	36,9	18,6
	2013	168	37,1	20,9	48,1	7,5
	2016	191	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	1984	1 009	6,3	15,0	23,7	14,0
	1991	865	20,5	28,9	37,7	14,6
	1998	539	33,6	24,8	50,4	11,8
	2005	873	30,3	23,0	50,1	10,8
	2013	864	38,7	24,8	50,9	15,9
	2016	757	45,8	19,0	53,2	13,2
De 25 à 29 ans	1984	1 606	5,6	16,4	27,8	12,4
	1991	1 586	20,4	24,9	44,4	15,5
	1998	1 516	31,1	22,0	55,3	11,3
	2005	1 427	33,2	20,7	54,8	11,4
	2013	1 271	30,5	19,1	61,4	11,8
	2016	1 289	37,4	21,3	61,1	11,8
De 30 à 34 ans	1984	1 681	5,8	16,2	28,9	11,5
	1991	1 661	15,6	27,1	45,2	13,9
	1998	1 658	27,9	23,5	55,8	12,3
	2005	1 666	31,3	17,0	50,2	14,7
	2013	1 378	35,9	21,1	62,4	12,5
	2016	1 478	30,6	24,1	58,1	14,1
De 35 à 39 ans	1984	1 647	6,4	15,6	27,1	12,9
	1991	1 625	16,1	24,4	43,7	12,2
	1998	1 625	26,3	25,2	52,8	13,7
	2005	1 658	31,3	20,5	52,5	14,3
	2013	1 553	31,6	20,5	58,3	13,7
	2016	1 450	32,1	22,6	58,5	15,1
De 40 à 44 ans	1984	1 138	6,0	15,7	24,7	12,9
	1991	1 652	17,0	23,2	41,4	13,2
	1998	1 518	26,9	23,3	51,8	12,9
	2005	1 703	31,9	20,5	54,1	12,4
	2013	1 698	31,1	21,5	62,9	9,2
	2016	1 575	32,2	19,9	58,0	15,0
De 45 à 49 ans	1984	1 092	5,1	16,8	24,9	11,7
	1991	1 162	17,7	24,1	42,1	11,9
	1998	1 470	24,2	22,5	51,7	11,5
	2005	1 597	27,1	21,9	51,9	12,2
	2013	1 534	28,1	22,7	52,4	14,2
	2016	1 642	33,3	24,7	54,6	10,4
De 50 à 54 ans	1984	1 016	5,0	15,0	20,4	13,6
	1991	869	14,9	24,7	35,4	15,0
	1998	1 237	22,0	23,1	48,3	13,0
	2005	1 427	27,1	19,9	48,9	12,5
	2013	1 458	27,1	22,3	52,0	13,5
	2016	1 479	27,8	23,7	55,0	15,9
55 ans et plus	1984	780	3,0	13,8	22,4	13,2
	1991	819	13,8	20,8	37,7	11,9
	1998	745	24,2	18,2	45,8	12,7
	2005	1 146	23,0	15,9	48,7	12,5
	2013	1 572	21,8	19,8	49,9	13,5
	2016	1 763	21,0	21,2	50,6	13,6
Ensemble	1984	10 194	5,6	15,7	25,5	12,7
	1991	10 406	17,2	24,9	41,7	13,5
	1998	10 481	26,9	23,0	52,0	12,5
	2005	11 720	29,5	20,0	51,3	12,9
	2013	11 495	30,2	21,3	56,4	12,8
	2016	11 625	31,6	22,2	55,7	13,5

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Mais en plus d'une heure.

Lecture : en 2016, 31,6 % des hommes salariés déclarent que leur rythme de travail est imposé par des normes ou des délais à respecter en une heure au plus.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 12.7 • Les rythmes de travail (2) Normes ou délais à respecter, demande extérieure selon l'âge des FEMMES en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Âge		Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par des normes ou des délais à respecter		Proportion de salariées qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par une demande extérieure	
			En une heure au plus	En une journée au plus*	Exigeant une réponse immédiate	N'exigeant pas une réponse immédiate
Moins de 20 ans	1984	131	5,8	9,4	46,1	6,8
	1991	85	-	-	-	-
	1998	41	-	-	-	-
	2005	97	-	-	-	-
	2013	88	-	-	-	-
	2016	86	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	1984	989	4,4	9,6	34,8	9,4
	1991	864	17,8	16,6	55,4	7,9
	1998	566	24,0	15,2	61,5	7,3
	2005	715	26,7	13,9	62,7	8,5
	2013	672	28,2	15,5	60,6	11,3
	2016	786	24,7	14,3	72,0	10,9
De 25 à 29 ans	1984	1 237	4,5	10,8	35,7	9,1
	1991	1 371	14,1	18,7	56,0	10,0
	1998	1 278	20,7	16,3	63,2	7,5
	2005	1 204	21,7	15,2	63,6	9,1
	2013	1 306	26,6	13,8	67,5	9,9
	2016	1 303	30,4	17,2	64,9	9,5
De 30 à 34 ans	1984	1 243	4,9	11,4	31,8	9,0
	1991	1 296	17,5	16,7	52,8	9,6
	1998	1 319	21,9	15,0	61,3	7,3
	2005	1 348	21,5	14,0	58,9	10,4
	2013	1 356	25,9	16,1	67,6	10,0
	2016	1 345	28,5	19,1	68,1	9,5
De 35 à 39 ans	1984	1 122	4,7	9,1	31,4	10,7
	1991	1 317	14,7	17,9	53,4	9,7
	1998	1 364	18,1	16,6	56,1	7,9
	2005	1 475	20,8	12,8	55,1	11,5
	2013	1 381	23,8	17,0	62,2	9,3
	2016	1 356	26,0	20,2	60,2	10,6
De 40 à 44 ans	1984	728	4,1	9,3	31,7	9,3
	1991	1 311	13,2	19,6	49,7	10,3
	1998	1 366	19,2	16,7	54,6	7,8
	2005	1 560	17,7	16,9	54,9	10,6
	2013	1 571	23,3	15,7	58,9	10,6
	2016	1 634	26,6	18,8	61,2	12,0
De 45 à 49 ans	1984	712	5,2	10,6	30,2	4,9
	1991	868	12,7	18,1	46,1	8,0
	1998	1 390	16,4	15,9	53,5	8,1
	2005	1 506	20,0	14,3	52,7	11,2
	2013	1 709	23,3	16,5	56,2	11,0
	2016	1 567	28,4	13,2	57,1	10,6
De 50 à 54 ans	1984	666	4,5	10,0	26,5	7,1
	1991	616	15,9	15,9	42,8	6,0
	1998	1 088	16,8	15,8	51,5	10,2
	2005	1 457	19,6	13,5	51,0	9,7
	2013	1 568	25,4	18,9	54,7	10,4
	2016	1 674	21,3	16,9	53,5	9,3
55 ans et plus	1984	581	3,7	10,2	28,9	7,7
	1991	668	12,8	16,9	38,7	8,9
	1998	624	15,2	14,3	46,2	10,3
	2005	1 168	15,1	13,4	47,3	8,7
	2013	1 711	21,7	12,6	53,4	9,2
	2016	1 859	19,7	14,7	50,9	10,9
Ensemble	1984	7 408	4,6	10,2	32,2	8,6
	1991	8 396	14,8	17,7	50,8	9,1
	1998	9 036	19,0	15,8	56,5	8,1
	2005	10 530	20,1	14,3	55,4	10,1
	2013	11 364	24,5	15,7	59,6	10,2
	2016	11 611	25,5	16,7	59,6	10,5

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Mais en plus d'une heure.

Lecture : en 2016, 25,5 % des femmes salariées déclarent que leur rythme de travail est imposé par des normes ou des délais à respecter en une heure au plus.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 12.8 • Les rythmes de travail (2) Normes ou délais à respecter, demande extérieure en 2016 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par des normes ou des délais à respecter		Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par une demande extérieure	
		En une heure au plus	En une journée au plus*	Exigeant une réponse immédiate	N'exigeant pas une réponse immédiate
Agriculture, sylviculture et pêche	240	21,8	26,3	25,1	19,9
Fabrication aliments, boissons, tabac	603	45,6	20,1	43,8	7,8
Cokéfaction et raffinage	17	-	-	-	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	24,3	24,6	53,4	12,8
Fabrication de matériels de transport	416	40,4	23,0	42,4	17,9
Fabrication d'autres produits industriels	1 574	36,9	25,4	43,9	13,8
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	397	28,2	23,3	53,8	13,0
Construction	1 332	31,1	30,8	53,2	13,3
Commerce et réparation auto. moto.	2 881	28,9	18,9	70,7	9,4
Transports et entreposage	1 527	42,8	23,7	53,7	13,7
Hébergement et restauration	815	44,0	13,5	78,2	5,7
Information et communication	684	23,0	29,7	59,3	18,0
Activités financières et d'assurance	856	23,6	26,4	66,5	16,1
Activités immobilières	314	16,9	13,0	67,2	18,2
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 212	29,3	21,9	63,2	12,2
Adm. publique, enseignement, santé et social	7 528	22,8	15,1	56,8	11,5
Autres activités de services	1 332	20,8	8,3	48,2	9,3
Non renseigné	28	-	-	-	-
Ensemble	23 236	28,5	19,5	57,6	12,0

- Effectifs insuffisants.

* Mais en plus d'une heure.

Lecture : en 2016, 28,5 % des salariés déclarent que leur rythme de travail est imposé par des normes ou des délais à respecter en une heure au plus.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 12.9 • Les rythmes de travail (2) Normes ou délais à respecter, demande extérieure en 2016 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par des normes ou des délais à respecter		Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par une demande extérieure	
		En une heure au plus	En une journée au plus*	Exigeant une réponse immédiate	N'exigeant pas une réponse immédiate
Fonct. pub. de l'État	2 396	17,0	13,3	51,7	14,8
Fonct. pub. territoriale	1 899	19,1	16,6	49,2	10,6
Fonct. pub. hospitalière	1 156	34,7	14,9	73,0	6,6
Particuliers, entreprise o	17 786	30,7	20,9	58,3	12,1
Ensemble	23 236	28,5	19,5	57,6	12,0

- Effectifs insuffisants.

* Mais en plus d'une heure.

Lecture : en 2016, 28,5 % des salariés déclarent que leur rythme de travail est imposé par des normes ou des délais à respecter en une heure au plus.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 12.10 • **Les rythmes de travail (2) Normes ou délais à respecter, demande extérieure en 2016 selon le type d'employeur des HOMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par des normes ou des délais à respecter		Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par une demande extérieure	
		En une heure au plus	En une journée au plus*	Exigeant une réponse immédiate	N'exigeant pas une réponse immédiate
Fonct. pub. de l'État	1 000	18,6	12,5	50,4	16,6
Fonct. pub. territoriale	775	17,5	21,1	46,1	13,4
Fonct. pub. hospitalière	269	34,8	10,4	64,8	8,0
Particulier, entreprise ou	9 581	34,0	23,7	56,8	13,4
Ensemble	11 625	31,6	22,2	55,7	13,5

- Effectifs insuffisants.

* Mais en plus d'une heure.

Lecture : en 2016, 31,6 % des hommes salariés déclarent que leur rythme de travail est imposé par des normes ou des délais à respecter en une heure au plus.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 12.11 • **Les rythmes de travail (2) Normes ou délais à respecter, demande extérieure en 2016 selon le type d'employeur des FEMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par des normes ou des délais à respecter		Proportion de salariées qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par une demande extérieure	
		En une heure au plus	En une journée au plus*	Exigeant une réponse immédiate	N'exigeant pas une réponse immédiate
Fonct. pub. de l'État	1 396	15,9	13,9	52,7	13,5
Fonct. pub. territoriale	1 123	20,2	13,5	51,4	8,7
Fonct. pub. hospitalière	887	34,7	16,3	75,5	6,2
Particulier, entreprise ou	8 205	26,9	17,7	60,2	10,7
Ensemble	11 611	25,5	16,7	59,6	10,5

- Effectifs insuffisants.

* Mais en plus d'une heure.

Lecture : en 2016, 25,5 % des femmes salariées déclarent que leur rythme de travail est imposé par des normes ou des délais à respecter en une heure au plus.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

13 • Les rythmes de travail (3) Contrôles hiérarchiques, contrôle ou suivi informatisé

Tableau 13.1 • Les rythmes de travail (3) Contrôles hiérarchiques, contrôle ou suivi informatisé en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Sexe	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par*		
		Un contrôle hiérarchique permanent	Un contrôle ou un suivi informatisé	
Femmes	1984	7 408	16,7	-
	1991	8 396	21,9	-
	1998	9 036	27,1	-
	2005	10 530	27,4	21,6
	2013	11 364	29,4	33,6
	2016	11 611	28,3	32,7
Hommes	1984	10 194	17,9	-
	1991	10 406	23,8	-
	1998	10 481	30,9	-
	2005	11 720	31,8	27,5
	2013	11 495	33,6	37,5
	2016	11 625	32,9	38,2
Ensemble	1984	17 602	17,4	-
	1991	18 801	22,9	-
	1998	19 517	29,1	-
	2005	22 251	29,7	24,7
	2013	22 859	31,5	35,6
	2016	23 236	30,6	35,5

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2016, 30,6 % des salariés déclarent que leur rythme de travail est imposé par un contrôle hiérarchique permanent.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

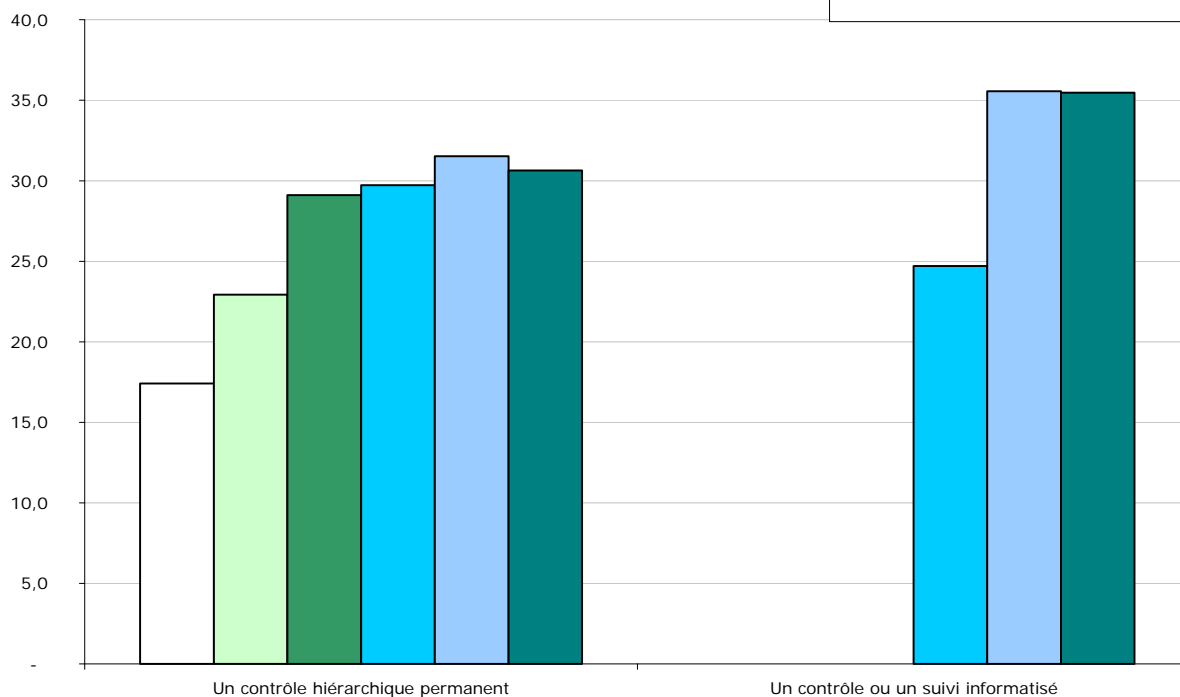
Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Les rythmes de travail (3) Contrôles hiérarchiques, contrôle ou suivi informatisé en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par*

□ 1984 □ 1991 ■ 1998 ■ 2005 ■ 2013 ■ 2016



Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 13.2 • Les rythmes de travail (3) Contrôles hiérarchiques, contrôle ou suivi informatisé selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par*	
			Un contrôle hiérarchique permanent	Un contrôle ou un suivi informatisé
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1984	1 739	7,6	-
	1991	2 121	9,9	-
	1998	2 582	14,0	-
	2005	3 327	16,8	23,5
	2013	4 394	18,8	36,0
	2016	4 385	17,9	32,4
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1984	732	8,4	-
	1991	880	9,9	-
	1998	1 104	15,6	-
	2005	1 341	16,5	15,5
	2013	1 664	16,0	29,4
	2016	1 559	18,6	28,7
36. Cadres d'entreprise	1984	986	7,1	-
	1991	1 231	10,0	-
	1998	1 464	12,9	-
	2005	1 958	17,1	29,2
	2013	2 564	21,6	41,0
	2016	2 593	18,1	34,9
4. Professions intermédiaires	1984	4 071	13,5	-
	1991	4 379	17,7	-
	1998	4 517	24,2	-
	2005	5 778	26,4	29,7
	2013	5 887	30,7	42,9
	2016	6 105	29,1	41,6
41. P.I. enseignement, santé, public	1984	1 798	13,3	-
	1991	1 855	16,8	-
	1998	1 897	22,1	-
	2005	2 337	23,7	19,2
	2013	2 326	28,4	34,8
	2016	2 536	24,4	32,4
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1984	948	9,6	-
	1991	1 137	14,8	-
	1998	1 196	26,1	-
	2005	1 771	27,1	36,9
	2013	1 835	34,6	47,3
	2016	1 817	31,7	45,8
47. Techniciens	1984	716	13,3	-
	1991	804	18,1	-
	1998	842	24,3	-
	2005	1 068	27,6	38,2
	2013	1 159	28,2	50,2
	2016	1 174	31,6	48,5
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1984	609	20,4	-
	1991	582	25,7	-
	1998	582	26,8	-
	2005	603	32,7	34,0
	2013	560	33,6	46,7
	2016	573	36,3	54,5

Tableau 13.2 • Les rythmes de travail (3) Contrôles hiérarchiques, contrôle ou suivi informatisé selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par *		
		Un contrôle hiérarchique permanent	Un contrôle ou un suivi informatisé	
5. Employés	1984	5 605	18,3	-
	1991	6 014	22,9	-
	1998	6 607	30,3	-
	2005	7 291	29,9	22,3
	2013	7 098	32,0	31,8
	2016	7 238	30,6	32,9
51. Employés de la fonction publique	1984	2 099	22,8	-
	1991	2 189	29,3	-
	1998	2 562	36,3	-
	2005	2 799	33,6	22,0
	2013	2 641	34,1	33,6
	2016	2 781	33,7	34,9
54. Employés adm. d'entreprise	1984	1 983	18,7	-
	1991	2 017	21,1	-
	1998	1 969	27,0	-
	2005	1 763	29,6	34,4
	2013	1 525	32,7	47,7
	2016	1 545	32,3	47,7
55. Employés de commerce	1984	643	13,2	-
	1991	783	20,8	-
	1998	785	38,1	-
	2005	1 042	40,3	30,1
	2013	1 075	44,6	39,8
	2016	1 142	37,5	37,6
56. Services directs aux particuliers	1984	880	10,3	-
	1991	1 025	14,4	-
	1998	1 291	18,7	-
	2005	1 686	17,8	5,2
	2013	1 853	21,0	11,4
	2016	1 769	19,9	13,9
6. Ouvriers	1984	6 187	21,9	-
	1991	6 287	31,0	-
	1998	5 812	38,3	-
	2005	5 847	40,1	23,5
	2013	5 456	42,1	32,3
	2016	5 348	42,8	34,2
61. Ouvriers qualifiés	1984	3 634	20,3	-
	1991	4 010	29,6	-
	1998	3 913	37,5	-
	2005	3 815	38,1	26,2
	2013	3 584	42,6	35,9
	2016	3 541	43,3	37,6
66. Ouvriers non qualifiés	1984	2 321	25,2	-
	1991	2 047	35,3	-
	1998	1 655	42,3	-
	2005	1 810	46,4	20,6
	2013	1 616	43,0	27,0
	2016	1 591	43,3	30,0
69. Ouvriers agricoles	1984	232	14,7	-
	1991	230	18,3	-
	1998	244	23,9	-
	2005	222	23,6	0,8
	2013	252	28,8	15,2
	2016	214	32,1	10,9
Ensemble	1984	17 602	17,4	-
	1991	18 801	22,9	-
	1998	19 517	29,1	-
	2005	22 251	29,7	24,7
	2013	22 859	31,5	35,6
	2016	23 236	30,6	35,5

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2016, 30,6 % des salariés déclarent que leur rythme de travail est imposé par un contrôle hiérarchique permanent.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 13.3 • Les rythmes de travail (3) Contrôles hiérarchiques, contrôle ou suivi informatisé selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par*	
			Un contrôle hiérarchique permanent	Un contrôle ou un suivi informatisé
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1984	1 307	8,3	-
	1991	1 498	9,3	-
	1998	1 719	13,2	-
	2005	2 115	16,6	25,2
	2013	2 637	18,4	35,8
	2016	2 667	16,4	32,0
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1984	451	9,8	-
	1991	508	8,6	-
	1998	597	15,1	-
	2005	700	15,8	13,4
	2013	824	15,9	25,8
	2016	791	16,9	23,3
36. Cadres d'entreprise	1984	849	7,5	-
	1991	989	9,6	-
	1998	1 119	12,3	-
	2005	1 406	17,2	31,2
	2013	1 714	20,4	41,0
	2016	1 722	16,5	36,3
4. Professions intermédiaires	1984	2 385	14,7	-
	1991	2 480	18,8	-
	1998	2 440	25,4	-
	2005	3 043	27,9	34,1
	2013	2 830	30,8	44,8
	2016	2 915	29,9	46,8
41. P.I. enseignement, santé, public	1984	622	14,7	-
	1991	641	18,2	-
	1998	557	25,3	-
	2005	730	23,9	24,3
	2013	613	29,2	32,6
	2016	600	21,3	29,7
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1984	542	9,7	-
	1991	595	13,1	-
	1998	600	26,4	-
	2005	840	27,2	38,6
	2013	748	32,8	45,6
	2016	776	29,7	49,0
47. Techniciens	1984	652	13,5	-
	1991	705	18,7	-
	1998	740	24,0	-
	2005	938	28,1	38,2
	2013	973	28,3	51,2
	2016	1 033	32,0	51,4
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1984	568	20,8	-
	1991	539	26,2	-
	1998	542	26,4	-
	2005	535	34,3	33,3
	2013	490	34,8	46,1
	2016	501	36,5	54,5

Tableau 13.3 • Les rythmes de travail (3) Contrôles hiérarchiques, contrôle ou suivi informatisé selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par*		
		Un contrôle hiérarchique permanent	Un contrôle ou un suivi informatisé	
5. Employés	1984	1 471	20,3	-
	1991	1 416	26,7	-
	1998	1 584	39,3	-
	2005	1 736	37,3	29,4
	2013	1 658	40,4	39,2
	2016	1 679	39,0	41,0
51. Employés de la fonction publique	1984	793	24,3	-
	1991	769	32,2	-
	1998	934	44,5	-
	2005	1 018	38,7	30,1
	2013	888	40,2	38,9
	2016	941	41,9	46,2
54. Employés adm. d'entreprise	1984	416	18,5	-
	1991	332	22,5	-
	1998	299	30,9	-
	2005	274	30,8	43,5
	2013	216	36,9	56,7
	2016	267	35,2	45,0
55. Employés de commerce	1984	117	9,9	-
	1991	171	17,6	-
	1998	182	29,2	-
	2005	261	37,8	28,3
	2013	264	43,8	42,1
	2016	286	35,8	36,5
56. Services directs aux particuliers	1984	144	11,6	-
	1991	144	18,0	-
	1998	168	35,8	-
	2005	183	39,0	6,4
	2013	290	40,4	24,5
	2016	184	34,9	15,7
6. Ouvriers	1984	5 032	21,2	-
	1991	5 011	29,7	-
	1998	4 739	37,3	-
	2005	4 820	38,9	23,7
	2013	4 351	42,4	33,1
	2016	4 282	43,0	35,0
61. Ouvriers qualifiés	1984	3 333	20,5	-
	1991	3 611	29,0	-
	1998	3 486	36,3	-
	2005	3 409	37,7	25,9
	2013	3 127	42,3	35,4
	2016	3 097	42,4	37,8
66. Ouvriers non qualifiés	1984	1 497	23,8	-
	1991	1 215	33,6	-
	1998	1 065	42,7	-
	2005	1 255	44,5	20,6
	2013	1 032	44,6	29,0
	2016	1 013	46,4	30,6
69. Ouvriers agricoles	1984	202	14,5	-
	1991	185	17,0	-
	1998	187	23,4	-
	2005	156	19,3	0,4
	2013	187	30,4	16,6
	2016	171	34,2	-
Ensemble	1984	10 194	17,9	-
	1991	10 406	23,8	-
	1998	10 481	30,9	-
	2005	11 720	31,8	27,5
	2013	11 495	33,6	37,5
	2016	11 625	32,9	38,2

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2016, 30,9 % des hommes salariés déclarent que leur rythme de travail est imposé par un contrôle hiérarchique permanent.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 13.4 • Les rythmes de travail (3) Contrôles hiérarchiques, contrôle ou suivi informatisé selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par*	
			Un contrôle hiérarchique permanent	Un contrôle ou un suivi informatisé
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1984	431	5,7	-
	1991	623	11,4	-
	1998	863	15,5	-
	2005	1 211	17,0	20,7
	2013	1 757	19,5	36,3
	2016	1 718	20,3	33,1
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1984	281	6,1	-
	1991	371	11,7	-
	1998	507	16,3	-
	2005	642	17,3	17,8
	2013	839	16,0	33,0
	2016	769	20,3	34,4
36. Cadres d'entreprise	1984	137	4,7	-
	1991	242	11,4	-
	1998	345	14,9	-
	2005	552	16,9	24,0
	2013	850	24,0	41,0
	2016	871	21,4	32,1
4. Professions intermédiaires	1984	1 687	11,8	-
	1991	1 898	16,2	-
	1998	2 077	22,7	-
	2005	2 735	24,7	24,8
	2013	3 057	30,7	41,1
	2016	3 190	28,3	36,7
41. P.I. enseignement, santé, public	1984	1 175	12,6	-
	1991	1 214	16,0	-
	1998	1 340	20,8	-
	2005	1 606	23,6	16,8
	2013	1 713	28,1	35,6
	2016	1 936	25,4	33,2
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1984	406	9,4	-
	1991	542	16,7	-
	1998	596	25,9	-
	2005	931	27,1	35,5
	2013	1 087	35,8	48,5
	2016	1 041	33,3	43,4
47. Techniciennes	1984	65	-	-
	1991	99	-	-
	1998	102	-	-
	2005	130	24,1	38,6
	2013	186	27,5	45,2
	2016	141	28,5	27,5
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1984	41	-	-
	1991	43	-	-
	1998	40	-	-
	2005	68	-	-
	2013	69	-	-
	2016	71	-	-

Tableau 13.4 • Les rythmes de travail (3) Contrôles hiérarchiques, contrôle ou suivi informatisé selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016
SUIITE

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par*		
		Un contrôle hiérarchique permanent	Un contrôle ou un suivi informatisé	
5. Employées	1984	4 134	17,6	-
	1991	4 598	21,7	-
	1998	5 023	27,5	-
	2005	5 555	27,6	20,0
	2013	5 440	29,5	29,5
	2016	5 559	28,1	30,5
51. Employées de la fonction publique	1984	1 307	21,9	-
	1991	1 420	27,7	-
	1998	1 628	31,5	-
	2005	1 782	30,8	17,4
	2013	1 753	31,0	31,0
	2016	1 840	29,5	29,1
54. Employées adm. d'entreprise	1984	1 566	18,8	-
	1991	1 685	20,8	-
	1998	1 670	26,3	-
	2005	1 489	29,4	32,7
	2013	1 309	32,0	46,2
	2016	1 278	31,7	48,2
55. Employées de commerce	1984	526	13,9	-
	1991	612	21,7	-
	1998	603	40,9	-
	2005	781	41,1	30,7
	2013	811	44,9	39,0
	2016	856	38,0	38,0
56. Services directs aux particuliers	1984	736	10,0	-
	1991	881	13,8	-
	1998	1 122	16,2	-
	2005	1 503	15,2	5,1
	2013	1 563	17,5	9,0
	2016	1 585	18,1	13,7
6. Ouvrières	1984	1 155	25,0	-
	1991	1 276	36,2	-
	1998	1 073	42,6	-
	2005	1 027	45,9	22,6
	2013	1 105	41,1	29,2
	2016	1 066	42,0	31,0
61. Ouvrières qualifiées	1984	301	18,0	-
	1991	399	34,4	-
	1998	427	46,5	-
	2005	406	41,4	28,7
	2013	456	44,8	39,1
	2016	445	49,0	36,0
66. Ouvrières non qualifiées	1984	825	27,8	-
	1991	832	37,8	-
	1998	589	41,5	-
	2005	555	50,6	20,7
	2013	584	40,0	23,5
	2016	579	37,9	28,9
69. Ouvrières agricoles	1984	30	-	-
	1991	45	-	-
	1998	57	-	-
	2005	66	-	-
	2013	65	-	-
	2016	42	-	-
Ensemble	1984	7 408	16,7	-
	1991	8 396	21,9	-
	1998	9 036	27,1	-
	2005	10 530	27,4	21,6
	2013	11 364	29,4	33,6
	2016	11 611	28,3	32,7

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2016, 28,3 % des femmes salariées déclarent que leur rythme de travail est imposé par un contrôle hiérarchique permanent.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 13.5 • Les rythmes de travail (3) Contrôles hiérarchiques, contrôle ou suivi informatisé selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Âge	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par*		
		Un contrôle hiérarchique permanent	Un contrôle ou un suivi informatisé	
Moins de 20 ans	1984	356	27,4	-
	1991	251	36,7	-
	1998	216	56,6	-
	2005	320	43,3	9,4
	2013	257	45,0	17,3
	2016	277	-	-
De 20 à 24 ans	1984	1 997	22,1	-
	1991	1 729	28,3	-
	1998	1 105	41,3	-
	2005	1 588	41,5	23,9
	2013	1 536	40,5	36,0
	2016	1 544	35,5	28,5
De 25 à 29 ans	1984	2 842	17,4	-
	1991	2 957	23,1	-
	1998	2 793	33,1	-
	2005	2 632	35,0	27,4
	2013	2 578	37,6	38,7
	2016	2 592	35,2	37,2
De 30 à 34 ans	1984	2 924	15,9	-
	1991	2 957	24,5	-
	1998	2 977	29,8	-
	2005	3 014	30,6	26,0
	2013	2 734	34,2	36,1
	2016	2 823	33,8	37,4
De 35 à 39 ans	1984	2 769	16,8	-
	1991	2 941	22,8	-
	1998	2 989	29,0	-
	2005	3 133	29,1	26,4
	2013	2 934	31,1	38,8
	2016	2 806	32,9	37,4
De 40 à 44 ans	1984	1 866	15,8	-
	1991	2 963	23,4	-
	1998	2 884	27,5	-
	2005	3 263	28,7	25,3
	2013	3 269	32,0	37,9
	2016	3 209	27,7	37,3
De 45 à 49 ans	1984	1 804	16,6	-
	1991	2 030	19,2	-
	1998	2 860	26,5	-
	2005	3 103	27,6	25,7
	2013	3 243	29,2	34,2
	2016	3 210	32,1	38,4
De 50 à 54 ans	1984	1 682	18,0	-
	1991	1 485	20,2	-
	1998	2 324	24,7	-
	2005	2 884	27,1	24,8
	2013	3 026	27,7	35,4
	2016	3 153	25,6	35,3
55 ans et plus	1984	1 361	15,2	-
	1991	1 488	17,7	-
	1998	1 369	21,7	-
	2005	2 313	21,0	18,2
	2013	3 283	24,9	30,2
	2016	3 622	25,2	31,0
Ensemble	1984	17 602	17,4	-
	1991	18 801	22,9	-
	1998	19 517	29,1	-
	2005	22 251	29,7	24,7
	2013	22 859	31,5	35,6
	2016	23 236	30,6	35,5

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2016, 30,6 % des salariés déclarent que leur rythme de travail est imposé par un contrôle hiérarchique permanent.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 13.6 • **Les rythmes de travail (3) Contrôles hiérarchiques, contrôle ou suivi informatisé selon l'âge des HOMMES en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016**

En %

Âge	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par*		
		Un contrôle hiérarchique permanent	Un contrôle ou un suivi informatisé	
Moins de 20 ans	1984	224	29,8	-
	1991	166	41,7	-
	1998	174	58,0	-
	2005	223	44,7	9,5
	2013	168	48,1	17,8
	2016	191	-	-
De 20 à 24 ans	1984	1 009	21,8	-
	1991	865	29,4	-
	1998	539	43,6	-
	2005	873	42,2	24,4
	2013	864	43,2	38,5
	2016	757	38,4	30,8
De 25 à 29 ans	1984	1 606	18,0	-
	1991	1 586	23,3	-
	1998	1 516	34,4	-
	2005	1 427	36,3	30,5
	2013	1 271	36,8	38,2
	2016	1 289	37,1	36,3
De 30 à 34 ans	1984	1 681	16,4	-
	1991	1 661	24,6	-
	1998	1 658	30,8	-
	2005	1 666	31,2	29,2
	2013	1 378	36,0	37,3
	2016	1 478	32,5	37,9
De 35 à 39 ans	1984	1 647	16,8	-
	1991	1 625	24,0	-
	1998	1 625	30,6	-
	2005	1 658	31,5	28,4
	2013	1 553	34,3	40,4
	2016	1 450	34,2	38,5
De 40 à 44 ans	1984	1 138	17,0	-
	1991	1 652	24,8	-
	1998	1 518	29,1	-
	2005	1 703	30,6	27,4
	2013	1 698	35,4	41,7
	2016	1 575	32,0	43,3
De 45 à 49 ans	1984	1 092	16,8	-
	1991	1 162	20,7	-
	1998	1 470	28,6	-
	2005	1 597	28,9	30,2
	2013	1 534	32,2	37,2
	2016	1 642	34,7	41,9
De 50 à 54 ans	1984	1 016	19,1	-
	1991	869	20,2	-
	1998	1 237	27,2	-
	2005	1 427	30,9	28,7
	2013	1 458	27,7	34,9
	2016	1 479	28,3	39,2
55 ans et plus	1984	780	16,1	-
	1991	819	19,0	-
	1998	745	22,9	-
	2005	1 146	23,9	20,9
	2013	1 572	26,5	33,9
	2016	1 763	26,3	35,3
Ensemble	1984	10 194	17,9	-
	1991	10 406	23,8	-
	1998	10 481	30,9	-
	2005	11 720	31,8	27,5
	2013	11 495	33,6	37,5
	2016	11 625	32,9	38,2

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2016, 30,9 % des hommes salariés déclarent que leur rythme de travail est imposé par un contrôle hiérarchique permanent.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 13.7 • Les rythmes de travail (3) Contrôles hiérarchiques, contrôle ou suivi informatisé selon l'âge des FEMMES en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Âge	Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par*		
		Un contrôle hiérarchique permanent	Un contrôle ou un suivi informatisé	
Moins de 20 ans	1984	131	23,2	-
	1991	85	-	-
	1998	41	-	-
	2005	97	-	-
	2013	88	-	-
	2016	86	-	-
De 20 à 24 ans	1984	989	22,3	-
	1991	864	27,2	-
	1998	566	39,1	-
	2005	715	40,6	23,2
	2013	672	37,1	32,7
	2016	786	32,6	26,3
De 25 à 29 ans	1984	1 237	16,7	-
	1991	1 371	22,9	-
	1998	1 278	31,5	-
	2005	1 204	33,5	23,7
	2013	1 306	38,4	39,2
	2016	1 303	33,3	38,1
De 30 à 34 ans	1984	1 243	15,1	-
	1991	1 296	24,4	-
	1998	1 319	28,4	-
	2005	1 348	29,9	22,1
	2013	1 356	32,3	34,9
	2016	1 345	35,1	37,0
De 35 à 39 ans	1984	1 122	16,7	-
	1991	1 317	21,4	-
	1998	1 364	27,1	-
	2005	1 475	26,4	24,2
	2013	1 381	27,5	37,1
	2016	1 356	31,5	36,2
De 40 à 44 ans	1984	728	13,9	-
	1991	1 311	21,7	-
	1998	1 366	25,7	-
	2005	1 560	26,7	22,9
	2013	1 571	28,3	33,8
	2016	1 634	23,5	31,5
De 45 à 49 ans	1984	712	16,3	-
	1991	868	17,3	-
	1998	1 390	24,3	-
	2005	1 506	26,2	20,8
	2013	1 709	26,6	31,5
	2016	1 567	29,4	34,7
De 50 à 54 ans	1984	666	16,4	-
	1991	616	20,0	-
	1998	1 088	21,9	-
	2005	1 457	23,4	20,9
	2013	1 568	27,7	35,9
	2016	1 674	23,3	31,9
55 ans et plus	1984	581	14,0	-
	1991	668	16,1	-
	1998	624	20,4	-
	2005	1 168	18,2	15,6
	2013	1 711	23,5	26,7
	2016	1 859	24,2	26,9
Ensemble	1984	7 408	16,7	-
	1991	8 396	21,9	-
	1998	9 036	27,1	-
	2005	10 530	27,4	21,6
	2013	11 364	29,4	33,6
	2016	11 611	28,3	32,7

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2016, 28,3 % des femmes salariées déclarent que leur rythme de travail est imposé par un contrôle hiérarchique permanent.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 13.8 • **Les rythmes de travail (3) Contrôles hiérarchiques, contrôle ou suivi informatisé en 2016 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS**

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par*	
		Un contrôle hiérarchique permanent	Un contrôle ou un suivi informatisé
Agriculture, sylviculture et pêche	240	25,1	14,1
Fabrication aliments, boissons, tabac	603	46,9	38,3
Cokéfaction et raffinage	17	-	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	22,7	43,9
Fabrication de matériels de transport	416	36,9	48,3
Fabrication d'autres produits industriels	1 574	38,5	47,8
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	397	29,3	42,2
Construction	1 332	30,3	17,6
Commerce et réparation auto. moto.	2 881	35,8	38,2
Transports et entreposage	1 527	42,4	56,1
Hébergement et restauration	815	40,9	20,8
Information et communication	684	15,2	43,0
Activités financières et d'assurance	856	42,8	56,2
Activités immobilières	314	31,4	32,2
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 212	26,5	34,7
Adm. publique, enseignement, santé et social	7 528	26,7	32,9
Autres activités de services	1 332	15,2	11,2
Non renseigné	28	-	-
Ensemble	23 236	30,6	35,5

- Effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2016, 30,6 % des salariés déclarent que leur rythme de travail est imposé par un contrôle hiérarchique permanent.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 13.9 • **Les rythmes de travail (3) Contrôles hiérarchiques, contrôle ou suivi informatisé en 2016 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS**

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par*	
		Un contrôle hiérarchique permanent	Un contrôle ou un suivi informatisé
Fonct. pub. de l'État	2 396	23,9	33,4
Fonct. pub. territoriale	1 899	24,5	24,3
Fonct. pub. hospitalière	1 156	34,0	41,7
Particuliers, entreprise o	17 786	32,0	36,5
Ensemble	23 236	30,6	35,5

- Effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2016, 30,6 % des salariés déclarent que leur rythme de travail est imposé par un contrôle hiérarchique permanent.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 13.10 • **Les rythmes de travail (3) Contrôles hiérarchiques, contrôle ou suivi informatisé en 2016 selon le type d'employeur des HOMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par*	
		Un contrôle hiérarchique permanent	Un contrôle ou un suivi informatisé
Fonct. pub. de l'État	1 000	24,4	38,5
Fonct. pub. territoriale	775	26,7	28,6
Fonct. pub. hospitalière	269	34,3	39,4
Particulier, entreprise ou	9 581	34,3	39,0
Ensemble	11 625	32,9	38,2

- Effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2016, 30,9 % des hommes salariés déclarent que leur rythme de travail est imposé par un contrôle hiérarchique permanent.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 13.11 • **Les rythmes de travail (3) Contrôles hiérarchiques, contrôle ou suivi informatisé en 2016 selon le type d'employeur des FEMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par*	
		Un contrôle hiérarchique permanent	Un contrôle ou un suivi informatisé
Fonct. pub. de l'État	1 396	23,5	29,7
Fonct. pub. territoriale	1 123	23,0	21,3
Fonct. pub. hospitalière	887	33,9	42,4
Particulier, entreprise ou	8 205	29,3	33,7
Ensemble	11 611	28,3	32,7

- Effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2016, 28,3 % des femmes salariées déclarent que leur rythme de travail est imposé par un contrôle hiérarchique permanent.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

14 • Le travail à la chaîne ou sous contrainte automatique

Tableau 14.1 • Le travail à la chaîne ou sous contrainte automatique en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Sexe		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent travailler à la chaîne ou sous contrainte automatique
Femmes	1984	7 408	3,5
	1991	8 396	3,8
	1998	9 036	3,5
	2005	10 530	3,1
	2013	11 364	3,7
	2016	11 611	5,5
Hommes	1984	10 194	2,4
	1991	10 406	3,2
	1998	10 481	3,6
	2005	11 720	3,9
	2013	11 495	4,5
	2016	11 625	5,3
Ensemble	1984	17 602	2,8
	1991	18 801	3,5
	1998	19 517	3,5
	2005	22 251	3,5
	2013	22 859	4,1
	2016	23 236	5,4

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Travail à la chaîne ou rythme de travail soumis à la cadence d'une machine ou rythme de travail dépendant du déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce.

Lecture : en 2016, 5,4 % des salariés déclarent travailler à la chaîne.

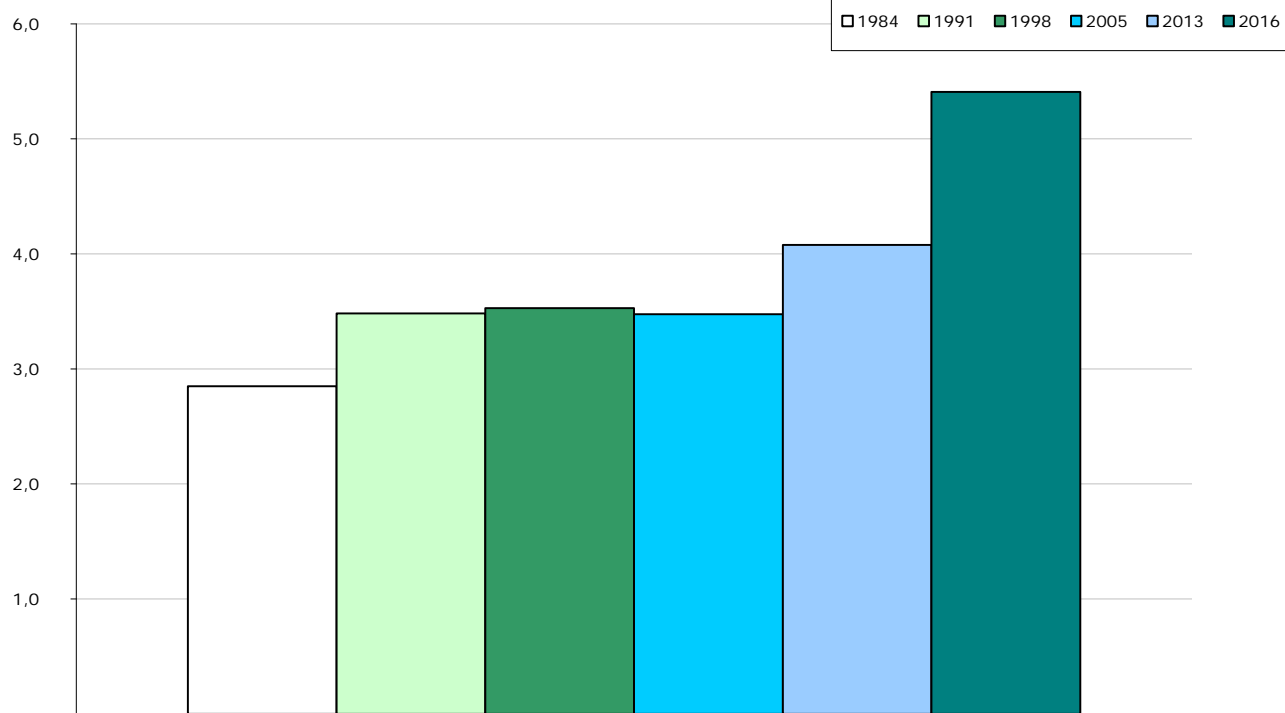
Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Le travail à la chaîne ou sous contrainte automatique en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Proportion de salariés qui déclarent travailler à la chaîne ou sous contrainte automatique



Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 14.2 • **Le travail à la chaîne ou sous contrainte automatique selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016**

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent travailler à la chaîne ou sous contrainte automatique
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1984	1 739	0,1
	1991	2 121	0,1
	1998	2 582	0,2
	2005	3 327	0,2
	2013	4 394	0,3
	2016	4 385	0,4
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1984	732	0,1
	1991	880	0,2
	1998	1 104	0,2
	2005	1 341	0,2
	2013	1 664	0,4
	2016	1 559	0,2
36. Cadres d'entreprise	1984	986	-
	1991	1 231	-
	1998	1 464	0,1
	2005	1 958	0,1
	2013	2 564	0,2
	2016	2 593	0,6
4. Professions intermédiaires	1984	4 071	0,3
	1991	4 379	0,5
	1998	4 517	0,6
	2005	5 778	0,7
	2013	5 887	2,0
	2016	6 105	2,5
41. P.I. enseignement, santé, public	1984	1 798	0,1
	1991	1 855	0,2
	1998	1 897	0,4
	2005	2 337	0,4
	2013	2 326	1,6
	2016	2 536	2,0
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1984	948	-
	1991	1 137	0,4
	1998	1 196	0,3
	2005	1 771	0,4
	2013	1 835	2,2
	2016	1 817	1,6
47. Techniciens	1984	716	0,3
	1991	804	0,8
	1998	842	1,1
	2005	1 068	1,2
	2013	1 159	2,4
	2016	1 174	3,2
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1984	609	1,1
	1991	582	1,3
	1998	582	1,3
	2005	603	2,0
	2013	560	2,1
	2016	573	5,5

Tableau 14.2 • **Le travail à la chaîne ou sous contrainte automatique selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016**
SUITE

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent travailler à la chaîne ou sous contrainte automatique	
5. Employés	1984	5 605	0,4
	1991	6 014	0,6
	1998	6 607	0,8
	2005	7 291	1,1
	2013	7 098	2,6
	2016	7 238	4,3
51. Employés de la fonction publique	1984	2 099	0,3
	1991	2 189	0,7
	1998	2 562	0,8
	2005	2 799	0,8
	2013	2 641	2,4
	2016	2 781	3,5
54. Employés adm. d'entreprise	1984	1 983	0,2
	1991	2 017	0,2
	1998	1 969	0,7
	2005	1 763	0,8
	2013	1 525	1,2
	2016	1 545	1,3
55. Employés de commerce	1984	643	0,8
	1991	783	1,6
	1998	785	2,0
	2005	1 042	2,6
	2013	1 075	6,2
	2016	1 142	8,9
56. Services directs aux particuliers	1984	880	0,6
	1991	1 025	0,4
	1998	1 291	0,2
	2005	1 686	1,0
	2013	1 853	1,8
	2016	1 769	5,1
6. Ouvriers	1984	6 187	7,6
	1991	6 287	9,4
	1998	5 812	10,4
	2005	5 847	11,1
	2013	5 456	11,1
	2016	5 348	14,4
61. Ouvriers qualifiés	1984	3 634	3,6
	1991	4 010	5,5
	1998	3 913	7,0
	2005	3 815	7,1
	2013	3 584	10,4
	2016	3 541	10,6
66. Ouvriers non qualifiés	1984	2 321	14,3
	1991	2 047	17,7
	1998	1 655	18,5
	2005	1 810	19,3
	2013	1 616	13,7
	2016	1 591	24,0
69. Ouvriers agricoles	1984	232	3,2
	1991	230	4,7
	1998	244	9,7
	2005	222	10,9
	2013	252	4,6
	2016	214	4,7
Ensemble	1984	17 602	2,8
	1991	18 801	3,5
	1998	19 517	3,5
	2005	22 251	3,5
	2013	22 859	4,1
	2016	23 236	5,4

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Travail à la chaîne ou rythme de travail soumis à la cadence d'une machine ou rythme de travail dépendant du déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce.

Lecture : en 2016, 5,4 % des salariés déclarent travailler à la chaîne.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 14.3 • Le travail à la chaîne ou sous contrainte automatique selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent travailler à la chaîne ou sous contrainte automatique
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1984	1 307	-
	1991	1 498	0,1
	1998	1 719	0,2
	2005	2 115	0,1
	2013	2 637	0,2
	2016	2 667	0,5
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1984	451	-
	1991	508	0,4
	1998	597	0,2
	2005	700	-
	2013	824	0,3
	2016	791	0,1
36. Cadres d'entreprise	1984	849	-
	1991	989	-
	1998	1 119	0,1
	2005	1 406	0,2
	2013	1 714	0,1
	2016	1 722	0,7
4. Professions intermédiaires	1984	2 385	0,3
	1991	2 480	0,5
	1998	2 440	0,8
	2005	3 043	0,9
	2013	2 830	2,2
	2016	2 915	2,4
41. P.I. enseignement, santé, public	1984	622	0,3
	1991	641	0,3
	1998	557	0,6
	2005	730	0,6
	2013	613	1,8
	2016	600	0,8
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1984	542	-
	1991	595	0,2
	1998	600	0,4
	2005	840	0,5
	2013	748	3,0
	2016	776	0,5
47. Techniciens	1984	652	0,3
	1991	705	0,8
	1998	740	1,0
	2005	938	1,1
	2013	973	2,2
	2016	1 033	3,2
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1984	568	0,6
	1991	539	0,8
	1998	542	1,1
	2005	535	1,7
	2013	490	1,6
	2016	501	5,8

Tableau 14.3 • Le travail à la chaîne ou sous contrainte automatique selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent travailler à la chaîne ou sous contrainte automatique	
5. Employés	1984	1 471	0,4
	1991	1 416	0,5
	1998	1 584	0,8
	2005	1 736	1,7
	2013	1 658	3,2
	2016	1 679	3,3
51. Employés de la fonction publique	1984	793	0,5
	1991	769	0,8
	1998	934	0,7
	2005	1 018	0,9
	2013	888	1,9
	2016	941	2,2
54. Employés adm. d'entreprise	1984	416	0,3
	1991	332	-
	1998	299	2,1
	2005	274	2,3
	2013	216	3,5
	2016	267	2,8
55. Employés de commerce	1984	117	-
	1991	171	-
	1998	182	-
	2005	261	2,5
	2013	264	9,9
	2016	286	7,6
56. Services directs aux particuliers	1984	144	-
	1991	144	0,7
	1998	168	-
	2005	183	4,3
	2013	290	0,9
	2016	184	3,1
6. Ouvriers	1984	5 032	4,5
	1991	5 011	6,3
	1998	4 739	7,2
	2005	4 820	8,1
	2013	4 351	8,8
	2016	4 282	10,8
61. Ouvriers qualifiés	1984	3 333	2,9
	1991	3 611	4,3
	1998	3 486	5,1
	2005	3 409	5,8
	2013	3 127	8,6
	2016	3 097	8,8
66. Ouvriers non qualifiés	1984	1 497	8,6
	1991	1 215	12,8
	1998	1 065	14,1
	2005	1 255	14,7
	2013	1 032	10,7
	2016	1 013	18,3
69. Ouvriers agricoles	1984	202	1,1
	1991	185	2,5
	1998	187	6,4
	2005	156	5,9
	2013	187	2,4
	2016	171	3,2
Ensemble	1984	10 194	2,4
	1991	10 406	3,2
	1998	10 481	3,6
	2005	11 720	3,9
	2013	11 495	4,5
	2016	11 625	5,3

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Travail à la chaîne ou rythme de travail soumis à la cadence d'une machine ou rythme de travail dépendant du déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce.

Lecture : en 2016, 5,3 % des hommes salariés déclarent travailler à la chaîne.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 14.4 • Le travail à la chaîne ou sous contrainte automatique selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent travailler à la chaîne ou sous contrainte automatique
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1984	431	0,2
	1991	623	-
	1998	863	0,1
	2005	1 211	0,2
	2013	1 757	0,4
	2016	1 718	0,3
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1984	281	0,4
	1991	371	-
	1998	507	0,2
	2005	642	0,4
	2013	839	0,4
	2016	769	0,3
36. Cadres d'entreprise	1984	137	-
	1991	242	-
	1998	345	-
	2005	552	-
	2013	850	0,4
	2016	871	0,2
4. Professions intermédiaires	1984	1 687	0,2
	1991	1 898	0,5
	1998	2 077	0,5
	2005	2 735	0,5
	2013	3 057	1,8
	2016	3 190	2,5
41. P.I. enseignement, santé, public	1984	1 175	-
	1991	1 214	0,2
	1998	1 340	0,3
	2005	1 606	0,3
	2013	1 713	1,6
	2016	1 936	2,4
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1984	406	-
	1991	542	0,6
	1998	596	0,2
	2005	931	0,4
	2013	1 087	1,7
	2016	1 041	2,5
47. Techniciennes	1984	65	-
	1991	99	-
	1998	102	-
	2005	130	1,2
	2013	186	3,5
	2016	141	3,1
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1984	41	-
	1991	43	-
	1998	40	-
	2005	68	-
	2013	69	-
	2016	71	-

Tableau 14.4 • Le travail à la chaîne ou sous contrainte automatique selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent travailler à la chaîne ou sous contrainte automatique	
5. Employées	1984	4 134	0,4
	1991	4 598	0,6
	1998	5 023	0,8
	2005	5 555	0,9
	2013	5 440	2,4
	2016	5 559	4,6
51. Employées de la fonction publique	1984	1 307	0,2
	1991	1 420	0,6
	1998	1 628	0,9
	2005	1 782	0,7
	2013	1 753	2,7
	2016	1 840	4,2
54. Employées adm. d'entreprise	1984	1 566	0,1
	1991	1 685	0,2
	1998	1 670	0,4
	2005	1 489	0,5
	2013	1 309	0,8
	2016	1 278	1,0
55. Employées de commerce	1984	526	1,0
	1991	612	2,0
	1998	603	2,6
	2005	781	2,7
	2013	811	5,0
	2016	856	9,4
56. Services directs aux particuliers	1984	736	0,7
	1991	881	0,4
	1998	1 122	0,3
	2005	1 503	0,6
	2013	1 563	2,0
	2016	1 585	5,3
6. Ouvrières	1984	1 155	20,8
	1991	1 276	22,0
	1998	1 073	24,4
	2005	1 027	25,0
	2013	1 105	20,1
	2016	1 066	28,7
61. Ouvrières qualifiées	1984	301	10,6
	1991	399	17,1
	1998	427	21,8
	2005	406	18,6
	2013	456	22,9
	2016	445	23,6
66. Ouvrières non qualifiées	1984	825	24,6
	1991	832	24,8
	1998	589	26,5
	2005	555	29,9
	2013	584	18,9
	2016	579	33,9
69. Ouvrières agricoles	1984	30	-
	1991	45	-
	1998	57	-
	2005	66	-
	2013	65	-
	2016	42	-
Ensemble	1984	7 408	3,5
	1991	8 396	3,8
	1998	9 036	3,5
	2005	10 530	3,1
	2013	11 364	3,7
	2016	11 611	5,5

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Travail à la chaîne ou rythme de travail soumis à la cadence d'une machine ou rythme de travail dépendant du déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce.

Lecture : en 2016, 5,5 % des femmes salariées déclarent travailler à la chaîne.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 14.5 • Le travail à la chaîne ou sous contrainte automatique selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Âge		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent travailler à la chaîne ou sous contrainte automatique
Moins de 20 ans	1984	356	3,0
	1991	251	2,5
	1998	216	3,4
	2005	320	2,1
	2013	257	9,3
	2016	277	-
De 20 à 24 ans	1984	1 997	4,2
	1991	1 729	6,2
	1998	1 105	6,7
	2005	1 588	6,0
	2013	1 536	7,9
	2016	1 544	5,5
De 25 à 29 ans	1984	2 842	3,4
	1991	2 957	3,4
	1998	2 793	4,2
	2005	2 632	4,0
	2013	2 578	4,9
	2016	2 592	7,0
De 30 à 34 ans	1984	2 924	2,7
	1991	2 957	3,5
	1998	2 977	3,1
	2005	3 014	3,5
	2013	2 734	5,3
	2016	2 823	7,8
De 35 à 39 ans	1984	2 769	2,5
	1991	2 941	3,2
	1998	2 989	3,6
	2005	3 133	3,1
	2013	2 934	4,5
	2016	2 806	6,6
De 40 à 44 ans	1984	1 866	2,3
	1991	2 963	3,6
	1998	2 884	3,8
	2005	3 263	3,4
	2013	3 269	3,6
	2016	3 209	4,1
De 45 à 49 ans	1984	1 804	2,7
	1991	2 030	3,3
	1998	2 860	2,6
	2005	3 103	3,2
	2013	3 243	3,3
	2016	3 210	4,1
De 50 à 54 ans	1984	1 682	2,7
	1991	1 485	3,0
	1998	2 324	3,2
	2005	2 884	3,3
	2013	3 026	2,6
	2016	3 153	4,7
55 ans et plus	1984	1 361	1,6
	1991	1 488	1,8
	1998	1 369	2,4
	2005	2 313	2,4
	2013	3 283	2,4
	2016	3 622	4,2
Ensemble	1984	17 602	2,8
	1991	18 801	3,5
	1998	19 517	3,5
	2005	22 251	3,5
	2013	22 859	4,1
	2016	23 236	5,4

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Travail à la chaîne ou rythme de travail soumis à la cadence d'une machine ou rythme de travail dépendant du déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce.

Lecture : en 2016, 5,4 % des salariés déclarent travailler à la chaîne.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 14.6 • Le travail à la chaîne ou sous contrainte automatique selon l'âge des HOMMES en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Âge	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent travailler à la chaîne ou sous contrainte automatique	
Moins de 20 ans	1984	224	1,2
	1991	166	2,5
	1998	174	4,2
	2005	223	2,8
	2013	168	10,0
	2016	191	-
De 20 à 24 ans	1984	1 009	3,1
	1991	865	7,1
	1998	539	7,2
	2005	873	7,2
	2013	864	9,4
	2016	757	6,9
De 25 à 29 ans	1984	1 606	2,7
	1991	1 586	3,0
	1998	1 516	5,1
	2005	1 427	5,3
	2013	1 271	6,2
	2016	1 289	10,2
De 30 à 34 ans	1984	1 681	2,4
	1991	1 661	3,2
	1998	1 658	3,1
	2005	1 666	3,9
	2013	1 378	6,2
	2016	1 478	5,9
De 35 à 39 ans	1984	1 647	2,3
	1991	1 625	2,9
	1998	1 625	3,4
	2005	1 658	2,9
	2013	1 553	5,5
	2016	1 450	6,7
De 40 à 44 ans	1984	1 138	2,2
	1991	1 652	2,9
	1998	1 518	3,6
	2005	1 703	3,4
	2013	1 698	3,9
	2016	1 575	3,7
De 45 à 49 ans	1984	1 092	2,8
	1991	1 162	3,4
	1998	1 470	2,5
	2005	1 597	3,1
	2013	1 534	3,1
	2016	1 642	3,7
De 50 à 54 ans	1984	1 016	2,2
	1991	869	2,4
	1998	1 237	2,7
	2005	1 427	3,8
	2013	1 458	1,6
	2016	1 479	2,6
55 ans et plus	1984	780	1,2
	1991	819	1,7
	1998	745	2,7
	2005	1 146	2,9
	2013	1 572	2,1
	2016	1 763	4,1
Ensemble	1984	10 194	2,4
	1991	10 406	3,2
	1998	10 481	3,6
	2005	11 720	3,9
	2013	11 495	4,5
	2016	11 625	5,3

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Travail à la chaîne ou rythme de travail soumis à la cadence d'une machine ou rythme de travail dépendant du déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce.

Lecture : en 2016, 5,3 % des hommes salariés déclarent travailler à la chaîne.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 14.7 • Le travail à la chaîne ou sous contrainte automatique selon l'âge des FEMMES en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Âge	Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent travailler à la chaîne ou sous contrainte automatique	
Moins de 20 ans	1984	131	6,0
	1991	85	-
	1998	41	-
	2005	97	-
	2013	88	-
	2016	86	-
De 20 à 24 ans	1984	989	5,4
	1991	864	5,4
	1998	566	6,1
	2005	715	4,7
	2013	672	6,1
	2016	786	4,1
De 25 à 29 ans	1984	1 237	4,3
	1991	1 371	3,8
	1998	1 278	3,1
	2005	1 204	2,5
	2013	1 306	3,6
	2016	1 303	3,8
De 30 à 34 ans	1984	1 243	3,0
	1991	1 296	3,8
	1998	1 319	3,1
	2005	1 348	3,0
	2013	1 356	4,4
	2016	1 345	10,0
De 35 à 39 ans	1984	1 122	2,9
	1991	1 317	3,5
	1998	1 364	3,8
	2005	1 475	3,2
	2013	1 381	3,4
	2016	1 356	6,6
De 40 à 44 ans	1984	728	2,5
	1991	1 311	4,3
	1998	1 366	4,0
	2005	1 560	3,4
	2013	1 571	3,3
	2016	1 634	4,5
De 45 à 49 ans	1984	712	2,7
	1991	868	3,0
	1998	1 390	2,7
	2005	1 506	3,3
	2013	1 709	3,5
	2016	1 567	4,6
De 50 à 54 ans	1984	666	3,6
	1991	616	3,9
	1998	1 088	3,7
	2005	1 457	2,9
	2013	1 568	3,5
	2016	1 674	6,5
55 ans et plus	1984	581	2,3
	1991	668	1,9
	1998	624	2,1
	2005	1 168	1,9
	2013	1 711	2,7
	2016	1 859	4,3
Ensemble	1984	7 408	3,5
	1991	8 396	3,8
	1998	9 036	3,5
	2005	10 530	3,1
	2013	11 364	3,7
	2016	11 611	5,5

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Travail à la chaîne ou rythme de travail soumis à la cadence d'une machine ou rythme de travail dépendant du déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce.

Lecture : en 2016, 5,5 % des femmes salariées déclarent travailler à la chaîne.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 14.8 • **Le travail à la chaîne ou sous contrainte automatique en 2016 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS**

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent travailler à la chaîne ou sous contrainte automatique
Agriculture, sylviculture et pêche	240	6,0
Fabrication aliments, boissons, tabac	603	27,6
Cokéfaction et raffinage	17	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	5,7
Fabrication de matériels de transport	416	21,9
Fabrication d'autres produits industriels	1 574	15,1
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	397	3,8
Construction	1 332	2,9
Commerce et réparation auto. moto.	2 881	7,1
Transports et entreposage	1 527	4,5
Hébergement et restauration	815	12,1
Information et communication	684	2,2
Activités financières et d'assurance	856	0,9
Activités immobilières	314	-
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 212	3,0
Adm. publique, enseignement, santé et social	7 528	2,4
Autres activités de services	1 332	1,7
Non renseigné	28	-
Ensemble	23 236	5,4

- Effectifs insuffisants.

* Travail à la chaîne ou rythme de travail soumis à la cadence d'une machine ou rythme de travail dépendant du déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce.

Lecture : en 2016, 5,4 % des salariés déclarent travailler à la chaîne.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 14.9 • **Le travail à la chaîne ou sous contrainte automatique en 2016 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS**

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent travailler à la chaîne ou sous contrainte automatique
Fonct. pub. de l'État	2 396	1,1
Fonct. pub. territoriale	1 899	1,7
Fonct. pub. hospitalière	1 156	5,0
Particuliers, entreprise o	17 786	6,4
Ensemble	23 236	5,4

- Effectifs insuffisants.

* Travail à la chaîne ou rythme de travail soumis à la cadence d'une machine ou rythme de travail dépendant du déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce.

Lecture : en 2016, 5,4 % des salariés déclarent travailler à la chaîne.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 14.10 • **Le travail à la chaîne ou sous contrainte automatique en 2016 selon le type d'employeur des HOMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent travailler à la chaîne ou sous contrainte automatique
Fonct. pub. de l'État	1 000	0,9
Fonct. pub. territoriale	775	1,3
Fonct. pub. hospitalière	269	2,1
Particulier, entreprise ou	9 581	6,1
Ensemble	11 625	5,3

- Effectifs insuffisants.

* Travail à la chaîne ou rythme de travail soumis à la cadence d'une machine ou rythme de travail dépendant du déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce.

Lecture : en 2016, 5,3 % des hommes salariés déclarent travailler à la chaîne.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 14.11 • **Le travail à la chaîne ou sous contrainte automatique en 2016 selon le type d'employeur des FEMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent travailler à la chaîne ou sous contrainte automatique
Fonct. pub. de l'État	1 396	1,3
Fonct. pub. territoriale	1 123	2,0
Fonct. pub. hospitalière	887	5,9
Particulier, entreprise ou	8 205	6,7
Ensemble	11 611	5,5

- Effectifs insuffisants.

* Travail à la chaîne ou rythme de travail soumis à la cadence d'une machine ou rythme de travail dépendant du déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce.

Lecture : en 2016, 5,5 % des femmes salariées déclarent travailler à la chaîne.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

15 • Le travail répétitif

Tableau 15.1 • Le travail répétitif en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Sexe		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent que leur travail est répétitif	Parmi eux, proportion de salariés pour qui chaque série de geste dure moins d'une minute
Femmes	1984	7 408	22,5	31,1
	1991	8 396	34,0	25,2
	1998	9 036	31,2	26,5
	2005	10 530	30,2	24,2
	2013	11 364	44,9	25,0
	2016	11 611	46,0	26,5
Hommes	1984	10 194	18,3	23,9
	1991	10 406	26,0	23,9
	1998	10 481	26,6	23,5
	2005	11 720	26,0	25,4
	2013	11 495	37,5	24,6
	2016	11 625	38,5	29,0
Ensemble	1984	17 602	20,1	27,3
	1991	18 801	29,6	24,6
	1998	19 517	28,7	25,0
	2005	22 251	28,0	24,8
	2013	22 859	41,2	24,8
	2016	23 236	42,3	27,6

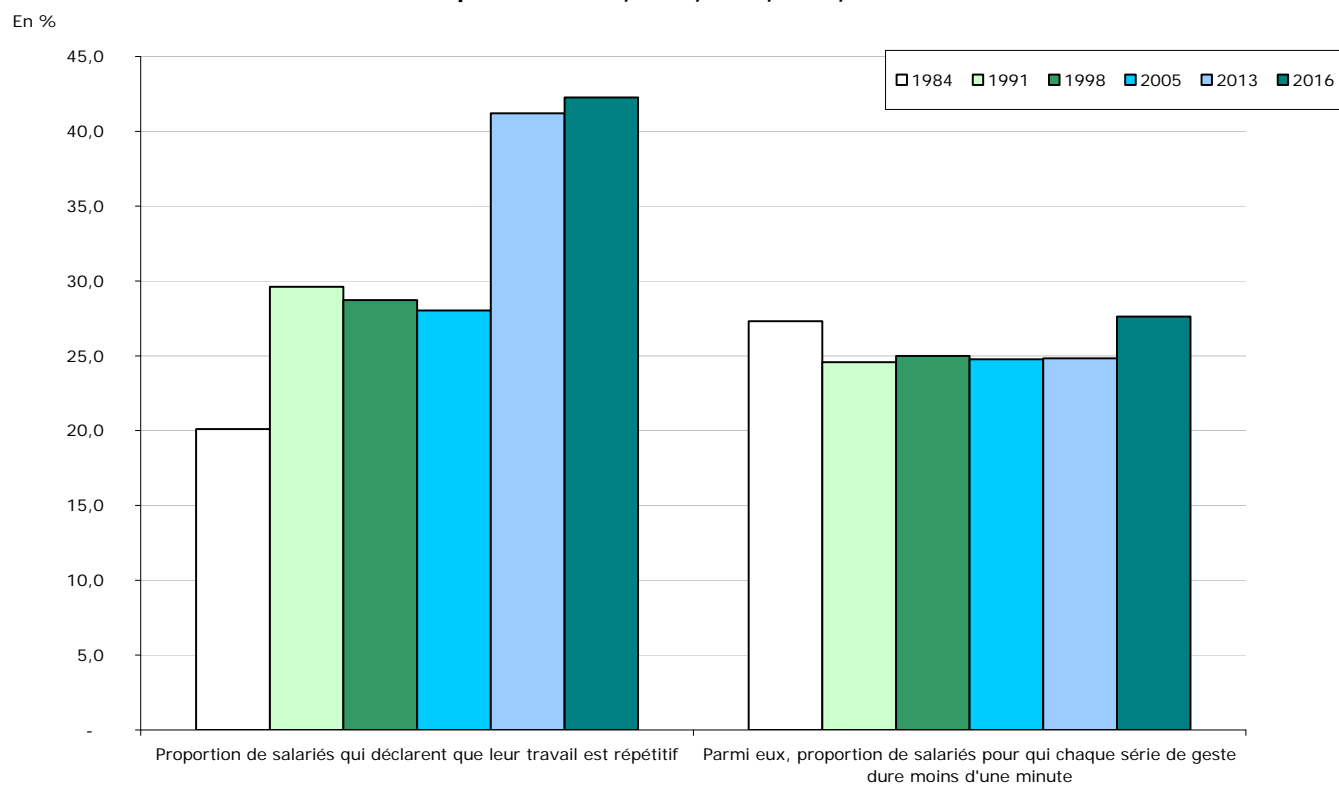
- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 42,3 % des salariés déclarent que leur travail est répétitif ; 27,6 % d'entre eux déclarent que chaque série de geste dure moins d'une minute.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Le travail répétitif en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016



Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 15.2 • Le travail répétitif selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent que leur travail est répétitif	Parmi eux, proportion de salariés pour qui chaque série de geste dure moins d'une minute
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1984	1 739	2,5	-
	1991	2 121	5,6	12,1
	1998	2 582	4,7	12,6
	2005	3 327	4,5	13,3
	2013	4 394	11,0	18,8
	2016	4 385	12,9	24,9
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1984	732	4,4	-
	1991	880	7,5	-
	1998	1 104	6,6	-
	2005	1 341	4,9	-
	2013	1 664	14,3	22,8
	2016	1 559	14,3	19,3
36. Cadres d'entreprise	1984	986	1,2	-
	1991	1 231	4,1	-
	1998	1 464	3,3	-
	2005	1 958	4,1	-
	2013	2 564	8,9	14,9
	2016	2 593	11,1	28,0
4. Professions intermédiaires	1984	4 071	7,5	13,9
	1991	4 379	15,7	17,4
	1998	4 517	14,5	14,8
	2005	5 778	15,3	22,4
	2013	5 887	27,1	22,3
	2016	6 105	27,2	21,7
41. P.I. enseignement, santé, public	1984	1 798	6,7	12,3
	1991	1 855	15,1	15,0
	1998	1 897	14,1	12,9
	2005	2 337	12,8	12,5
	2013	2 326	25,0	18,8
	2016	2 536	26,8	18,8
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1984	948	6,7	-
	1991	1 137	16,5	16,0
	1998	1 196	14,4	14,4
	2005	1 771	18,1	29,0
	2013	1 835	31,3	26,8
	2016	1 817	30,1	23,4
47. Techniciens	1984	716	8,5	-
	1991	804	15,4	20,5
	1998	842	13,7	16,7
	2005	1 068	13,6	25,8
	2013	1 159	24,6	21,2
	2016	1 174	20,9	27,4
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1984	609	9,7	-
	1991	582	16,9	-
	1998	582	17,0	-
	2005	603	19,8	-
	2013	560	27,3	20,8
	2016	573	32,7	19,7

Tableau 15.2 • Le travail répétitif selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent que leur travail est répétitif	Parmi eux, proportion de salariés pour qui chaque série de geste dure moins d'une minute
5. Employés	1984	5 605	18,4	21,8
	1991	6 014	32,7	20,4
	1998	6 607	32,3	24,3
	2005	7 291	33,3	21,0
	2013	7 098	53,7	22,8
	2016	7 238	55,5	25,1
	51. Employés de la fonction publique	1984	2 099	18,6
1991		2 189	32,6	16,8
1998		2 562	33,3	18,3
2005		2 799	32,0	14,8
2013		2 641	52,3	18,6
2016		2 781	54,8	17,1
54. Employés adm. d'entreprise		1984	1 983	17,3
	1991	2 017	29,4	22,6
	1998	1 969	25,1	26,1
	2005	1 763	27,9	23,7
	2013	1 525	41,7	23,7
	2016	1 545	47,5	28,3
	55. Employés de commerce	1984	643	25,7
1991		783	39,8	33,6
1998		785	44,8	44,1
2005		1 042	41,8	37,5
2013		1 075	60,4	39,1
2016		1 142	60,0	42,5
56. Services directs aux particuliers		1984	880	15,2
	1991	1 025	34,0	12,3
	1998	1 291	33,7	17,9
	2005	1 686	35,8	16,1
	2013	1 853	61,8	18,0
	2016	1 769	60,6	23,4
	6. Ouvriers	1984	6 187	34,7
1991		6 287	44,4	29,8
1998		5 812	46,4	28,6
2005		5 847	47,4	29,4
2013		5 456	64,3	29,0
2016		5 348	65,9	33,8
61. Ouvriers qualifiés		1984	3 634	26,8
	1991	4 010	37,7	23,1
	1998	3 913	41,0	24,1
	2005	3 815	41,1	26,9
	2013	3 584	60,7	26,4
	2016	3 541	60,1	32,4
	66. Ouvriers non qualifiés	1984	2 321	49,1
1991		2 047	57,6	38,0
1998		1 655	58,9	34,3
2005		1 810	60,5	33,1
2013		1 616	72,8	31,6
2016		1 591	77,7	36,5
69. Ouvriers agricoles		1984	232	13,7
	1991	230	44,1	-
	1998	244	48,4	41,9
	2005	222	50,2	-
	2013	252	60,5	46,7
	2016	214	73,0	29,2
	Ensemble	1984	17 602	20,1
1991		18 801	29,6	24,6
1998		19 517	28,7	25,0
2005		22 251	28,0	24,8
2013		22 859	41,2	24,8
2016		23 236	42,3	27,6

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 42,3 % des salariés déclarent que leur travail est répétitif ; 27,6 % d'entre eux déclarent que chaque série de geste dure moins d'une minute.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 15.3 • Le travail répétitif selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent que leur travail est répétitif	Parmi eux, proportion de salariés pour qui chaque série de geste dure moins d'une minute
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1984	1 307	2,0	-
	1991	1 498	5,1	-
	1998	1 719	3,8	-
	2005	2 115	3,6	-
	2013	2 637	8,8	12,5
	2016	2 667	13,2	25,0
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1984	451	3,9	-
	1991	508	7,4	-
	1998	597	5,8	-
	2005	700	3,9	-
	2013	824	11,5	13,4
	2016	791	14,4	15,1
36. Cadres d'entreprise	1984	849	1,0	-
	1991	989	3,9	-
	1998	1 119	2,7	-
	2005	1 406	3,5	-
	2013	1 714	7,7	12,4
	2016	1 722	11,1	28,9
4. Professions intermédiaires	1984	2 385	7,7	14,3
	1991	2 480	15,1	20,6
	1998	2 440	13,2	16,0
	2005	3 043	14,0	24,4
	2013	2 830	24,1	20,6
	2016	2 915	24,1	20,6
41. P.I. enseignement, santé, public	1984	622	7,6	-
	1991	641	15,8	-
	1998	557	13,0	-
	2005	730	9,6	-
	2013	613	23,4	19,9
	2016	600	26,8	13,1
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1984	542	6,2	-
	1991	595	14,4	-
	1998	600	12,9	-
	2005	840	16,1	-
	2013	748	25,6	20,4
	2016	776	22,2	31,2
47. Techniciens	1984	652	7,9	-
	1991	705	14,4	-
	1998	740	12,3	-
	2005	938	12,4	-
	2013	973	22,7	21,9
	2016	1 033	19,7	23,5
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1984	568	8,9	-
	1991	539	15,9	-
	1998	542	14,8	-
	2005	535	19,3	-
	2013	490	25,8	19,2
	2016	501	33,3	14,2

Tableau 15.3 • Le travail répétitif selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent que leur travail est répétitif	Parmi eux, proportion de salariés pour qui chaque série de geste dure moins d'une minute	
5. Employés	1984	1 471	16,9	17,9
	1991	1 416	26,0	25,1
	1998	1 584	27,7	26,2
	2005	1 736	28,3	23,9
	2013	1 658	46,1	27,6
	2016	1 679	45,2	32,8
	51. Employés de la fonction publique	1984	793	15,8
1991		769	24,2	23,6
1998		934	25,8	22,3
2005		1 018	26,3	17,9
2013		888	37,9	25,4
2016		941	38,7	17,6
54. Employés adm. d'entreprise		1984	416	17,8
	1991	332	26,7	-
	1998	299	25,7	-
	2005	274	25,9	-
	2013	216	44,6	-
	2016	267	52,4	-
	55. Employés de commerce	1984	117	16,7
1991		171	24,7	-
1998		182	30,1	-
2005		261	29,4	-
2013		264	59,0	-
2016		286	59,8	-
56. Services directs aux particuliers		1984	144	20,8
	1991	144	35,0	-
	1998	168	39,1	-
	2005	183	41,3	-
	2013	290	60,4	31,1
	2016	184	44,9	-
	6. Ouvriers	1984	5 032	28,0
1991		5 011	37,7	24,8
1998		4 739	41,4	24,5
2005		4 820	42,7	26,4
2013		4 351	60,2	26,0
2016		4 282	61,4	30,7
61. Ouvriers qualifiés		1984	3 333	24,6
	1991	3 611	34,6	21,1
	1998	3 486	38,1	21,5
	2005	3 409	38,4	25,4
	2013	3 127	58,5	24,1
	2016	3 097	57,7	28,9
	66. Ouvriers non qualifiés	1984	1 497	38,1
1991		1 215	46,7	32,3
1998		1 065	51,9	30,5
2005		1 255	54,1	28,6
2013		1 032	66,4	29,0
2016		1 013	71,1	36,3
69. Ouvriers agricoles		1984	202	7,7
	1991	185	40,4	-
	1998	187	42,1	-
	2005	156	46,5	-
	2013	187	55,0	-
	2016	171	71,5	-
	Ensemble	1984	10 194	18,3
1991		10 406	26,0	23,9
1998		10 481	26,6	23,5
2005		11 720	26,0	25,4
2013		11 495	37,5	24,6
2016		11 625	38,5	29,0

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 35,2 % des hommes salariés déclarent que leur travail est répétitif ; 26,9 % d'entre eux déclarent que chaque série de geste dure moins d'une minute.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 15.4 • Le travail répétitif selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent que leur travail est répétitif	Parmi elles, proportion de salariées pour qui chaque série de geste dure moins d'une minute
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1984	431	4,3	-
	1991	623	6,6	-
	1998	863	6,4	-
	2005	1 211	6,0	-
	2013	1 757	14,2	25,0
	2016	1 718	12,5	24,6
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1984	281	5,1	-
	1991	371	7,7	-
	1998	507	7,5	-
	2005	642	6,1	-
	2013	839	17,1	29,2
	2016	769	14,2	23,7
36. Cadres d'entreprise	1984	137	2,3	-
	1991	242	4,9	-
	1998	345	5,0	-
	2005	552	5,9	-
	2013	850	11,4	-
	2016	871	11,1	-
4. Professions intermédiaires	1984	1 687	7,2	13,2
	1991	1 898	16,5	13,7
	1998	2 077	16,0	13,6
	2005	2 735	16,8	20,6
	2013	3 057	29,8	23,5
	2016	3 190	30,0	22,5
41. P.I. enseignement, santé, public	1984	1 175	6,2	-
	1991	1 214	14,6	11,1
	1998	1 340	14,5	10,1
	2005	1 606	14,3	11,8
	2013	1 713	25,5	18,4
	2016	1 936	26,8	20,6
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1984	406	7,4	-
	1991	542	18,8	-
	1998	596	15,9	15,1
	2005	931	19,9	28,5
	2013	1 087	35,3	29,9
	2016	1 041	36,0	20,0
47. Techniciennes	1984	65	-	-
	1991	99	-	-
	1998	102	-	-
	2005	130	21,7	-
	2013	186	34,5	-
	2016	141	29,6	-
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1984	41	-	-
	1991	43	-	-
	1998	40	-	-
	2005	68	-	-
	2013	69	-	-
	2016	71	-	-

Tableau 15.4 • Le travail répétitif selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent que leur travail est répétitif	Parmi elles, proportion de salariées pour qui chaque série de geste dure moins d'une minute
5. Employées	1984	4 134	18,9	23,0
	1991	4 598	34,8	19,3
	1998	5 023	33,8	23,8
	2005	5 555	34,9	20,3
	2013	5 440	56,1	21,6
	2016	5 559	58,6	23,3
51. Employées de la fonction publique	1984	1 307	20,2	14,6
	1991	1 420	37,1	14,3
	1998	1 628	37,6	16,7
	2005	1 782	35,3	13,5
	2013	1 753	59,6	16,4
	2016	1 840	63,1	16,9
54. Employées adm. d'entreprise	1984	1 566	17,1	-
	1991	1 685	30,0	21,0
	1998	1 670	25,0	25,5
	2005	1 489	28,3	22,3
	2013	1 309	41,2	23,6
	2016	1 278	46,5	23,4
55. Employées de commerce	1984	526	27,8	-
	1991	612	44,1	34,4
	1998	603	49,2	46,8
	2005	781	45,9	39,3
	2013	811	60,8	41,8
	2016	856	60,1	40,2
56. Services directs aux particuliers	1984	736	14,1	-
	1991	881	33,9	11,7
	1998	1 122	32,8	15,1
	2005	1 503	35,2	13,7
	2013	1 563	62,1	15,7
	2016	1 585	62,5	22,2
6. Ouvrières	1984	1 155	64,0	42,7
	1991	1 276	70,7	40,4
	1998	1 073	68,5	39,3
	2005	1 027	69,5	38,1
	2013	1 105	80,5	38,2
	2016	1 066	83,6	42,9
61. Ouvrières qualifiées	1984	301	51,0	34,1
	1991	399	66,2	32,4
	1998	427	64,1	36,5
	2005	406	63,7	34,4
	2013	456	76,4	38,3
	2016	445	76,6	51,2
66. Ouvrières non qualifiées	1984	825	69,1	44,8
	1991	832	73,5	43,2
	1998	589	71,6	39,3
	2005	555	75,0	40,4
	2013	584	84,2	35,4
	2016	579	89,4	36,9
69. Ouvrières agricoles	1984	30	-	-
	1991	45	-	-
	1998	57	-	-
	2005	66	-	-
	2013	65	-	-
	2016	42	-	-
Ensemble	1984	7 408	22,5	31,1
	1991	8 396	34,0	25,2
	1998	9 036	31,2	26,5
	2005	10 530	30,2	24,2
	2013	11 364	44,9	25,0
	2016	11 611	46,0	26,5

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 44,7 % des femmes salariées déclarent que leur travail est répétitif ; 26,1 % d'entre elles déclarent que chaque série de geste dure moins d'une minute.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 15.5 • Le travail répétitif selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Âge		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent que leur travail est répétitif	Parmi eux, proportion de salariés pour qui chaque série de geste dure moins d'une minute
Moins de 20 ans	1984	356	20,2	-
	1991	251	35,2	-
	1998	216	35,1	-
	2005	320	34,6	-
	2013	257	59,8	34,2
	2016	277	-	-
De 20 à 24 ans	1984	1 997	25,0	31,6
	1991	1 729	36,9	27,4
	1998	1 105	38,2	35,6
	2005	1 588	36,7	24,2
	2013	1 536	51,3	25,5
	2016	1 544	47,8	26,0
De 25 à 29 ans	1984	2 842	20,8	30,1
	1991	2 957	29,6	24,8
	1998	2 793	29,5	27,7
	2005	2 632	26,9	27,6
	2013	2 578	41,7	25,4
	2016	2 592	47,5	33,9
De 30 à 34 ans	1984	2 924	20,5	28,8
	1991	2 957	30,5	23,5
	1998	2 977	28,5	24,8
	2005	3 014	26,3	30,4
	2013	2 734	41,1	26,5
	2016	2 823	41,5	29,6
De 35 à 39 ans	1984	2 769	18,6	22,7
	1991	2 941	28,6	28,3
	1998	2 989	29,6	24,9
	2005	3 133	28,1	24,9
	2013	2 934	38,4	23,3
	2016	2 806	37,4	34,1
De 40 à 44 ans	1984	1 866	17,5	23,6
	1991	2 963	27,9	24,4
	1998	2 884	26,9	24,1
	2005	3 263	28,0	22,4
	2013	3 269	40,2	28,0
	2016	3 209	40,1	23,0
De 45 à 49 ans	1984	1 804	18,9	27,0
	1991	2 030	27,3	22,4
	1998	2 860	27,8	22,3
	2005	3 103	28,9	26,1
	2013	3 243	39,4	25,4
	2016	3 210	42,2	21,7
De 50 à 54 ans	1984	1 682	20,2	29,9
	1991	1 485	29,4	24,9
	1998	2 324	26,3	21,7
	2005	2 884	27,9	21,5
	2013	3 026	41,5	21,2
	2016	3 153	41,3	31,4
55 ans et plus	1984	1 361	18,5	22,0
	1991	1 488	27,2	18,7
	1998	1 369	27,1	22,5
	2005	2 313	23,4	20,5
	2013	3 283	39,7	22,4
	2016	3 622	40,9	23,9
Ensemble	1984	17 602	20,1	27,3
	1991	18 801	29,6	24,6
	1998	19 517	28,7	25,0
	2005	22 251	28,0	24,8
	2013	22 859	41,2	24,8
	2016	23 236	42,3	27,6

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 42,3 % des salariés déclarent que leur travail est répétitif ; 27,6 % d'entre eux déclarent que chaque série de geste dure moins d'une minute.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 15.6 • Le travail répétitif selon l'âge des HOMMES en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016
En %

Âge		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent que leur travail est répétitif	Parmi eux, proportion de salariés pour qui chaque série de geste dure moins d'une minute
Moins de 20 ans	1984	224	16,5	-
	1991	166	32,2	-
	1998	174	36,5	-
	2005	223	30,7	-
	2013	168	53,5	-
	2016	191	-	-
De 20 à 24 ans	1984	1 009	22,4	25,4
	1991	865	33,7	24,9
	1998	539	37,3	33,8
	2005	873	35,8	21,2
	2013	864	50,2	22,9
	2016	757	45,5	35,2
De 25 à 29 ans	1984	1 606	19,2	24,4
	1991	1 586	26,8	24,9
	1998	1 516	28,0	27,0
	2005	1 427	26,9	28,0
	2013	1 271	41,0	22,8
	2016	1 289	48,1	30,9
De 30 à 34 ans	1984	1 681	18,7	25,6
	1991	1 661	26,7	22,9
	1998	1 658	27,9	20,4
	2005	1 666	24,6	31,1
	2013	1 378	41,2	27,7
	2016	1 478	38,2	30,0
De 35 à 39 ans	1984	1 647	18,0	19,1
	1991	1 625	24,8	28,0
	1998	1 625	27,7	25,0
	2005	1 658	25,3	25,0
	2013	1 553	37,4	23,8
	2016	1 450	34,0	38,6
De 40 à 44 ans	1984	1 138	16,5	22,7
	1991	1 652	23,2	23,0
	1998	1 518	24,1	22,1
	2005	1 703	25,7	24,0
	2013	1 698	35,2	25,7
	2016	1 575	36,4	23,2
De 45 à 49 ans	1984	1 092	17,0	24,9
	1991	1 162	26,2	23,0
	1998	1 470	24,2	20,9
	2005	1 597	25,9	29,3
	2013	1 534	31,9	25,6
	2016	1 642	37,9	19,7
De 50 à 54 ans	1984	1 016	18,7	30,5
	1991	869	25,2	24,2
	1998	1 237	23,7	19,8
	2005	1 427	27,0	18,4
	2013	1 458	35,9	21,3
	2016	1 479	34,8	34,5
55 ans et plus	1984	780	15,9	20,2
	1991	819	22,8	20,2
	1998	745	23,0	26,4
	2005	1 146	19,1	25,7
	2013	1 572	32,4	24,3
	2016	1 763	34,7	27,3
Ensemble	1984	10 194	18,3	23,9
	1991	10 406	26,0	23,9
	1998	10 481	26,6	23,5
	2005	11 720	26,0	25,4
	2013	11 495	37,5	24,6
	2016	11 625	38,5	29,0

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 35,2 % des hommes salariés déclarent que leur travail est répétitif ; 26,9 % d'entre eux déclarent que chaque série de geste dure moins d'une minute.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 15.7 • Le travail répétitif selon l'âge des FEMMES en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016
En %

Âge		Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent que leur travail est répétitif	Parmi elles, proportion de salariées pour qui chaque série de geste dure moins d'une minute
Moins de 20 ans	1984	131	26,5	-
	1991	85	-	-
	1998	41	-	-
	2005	97	-	-
	2013	88	-	-
	2016	86	-	-
De 20 à 24 ans	1984	989	27,5	36,5
	1991	864	40,0	29,6
	1998	566	38,9	37,3
	2005	715	37,8	27,7
	2013	672	52,8	28,6
	2016	786	49,9	17,9
De 25 à 29 ans	1984	1 237	22,9	36,3
	1991	1 371	32,8	24,6
	1998	1 278	31,3	28,4
	2005	1 204	27,0	27,0
	2013	1 306	42,3	27,8
	2016	1 303	46,9	36,9
De 30 à 34 ans	1984	1 243	22,8	32,3
	1991	1 296	35,3	24,0
	1998	1 319	29,3	30,1
	2005	1 348	28,4	29,6
	2013	1 356	41,1	25,2
	2016	1 345	45,1	29,3
De 35 à 39 ans	1984	1 122	19,5	27,7
	1991	1 317	33,4	28,6
	1998	1 364	31,9	24,8
	2005	1 475	31,2	24,8
	2013	1 381	39,5	22,8
	2016	1 356	41,0	30,2
De 40 à 44 ans	1984	728	19,2	24,7
	1991	1 311	33,9	25,7
	1998	1 366	29,9	25,8
	2005	1 560	30,5	20,8
	2013	1 571	45,7	29,9
	2016	1 634	43,8	22,8
De 45 à 49 ans	1984	712	22,0	29,5
	1991	868	28,8	21,7
	1998	1 390	31,6	23,4
	2005	1 506	32,1	23,4
	2013	1 709	46,1	25,2
	2016	1 567	46,8	23,3
De 50 à 54 ans	1984	666	22,6	29,2
	1991	616	35,4	25,7
	1998	1 088	29,3	23,4
	2005	1 457	28,9	24,2
	2013	1 568	46,7	21,1
	2016	1 674	47,0	29,4
55 ans et plus	1984	581	22,1	23,5
	1991	668	32,7	17,4
	1998	624	32,0	19,2
	2005	1 168	27,7	17,0
	2013	1 711	46,5	21,2
	2016	1 859	46,8	21,5
Ensemble	1984	7 408	22,5	31,1
	1991	8 396	34,0	25,2
	1998	9 036	31,2	26,5
	2005	10 530	30,2	24,2
	2013	11 364	44,9	25,0
	2016	11 611	46,0	26,5

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 44,7 % des femmes salariées déclarent que leur travail est répétitif ; 26,1 % d'entre elles déclarent que chaque série de geste dure moins d'une minute.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 15.8 • **Le travail répétitif en 2016 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS**

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent que leur travail est répétitif	Parmi eux, proportion de salariés pour qui chaque série de geste dure moins d'une minute
Agriculture, sylviculture et pêche	240	65,9	33,0
Fabrication aliments, boissons, tabac	603	58,4	39,8
Cokéfaction et raffinage	17	-	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	30,0	-
Fabrication de matériels de transport	416	37,8	47,3
Fabrication d'autres produits industriels	1 574	43,1	43,6
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	397	33,5	32,6
Construction	1 332	48,2	22,5
Commerce et réparation auto. moto.	2 881	49,2	37,7
Transports et entreposage	1 527	52,6	28,1
Hébergement et restauration	815	64,1	35,8
Information et communication	684	20,8	25,0
Activités financières et d'assurance	856	23,7	22,1
Activités immobilières	314	52,2	-
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 212	33,1	27,6
Adm. publique, enseignement, santé et social	7 528	39,9	18,4
Autres activités de services	1 332	41,3	19,5
Non renseigné	28	-	-
Ensemble	23 236	42,3	27,6

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 42,3 % des salariés déclarent que leur travail est répétitif ; 27,6 % d'entre eux déclarent que chaque série de geste dure moins d'une minute.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 15.9 • **Le travail répétitif en 2016 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS**

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent que leur travail est répétitif	Parmi eux, proportion de salariés pour qui chaque série de geste dure moins d'une minute
Fonct. pub. de l'État	2 396	24,7	19,5
Fonct. pub. territoriale	1 899	41,6	21,2
Fonct. pub. hospitalière	1 156	47,1	16,4
Particuliers, entreprise o	17 786	44,4	29,7
Ensemble	23 236	42,3	27,6

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 42,3 % des salariés déclarent que leur travail est répétitif ; 27,6 % d'entre eux déclarent que chaque série de geste dure moins d'une minute.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 15.10 • Le travail répétitif en 2016 selon le type d'employeur des HOMMES

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent que leur travail est répétitif	Parmi eux, proportion de salariés pour qui chaque série de geste dure moins d'une minute
Fonct. pub. de l'État	1 000	22,2	19,9
Fonct. pub. territoriale	775	35,7	19,1
Fonct. pub. hospitalière	269	33,9	18,0
Particulier, entreprise ou	9 581	40,6	30,5
Ensemble	11 625	38,5	29,0

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 35,2 % des hommes salariés déclarent que leur travail est répétitif ; 26,9 % d'entre eux déclarent que chaque série de geste dure moins d'une minute.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 15.11 • Le travail répétitif en 2016 selon le type d'employeur des FEMMES

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent que leur travail est répétitif	Parmi elles, proportion de salariées pour qui chaque série de geste dure moins d'une minute
Fonct. pub. de l'État	1 396	26,5	19,2
Fonct. pub. territoriale	1 123	45,6	22,3
Fonct. pub. hospitalière	887	51,1	16,1
Particulier, entreprise ou	8 205	48,9	28,9
Ensemble	11 611	46,0	26,5

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 44,7 % des femmes salariées déclarent que leur travail est répétitif ; 26,1 % d'entre elles déclarent que chaque série de geste dure moins d'une minute.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

16 • Atteindre des objectifs chiffrés précis

Tableau 16.1 • Atteindre des objectifs chiffrés précis en 2005, 2013 et 2016

En %

Sexe	Année	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent devoir atteindre des objectifs chiffrés précis	Parmi eux, proportion de ceux qui peuvent les modifier				Parmi eux, proportion de ceux qui ont du mal à atteindre les objectifs fixés			
				À leur propre initiative	En discutant avec leur supérieur	En discutant à plusieurs	Non	Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Femmes	2005	10 530	24,6	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	11 364	25,7	5,6	23,1	8,9	62,3	6,6	15,7	47,1	30,6
	2016	11 611	26,1	5,2	19,7	9,3	65,9	6,2	15,9	44,6	33,3
Hommes	2005	11 720	34,9	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	11 495	35,8	8,6	30,5	11,8	49,1	5,9	15,0	44,9	34,3
	2016	11 625	34,5	9,5	28,5	11,0	51,0	5,3	13,0	43,0	38,7
Ensemble	2005	22 251	30,0	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	22 859	30,8	7,4	27,4	10,6	54,6	6,2	15,3	45,8	32,7
	2016	23 236	30,3	7,6	24,7	10,3	57,4	5,7	14,3	43,7	36,4

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 30,3 % des salariés déclarent devoir atteindre des objectifs chiffrés précis ; 7,6 % d'entre eux peuvent les modifier à leur propre initiative et 5,7 % ont toujours du mal à atteindre les objectifs fixés.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

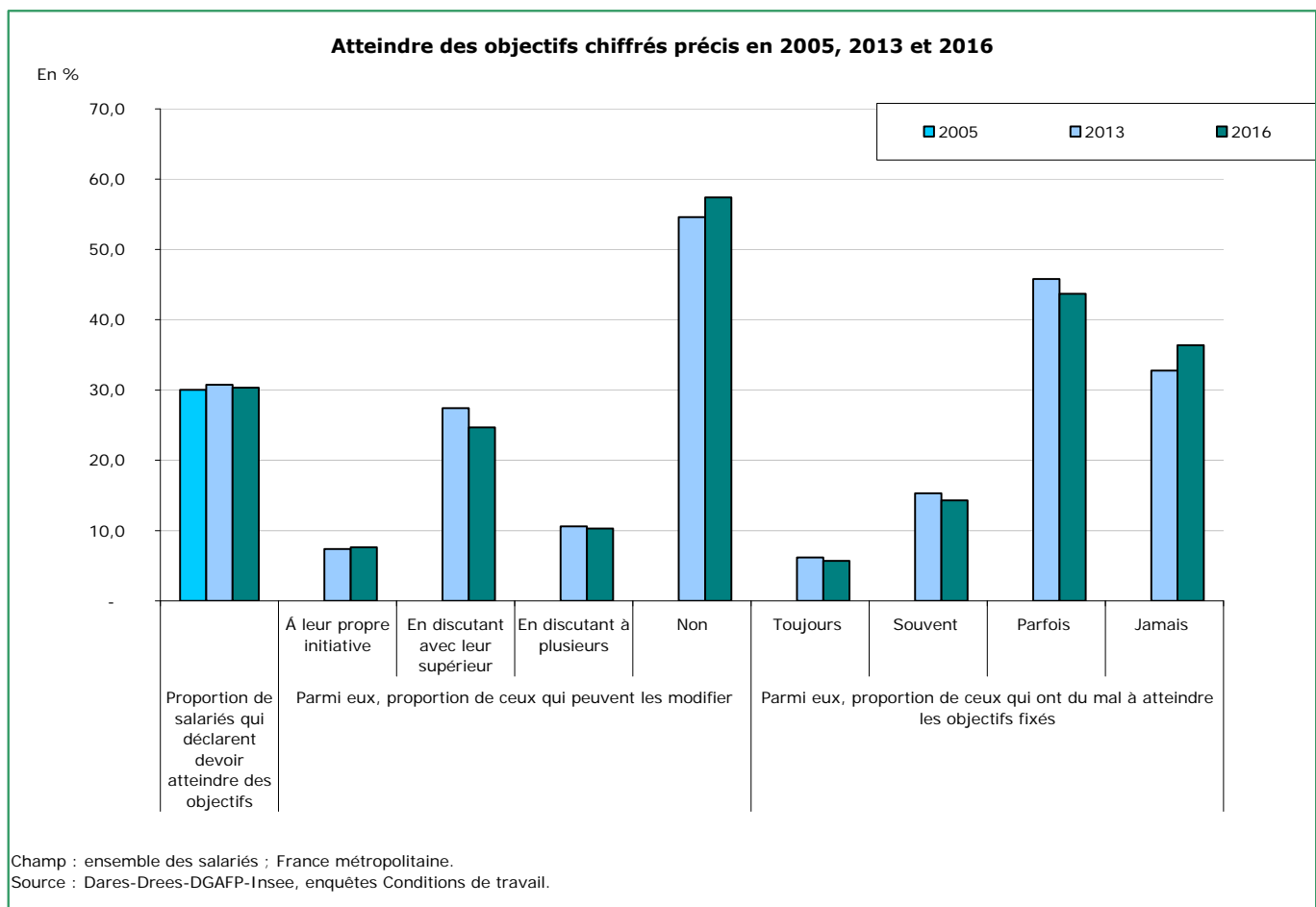


Tableau 16.2 • Atteindre des objectifs chiffrés précis selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2005, 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent devoir atteindre des objectifs chiffrés précis	Parmi eux, proportion de ceux qui peuvent les modifier				Parmi eux, proportion de ceux qui ont du mal à atteindre les objectifs fixés				
			À leur propre initiative	En discutant avec leur supérieur	En discutant à plusieurs	Non	Toujours	Souvent	Parfois	Jamais	
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2005	3 327	42,4	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	4 394	44,4	9,3	41,3	13,3	36,1	5,5	15,2	50,4	28,9
	2016	4 385	39,9	8,7	38,6	13,2	39,5	5,2	12,5	51,3	31,0
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2005	1 341	23,8	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 664	26,6	9,2	31,7	13,8	45,3	7,3	14,0	45,1	33,6
	2016	1 559	22,8	9,0	30,8	15,3	44,8	7,3	13,5	45,0	34,2
36. Cadres d'entreprise	2005	1 958	55,3	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	2 564	55,2	7,2	46,1	12,6	34,2	5,3	16,0	51,0	27,8
	2016	2 593	51,2	8,4	40,0	12,7	38,9	4,8	12,0	52,9	30,3
4. Professions intermédiaires	2005	5 778	34,2	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	5 887	35,2	6,8	25,7	9,4	58,0	5,7	18,4	46,0	29,9
	2016	6 105	33,8	7,0	28,0	9,5	55,5	5,6	15,1	46,1	33,2
41. P.I. enseignement, santé, public	2005	2 337	19,3	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	2 326	21,5	6,5	23,8	14,5	55,2	3,9	18,4	45,5	32,1
	2016	2 536	19,0	6,4	25,3	15,1	53,2	6,8	16,8	47,5	28,9
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2005	1 771	45,4	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 835	49,2	4,7	24,6	5,6	65,0	7,4	20,9	43,6	28,1
	2016	1 817	47,9	6,0	28,7	5,3	59,9	4,3	16,0	44,9	34,8
47. Techniciens	2005	1 068	40,0	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 159	33,6	8,3	30,0	12,3	49,4	5,2	13,7	51,4	29,7
	2016	1 174	33,1	8,7	24,3	12,6	54,4	4,6	12,7	44,2	38,5

Tableau 16.2 • Atteindre des objectifs chiffrés précis selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2005, 2013 et 2016
SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent devoir atteindre des objectifs chiffrés précis	Parmi eux, proportion de ceux qui peuvent les modifier				Parmi eux, proportion de ceux qui ont du mal à atteindre les objectifs fixés			
				À leur propre initiative	En discutant avec leur supérieur	En discutant à plusieurs	Non	Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
5. Employés	2005	7 291	20,6	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	7 098	20,5	5,2	18,4	10,8	65,6	7,4	14,9	44,9	32,8
	2016	7 238	23,0	6,5	14,4	8,2	71,0	5,8	14,8	40,2	39,2
51. Employés de la fonction publique	2005	2 799	15,0	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	2 641	12,8	6,8	18,2	15,5	59,5	7,7	17,4	34,6	40,4
	2016	2 781	15,4	9,6	10,5	13,2	66,8	9,8	13,7	30,3	46,2
54. Employés adm. d'entreprise	2005	1 763	27,8	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 525	30,5	4,0	24,5	10,3	61,2	7,7	10,7	47,3	34,3
	2016	1 545	32,3	7,3	23,3	6,5	62,9	4,3	14,2	40,0	41,5
55. Employés de commerce	2005	1 042	45,0	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 075	47,3	2,9	15,1	6,2	75,9	7,8	17,7	49,6	25,0
	2016	1 142	50,0	4,4	8,4	6,0	81,1	4,1	16,4	46,6	33,0
56. Services directs aux particuliers	2005	1 686	7,2	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 853	7,7	13,8	10,8	17,9	57,5	4,7	12,1	44,8	38,4
	2016	1 769	9,2	-	-	-	-	-	-	-	-
6. Ouvriers	2005	5 847	30,6	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	5 456	28,4	7,8	20,6	8,5	63,0	6,5	11,7	40,6	41,2
	2016	5 348	28,5	8,2	14,9	10,0	66,9	6,1	14,4	35,6	43,9
61. Ouvriers qualifiés	2005	3 815	31,0	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	3 584	29,6	7,3	22,3	9,2	61,2	7,0	12,5	40,7	39,8
	2016	3 541	29,7	8,7	16,0	8,6	66,7	5,8	14,7	37,4	42,1
66. Ouvriers non qualifiés	2005	1 810	31,3	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 616	27,7	8,2	16,2	6,4	69,2	5,6	8,9	41,5	44,1
	2016	1 591	26,9	5,5	13,1	12,5	68,9	7,2	15,0	31,4	46,4
69. Ouvriers agricoles	2005	222	19,1	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	252	16,2	-	-	-	-	-	-	-	-
	2016	214	20,3	-	-	-	-	-	-	-	-
Ensemble	2005	22 251	30,0	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	22 859	30,8	7,4	27,4	10,6	54,6	6,2	15,3	45,8	32,7
	2016	23 236	30,3	7,6	24,7	10,3	57,4	5,7	14,3	43,7	36,4

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 30,3 % des salariés déclarent devoir atteindre des objectifs chiffrés précis ; 7,6 % d'entre eux peuvent les modifier à leur propre initiative et 5,7 % ont toujours du mal à atteindre les objectifs fixés.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 16.3 • Atteindre des objectifs chiffrés précis selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 2005, 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent devoir atteindre des objectifs chiffrés précis	Parmi eux, proportion de ceux qui peuvent les modifier				Parmi eux, proportion de ceux qui ont du mal à atteindre les objectifs fixés				
			À leur propre initiative	En discutant avec leur supérieur	En discutant à plusieurs	Non	Toujours	Souvent	Parfois	Jamais	
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2005	2 115	48,5	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	2 637	50,1	10,2	44,2	15,8	29,8	4,9	15,7	49,7	29,7
	2016	2 667	43,8	9,6	42,8	16,0	31,6	5,1	10,9	51,9	32,0
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2005	700	27,1	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	824	28,6	9,1	37,6	14,3	39,0	4,6	14,3	41,0	40,1
	2016	791	21,7	9,3	41,1	19,4	30,2	8,9	8,4	39,9	42,8
36. Cadres d'entreprise	2005	1 406	59,1	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 714	59,3	7,9	48,1	15,3	28,8	5,3	16,6	50,5	27,6
	2016	1 722	55,1	9,4	42,4	15,4	32,8	4,7	10,8	54,4	30,1
4. Professions intermédiaires	2005	3 043	40,7	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	2 830	41,8	8,8	26,7	9,1	55,5	4,9	17,7	45,2	32,2
	2016	2 915	40,4	8,0	31,7	7,8	52,4	5,3	16,0	43,5	35,1
41. P.I. enseignement, santé, public	2005	730	24,4	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	613	25,1	6,9	33,3	10,4	49,3	4,2	15,1	45,8	34,8
	2016	600	20,0	13,0	43,2	4,3	39,4	6,3	21,6	37,2	34,8
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2005	840	48,7	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	748	60,0	6,8	22,5	6,9	63,8	4,8	22,4	40,7	32,1
	2016	776	55,1	4,5	34,2	3,5	57,8	3,1	18,2	42,0	36,8
47. Techniciens	2005	938	40,8	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	973	34,3	8,6	30,4	11,8	49,3	5,9	13,2	49,2	31,6
	2016	1 033	34,5	9,2	22,5	13,0	55,2	4,3	12,5	42,8	40,3

Tableau 16.3 • Atteindre des objectifs chiffrés précis selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 2005, 2013 et 2016

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent devoir atteindre des objectifs chiffrés précis	Parmi eux, proportion de ceux qui peuvent les modifier				Parmi eux, proportion de ceux qui ont du mal à atteindre les objectifs fixés			
				À leur propre initiative	En discutant avec leur supérieur	En discutant à plusieurs	Non	Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
5. Employés	2005	1 736	23,5	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 658	23,5	6,1	16,5	16,6	60,8	9,0	12,6	42,1	36,3
	2016	1 679	29,7	10,8	14,0	7,5	67,7	5,1	12,2	32,7	50,0
51. Employés de la fonction publique	2005	1 018	15,1	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	888	13,3	5,7	18,4	15,0	60,9	8,8	12,3	32,1	46,8
	2016	941	19,5	17,9	6,5	12,2	63,4	7,6	13,1	22,3	57,1
54. Employés adm. d'entreprise	2005	274	42,6	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	216	45,0	-	-	-	-	-	-	-	-
	2016	267	34,4	-	-	-	-	-	-	-	-
55. Employés de commerce	2005	261	46,7	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	264	49,6	-	-	-	-	-	-	-	-
	2016	286	62,9	-	-	-	-	-	-	-	-
56. Services directs aux particuliers	2005	183	8,1	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	290	14,2	-	-	-	-	-	-	-	-
	2016	184	23,5	-	-	-	-	-	-	-	-
6. Ouvriers	2005	4 820	29,3	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	4 351	27,9	7,5	23,4	8,6	60,6	6,8	12,3	40,1	40,8
	2016	4 282	26,7	10,2	16,1	10,5	63,2	5,0	12,6	38,1	44,3
61. Ouvriers qualifiés	2005	3 409	29,8	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	3 127	28,9	7,7	24,1	9,1	59,1	7,4	13,0	39,4	40,2
	2016	3 097	27,6	9,9	17,8	8,3	64,0	5,2	15,1	37,7	42,0
66. Ouvriers non qualifiés	2005	1 255	29,7	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 032	27,0	6,4	19,8	5,8	68,0	5,2	8,6	44,2	42,0
	2016	1 013	24,5	8,8	12,0	16,3	62,9	5,5	5,8	39,7	49,0
69. Ouvriers agricoles	2005	156	17,1	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	187	14,9	-	-	-	-	-	-	-	-
	2016	171	22,8	-	-	-	-	-	-	-	-
Ensemble	2005	11 720	34,9	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	11 495	35,8	8,6	30,5	11,8	49,1	5,9	15,0	44,9	34,3
	2016	11 625	34,5	9,5	28,5	11,0	51,0	5,3	13,0	43,0	38,7

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 34,5 % des hommes salariés déclarent devoir atteindre des objectifs chiffrés précis ; 9,5 % d'entre eux peuvent les modifier à leur propre initiative et 5,3 % ont toujours du mal à atteindre les objectifs fixés.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 16.4 • Atteindre des objectifs chiffrés précis selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 2005, 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent devoir atteindre des objectifs chiffrés précis	Parmi elles, proportion de celles qui peuvent les modifier				Parmi elles, proportion de celles qui ont du mal à atteindre les objectifs fixés			
				À leur propre initiative	En discutant avec leur supérieur	En discutant à plusieurs	Non	Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2005	1 211	31,8	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 757	35,7	7,1	35,0	8,2	49,7	6,8	14,1	51,8	27,3
	2016	1 718	33,9	6,8	29,9	7,5	55,7	5,3	15,8	49,9	29,0
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2005	642	20,1	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	839	24,6	9,4	24,8	13,2	52,5	10,4	13,7	49,7	26,2
	2016	769	24,0	8,8	21,1	11,4	58,7	5,8	18,3	49,9	26,0
36. Cadres d'entreprise	2005	552	45,6	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	850	47,0	5,4	40,9	5,6	48,1	5,4	14,4	52,1	28,2
	2016	871	43,6	5,9	33,9	5,7	54,5	5,2	15,0	49,1	30,7
4. Professions intermédiaires	2005	2 735	26,9	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	3 057	29,1	4,2	24,4	9,9	61,5	6,7	19,3	47,0	27,0
	2016	3 190	27,8	5,6	23,1	11,8	59,6	5,9	13,9	49,6	30,7
41. P.I. enseignement, santé, public	2005	1 606	16,9	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 713	20,2	6,3	19,5	16,3	57,9	3,8	19,9	45,4	30,9
	2016	1 936	18,7	4,2	19,3	18,7	57,8	7,0	15,2	51,0	26,9
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2005	931	42,4	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 087	41,7	2,6	26,7	4,4	66,2	10,0	19,4	46,5	24,0
	2016	1 041	42,5	7,5	23,3	7,1	62,1	5,4	13,9	47,8	32,9
47. Techniciennes	2005	130	34,5	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	186	30,0	-	-	-	-	-	-	-	-
	2016	141	23,1	-	-	-	-	-	-	-	-

Tableau 16.4 • Atteindre des objectifs chiffrés précis selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 2005, 2013 et 2016

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent devoir atteindre des objectifs chiffrés précis	Parmi elles, proportion de celles qui peuvent les modifier				Parmi elles, proportion de celles qui ont du mal à atteindre les objectifs fixés				
			À leur propre initiative	En discutant avec leur supérieur	En discutant à plusieurs	Non	Toujours	Souvent	Parfois	Jamais	
5. Employées	2005	5 555	19,7	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	5 440	19,6	4,9	19,0	8,7	67,4	6,8	15,7	45,8	31,6
	2016	5 559	20,9	4,6	14,5	8,5	72,4	6,1	15,9	43,4	34,6
51. Employées de la fonction publique	2005	1 782	14,9	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 753	12,5	7,3	18,1	15,8	58,8	7,1	20,1	35,9	37,0
	2016	1 840	13,3	3,2	13,5	14,0	69,3	11,5	14,1	36,4	38,0
54. Employées adm. d'entreprise	2005	1 489	25,0	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 309	28,0	3,7	26,3	7,7	62,3	8,7	10,7	47,6	33,0
	2016	1 278	31,9	6,8	24,3	6,8	62,1	3,4	16,9	39,9	39,8
55. Employées de commerce	2005	781	44,4	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	811	46,6	1,7	15,0	5,3	78,0	5,2	20,0	49,1	25,7
	2016	856	45,7	4,3	7,0	6,2	82,6	5,0	16,8	48,8	29,4
56. Services directs aux particuliers	2005	1 503	7,0	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 563	6,5	-	-	-	-	-	-	-	-
	2016	1 585	7,5	-	-	-	-	-	-	-	-
6. Ouvrières	2005	1 027	36,6	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 105	30,5	9,1	10,8	8,2	71,8	5,1	9,5	42,5	42,9
	2016	1 066	35,9	2,5	11,5	8,5	77,5	9,1	19,8	28,3	42,8
61. Ouvrières qualifiées	2005	406	41,1	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	456	34,2	5,0	12,2	9,8	73,0	4,5	9,9	47,9	37,7
	2016	445	44,8	4,0	8,5	9,6	78,0	8,8	13,1	35,9	42,2
66. Ouvrières non qualifiées	2005	555	34,9	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	584	28,8	11,2	10,3	7,4	71,1	6,1	9,4	37,0	47,5
	2016	579	31,0	0,9	14,5	7,4	77,1	9,6	27,6	20,0	42,8
69. Ouvrières agricoles	2005	66	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	65	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2016	42	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ensemble	2005	10 530	24,6	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	11 364	25,7	5,6	23,1	8,9	62,3	6,6	15,7	47,1	30,6
	2016	11 611	26,1	5,2	19,7	9,3	65,9	6,2	15,9	44,6	33,3

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 26,1 % des femmes salariées déclarent devoir atteindre des objectifs chiffrés précis ; 5,2 % d'entre elles peuvent les modifier à leur propre initiative et 6,2 % ont toujours du mal à atteindre les objectifs fixés.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 16.5 • Atteindre des objectifs chiffrés précis selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2005, 2013 et 2016

En %

Âge	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent devoir atteindre des objectifs chiffrés précis	Parmi eux, proportion de ceux qui peuvent les modifier				Parmi eux, proportion de ceux qui ont du mal à atteindre les objectifs fixés				
			À leur propre initiative	En discutant avec leur supérieur	En discutant à plusieurs	Non	Toujours	Souvent	Parfois	Jamais	
Moins de 20 ans	2005	320	16,1	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	257	22,5	-	-	-	-	-	-	-	-
	2016	277	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	2005	1 588	28,7	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 536	28,1	5,1	23,0	11,5	60,3	8,3	10,9	39,5	41,3
	2016	1 544	32,4	7,3	24,6	5,7	62,3	1,5	14,7	31,1	52,7
De 25 à 29 ans	2005	2 632	32,5	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	2 578	31,5	6,3	17,0	13,4	63,3	4,7	11,6	49,4	34,3
	2016	2 592	32,7	8,4	19,3	15,0	57,4	3,7	15,2	45,0	36,1
De 30 à 34 ans	2005	3 014	32,4	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	2 734	35,8	6,1	31,0	9,1	53,8	5,9	13,9	47,9	32,3
	2016	2 823	29,1	6,9	23,8	7,1	62,2	6,6	15,9	42,1	35,5
De 35 à 39 ans	2005	3 133	31,1	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	2 934	32,9	5,4	31,3	8,8	54,5	3,9	17,0	45,3	33,8
	2016	2 806	34,3	6,8	26,9	8,8	57,5	5,7	9,9	46,0	38,4
De 40 à 44 ans	2005	3 263	29,8	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	3 269	33,4	6,7	28,1	10,7	54,5	7,3	13,8	49,6	29,3
	2016	3 209	31,2	7,0	24,7	11,0	57,3	7,3	15,8	46,2	30,7
De 45 à 49 ans	2005	3 103	29,9	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	3 243	29,6	9,1	27,6	11,3	52,0	6,6	16,8	44,8	31,8
	2016	3 210	30,8	7,1	26,2	11,3	55,4	5,6	14,9	41,6	38,0
De 50 à 54 ans	2005	2 884	30,6	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	3 026	28,1	9,9	26,5	11,7	51,9	8,1	18,7	39,0	34,2
	2016	3 153	30,4	6,9	25,6	10,8	56,6	4,4	14,5	44,7	36,4
55 ans et plus	2005	2 313	25,0	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	3 283	27,0	9,9	31,1	9,5	49,4	5,7	17,4	46,0	30,9
	2016	3 622	25,0	11,1	26,9	10,2	51,9	9,2	14,8	46,3	29,8
Ensemble	2005	22 251	30,0	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	22 859	30,8	7,4	27,4	10,6	54,6	6,2	15,3	45,8	32,7
	2016	23 236	30,3	7,6	24,7	10,3	57,4	5,7	14,3	43,7	36,4

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 30,3 % des salariés déclarent devoir atteindre des objectifs chiffrés précis ; 7,6 % d'entre eux peuvent les modifier à leur propre initiative et 5,7 % ont toujours du mal à atteindre les objectifs fixés.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 16.6 • **Atteindre des objectifs chiffrés précis selon l'âge des HOMMES en 2005, 2013 et 2016** En %

Âge		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent devoir atteindre des objectifs chiffrés précis	Parmi eux, proportion de ceux qui peuvent les modifier				Parmi eux, proportion de ceux qui ont du mal à atteindre les objectifs fixés			
				À leur propre initiative	En discutant avec leur supérieur	En discutant à plusieurs	Non	Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Moins de 20 ans	2005	223	16,4	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	168	15,3	-	-	-	-	-	-	-	-
	2016	191	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	2005	873	29,7	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	864	32,7	4,9	27,4	14,4	53,3	7,9	6,9	38,7	46,5
	2016	757	31,9	-	-	-	-	-	-	-	-
De 25 à 29 ans	2005	1 427	36,0	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 271	34,5	6,0	19,0	18,1	56,9	6,5	11,4	48,4	33,6
	2016	1 289	40,5	10,2	25,6	14,0	50,2	3,5	14,8	39,2	42,5
De 30 à 34 ans	2005	1 666	34,4	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 378	39,9	8,1	31,6	8,7	51,6	4,2	16,5	43,0	36,3
	2016	1 478	28,9	11,6	28,3	6,4	53,6	4,8	11,4	47,2	36,5
De 35 à 39 ans	2005	1 658	36,6	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 553	37,5	6,6	36,1	8,7	48,7	3,3	16,5	43,4	36,9
	2016	1 450	39,0	8,8	32,1	9,8	49,4	4,5	9,8	48,5	37,2
De 40 à 44 ans	2005	1 703	36,4	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 698	38,8	8,4	30,0	11,8	49,8	4,9	14,9	51,8	28,4
	2016	1 575	35,5	8,6	27,4	12,3	51,6	8,5	16,3	46,8	28,4
De 45 à 49 ans	2005	1 597	36,7	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 534	35,6	9,4	31,4	11,9	47,3	8,1	16,6	42,7	32,7
	2016	1 642	36,7	8,8	27,2	12,2	51,7	5,9	11,8	42,8	39,5
De 50 à 54 ans	2005	1 427	36,7	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 458	33,5	13,6	30,3	12,9	43,2	8,1	15,1	37,6	39,2
	2016	1 479	36,4	7,2	32,3	15,0	45,6	2,8	12,7	42,0	42,5
55 ans et plus	2005	1 146	32,2	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 572	34,4	10,3	33,7	11,0	45,0	5,9	17,1	48,2	28,7
	2016	1 763	29,9	14,0	30,8	8,8	46,4	8,2	13,6	46,1	32,1
Ensemble	2005	11 720	34,9	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	11 495	35,8	8,6	30,5	11,8	49,1	5,9	15,0	44,9	34,3
	2016	11 625	34,5	9,5	28,5	11,0	51,0	5,3	13,0	43,0	38,7

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 34,5 % des hommes salariés déclarent devoir atteindre des objectifs chiffrés précis ; 9,5 % d'entre eux peuvent les modifier à leur propre initiative et 5,3 % ont toujours du mal à atteindre les objectifs fixés.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 16.7 • Atteindre des objectifs chiffrés précis selon l'âge des FEMMES en 2005, 2013 et 2016

En %

Âge		Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent devoir atteindre des objectifs chiffrés précis	Parmi elles, proportion de celles qui peuvent les modifier				Parmi elles, proportion de celles qui ont du mal à atteindre les objectifs fixés			
				À leur propre initiative	En discutant avec leur supérieur	En discutant à plusieurs	Non	Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Moins de 20 ans	2005	97	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	88	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2016	86	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	2005	715	27,6	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	672	22,2	5,6	14,8	6,1	73,5	9,0	18,5	40,9	31,6
	2016	786	32,9	-	-	-	-	-	-	-	-
De 25 à 29 ans	2005	1 204	28,4	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 306	28,6	6,5	14,8	7,9	70,8	2,6	11,8	50,5	35,1
	2016	1 303	25,1	5,5	9,5	16,6	68,4	4,0	15,8	54,4	25,9
De 30 à 34 ans	2005	1 348	30,0	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 356	31,6	3,5	30,3	9,6	56,6	8,0	10,5	54,2	27,3
	2016	1 345	29,4	1,7	19,0	7,8	71,5	8,4	20,8	36,5	34,4
De 35 à 39 ans	2005	1 475	24,8	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 381	27,7	3,5	24,1	9,1	63,4	4,9	17,7	48,3	29,1
	2016	1 356	29,3	4,1	19,5	7,5	69,0	7,4	10,0	42,3	40,3
De 40 à 44 ans	2005	1 560	22,6	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 571	27,5	4,0	25,2	9,1	61,7	11,0	12,1	46,2	30,7
	2016	1 634	27,1	4,9	21,2	9,2	64,7	5,7	15,2	45,4	33,6
De 45 à 49 ans	2005	1 506	22,8	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 709	24,2	8,8	22,5	10,6	58,1	4,7	17,0	47,5	30,7
	2016	1 567	24,7	4,3	24,7	9,9	61,0	5,0	19,6	39,8	35,6
De 50 à 54 ans	2005	1 457	24,7	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 568	23,1	5,0	21,4	10,0	63,6	8,0	23,7	41,0	27,3
	2016	1 674	25,1	6,6	17,1	5,5	70,8	6,5	16,9	48,1	28,5
55 ans et plus	2005	1 168	18,0	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 711	20,2	9,3	27,0	7,1	56,5	5,5	17,8	42,4	34,3
	2016	1 859	20,3	7,0	21,4	12,1	59,5	10,6	16,5	46,5	26,4
Ensemble	2005	10 530	24,6	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	11 364	25,7	5,6	23,1	8,9	62,3	6,6	15,7	47,1	30,6
	2016	11 611	26,1	5,2	19,7	9,3	65,9	6,2	15,9	44,6	33,3

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 26,1 % des femmes salariées déclarent devoir atteindre des objectifs chiffrés précis ; 5,2 % d'entre elles peuvent les modifier à leur propre initiative et 6,2 % ont toujours du mal à atteindre les objectifs fixés.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 16.8 • Atteindre des objectifs chiffrés précis en 2016 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent devoir atteindre des objectifs chiffrés précis	Parmi eux, proportion de ceux qui peuvent les modifier				Parmi eux, proportion de ceux qui ont du mal à atteindre les objectifs fixés			
			À leur propre initiative	En discutant avec leur supérieur	En discutant à plusieurs	Non	Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Agriculture, sylviculture et pêche	240	19,9	-	-	-	-	-	-	-	-
Fabrication aliments, boissons, tabac	603	38,9	4,7	21,4	9,0	65,0	1,9	18,9	33,0	46,1
Cokéfaction et raffinage	17	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	58,9	1,7	34,4	14,4	49,5	1,6	18,8	43,1	36,5
Fabrication de matériels de transport	416	56,4	4,4	32,0	13,8	49,7	5,5	14,2	50,7	29,6
Fabrication d'autres produits industriels	1 574	44,4	7,5	27,3	11,7	53,5	6,9	10,7	44,1	38,2
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	397	37,0	10,4	23,0	11,9	54,7	6,3	8,4	48,3	37,0
Construction	1 332	24,4	10,0	28,9	13,2	47,8	11,6	15,7	31,2	41,5
Commerce et réparation auto. moto.	2 881	48,0	5,9	16,2	6,3	71,6	5,4	14,6	46,8	33,2
Transports et entreposage	1 527	41,1	8,8	17,8	8,4	65,1	3,8	15,3	42,7	38,2
Hébergement et restauration	815	25,9	5,9	23,0	7,1	63,9	2,3	24,5	42,5	30,7
Information et communication	684	38,0	4,6	39,7	17,7	38,0	6,5	13,0	40,9	39,6
Activités financières et d'assurance	856	58,8	11,1	24,8	6,6	57,5	4,7	15,7	37,5	42,1
Activités immobilières	314	31,8	-	-	-	-	-	-	-	-
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 212	27,0	8,4	33,1	10,1	48,4	6,6	11,9	54,8	26,7
Adm. publique, enseignement, santé et social	7 528	16,8	8,5	22,8	12,8	55,9	6,4	13,7	42,5	37,5
Autres activités de services	1 332	8,2	9,6	30,4	15,0	44,9	8,2	11,6	37,5	42,7
Non renseigné	28	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ensemble	23 236	30,3	7,6	24,7	10,3	57,4	5,7	14,3	43,7	36,4

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 30,3 % des salariés déclarent devoir atteindre des objectifs chiffrés précis ; 7,6 % d'entre eux peuvent les modifier à leur propre initiative et 5,7 % ont toujours du mal à atteindre les objectifs fixés.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 16.9 • Atteindre des objectifs chiffrés précis en 2016 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent devoir atteindre des objectifs chiffrés précis	Parmi eux, proportion de ceux qui peuvent les modifier				Parmi eux, proportion de ceux qui ont du mal à atteindre les objectifs fixés			
			À leur propre initiative	En discutant avec leur supérieur	En discutant à plusieurs	Non	Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Fonct. pub. de l'État	2 396	20,4	8,7	22,4	13,9	55,0	9,2	11,9	41,5	37,4
Fonct. pub. territoriale	1 899	11,3	8,5	30,2	16,0	45,3	3,9	13,1	35,4	47,5
Fonct. pub. hospitalière	1 156	14,0	5,4	20,8	17,8	56,0	9,2	17,1	48,1	25,6
Particuliers, entreprise o	17 786	34,8	7,6	24,8	9,6	58,1	5,4	14,4	44,0	36,2
Ensemble	23 236	30,3	7,6	24,7	10,3	57,4	5,7	14,3	43,7	36,4

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 30,3 % des salariés déclarent devoir atteindre des objectifs chiffrés précis ; 7,6 % d'entre eux peuvent les modifier à leur propre initiative et 5,7 % ont toujours du mal à atteindre les objectifs fixés.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 16.10 • Atteindre des objectifs chiffrés précis en 2016 selon le type d'employeur des HOMMES

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent devoir atteindre des objectifs chiffrés précis	Parmi eux, proportion de ceux qui peuvent les modifier				Parmi eux, proportion de ceux qui ont du mal à atteindre les objectifs fixés			
			À leur propre initiative	En discutant avec leur supérieur	En discutant à plusieurs	Non	Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Fonct. pub. de l'Etat	1 000	23,1	11,3	26,8	10,5	51,5	11,2	10,9	35,2	42,7
Fonct. pub. territoriale	775	12,2	12,1	24,8	17,7	45,4	2,3	6,3	32,1	59,4
Fonct. pub. hospitalière	269	13,5	-	-	-	-	-	-	-	-
Particulier, entreprise ou	9 581	38,1	9,2	28,6	10,8	51,4	4,9	13,4	43,8	38,0
Ensemble	11 625	34,5	9,5	28,5	11,0	51,0	5,3	13,0	43,0	38,7

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 34,5 % des hommes salariés déclarent devoir atteindre des objectifs chiffrés précis ; 9,5 % d'entre eux peuvent les modifier à leur propre initiative et 5,3 % ont toujours du mal à atteindre les objectifs fixés.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 16.11 • Atteindre des objectifs chiffrés précis en 2016 selon le type d'employeur des FEMMES

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent devoir atteindre des objectifs chiffrés précis	Parmi elles, proportion de celles qui peuvent les modifier				Parmi elles, proportion de celles qui ont du mal à atteindre les objectifs fixés			
			À leur propre initiative	En discutant avec leur supérieur	En discutant à plusieurs	Non	Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Fonct. pub. de l'Etat	1 396	18,4	6,4	18,3	17,0	58,2	7,3	12,7	47,4	32,5
Fonct. pub. territoriale	1 123	10,7	5,8	34,4	14,6	45,2	5,2	18,5	38,1	38,2
Fonct. pub. hospitalière	887	14,2	2,7	16,5	16,4	64,4	7,5	18,4	49,4	24,8
Particulier, entreprise ou	8 205	30,9	5,1	19,2	7,9	67,8	6,1	16,0	44,4	33,5
Ensemble	11 611	26,1	5,2	19,7	9,3	65,9	6,2	15,9	44,6	33,3

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 26,1 % des femmes salariées déclarent devoir atteindre des objectifs chiffrés précis ; 5,2 % d'entre elles peuvent les modifier à leur propre initiative et 6,2 % ont toujours du mal à atteindre les objectifs fixés.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

17 • Intervention sur la quantité de travail

Tableau 17.1 • Intervention sur la quantité de travail en 2016

En %

Sexe	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent intervenir sur la quantité de travail qui leur est attribuée			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Femmes	11 611	11,1	15,1	27,9	45,9
Hommes	11 625	14,0	17,4	32,1	36,5
Ensemble	23 236	12,5	16,3	30,0	41,2

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 12,5 % des salariés déclarent toujours intervenir sur la quantité de travail qui leur est attribuée.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

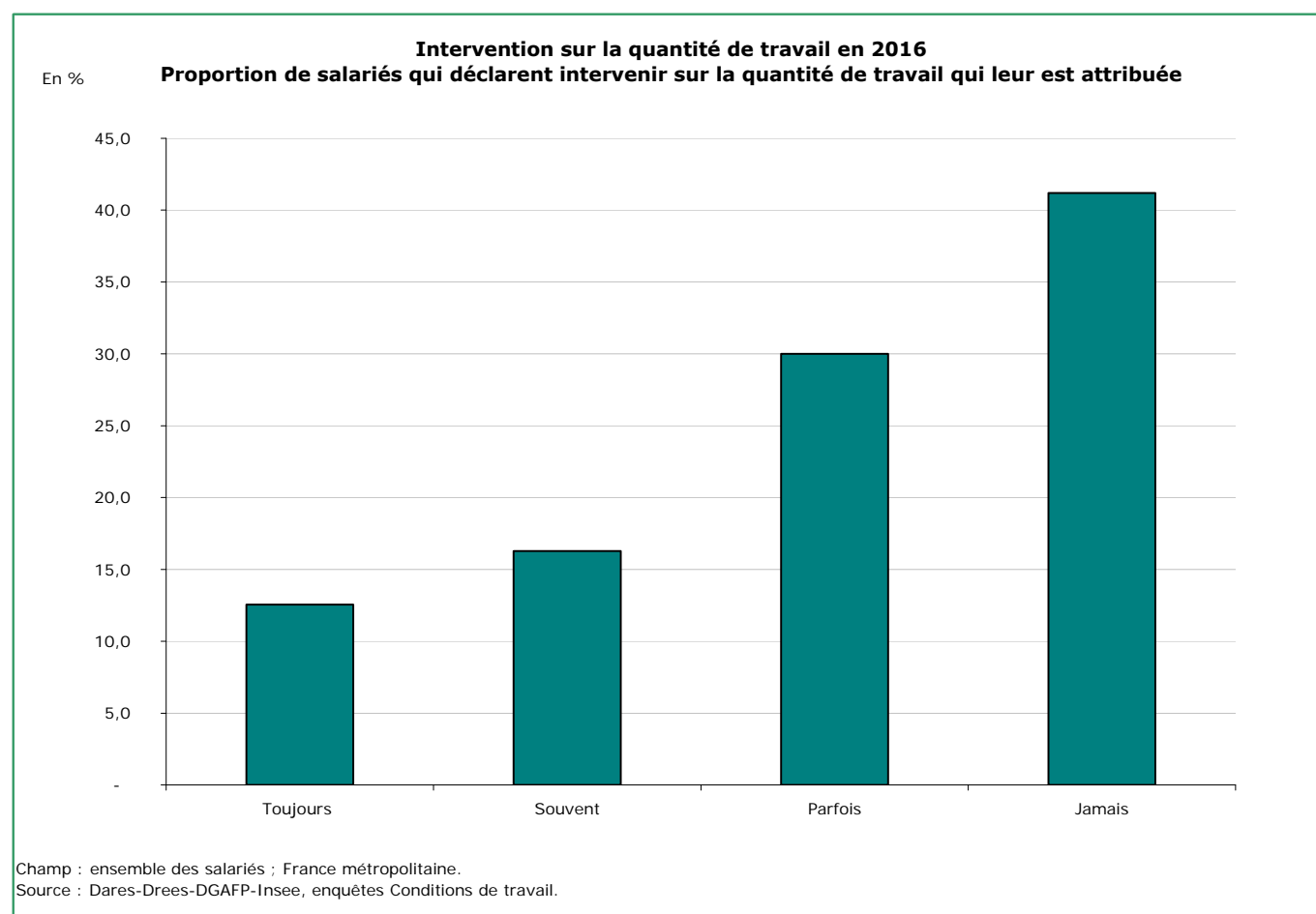


Tableau 17.2 • Intervention sur la quantité de travail selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent intervenir sur la quantité de travail qui leur est attribuée			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	4 385	14,9	19,7	36,5	28,9
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1 559	12,2	19,4	29,5	38,9
36. Cadres d'entreprise	2 593	14,6	20,4	41,8	23,2
4. Professions intermédiaires	6 105	12,2	18,4	32,7	36,7
41. P.I. enseignement, santé, public	2 536	9,6	14,3	29,5	46,6
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1 817	13,3	22,2	32,6	31,9
47. Techniciens	1 174	15,4	20,4	35,8	28,4
48. Contremaitres, agents de maîtrise	573	14,0	20,3	40,5	25,3
5. Employés	7 238	12,2	13,4	26,3	48,1
51. Employés de la fonction publique	2 781	10,3	14,0	23,6	52,0
54. Employés adm. d'entreprise	1 545	10,9	13,1	31,5	44,5
55. Employés de commerce	1 142	10,3	15,6	26,2	47,9
56. Services directs aux particuliers	1 769	17,7	11,3	26,0	45,0
6. Ouvriers	5 348	11,3	14,6	26,5	47,5
61. Ouvriers qualifiés	3 541	13,0	13,5	26,6	46,9
66. Ouvriers non qualifiés	1 591	7,5	16,0	26,3	50,1
69. Ouvriers agricoles	214	11,3	22,8	27,6	38,2
Ensemble	23 236	12,5	16,3	30,0	41,2

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 12,5 % des salariés déclarent toujours intervenir sur la quantité de travail qui leur est attribuée.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 17.3 • Intervention sur la quantité de travail selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent intervenir sur la quantité de travail qui leur est attribuée			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2 667	17,2	20,6	35,7	26,4
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	791	14,7	20,3	30,1	34,9
36. Cadres d'entreprise	1 722	16,0	21,1	39,8	23,2
4. Professions intermédiaires	2 915	15,2	19,1	37,0	28,8
41. P.I. enseignement, santé, public	600	10,4	17,3	32,9	39,4
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	776	16,7	16,7	38,6	28,0
47. Techniciens	1 033	17,0	21,4	36,1	25,5
48. Contremaitres, agents de maîtrise	501	14,6	20,1	41,5	23,9
5. Employés	1 679	12,6	16,3	28,1	43,0
51. Employés de la fonction publique	941	12,1	17,4	21,7	48,7
54. Employés adm. d'entreprise	267	10,6	12,2	43,6	33,6
55. Employés de commerce	286	13,3	17,1	35,9	33,7
56. Services directs aux particuliers	184	17,0	15,3	25,4	42,4
6. Ouvriers	4 282	11,6	14,6	28,2	45,7
61. Ouvriers qualifiés	3 097	13,1	14,5	27,6	44,8
66. Ouvriers non qualifiés	1 013	7,5	13,7	29,3	49,6
69. Ouvriers agricoles	171	-	-	-	-
Ensemble	11 625	14,0	17,4	32,1	36,5

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 14,0 % des hommes salariés déclarent toujours intervenir sur la quantité de travail qui leur est attribuée.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 17.4 • Intervention sur la quantité de travail selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent intervenir sur la quantité de travail qui leur est attribuée			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1 718	11,2	18,4	37,7	32,6
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	769	9,7	18,4	28,8	43,1
36. Cadres d'entreprise	871	11,9	19,0	45,9	23,2
4. Professions intermédiaires	3 190	9,5	17,8	28,7	44,0
41. P.I. enseignement, santé, public	1 936	9,3	13,4	28,5	48,9
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1 041	10,8	26,2	28,1	34,8
47. Techniciennes	141	4,0	13,3	33,3	49,4
48. Contremaitres, agents de maîtrise	71	-	-	-	-
5. Employées	5 559	12,1	12,6	25,8	49,6
51. Employées de la fonction publique	1 840	9,4	12,3	24,6	53,8
54. Employées adm. d'entreprise	1 278	10,9	13,3	29,0	46,8
55. Employées de commerce	856	9,4	15,1	22,9	52,7
56. Services directs aux particuliers	1 585	17,8	10,9	26,1	45,3
6. Ouvrières	1 066	10,1	14,8	20,0	55,1
61. Ouvrières qualifiées	445	12,2	6,6	19,5	61,6
66. Ouvrières non qualifiées	579	7,7	20,1	21,1	51,1
69. Ouvrières agricoles	42	-	-	-	-
Ensemble	11 611	11,1	15,1	27,9	45,9

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 11,1 % des femmes salariées déclarent toujours intervenir sur la quantité de travail qui leur est attribuée.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 17.5 • Intervention sur la quantité de travail selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2016

En %

Âge	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent intervenir sur la quantité de travail qui leur est attribuée			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Moins de 20 ans	277	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	1 544	9,3	16,9	28,3	45,5
De 25 à 29 ans	2 592	9,1	19,4	29,6	41,9
De 30 à 34 ans	2 823	11,1	17,2	30,0	41,6
De 35 à 39 ans	2 806	12,1	15,1	30,8	42,1
De 40 à 44 ans	3 209	13,2	15,1	31,9	39,9
De 45 à 49 ans	3 210	13,6	17,3	29,8	39,3
De 50 à 54 ans	3 153	14,9	15,2	29,9	40,0
55 ans et plus	3 622	15,0	15,3	29,3	40,4
Ensemble	23 236	12,5	16,3	30,0	41,2

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 12,5 % des salariés déclarent toujours intervenir sur la quantité de travail qui leur est attribuée.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 17.6 • Intervention sur la quantité de travail selon l'âge des HOMMES en 2016

En %

Âge	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent intervenir sur la quantité de travail qui leur est attribuée			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Moins de 20 ans	191	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	757	9,1	17,6	27,2	46,1
De 25 à 29 ans	1 289	7,6	21,7	32,9	37,8
De 30 à 34 ans	1 478	13,0	18,6	32,6	35,9
De 35 à 39 ans	1 450	17,1	16,8	34,1	32,0
De 40 à 44 ans	1 575	14,9	17,5	33,1	34,5
De 45 à 49 ans	1 642	15,5	17,1	33,4	34,1
De 50 à 54 ans	1 479	15,7	18,1	30,8	35,3
55 ans et plus	1 763	16,4	15,0	31,8	36,7
Ensemble	11 625	14,0	17,4	32,1	36,5

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 14,0 % des hommes salariés déclarent toujours intervenir sur la quantité de travail qui leur est attribuée.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 17.7 • Intervention sur la quantité de travail selon l'âge des FEMMES en 2016

En %

Âge	Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent intervenir sur la quantité de travail qui leur est attribuée			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Moins de 20 ans	86	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	786	9,5	16,2	29,4	44,9
De 25 à 29 ans	1 303	10,5	17,1	26,3	46,1
De 30 à 34 ans	1 345	9,1	15,8	27,2	47,9
De 35 à 39 ans	1 356	6,6	13,2	27,3	52,9
De 40 à 44 ans	1 634	11,4	12,7	30,7	45,1
De 45 à 49 ans	1 567	11,7	17,5	26,1	44,7
De 50 à 54 ans	1 674	14,2	12,5	29,1	44,2
55 ans et plus	1 859	13,6	15,6	26,8	44,0
Ensemble	11 611	11,1	15,1	27,9	45,9

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 11,1 % des femmes salariées déclarent toujours intervenir sur la quantité de travail qui leur est attribuée.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 17.8 • Intervention sur la quantité de travail en 2016 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent intervenir sur la quantité de travail qui leur est attribuée			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Agriculture, sylviculture et pêche	240	10,8	27,1	28,2	33,8
Fabrication aliments, boissons, tabac	603	7,7	16,4	23,9	52,0
Cokéfaction et raffinage	17	-	-	-	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	15,3	17,8	38,9	27,9
Fabrication de matériels de transport	416	9,3	20,0	30,9	39,8
Fabrication d'autres produits industriels	1 574	13,3	15,4	33,5	37,8
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	397	17,1	12,2	34,3	36,4
Construction	1 332	15,3	18,6	32,7	33,4
Commerce et réparation auto. moto.	2 881	14,1	17,4	27,7	40,8
Transports et entreposage	1 527	8,8	13,7	26,0	51,5
Hébergement et restauration	815	14,3	12,3	21,9	51,4
Information et communication	684	14,4	23,9	37,8	23,8
Activités financières et d'assurance	856	13,9	17,6	32,9	35,5
Activités immobilières	314	21,5	16,1	27,4	35,1
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 212	9,8	19,2	37,5	33,5
Adm. publique, enseignement, santé et social	7 528	10,9	14,5	29,2	45,4
Autres activités de services	1 332	20,5	16,4	21,4	41,7
Non renseigné	28	-	-	-	-
Ensemble	23 236	12,5	16,3	30,0	41,2

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 12,5 % des salariés déclarent toujours intervenir sur la quantité de travail qui leur est attribuée.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 17.9 • Intervention sur la quantité de travail en 2016 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent intervenir sur la quantité de travail qui leur est attribuée			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Fonct. pub. de l'État	2 396	12,7	16,4	27,5	43,4
Fonct. pub. territoriale	1 899	11,5	16,4	27,4	44,7
Fonct. pub. hospitalière	1 156	10,0	11,3	29,3	49,3
Particuliers, entreprise o	17 786	12,8	16,6	30,7	40,0
Ensemble	23 236	12,5	16,3	30,0	41,2

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 12,5 % des salariés déclarent toujours intervenir sur la quantité de travail qui leur est attribuée.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 17.10 • **Intervention sur la quantité de travail en 2016 selon le type d'employeur des HOMMES**
En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent intervenir sur la quantité de travail qui leur est attribuée			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Fonct. pub. de l'État	1 000	13,0	18,0	30,4	38,6
Fonct. pub. territoriale	775	16,0	18,9	27,8	37,3
Fonct. pub. hospitalière	269	20,0	11,1	30,3	38,6
Particulier, entreprise ou	9 581	13,8	17,4	32,7	36,1
Ensemble	11 625	14,0	17,4	32,1	36,5

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 14,0 % des hommes salariés déclarent toujours intervenir sur la quantité de travail qui leur est attribuée.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 17.11 • **Intervention sur la quantité de travail en 2016 selon le type d'employeur des FEMMES**
En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent intervenir sur la quantité de travail qui leur est attribuée			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Fonct. pub. de l'État	1 396	12,5	15,3	25,3	46,9
Fonct. pub. territoriale	1 123	8,5	14,6	27,2	49,7
Fonct. pub. hospitalière	887	7,0	11,3	29,0	52,6
Particulier, entreprise ou	8 205	11,6	15,6	28,3	44,5
Ensemble	11 611	11,1	15,1	27,9	45,9

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 11,1 % des femmes salariées déclarent toujours intervenir sur la quantité de travail qui leur est attribuée.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

18 • Abandon d'une tâche pour une autre non prévue

Tableau 18.1 • Abandon d'une tâche pour une autre non prévue en 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Sexe		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent devoir fréquemment abandonner une tâche pour une autre	Parmi eux, proportion de salariés qui considèrent		
				Que c'est un aspect négatif du travail	Que c'est sans conséquence sur leur travail	Que c'est un aspect positif de leur travail
Femmes	1991	8 396	48,3	-	-	-
	1998	9 036	55,9	48,8	37,3	14,0
	2005	10 530	60,7	39,9	43,8	16,3
	2013	11 364	65,1	45,0	41,7	13,3
	2016	11 611	68,0	47,0	40,4	12,6
Hommes	1991	10 406	47,9	-	-	-
	1998	10 481	55,7	47,7	37,1	15,2
	2005	11 720	58,3	39,1	43,9	17,0
	2013	11 495	63,5	42,3	41,2	16,5
	2016	11 625	62,6	44,8	40,0	15,2
Ensemble	1991	18 801	48,1	-	-	-
	1998	19 517	55,8	48,2	37,2	14,6
	2005	22 251	59,4	39,5	43,9	16,7
	2013	22 859	64,3	43,6	41,5	14,9
	2016	23 236	65,3	45,9	40,2	13,8

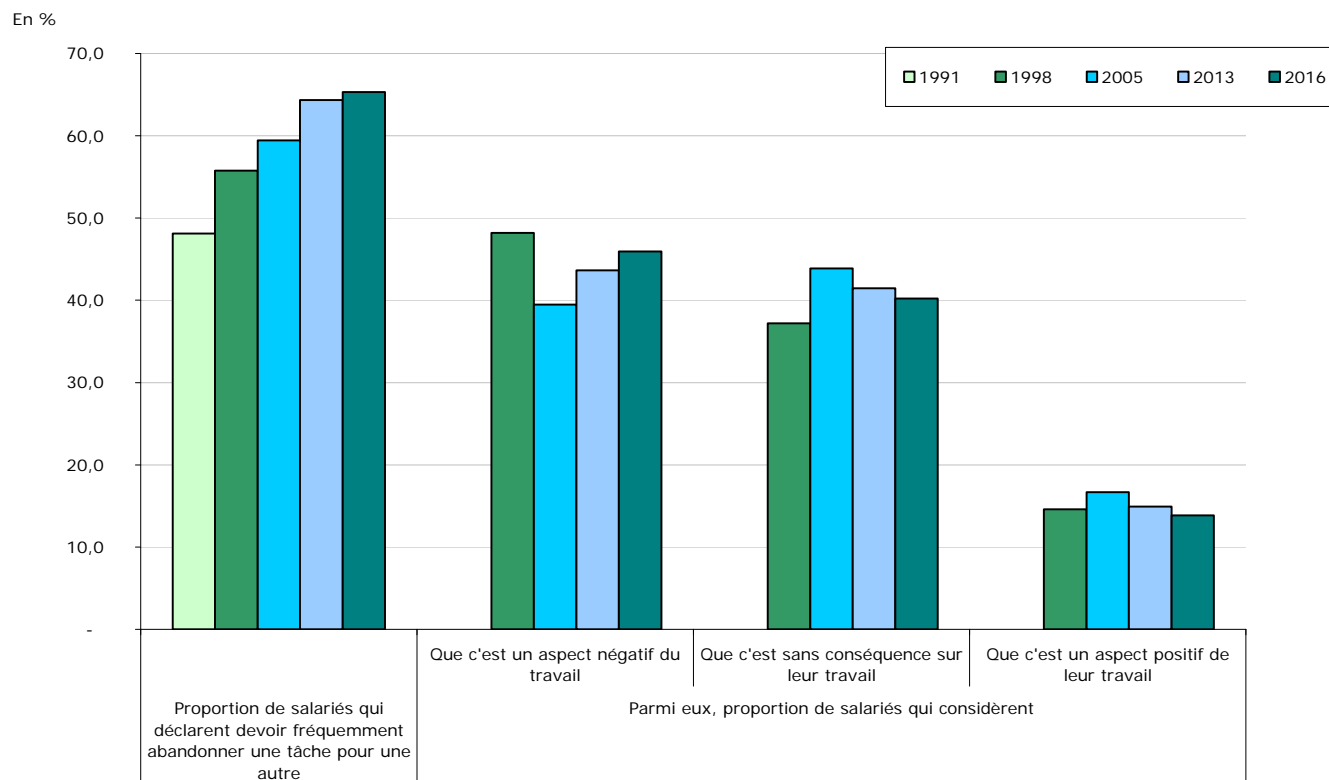
- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 65,3 % des salariés déclarent devoir fréquemment abandonner une tâche pour une autre non prévue ; 45,9 % d'entre eux considèrent que c'est un aspect négatif de leur travail.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Abandon d'une tâche pour une autre non prévue en 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016



Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 18.2 • Abandon d'une tâche pour une autre non prévue selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent devoir fréquemment abandonner une tâche pour une autre	Parmi eux, proportion de salariés qui considèrent		
				Que c'est un aspect négatif du travail	Que c'est sans conséquence sur leur travail	Que c'est un aspect positif de leur travail
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1991	2 121	55,3	-	-	-
	1998	2 582	59,3	48,5	30,2	21,4
	2005	3 327	66,5	41,4	42,1	16,5
	2013	4 394	74,7	47,3	36,8	15,9
	2016	4 385	74,9	49,0	38,1	12,9
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1991	880	39,9	-	-	-
	1998	1 104	43,1	43,8	27,5	28,7
	2005	1 341	55,5	44,9	39,9	15,2
	2013	1 664	64,9	50,8	35,9	13,3
	2016	1 559	68,2	52,8	33,7	13,6
36. Cadres d'entreprise	1991	1 231	66,9	-	-	-
	1998	1 464	71,9	50,6	31,3	18,1
	2005	1 958	74,3	39,6	43,2	17,2
	2013	2 564	81,7	46,5	36,4	17,1
	2016	2 593	79,4	48,0	39,9	12,2
4. Professions intermédiaires	1991	4 379	52,4	-	-	-
	1998	4 517	60,7	52,8	30,1	17,1
	2005	5 778	66,5	44,2	38,8	17,0
	2013	5 887	72,7	47,8	39,3	12,9
	2016	6 105	73,7	52,1	33,9	14,0
41. P.I. enseignement, santé, public	1991	1 855	46,1	-	-	-
	1998	1 897	54,6	54,4	26,5	19,1
	2005	2 337	63,4	47,0	38,0	15,0
	2013	2 326	70,9	53,5	35,1	11,4
	2016	2 536	71,6	54,5	31,9	13,6
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1991	1 137	52,8	-	-	-
	1998	1 196	63,6	50,6	31,5	17,9
	2005	1 771	68,8	42,6	40,3	17,2
	2013	1 835	75,3	44,7	43,2	12,1
	2016	1 817	75,1	48,0	36,8	15,2
47. Techniciens	1991	804	56,8	-	-	-
	1998	842	63,1	57,0	30,8	12,2
	2005	1 068	67,0	46,0	34,0	20,1
	2013	1 159	67,9	46,6	40,6	12,8
	2016	1 174	72,7	51,7	35,5	12,8
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1991	582	65,7	-	-	-
	1998	582	71,2	47,8	35,4	16,9
	2005	603	70,9	36,4	45,7	17,9
	2013	560	81,9	38,7	39,9	21,4
	2016	573	80,3	56,4	29,5	14,1

Tableau 18.2 • Abandon d'une tâche pour une autre non prévue selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent fréquemment abandonner une tâche pour une autre	Parmi eux, proportion de salariés qui considèrent			
			Que c'est un aspect négatif du travail	Que c'est sans conséquence sur leur travail	Que c'est un aspect positif de leur travail	
5. Employés	1991	6 014	51,0	-	-	-
	1998	6 607	58,0	45,1	41,8	13,1
	2005	7 291	60,0	34,9	48,4	16,6
	2013	7 098	62,4	38,4	45,9	15,7
	2016	7 238	65,1	39,9	46,1	14,0
51. Employés de la fonction publique	1991	2 189	50,3	-	-	-
	1998	2 562	56,7	46,4	41,0	12,5
	2005	2 799	62,0	35,5	48,5	16,0
	2013	2 641	61,7	44,7	39,5	15,8
	2016	2 781	64,6	43,0	42,8	14,1
54. Employés adm. d'entreprise	1991	2 017	55,7	-	-	-
	1998	1 969	66,5	52,7	32,8	14,5
	2005	1 763	68,0	42,8	41,8	15,4
	2013	1 525	74,1	41,6	45,5	13,0
	2016	1 545	77,1	47,1	41,2	11,7
55. Employés de commerce	1991	783	48,3	-	-	-
	1998	785	58,3	38,8	46,0	15,1
	2005	1 042	62,8	37,5	44,6	18,0
	2013	1 075	64,0	36,1	43,8	20,2
	2016	1 142	68,6	39,3	46,0	14,6
56. Services directs aux particuliers	1991	1 025	45,0	-	-	-
	1998	1 291	47,6	30,5	59,5	10,0
	2005	1 686	46,4	19,5	61,7	18,8
	2013	1 853	52,7	26,0	58,5	15,5
	2016	1 769	53,2	25,6	58,5	15,8
6. Ouvriers	1991	6 287	39,9	-	-	-
	1998	5 812	47,7	47,7	41,8	10,5
	2005	5 847	47,8	38,6	45,0	16,4
	2013	5 456	49,6	41,2	43,1	15,7
	2016	5 348	47,7	42,6	43,2	14,3
61. Ouvriers qualifiés	1991	4 010	42,0	-	-	-
	1998	3 913	51,1	50,0	40,7	9,3
	2005	3 815	51,0	39,4	45,2	15,4
	2013	3 584	52,1	43,2	41,4	15,4
	2016	3 541	50,0	45,9	38,8	15,3
66. Ouvriers non qualifiés	1991	2 047	36,0	-	-	-
	1998	1 655	40,4	43,4	44,1	12,5
	2005	1 810	40,7	37,7	43,1	19,2
	2013	1 616	45,2	39,8	46,0	14,2
	2016	1 591	43,9	36,3	53,2	10,4
69. Ouvriers agricoles	1991	230	38,0	-	-	-
	1998	244	43,7	32,2	49,3	18,4
	2005	222	50,6	-	-	-
	2013	252	41,4	-	-	-
	2016	214	37,4	-	-	-
Ensemble	1991	18 801	48,1	-	-	-
	1998	19 517	55,8	48,2	37,2	14,6
	2005	22 251	59,4	39,5	43,9	16,7
	2013	22 859	64,3	43,6	41,5	14,9
	2016	23 236	65,3	45,9	40,2	13,8

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 65,3 % des salariés déclarent devoir fréquemment abandonner une tâche pour une autre non prévue ; 45,9 % d'entre eux considèrent que c'est un aspect négatif de leur travail.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 18.3 • Abandon d'une tâche pour une autre non prévue selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent devoir fréquemment abandonner une tâche pour une autre	Parmi eux, proportion de salariés qui considèrent		
				Que c'est un aspect négatif du travail	Que c'est sans conséquence sur leur travail	Que c'est un aspect positif de leur travail
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1991	1 498	60,3	-	-	-
	1998	1 719	63,3	48,9	30,1	21,0
	2005	2 115	68,1	40,3	43,4	16,4
	2013	2 637	74,9	43,9	38,8	17,3
	2016	2 667	74,1	47,3	40,1	12,5
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1991	508	47,7	-	-	-
	1998	597	48,7	41,9	29,8	28,3
	2005	700	57,4	43,5	42,7	13,7
	2013	824	62,3	46,2	40,9	12,9
	2016	791	64,8	45,1	39,7	15,2
36. Cadres d'entreprise	1991	989	66,8	-	-	-
	1998	1 119	71,2	51,5	30,2	18,4
	2005	1 406	73,5	38,8	43,7	17,5
	2013	1 714	81,5	44,2	37,0	18,8
	2016	1 722	78,5	49,1	39,0	11,9
4. Professions intermédiaires	1991	2 480	53,4	-	-	-
	1998	2 440	61,8	50,9	31,3	17,8
	2005	3 043	66,5	40,7	40,9	18,4
	2013	2 830	71,4	44,3	40,2	15,5
	2016	2 915	71,5	49,1	35,2	15,7
41. P.I. enseignement, santé, public	1991	641	45,2	-	-	-
	1998	557	53,2	47,8	29,6	22,6
	2005	730	62,7	39,0	41,6	19,4
	2013	613	68,5	45,4	40,0	14,7
	2016	600	60,5	44,0	36,2	19,8
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1991	595	46,1	-	-	-
	1998	600	58,2	49,1	29,4	21,5
	2005	840	65,9	38,9	44,0	17,1
	2013	748	70,7	43,1	42,1	14,7
	2016	776	72,6	45,1	38,2	16,7
47. Techniciens	1991	705	57,7	-	-	-
	1998	740	64,1	57,1	30,6	12,3
	2005	938	67,4	45,7	35,2	19,0
	2013	973	68,2	47,3	39,7	13,0
	2016	1 033	73,1	52,2	34,3	13,5
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1991	539	65,6	-	-	-
	1998	542	71,4	47,3	35,3	17,4
	2005	535	71,2	36,8	44,9	18,3
	2013	490	83,0	40,0	38,2	21,8
	2016	501	79,3	54,0	31,3	14,7

Tableau 18.3 • Abandon d'une tâche pour une autre non prévue selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent fréquemment abandonner une tâche pour une autre	Parmi eux, proportion de salariés qui considèrent			
			Que c'est un aspect négatif du travail	Que c'est sans conséquence sur leur travail	Que c'est un aspect positif de leur travail	
5. Employés	1991	1 416	47,1	-	-	-
	1998	1 584	55,8	41,2	42,2	16,6
	2005	1 736	57,5	32,8	49,9	17,2
	2013	1 658	61,4	37,2	43,6	19,2
	2016	1 679	63,4	37,7	44,5	17,8
51. Employés de la fonction publique	1991	769	46,6	-	-	-
	1998	934	54,1	39,7	44,3	16,0
	2005	1 018	57,8	32,4	51,5	16,1
	2013	888	58,6	40,0	40,0	20,0
	2016	941	63,2	36,3	45,9	17,8
54. Employés adm. d'entreprise	1991	332	49,2	-	-	-
	1998	299	56,3	49,0	33,2	17,8
	2005	274	58,9	45,9	40,2	13,9
	2013	216	61,2	45,1	38,6	16,3
	2016	267	61,0	52,9	24,3	22,8
55. Employés de commerce	1991	171	50,5	-	-	-
	1998	182	67,5	36,8	43,2	20,0
	2005	261	61,2	28,5	50,7	20,7
	2013	264	67,4	27,5	52,6	19,9
	2016	286	67,8	32,2	58,3	9,5
56. Services directs aux particuliers	1991	144	40,7	-	-	-
	1998	168	52,2	-	-	-
	2005	183	48,9	-	-	-
	2013	290	64,7	32,8	48,8	18,4
	2016	184	61,2	-	-	-
6. Ouvriers	1991	5 011	41,7	-	-	-
	1998	4 739	49,7	47,5	42,2	10,3
	2005	4 820	49,1	39,6	44,3	16,1
	2013	4 351	52,4	41,4	43,0	15,6
	2016	4 282	48,9	42,1	42,4	15,4
61. Ouvriers qualifiés	1991	3 611	42,4	-	-	-
	1998	3 486	51,7	49,9	41,0	9,1
	2005	3 409	51,2	40,1	44,5	15,5
	2013	3 127	53,0	43,5	41,7	14,8
	2016	3 097	49,6	46,7	37,3	16,0
66. Ouvriers non qualifiés	1991	1 215	40,0	-	-	-
	1998	1 065	43,8	41,6	44,8	13,6
	2005	1 255	42,6	39,6	42,0	18,5
	2013	1 032	51,6	40,2	44,8	15,0
	2016	1 013	48,4	31,2	56,6	12,2
69. Ouvriers agricoles	1991	185	41,3	-	-	-
	1998	187	45,2	-	-	-
	2005	156	56,3	-	-	-
	2013	187	47,0	-	-	-
	2016	171	39,8	-	-	-
Ensemble	1991	10 406	47,9	-	-	-
	1998	10 481	55,7	47,7	37,1	15,2
	2005	11 720	58,3	39,1	43,9	17,0
	2013	11 495	63,5	42,3	41,2	16,5
	2016	11 625	62,6	44,8	40,0	15,2

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 62,6 % des hommes salariés déclarent devoir fréquemment abandonner une tâche pour une autre non prévue ; 44,8 % d'entre eux considèrent que c'est un aspect négatif de leur travail.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 18.4 • Abandon d'une tâche pour une autre non prévue selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent devoir fréquemment abandonner une tâche pour une autre	Parmi elles, proportion de salariées qui considèrent		
				Que c'est un aspect négatif du travail	Que c'est sans conséquence sur leur travail	Que c'est un aspect positif de leur travail
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1991	623	43,4	-	-	-
	1998	863	51,3	47,5	30,3	22,3
	2005	1 211	63,7	43,5	39,8	16,7
	2013	1 757	74,3	52,5	33,8	13,6
	2016	1 718	76,3	51,5	35,0	13,5
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1991	371	29,2	-	-	-
	1998	507	36,4	46,8	23,9	29,4
	2005	642	53,4	46,4	36,6	17,0
	2013	839	67,4	54,9	31,4	13,6
	2016	769	71,7	59,8	28,1	12,1
36. Cadres d'entreprise	1991	242	66,9	-	-	-
	1998	345	73,9	47,9	34,7	17,4
	2005	552	76,1	41,5	41,9	16,5
	2013	850	82,1	51,0	35,2	13,8
	2016	871	81,3	45,8	41,6	12,7
4. Professions intermédiaires	1991	1 898	51,2	-	-	-
	1998	2 077	59,5	55,2	28,5	16,3
	2005	2 735	66,5	48,2	36,5	15,3
	2013	3 057	73,9	50,9	38,4	10,6
	2016	3 190	75,7	54,8	32,7	12,5
41. P.I. enseignement, santé, public	1991	1 214	46,6	-	-	-
	1998	1 340	55,2	57,0	25,3	17,7
	2005	1 606	63,7	50,6	36,3	13,1
	2013	1 713	71,7	56,3	33,4	10,2
	2016	1 936	75,0	57,1	30,8	12,0
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1991	542	60,3	-	-	-
	1998	596	69,1	51,8	33,3	14,9
	2005	931	71,4	45,6	37,1	17,3
	2013	1 087	78,4	45,7	43,9	10,5
	2016	1 041	76,9	50,0	35,7	14,2
47. Techniciennes	1991	99	-	-	-	-
	1998	102	-	-	-	-
	2005	130	64,2	-	-	-
	2013	186	66,3	43,0	45,4	11,6
	2016	141	69,1	47,9	44,9	7,2
48. Contremaitres, agents de maîtrise	1991	43	-	-	-	-
	1998	40	-	-	-	-
	2005	68	-	-	-	-
	2013	69	-	-	-	-
	2016	71	-	-	-	-

Tableau 18.4 • Abandon d'une tâche pour une autre non prévue selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent devoir fréquemment abandonner une tâche pour une autre	Parmi elles, proportion de salariées qui considèrent		
				Que c'est un aspect négatif du travail	Que c'est sans conséquence sur leur travail	Que c'est un aspect positif de leur travail
5. Employées	1991	4 598	52,1	-	-	-
	1998	5 023	58,7	46,3	41,6	12,1
	2005	5 555	60,7	35,6	48,0	16,5
	2013	5 440	62,7	38,8	46,6	14,6
	2016	5 559	65,6	40,6	46,6	12,8
51. Employées de la fonction publique	1991	1 420	52,3	-	-	-
	1998	1 628	58,2	50,0	39,3	10,7
	2005	1 782	64,3	37,0	47,0	16,0
	2013	1 753	63,3	46,9	39,3	13,8
	2016	1 840	65,2	46,4	41,3	12,3
54. Employées adm. d'entreprise	1991	1 685	57,0	-	-	-
	1998	1 670	68,3	53,3	32,7	14,0
	2005	1 489	69,7	42,3	42,1	15,6
	2013	1 309	76,2	41,1	46,4	12,5
	2016	1 278	80,5	46,1	43,9	10,0
55. Employées de commerce	1991	612	47,6	-	-	-
	1998	603	55,5	39,6	47,1	13,3
	2005	781	63,4	40,3	42,6	17,1
	2013	811	62,9	39,1	40,7	20,3
	2016	856	68,9	41,7	42,0	16,3
56. Services directs aux particuliers	1991	881	45,7	-	-	-
	1998	1 122	46,9	28,7	61,7	9,5
	2005	1 503	46,1	19,5	62,4	18,1
	2013	1 563	50,4	24,3	60,9	14,8
	2016	1 585	52,2	24,8	60,7	14,6
6. Ouvrières	1991	1 276	32,7	-	-	-
	1998	1 073	39,0	48,6	39,8	11,6
	2005	1 027	41,9	33,3	48,9	17,8
	2013	1 105	38,4	39,6	43,9	16,5
	2016	1 066	42,6	44,5	46,7	8,8
61. Ouvrières qualifiées	1991	399	39,0	-	-	-
	1998	427	45,7	50,3	38,0	11,7
	2005	406	50,0	33,7	51,1	15,1
	2013	456	46,1	40,8	39,2	20,0
	2016	445	52,6	40,6	48,5	10,9
66. Ouvrières non qualifiées	1991	832	30,2	-	-	-
	1998	589	34,2	47,3	42,6	10,1
	2005	555	36,6	32,6	46,2	21,2
	2013	584	34,0	38,8	49,2	12,1
	2016	579	36,1	48,1	45,4	6,5
69. Ouvrières agricoles	1991	45	-	-	-	-
	1998	57	-	-	-	-
	2005	66	-	-	-	-
	2013	65	-	-	-	-
	2016	42	-	-	-	-
Ensemble	1991	8 396	48,3	-	-	-
	1998	9 036	55,9	48,8	37,3	14,0
	2005	10 530	60,7	39,9	43,8	16,3
	2013	11 364	65,1	45,0	41,7	13,3
	2016	11 611	68,0	47,0	40,4	12,6

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 68,0 % des femmes salariées déclarent devoir fréquemment abandonner une tâche pour une autre non prévue ; 47,0 % d'entre elles considèrent que c'est un aspect négatif de leur travail.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 18.5 • Abandon d'une tâche pour une autre non prévue selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Âge		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent devoir fréquemment abandonner une tâche pour une autre	Parmi eux, proportion de salariés qui considèrent		
				Que c'est un aspect négatif du travail	Que c'est sans conséquence sur leur travail	Que c'est un aspect positif de leur travail
Moins de 20 ans	1991	251	46,0	-	-	-
	1998	216	53,5	43,6	42,8	13,5
	2005	320	48,6	-	-	-
	2013	257	53,8	-	-	-
	2016	277	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	1991	1 729	46,2	-	-	-
	1998	1 105	51,2	41,5	41,9	16,6
	2005	1 588	56,1	34,3	46,4	19,3
	2013	1 536	62,5	35,7	49,2	15,1
	2016	1 544	61,2	33,5	45,5	21,0
De 25 à 29 ans	1991	2 957	48,9	-	-	-
	1998	2 793	57,8	45,3	37,1	17,6
	2005	2 632	64,8	39,9	44,6	15,4
	2013	2 578	69,4	42,9	44,5	12,6
	2016	2 592	67,3	40,6	44,5	14,9
De 30 à 34 ans	1991	2 957	47,4	-	-	-
	1998	2 977	58,6	47,3	38,1	14,6
	2005	3 014	63,1	40,5	42,8	16,7
	2013	2 734	71,8	44,7	39,2	16,1
	2016	2 823	72,5	46,8	42,4	10,7
De 35 à 39 ans	1991	2 941	49,4	-	-	-
	1998	2 989	55,8	49,2	37,9	12,9
	2005	3 133	61,4	38,8	45,5	15,7
	2013	2 934	68,1	45,1	40,5	14,4
	2016	2 806	72,0	51,8	36,3	12,0
De 40 à 44 ans	1991	2 963	50,0	-	-	-
	1998	2 884	56,7	52,5	34,4	13,1
	2005	3 263	59,6	42,1	43,0	15,0
	2013	3 269	65,0	45,4	40,3	14,3
	2016	3 209	67,4	49,8	36,1	14,1
De 45 à 49 ans	1991	2 030	47,3	-	-	-
	1998	2 860	55,4	51,8	35,1	13,1
	2005	3 103	58,5	41,5	40,2	18,3
	2013	3 243	64,7	44,9	40,8	14,3
	2016	3 210	66,5	45,0	39,7	15,3
De 50 à 54 ans	1991	1 485	47,9	-	-	-
	1998	2 324	53,7	48,5	35,5	16,0
	2005	2 884	58,4	37,7	44,7	17,6
	2013	3 026	59,0	45,9	38,0	16,1
	2016	3 153	61,7	48,0	40,9	11,1
55 ans et plus	1991	1 488	45,5	-	-	-
	1998	1 369	51,4	42,2	42,9	14,9
	2005	2 313	52,2	39,3	44,7	16,0
	2013	3 283	56,3	40,3	43,1	16,6
	2016	3 622	56,1	45,8	40,1	14,1
Ensemble	1991	18 801	48,1	-	-	-
	1998	19 517	55,8	48,2	37,2	14,6
	2005	22 251	59,4	39,5	43,9	16,7
	2013	22 859	64,3	43,6	41,5	14,9
	2016	23 236	65,3	45,9	40,2	13,8

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 65,3 % des salariés déclarent devoir fréquemment abandonner une tâche pour une autre non prévue ; 45,9 % d'entre eux considèrent que c'est un aspect négatif de leur travail.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 18.6 • Abandon d'une tâche pour une autre non prévue selon l'âge des HOMMES en 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Âge		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent devoir fréquemment abandonner une tâche pour une autre	Parmi eux, proportion de salariés qui considèrent		
				Que c'est un aspect négatif du travail	Que c'est sans conséquence sur leur travail	Que c'est un aspect positif de leur travail
Moins de 20 ans	1991	166	45,5	-	-	-
	1998	174	51,5	-	-	-
	2005	223	44,1	28,3	49,4	22,4
	2013	168	48,1	-	-	-
	2016	191	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	1991	865	43,4	-	-	-
	1998	539	50,0	45,2	38,8	16,0
	2005	873	53,2	31,8	49,7	18,5
	2013	864	62,4	31,5	52,3	16,2
	2016	757	50,8	31,4	46,8	21,8
De 25 à 29 ans	1991	1 586	46,7	-	-	-
	1998	1 516	56,3	43,1	39,4	17,5
	2005	1 427	62,0	40,8	43,4	15,8
	2013	1 271	68,1	41,4	42,8	15,8
	2016	1 289	67,4	38,2	47,4	14,3
De 30 à 34 ans	1991	1 661	45,5	-	-	-
	1998	1 658	58,3	47,9	36,1	16,0
	2005	1 666	59,7	38,0	43,6	18,4
	2013	1 378	69,7	46,6	37,1	16,3
	2016	1 478	70,4	46,7	41,3	12,1
De 35 à 39 ans	1991	1 625	49,1	-	-	-
	1998	1 625	55,6	46,7	39,7	13,7
	2005	1 658	60,2	38,9	45,0	16,1
	2013	1 553	65,8	43,3	43,2	13,5
	2016	1 450	70,5	50,5	35,8	13,6
De 40 à 44 ans	1991	1 652	49,0	-	-	-
	1998	1 518	57,0	52,0	34,2	13,8
	2005	1 703	59,5	41,3	42,4	16,3
	2013	1 698	64,7	46,9	38,5	14,6
	2016	1 575	62,3	46,5	38,5	14,9
De 45 à 49 ans	1991	1 162	49,4	-	-	-
	1998	1 470	56,8	50,4	35,6	14,0
	2005	1 597	58,8	41,1	41,6	17,2
	2013	1 534	62,4	42,2	41,9	15,9
	2016	1 642	65,8	47,3	36,3	16,4
De 50 à 54 ans	1991	869	51,1	-	-	-
	1998	1 237	53,2	48,9	34,2	16,8
	2005	1 427	57,4	37,8	43,1	19,1
	2013	1 458	60,2	41,4	37,6	21,0
	2016	1 479	59,6	47,1	40,6	12,3
55 ans et plus	1991	819	50,5	-	-	-
	1998	745	52,7	43,8	41,6	14,6
	2005	1 146	54,2	40,5	45,2	14,3
	2013	1 572	57,5	38,7	40,8	20,5
	2016	1 763	53,2	44,5	36,8	18,7
Ensemble	1991	10 406	47,9	-	-	-
	1998	10 481	55,7	47,7	37,1	15,2
	2005	11 720	58,3	39,1	43,9	17,0
	2013	11 495	63,5	42,3	41,2	16,5
	2016	11 625	62,6	44,8	40,0	15,2

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 62,6 % des hommes salariés déclarent devoir fréquemment abandonner une tâche pour une autre non prévue ; 44,8 % d'entre eux considèrent que c'est un aspect négatif de leur travail.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 18.7 • Abandon d'une tâche pour une autre non prévue selon l'âge des FEMMES en 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Âge		Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent devoir fréquemment abandonner une tâche pour une autre	Parmi elles, proportion de salariées qui considèrent		
				Que c'est un aspect négatif du travail	Que c'est sans conséquence sur leur travail	Que c'est un aspect positif de leur travail
Moins de 20 ans	1991	85	-	-	-	-
	1998	41	-	-	-	-
	2005	97	-	-	-	-
	2013	88	-	-	-	-
	2016	86	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	1991	864	49,0	-	-	-
	1998	566	52,4	38,1	44,8	17,1
	2005	715	59,6	37,0	42,8	20,2
	2013	672	62,7	41,1	45,2	13,7
	2016	786	71,3	34,9	44,6	20,5
De 25 à 29 ans	1991	1 371	51,4	-	-	-
	1998	1 278	59,6	47,8	34,6	17,6
	2005	1 204	68,1	39,0	46,0	15,0
	2013	1 306	70,6	44,4	46,0	9,6
	2016	1 303	67,1	42,9	41,5	15,6
De 30 à 34 ans	1991	1 296	49,8	-	-	-
	1998	1 319	58,9	46,5	40,5	12,9
	2005	1 348	67,2	43,2	41,9	14,9
	2013	1 356	73,8	42,9	41,2	15,9
	2016	1 345	74,8	47,0	43,7	9,3
De 35 à 39 ans	1991	1 317	49,9	-	-	-
	1998	1 364	56,0	52,2	35,9	11,9
	2005	1 475	62,7	38,6	46,1	15,3
	2013	1 381	70,8	47,0	37,7	15,3
	2016	1 356	73,5	53,0	36,7	10,3
De 40 à 44 ans	1991	1 311	51,2	-	-	-
	1998	1 366	56,5	53,1	34,7	12,2
	2005	1 560	59,7	42,9	43,6	13,5
	2013	1 571	65,4	43,8	42,2	14,0
	2016	1 634	72,2	52,6	34,0	13,4
De 45 à 49 ans	1991	868	44,5	-	-	-
	1998	1 390	53,9	53,3	34,6	12,1
	2005	1 506	58,2	41,8	38,7	19,5
	2013	1 709	66,8	47,2	39,8	13,0
	2016	1 567	67,3	42,7	43,0	14,2
De 50 à 54 ans	1991	616	43,3	-	-	-
	1998	1 088	54,3	48,0	37,0	15,0
	2005	1 457	59,4	37,7	46,2	16,1
	2013	1 568	57,8	50,3	38,3	11,4
	2016	1 674	63,6	48,7	41,1	10,2
55 ans et plus	1991	668	39,3	-	-	-
	1998	624	49,8	40,1	44,5	15,4
	2005	1 168	50,3	38,0	44,2	17,8
	2013	1 711	55,2	41,8	45,4	12,7
	2016	1 859	58,8	46,9	42,9	10,2
Ensemble	1991	8 396	48,3	-	-	-
	1998	9 036	55,9	48,8	37,3	14,0
	2005	10 530	60,7	39,9	43,8	16,3
	2013	11 364	65,1	45,0	41,7	13,3
	2016	11 611	68,0	47,0	40,4	12,6

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 68,0 % des femmes salariées déclarent devoir fréquemment abandonner une tâche pour une autre non prévue ; 47,0 % d'entre elles considèrent que c'est un aspect négatif de leur travail.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 18.8 • Abandon d'une tâche pour une autre non prévue en 2016 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent devoir fréquemment abandonner une tâche pour une autre	Parmi eux, proportion de salariés qui considèrent		
			Que c'est un aspect négatif du travail	Que c'est sans conséquence sur leur travail	Que c'est un aspect positif de leur travail
Agriculture, sylviculture et pêche	240	43,8	34,7	49,7	15,6
Fabrication aliments, boissons, tabac	603	58,5	40,6	39,8	19,6
Cokéfaction et raffinage	17	-	-	-	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	72,5	60,3	28,2	11,5
Fabrication de matériels de transport	416	72,3	46,9	33,2	19,9
Fabrication d'autres produits industriels	1 574	68,2	45,6	40,8	13,6
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	397	61,2	56,9	33,5	9,6
Construction	1 332	63,4	44,8	39,6	15,6
Commerce et réparation auto. moto.	2 881	71,4	41,1	45,1	13,8
Transports et entreposage	1 527	41,5	37,5	45,9	16,6
Hébergement et restauration	815	72,4	37,6	42,9	19,5
Information et communication	684	68,5	49,5	39,5	11,1
Activités financières et d'assurance	856	78,9	53,2	33,3	13,6
Activités immobilières	314	85,5	43,0	38,3	18,8
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 212	69,1	51,6	37,7	10,8
Adm. publique, enseignement, santé et social	7 528	66,1	49,4	37,2	13,4
Autres activités de services	1 332	51,2	24,4	62,6	13,0
Non renseigné	28	-	-	-	-
Ensemble	23 236	65,3	45,9	40,2	13,8

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 65,3 % des salariés déclarent devoir fréquemment abandonner une tâche pour une autre non prévue ; 45,9 % d'entre eux considèrent que c'est un aspect négatif de leur travail.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 18.9 • Abandon d'une tâche pour une autre non prévue en 2016 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent devoir fréquemment abandonner une tâche pour une autre	Parmi eux, proportion de salariés qui considèrent		
			Que c'est un aspect négatif du travail	Que c'est sans conséquence sur leur travail	Que c'est un aspect positif de leur travail
Fonct. pub. de l'État	2 396	62,8	46,8	39,4	13,8
Fonct. pub. territoriale	1 899	65,1	44,6	41,6	13,9
Fonct. pub. hospitalière	1 156	79,3	59,1	31,5	9,4
Particuliers, entreprise o	17 786	64,8	44,9	40,9	14,2
Ensemble	23 236	65,3	45,9	40,2	13,8

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 65,3 % des salariés déclarent devoir fréquemment abandonner une tâche pour une autre non prévue ; 45,9 % d'entre eux considèrent que c'est un aspect négatif de leur travail.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 18.10 • **Abandon d'une tâche pour une autre non prévue en 2016 selon le type d'employeur des HOMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent devoir fréquemment abandonner une tâche pour une autre	Parmi eux, proportion de salariés qui considèrent		
			Que c'est un aspect négatif du travail	Que c'est sans conséquence sur leur travail	Que c'est un aspect positif de leur travail
Fonct. pub. de l'État	1 000	61,7	43,0	42,5	14,5
Fonct. pub. territoriale	775	61,8	44,3	40,5	15,3
Fonct. pub. hospitalière	269	74,0	37,1	48,6	14,3
Particulier, entreprise ou	9 581	62,5	45,3	39,4	15,3
Ensemble	11 625	62,6	44,8	40,0	15,2

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 62,6 % des hommes salariés déclarent devoir fréquemment abandonner une tâche pour une autre non prévue ; 44,8 % d'entre eux considèrent que c'est un aspect négatif de leur travail.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 18.11 • **Abandon d'une tâche pour une autre non prévue en 2016 selon le type d'employeur des FEMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent devoir fréquemment abandonner une tâche pour une autre	Parmi elles, proportion de salariées qui considèrent		
			Que c'est un aspect négatif du travail	Que c'est sans conséquence sur leur travail	Que c'est un aspect positif de leur travail
Fonct. pub. de l'État	1 396	63,6	49,5	37,2	13,3
Fonct. pub. territoriale	1 123	67,3	44,8	42,3	13,0
Fonct. pub. hospitalière	887	81,0	65,2	26,8	8,1
Particulier, entreprise ou	8 205	67,5	44,6	42,4	13,0
Ensemble	11 611	68,0	47,0	40,4	12,6

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 68,0 % des femmes salariées déclarent devoir fréquemment abandonner une tâche pour une autre non prévue ; 47,0 % d'entre elles considèrent que c'est un aspect négatif de leur travail.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

19 • Suivre des procédures de qualité

Tableau 19.1 • Suivre des procédures de qualité en 2005, 2013 et 2016

En %

Sexe		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent devoir suivre des procédures de qualité strictes
Femmes	2005	10 530	36,5
	2013	11 364	37,2
	2016	11 611	39,1
Hommes	2005	11 720	54,1
	2013	11 495	51,8
	2016	11 625	52,9
Ensemble	2005	22 251	45,8
	2013	22 859	44,6
	2016	23 236	46,0

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 46,0 % des salariés déclarent devoir suivre des procédures de qualité strictes.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

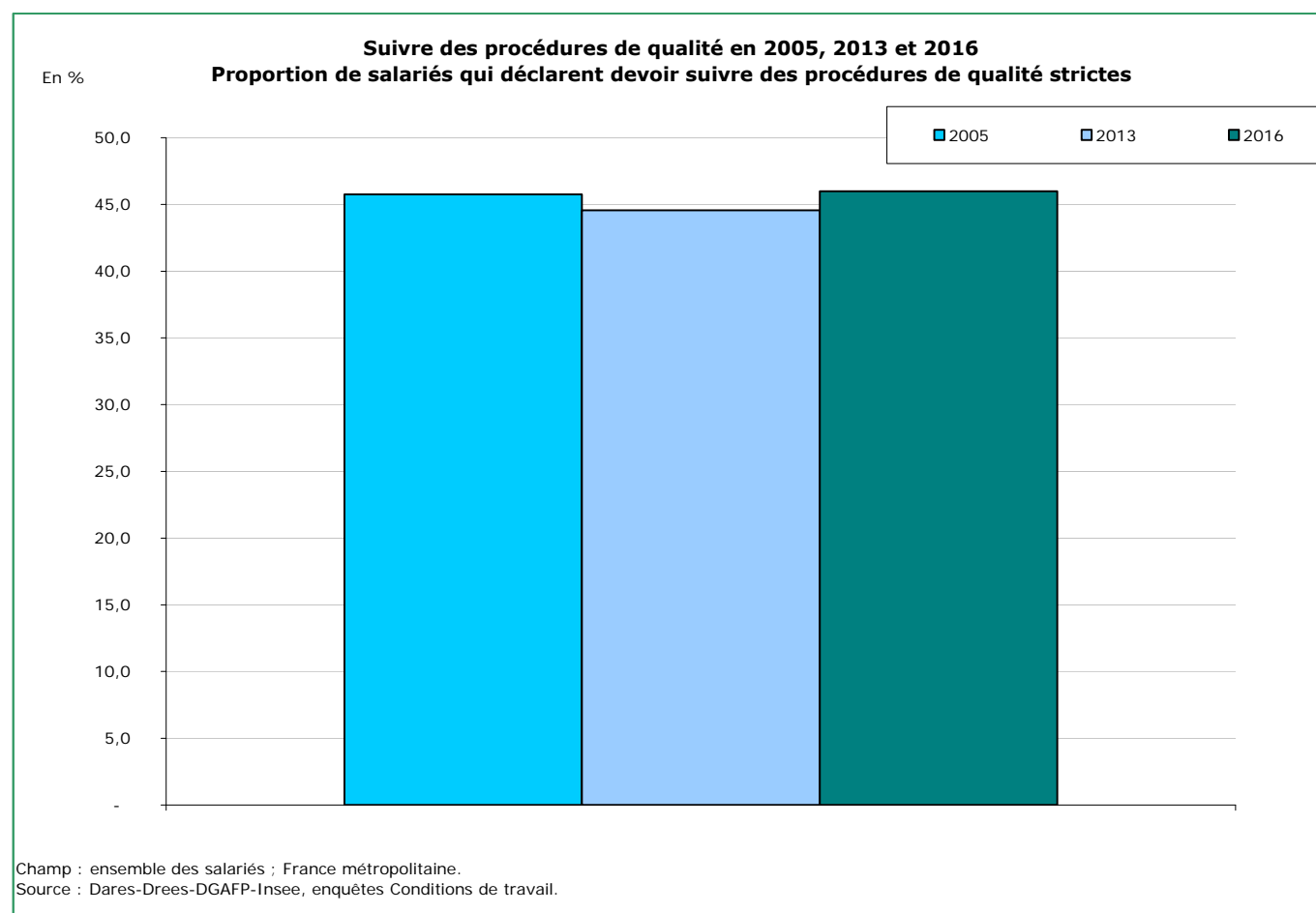


Tableau 19.2 • Suivre des procédures de qualité selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2005, 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent devoir suivre des procédures de qualité strictes
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2005	3 327	43,7
	2013	4 394	42,0
	2016	4 385	40,3
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2005	1 341	26,5
	2013	1 664	24,1
	2016	1 559	22,4
36. Cadres d'entreprise	2005	1 958	55,6
	2013	2 564	53,3
	2016	2 593	51,4
4. Professions intermédiaires	2005	5 778	50,4
	2013	5 887	49,4
	2016	6 105	50,1
41. P.I. enseignement, santé, public	2005	2 337	37,6
	2013	2 326	39,7
	2016	2 536	41,6
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2005	1 771	47,4
	2013	1 835	45,0
	2016	1 817	42,4
47. Techniciens	2005	1 068	71,6
	2013	1 159	65,7
	2016	1 174	67,0

Tableau 19.2 • Suivre des procédures de qualité selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2005, 2013 et 2016

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent devoir suivre des procédures de qualité strictes
5. Employés	2005	7 291	33,2
	2013	7 098	34,6
	2016	7 238	37,2
51. Employés de la fonction publique	2005	2 799	38,1
	2013	2 641	42,9
	2016	2 781	44,7
54. Employés adm. d'entreprise	2005	1 763	39,1
	2013	1 525	40,7
	2016	1 545	37,7
55. Employés de commerce	2005	1 042	39,4
	2013	1 075	32,8
	2016	1 142	37,6
56. Services directs aux particuliers	2005	1 686	15,0
	2013	1 853	18,4
	2016	1 769	24,6
6. Ouvriers	2005	5 847	58,1
	2013	5 456	54,2
	2016	5 348	58,1
61. Ouvriers qualifiés	2005	3 815	60,4
	2013	3 584	58,3
	2016	3 541	63,1
66. Ouvriers non qualifiés	2005	1 810	55,4
	2013	1 616	49,3
	2016	1 591	50,0
69. Ouvriers agricoles	2005	222	41,4
	2013	252	27,1
	2016	214	32,1
Ensemble	2005	22 251	45,8
	2013	22 859	44,6
	2016	23 236	46,0

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 46,0 % des salariés déclarent devoir suivre des procédures de qualité strictes.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 19.3 • Suivre des procédures de qualité selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 2005, 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent devoir suivre des procédures de qualité strictes
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2005	2 115	50,0
	2013	2 637	46,3
	2016	2 667	45,5
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2005	700	30,6
	2013	824	26,2
	2016	791	24,2
36. Cadres d'entreprise	2005	1 406	59,6
	2013	1 714	55,7
	2016	1 722	55,5
4. Professions intermédiaires	2005	3 043	57,9
	2013	2 830	56,9
	2016	2 915	56,4
41. P.I. enseignement, santé, public	2005	730	37,3
	2013	613	37,9
	2016	600	35,6
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2005	840	50,8
	2013	748	49,4
	2016	776	45,0
47. Techniciens	2005	938	72,1
	2013	973	68,0
	2016	1 033	68,4

Tableau 19.3 • Suivre des procédures de qualité selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 2005, 2013 et 2016

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent devoir suivre des procédures de qualité strictes
5. Employés	2005	1 736	40,6
	2013	1 658	41,0
	2016	1 679	43,8
51. Employés de la fonction publique	2005	1 018	38,6
	2013	888	43,2
	2016	941	47,5
54. Employés adm. d'entreprise	2005	274	50,8
	2013	216	45,1
	2016	267	41,3
55. Employés de commerce	2005	261	48,4
	2013	264	33,9
	2016	286	39,5
56. Services directs aux particuliers	2005	183	25,6
	2013	290	37,1
	2016	184	35,4
6. Ouvriers	2005	4 820	58,3
	2013	4 351	55,8
	2016	4 282	58,8
61. Ouvriers qualifiés	2005	3 409	59,8
	2013	3 127	58,2
	2016	3 097	63,3
66. Ouvriers non qualifiés	2005	1 255	56,4
	2013	1 032	53,5
	2016	1 013	48,9
69. Ouvriers agricoles	2005	156	40,6
	2013	187	27,5
	2016	171	-
Ensemble	2005	11 720	54,1
	2013	11 495	51,8
	2016	11 625	52,9

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 52,9 % des hommes salariés déclarent devoir suivre des procédures de qualité strictes.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 19.4 • Suivre des procédures de qualité selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 2005, 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent devoir suivre des procédures de qualité strictes
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2005	1 211	32,7
	2013	1 757	35,4
	2016	1 718	32,3
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2005	642	22,1
	2013	839	22,0
	2016	769	20,5
36. Cadres d'entreprise	2005	552	45,5
	2013	850	48,4
	2016	871	43,4
4. Professions intermédiaires	2005	2 735	42,1
	2013	3 057	42,3
	2016	3 190	44,3
41. P.I. enseignement, santé, public	2005	1 606	37,7
	2013	1 713	40,4
	2016	1 936	43,5
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2005	931	44,3
	2013	1 087	41,9
	2016	1 041	40,4
47. Techniciennes	2005	130	67,7
	2013	186	53,8
	2016	141	56,5

Tableau 19.4 • Suivre des procédures de qualité selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 2005, 2013 et 2016

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent devoir suivre des procédures de qualité strictes
5. Employées	2005	5 555	30,8
	2013	5 440	32,6
	2016	5 559	35,2
51. Employées de la fonction publique	2005	1 782	37,8
	2013	1 753	42,7
	2016	1 840	43,3
54. Employées adm. d'entreprise	2005	1 489	37,0
	2013	1 309	40,0
	2016	1 278	36,9
55. Employées de commerce	2005	781	36,4
	2013	811	32,5
	2016	856	36,9
56. Services directs aux particuliers	2005	1 503	13,7
	2013	1 563	14,9
	2016	1 585	23,4
6. Ouvrières	2005	1 027	57,4
	2013	1 105	48,2
	2016	1 066	55,4
61. Ouvrières qualifiées	2005	406	65,6
	2013	456	59,5
	2016	445	61,6
66. Ouvrières non qualifiées	2005	555	52,9
	2013	584	41,7
	2016	579	51,9
69. Ouvrières agricoles	2005	66	-
	2013	65	-
	2016	42	-
Ensemble	2005	10 530	36,5
	2013	11 364	37,2
	2016	11 611	39,1

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 39,1 % des femmes salariées déclarent devoir suivre des procédures de qualité strictes.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 19.5 • Suivre des procédures de qualité selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2005, 2013 et 2016

En %

Âge		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent devoir suivre des procédures de qualité strictes
Moins de 20 ans	2005	320	45,4
	2013	257	26,6
	2016	277	-
De 20 à 24 ans	2005	1 588	45,6
	2013	1 536	44,1
	2016	1 544	36,1
De 25 à 29 ans	2005	2 632	47,4
	2013	2 578	44,5
	2016	2 592	46,4
De 30 à 34 ans	2005	3 014	47,1
	2013	2 734	46,7
	2016	2 823	47,5
De 35 à 39 ans	2005	3 133	46,1
	2013	2 934	46,4
	2016	2 806	50,6
De 40 à 44 ans	2005	3 263	47,0
	2013	3 269	45,2
	2016	3 209	46,8
De 45 à 49 ans	2005	3 103	46,9
	2013	3 243	42,9
	2016	3 210	47,3
De 50 à 54 ans	2005	2 884	45,8
	2013	3 026	47,4
	2016	3 153	46,7
55 ans et plus	2005	2 313	38,4
	2013	3 283	41,1
	2016	3 622	44,3
Ensemble	2005	22 251	45,8
	2013	22 859	44,6
	2016	23 236	46,0

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 46,0 % des salariés déclarent devoir suivre des procédures de qualité strictes.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 19.6 • Suivre des procédures de qualité selon l'âge des HOMMES en 2005, 2013 et 2016

En %

Âge		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent devoir suivre des procédures de qualité strictes
Moins de 20 ans	2005	223	47,1
	2013	168	-
	2016	191	-
De 20 à 24 ans	2005	873	52,4
	2013	864	53,4
	2016	757	37,4
De 25 à 29 ans	2005	1 427	52,7
	2013	1 271	50,5
	2016	1 289	53,0
De 30 à 34 ans	2005	1 666	53,9
	2013	1 378	51,1
	2016	1 478	53,6
De 35 à 39 ans	2005	1 658	54,0
	2013	1 553	52,3
	2016	1 450	56,2
De 40 à 44 ans	2005	1 703	56,3
	2013	1 698	52,8
	2016	1 575	53,6
De 45 à 49 ans	2005	1 597	58,4
	2013	1 534	51,0
	2016	1 642	55,8
De 50 à 54 ans	2005	1 427	55,9
	2013	1 458	55,9
	2016	1 479	56,2
55 ans et plus	2005	1 146	47,1
	2013	1 572	50,3
	2016	1 763	52,9
Ensemble	2005	11 720	54,1
	2013	11 495	51,8
	2016	11 625	52,9

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 52,9 % des hommes salariés déclarent devoir suivre des procédures de qualité strictes.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 19.7 • Suivre des procédures de qualité selon l'âge des FEMMES en 2005, 2013 et 2016

En %

Âge		Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent devoir suivre des procédures de qualité strictes
Moins de 20 ans	2005	97	-
	2013	88	-
	2016	86	-
De 20 à 24 ans	2005	715	37,5
	2013	672	32,2
	2016	786	34,7
De 25 à 29 ans	2005	1 204	41,2
	2013	1 306	38,5
	2016	1 303	40,0
De 30 à 34 ans	2005	1 348	38,8
	2013	1 356	42,1
	2016	1 345	40,7
De 35 à 39 ans	2005	1 475	37,4
	2013	1 381	39,8
	2016	1 356	44,8
De 40 à 44 ans	2005	1 560	36,8
	2013	1 571	37,0
	2016	1 634	40,2
De 45 à 49 ans	2005	1 506	34,8
	2013	1 709	35,5
	2016	1 567	38,4
De 50 à 54 ans	2005	1 457	35,9
	2013	1 568	39,5
	2016	1 674	38,4
55 ans et plus	2005	1 168	29,8
	2013	1 711	32,6
	2016	1 859	36,2
Ensemble	2005	10 530	36,5
	2013	11 364	37,2
	2016	11 611	39,1

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 39,1 % des femmes salariées déclarent devoir suivre des procédures de qualité strictes.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 19.8 • Suivre des procédures de qualité en 2016 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent devoir suivre des procédures de qualité strictes
Agriculture, sylviculture et pêche	240	39,4
Fabrication aliments, boissons, tabac	603	63,3
Cokéfaction et raffinage	17	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	68,6
Fabrication de matériels de transport	416	79,0
Fabrication d'autres produits industriels	1 574	72,7
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	397	70,2
Construction	1 332	57,2
Commerce et réparation auto. moto.	2 881	42,6
Transports et entreposage	1 527	59,4
Hébergement et restauration	815	48,9
Information et communication	684	40,2
Activités financières et d'assurance	856	47,7
Activités immobilières	314	32,2
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 212	42,9
Adm. publique, enseignement, santé et social	7 528	38,2
Autres activités de services	1 332	14,6
Non renseigné	28	-
Ensemble	23 236	46,0

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 46,0 % des salariés déclarent devoir suivre des procédures de qualité strictes.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 19.9 • Suivre des procédures de qualité en 2016 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent devoir suivre des procédures de qualité strictes
Fonct. pub. de l'État	2 396	24,4
Fonct. pub. territoriale	1 899	27,5
Fonct. pub. hospitalière	1 156	73,1
Particuliers, entreprise o	17 786	49,1
Ensemble	23 236	46,0

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 46,0 % des salariés déclarent devoir suivre des procédures de qualité strictes.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 19.10 • **Suivre des procédures de qualité en 2016 selon le type d'employeur des HOMMES**
En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent devoir suivre des procédures de qualité strictes
Fonct. pub. de l'État	1 000	28,8
Fonct. pub. territoriale	775	31,8
Fonct. pub. hospitalière	269	68,5
Particulier, entreprise ou	9 581	56,7
Ensemble	11 625	52,9

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 52,9 % des hommes salariés déclarent devoir suivre des procédures de qualité strictes.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 19.11 • **Suivre des procédures de qualité en 2016 selon le type d'employeur des FEMMES**
En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent devoir suivre des procédures de qualité strictes
Fonct. pub. de l'État	1 396	21,2
Fonct. pub. territoriale	1 123	24,6
Fonct. pub. hospitalière	887	74,4
Particulier, entreprise ou	8 205	40,3
Ensemble	11 611	39,1

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 39,1 % des femmes salariées déclarent devoir suivre des procédures de qualité strictes.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

20 • Attention et vigilance

Tableau 20.1 • **Attention et vigilance en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016**

En %

Sexe		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent que l'exécution de leur travail leur impose de
Femmes	1984	7 408	15,0
	1991	8 396	24,5
	1998	9 036	28,4
	2005	10 530	29,2
	2013	11 364	36,2
	2016	11 611	40,2
Hommes	1984	10 194	15,9
	1991	10 406	27,8
	1998	10 481	34,9
	2005	11 720	37,7
	2013	11 495	41,9
	2016	11 625	46,0
Ensemble	1984	17 602	15,5
	1991	18 801	26,3
	1998	19 517	31,9
	2005	22 251	33,7
	2013	22 859	39,1
	2016	23 236	43,1

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

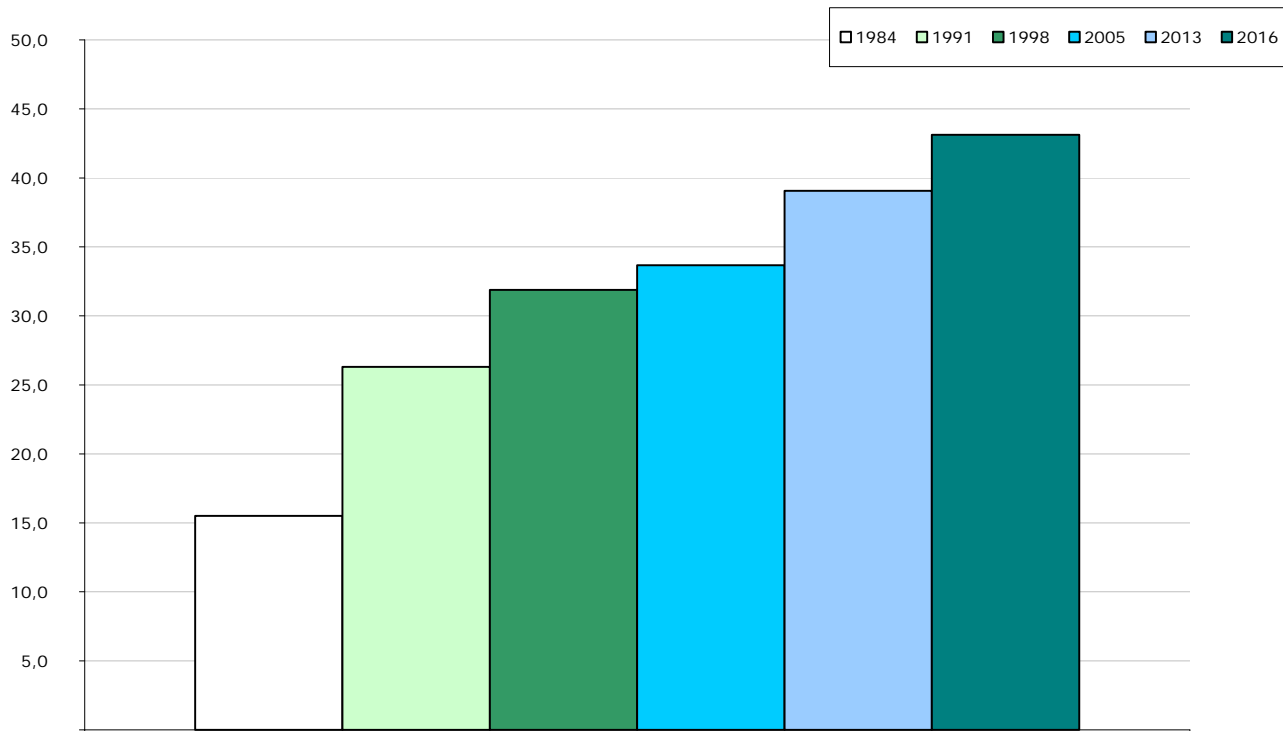
Lecture : en 2016, 43,1 % des salariés déclarent ne pas pouvoir quitter leur travail des yeux.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Attention et vigilance en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016
Proportion de salariés qui déclarent que l'exécution de leur travail leur impose de

En %



Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 20.2 • **Attention et vigilance selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016**

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent que l'exécution de leur travail leur impose de
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1984	1 739	6,1
	1991	2 121	11,6
	1998	2 582	16,4
	2005	3 327	17,3
	2013	4 394	26,0
	2016	4 385	27,4
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1984	732	9,9
	1991	880	16,5
	1998	1 104	21,4
	2005	1 341	21,6
	2013	1 664	35,1
	2016	1 559	37,2
36. Cadres d'entreprise	1984	986	2,9
	1991	1 231	8,2
	1998	1 464	12,8
	2005	1 958	14,5
	2013	2 564	20,8
	2016	2 593	22,2
4. Professions intermédiaires	1984	4 071	9,8
	1991	4 379	20,1
	1998	4 517	25,9
	2005	5 778	29,7
	2013	5 887	37,3
	2016	6 105	42,0
41. P.I. enseignement, santé, public	1984	1 798	10,2
	1991	1 855	22,7
	1998	1 897	27,6
	2005	2 337	31,9
	2013	2 326	45,3
	2016	2 536	47,9
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1984	948	6,4
	1991	1 137	12,3
	1998	1 196	19,8
	2005	1 771	23,0
	2013	1 835	28,0
	2016	1 817	32,5
47. Techniciens	1984	716	13,4
	1991	804	26,6
	1998	842	32,3
	2005	1 068	32,9
	2013	1 159	38,6
	2016	1 174	42,9
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1984	609	9,6
	1991	582	17,8
	1998	582	23,6
	2005	603	35,1
	2013	560	32,3
	2016	573	43,7

Tableau 20.2 • **Attention et vigilance selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016**

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent que l'exécution de leur travail leur impose de	
5. Employés	1984	5 605	10,8
	1991	6 014	21,9
	1998	6 607	28,4
	2005	7 291	30,2
	2013	7 098	37,1
	2016	7 238	40,0
51. Employés de la fonction publique	1984	2 099	10,1
	1991	2 189	20,5
	1998	2 562	29,0
	2005	2 799	33,5
	2013	2 641	40,8
	2016	2 781	46,0
54. Employés adm. d'entreprise	1984	1 983	14,8
	1991	2 017	25,6
	1998	1 969	28,7
	2005	1 763	25,4
	2013	1 525	31,4
	2016	1 545	31,7
55. Employés de commerce	1984	643	9,7
	1991	783	21,9
	1998	785	32,5
	2005	1 042	33,4
	2013	1 075	30,7
	2016	1 142	34,5
56. Services directs aux particuliers	1984	880	4,3
	1991	1 025	17,3
	1998	1 291	24,3
	2005	1 686	28,0
	2013	1 853	40,1
	2016	1 769	41,4
6. Ouvriers	1984	6 187	26,2
	1991	6 287	39,8
	1998	5 812	47,3
	2005	5 847	51,1
	2013	5 456	54,0
	2016	5 348	61,2
61. Ouvriers qualifiés	1984	3 634	25,5
	1991	4 010	40,4
	1998	3 913	49,3
	2005	3 815	53,6
	2013	3 584	58,7
	2016	3 541	66,1
66. Ouvriers non qualifiés	1984	2 321	28,7
	1991	2 047	39,2
	1998	1 655	42,8
	2005	1 810	46,0
	2013	1 616	43,8
	2016	1 591	51,9
69. Ouvriers agricoles	1984	232	13,0
	1991	230	35,8
	1998	244	45,7
	2005	222	50,4
	2013	252	52,4
	2016	214	48,6
Ensemble	1984	17 602	15,5
	1991	18 801	26,3
	1998	19 517	31,9
	2005	22 251	33,7
	2013	22 859	39,1
	2016	23 236	43,1

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 43,1 % des salariés déclarent ne pas pouvoir quitter leur travail des yeux.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 20.3 • **Attention et vigilance selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016**

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent que l'exécution de leur travail leur impose de
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1984	1 307	5,6
	1991	1 498	9,9
	1998	1 719	16,1
	2005	2 115	16,0
	2013	2 637	25,2
	2016	2 667	26,2
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1984	451	9,9
	1991	508	16,1
	1998	597	21,4
	2005	700	19,4
	2013	824	34,9
	2016	791	37,8
36. Cadres d'entreprise	1984	849	3,1
	1991	989	6,8
	1998	1 119	13,3
	2005	1 406	14,3
	2013	1 714	21,2
	2016	1 722	21,3
4. Professions intermédiaires	1984	2 385	10,4
	1991	2 480	19,7
	1998	2 440	25,5
	2005	3 043	32,0
	2013	2 830	36,4
	2016	2 915	41,3
41. P.I. enseignement, santé, public	1984	622	13,3
	1991	641	22,7
	1998	557	26,1
	2005	730	34,0
	2013	613	47,6
	2016	600	46,8
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1984	542	5,6
	1991	595	12,1
	1998	600	19,2
	2005	840	26,0
	2013	748	25,5
	2016	776	30,7
47. Techniciens	1984	652	12,4
	1991	705	25,3
	1998	740	31,3
	2005	938	33,7
	2013	973	39,6
	2016	1 033	44,1
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1984	568	9,6
	1991	539	17,3
	1998	542	23,8
	2005	535	35,6
	2013	490	32,9
	2016	501	44,8

Tableau 20.3 • **Attention et vigilance selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016**

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent que l'exécution de leur travail leur impose de
5. Employés	1984	1 471	11,4
	1991	1 416	24,0
	1998	1 584	34,8
	2005	1 736	35,9
	2013	1 658	40,0
	2016	1 679	46,1
51. Employés de la fonction publique	1984	793	12,5
	1991	769	24,0
	1998	934	37,3
	2005	1 018	40,8
	2013	888	43,4
	2016	941	54,8
54. Employés adm. d'entreprise	1984	416	13,0
	1991	332	27,7
	1998	299	32,8
	2005	274	30,4
	2013	216	35,8
	2016	267	37,7
55. Employés de commerce	1984	117	4,9
	1991	171	17,7
	1998	182	29,5
	2005	261	29,6
	2013	264	32,9
	2016	286	27,2
56. Services directs aux particuliers	1984	144	6,2
	1991	144	22,8
	1998	168	30,1
	2005	183	25,6
	2013	290	38,9
	2016	184	43,4
6. Ouvriers	1984	5 032	22,4
	1991	5 011	38,1
	1998	4 739	46,6
	2005	4 820	51,4
	2013	4 351	56,3
	2016	4 282	61,4
61. Ouvriers qualifiés	1984	3 333	23,9
	1991	3 611	39,3
	1998	3 486	48,3
	2005	3 409	53,7
	2013	3 127	58,9
	2016	3 097	66,1
66. Ouvriers non qualifiés	1984	1 497	20,8
	1991	1 215	35,1
	1998	1 065	41,9
	2005	1 255	44,9
	2013	1 032	49,7
	2016	1 013	49,5
69. Ouvriers agricoles	1984	202	11,4
	1991	185	34,7
	1998	187	41,3
	2005	156	53,1
	2013	187	50,4
	2016	171	46,3
Ensemble	1984	10 194	15,9
	1991	10 406	27,8
	1998	10 481	34,9
	2005	11 720	37,7
	2013	11 495	41,9
	2016	11 625	46,0

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 46,0 % des hommes salariés déclarent ne pas pouvoir quitter leur travail des yeux.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 20.4 • **Attention et vigilance selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016**

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent que l'exécution de leur travail leur impose de
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1984	431	7,7
	1991	623	15,6
	1998	863	17,2
	2005	1 211	19,6
	2013	1 757	27,2
	2016	1 718	29,3
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1984	281	10,0
	1991	371	17,0
	1998	507	21,4
	2005	642	24,0
	2013	839	35,2
	2016	769	36,7
36. Cadres d'entreprise	1984	137	1,6
	1991	242	14,1
	1998	345	11,2
	2005	552	14,8
	2013	850	19,8
	2016	871	23,9
4. Professions intermédiaires	1984	1 687	8,9
	1991	1 898	20,6
	1998	2 077	26,4
	2005	2 735	27,2
	2013	3 057	38,1
	2016	3 190	42,6
41. P.I. enseignement, santé, public	1984	1 175	8,6
	1991	1 214	22,7
	1998	1 340	28,2
	2005	1 606	31,0
	2013	1 713	44,5
	2016	1 936	48,2
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1984	406	7,4
	1991	542	12,5
	1998	596	20,5
	2005	931	20,3
	2013	1 087	29,7
	2016	1 041	33,8
47. Techniciennes	1984	65	-
	1991	99	-
	1998	102	-
	2005	130	27,6
	2013	186	33,0
	2016	141	33,8
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1984	41	-
	1991	43	-
	1998	40	-
	2005	68	-
	2013	69	-
	2016	71	-

Tableau 20.4 • **Attention et vigilance selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016**

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent que l'exécution de leur travail leur impose de	
5. Employées	1984	4 134	10,6
	1991	4 598	21,2
	1998	5 023	26,4
	2005	5 555	28,5
	2013	5 440	36,2
	2016	5 559	38,2
51. Employées de la fonction publique	1984	1 307	8,6
	1991	1 420	18,7
	1998	1 628	24,2
	2005	1 782	29,3
	2013	1 753	39,5
	2016	1 840	41,5
54. Employées adm. d'entreprise	1984	1 566	15,3
	1991	1 685	25,2
	1998	1 670	28,0
	2005	1 489	24,5
	2013	1 309	30,6
	2016	1 278	30,4
55. Employées de commerce	1984	526	10,7
	1991	612	23,1
	1998	603	33,4
	2005	781	34,6
	2013	811	30,0
	2016	856	36,9
56. Services directs aux particuliers	1984	736	3,9
	1991	881	16,4
	1998	1 122	23,4
	2005	1 503	28,3
	2013	1 563	40,3
	2016	1 585	41,2
6. Ouvrières	1984	1 155	42,6
	1991	1 276	46,4
	1998	1 073	50,4
	2005	1 027	49,9
	2013	1 105	44,8
	2016	1 066	60,4
61. Ouvrières qualifiées	1984	301	43,2
	1991	399	49,9
	1998	427	57,3
	2005	406	53,1
	2013	456	57,6
	2016	445	66,3
66. Ouvrières non qualifiées	1984	825	43,0
	1991	832	45,1
	1998	589	44,5
	2005	555	48,3
	2013	584	33,4
	2016	579	56,1
69. Ouvrières agricoles	1984	30	-
	1991	45	-
	1998	57	-
	2005	66	-
	2013	65	-
	2016	42	-
Ensemble	1984	7 408	15,0
	1991	8 396	24,5
	1998	9 036	28,4
	2005	10 530	29,2
	2013	11 364	36,2
	2016	11 611	40,2

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 40,2 % des femmes salariées déclarent ne pas pouvoir quitter leur travail des yeux.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 20.5 • **Attention et vigilance selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016**

En %

Âge	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent que l'exécution de leur travail leur impose de	
Moins de 20 ans	1984	356	18,2
	1991	251	29,5
	1998	216	42,6
	2005	320	48,9
	2013	257	45,3
	2016	277	-
De 20 à 24 ans	1984	1 997	18,2
	1991	1 729	31,5
	1998	1 105	39,9
	2005	1 588	40,5
	2013	1 536	49,0
	2016	1 544	44,5
De 25 à 29 ans	1984	2 842	18,4
	1991	2 957	28,2
	1998	2 793	35,0
	2005	2 632	36,4
	2013	2 578	40,5
	2016	2 592	43,4
De 30 à 34 ans	1984	2 924	16,7
	1991	2 957	28,7
	1998	2 977	33,1
	2005	3 014	36,9
	2013	2 734	38,8
	2016	2 823	45,4
De 35 à 39 ans	1984	2 769	15,4
	1991	2 941	25,7
	1998	2 989	31,7
	2005	3 133	31,6
	2013	2 934	37,9
	2016	2 806	43,1
De 40 à 44 ans	1984	1 866	13,2
	1991	2 963	24,5
	1998	2 884	31,5
	2005	3 263	32,7
	2013	3 269	39,9
	2016	3 209	43,4
De 45 à 49 ans	1984	1 804	14,1
	1991	2 030	24,3
	1998	2 860	29,0
	2005	3 103	32,7
	2013	3 243	39,7
	2016	3 210	44,9
De 50 à 54 ans	1984	1 682	13,3
	1991	1 485	25,0
	1998	2 324	29,3
	2005	2 884	31,6
	2013	3 026	37,8
	2016	3 153	43,1
55 ans et plus	1984	1 361	10,5
	1991	1 488	20,0
	1998	1 369	26,2
	2005	2 313	27,5
	2013	3 283	33,7
	2016	3 622	38,3
Ensemble	1984	17 602	15,5
	1991	18 801	26,3
	1998	19 517	31,9
	2005	22 251	33,7
	2013	22 859	39,1
	2016	23 236	43,1

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 43,1 % des salariés déclarent ne pas pouvoir quitter leur travail des yeux.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 20.6 • **Attention et vigilance selon l'âge des HOMMES en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016**

En %

Âge		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent que l'exécution de leur travail leur impose de
Moins de 20 ans	1984	224	16,5
	1991	166	31,4
	1998	174	43,9
	2005	223	50,7
	2013	168	47,1
	2016	191	-
De 20 à 24 ans	1984	1 009	17,7
	1991	865	35,5
	1998	539	45,8
	2005	873	43,6
	2013	864	52,2
	2016	757	35,8
De 25 à 29 ans	1984	1 606	19,1
	1991	1 586	29,2
	1998	1 516	38,1
	2005	1 427	41,1
	2013	1 271	42,1
	2016	1 289	51,3
De 30 à 34 ans	1984	1 681	17,2
	1991	1 661	29,6
	1998	1 658	36,9
	2005	1 666	39,7
	2013	1 378	42,1
	2016	1 478	46,9
De 35 à 39 ans	1984	1 647	16,7
	1991	1 625	26,3
	1998	1 625	34,6
	2005	1 658	35,3
	2013	1 553	40,1
	2016	1 450	44,0
De 40 à 44 ans	1984	1 138	13,7
	1991	1 652	25,4
	1998	1 518	33,9
	2005	1 703	37,5
	2013	1 698	43,2
	2016	1 575	50,5
De 45 à 49 ans	1984	1 092	14,3
	1991	1 162	26,9
	1998	1 470	32,4
	2005	1 597	37,8
	2013	1 534	41,7
	2016	1 642	47,4
De 50 à 54 ans	1984	1 016	14,2
	1991	869	26,7
	1998	1 237	30,8
	2005	1 427	35,6
	2013	1 458	42,6
	2016	1 479	47,3
55 ans et plus	1984	780	9,5
	1991	819	22,4
	1998	745	28,3
	2005	1 146	29,5
	2013	1 572	35,5
	2016	1 763	40,3
Ensemble	1984	10 194	15,9
	1991	10 406	27,8
	1998	10 481	34,9
	2005	11 720	37,7
	2013	11 495	41,9
	2016	11 625	46,0

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 46,0 % des hommes salariés déclarent ne pas pouvoir quitter leur travail des yeux.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 20.7 • **Attention et vigilance selon l'âge des FEMMES en 1984, 1991, 1998, 2005, 2013 et 2016**
En %

Âge		Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent que l'exécution de leur travail leur impose de
Moins de 20 ans	1984	131	20,9
	1991	85	-
	1998	41	-
	2005	97	-
	2013	88	-
	2016	86	-
De 20 à 24 ans	1984	989	18,8
	1991	864	27,5
	1998	566	34,3
	2005	715	36,8
	2013	672	44,9
	2016	786	52,8
De 25 à 29 ans	1984	1 237	17,5
	1991	1 371	27,1
	1998	1 278	31,3
	2005	1 204	30,9
	2013	1 306	39,0
	2016	1 303	35,7
De 30 à 34 ans	1984	1 243	15,9
	1991	1 296	27,5
	1998	1 319	28,4
	2005	1 348	33,3
	2013	1 356	35,5
	2016	1 345	43,8
De 35 à 39 ans	1984	1 122	13,4
	1991	1 317	25,0
	1998	1 364	28,2
	2005	1 475	27,6
	2013	1 381	35,4
	2016	1 356	42,1
De 40 à 44 ans	1984	728	12,4
	1991	1 311	23,3
	1998	1 366	28,8
	2005	1 560	27,5
	2013	1 571	36,3
	2016	1 634	36,5
De 45 à 49 ans	1984	712	13,8
	1991	868	20,8
	1998	1 390	25,5
	2005	1 506	27,2
	2013	1 709	37,9
	2016	1 567	42,3
De 50 à 54 ans	1984	666	12,0
	1991	616	22,7
	1998	1 088	27,5
	2005	1 457	27,7
	2013	1 568	33,4
	2016	1 674	39,4
55 ans et plus	1984	581	11,7
	1991	668	17,2
	1998	624	23,6
	2005	1 168	25,5
	2013	1 711	32,1
	2016	1 859	36,4
Ensemble	1984	7 408	15,0
	1991	8 396	24,5
	1998	9 036	28,4
	2005	10 530	29,2
	2013	11 364	36,2
	2016	11 611	40,2

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 40,2 % des femmes salariées déclarent ne pas pouvoir quitter leur travail des yeux.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 20.8 • **Attention et vigilance en 2016 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS**

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent que l'exécution de leur travail leur impose de
Agriculture, sylviculture et pêche	240	49,9
Fabrication aliments, boissons, tabac	603	43,5
Cokéfaction et raffinage	17	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	38,4
Fabrication de matériels de transport	416	46,1
Fabrication d'autres produits industriels	1 574	47,1
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	397	48,1
Construction	1 332	56,4
Commerce et réparation auto. moto.	2 881	37,0
Transports et entreposage	1 527	67,1
Hébergement et restauration	815	42,4
Information et communication	684	36,0
Activités financières et d'assurance	856	32,4
Activités immobilières	314	19,8
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 212	36,0
Adm. publique, enseignement, santé et social	7 528	42,2
Autres activités de services	1 332	43,0
Non renseigné	28	-
Ensemble	23 236	43,1

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 43,1 % des salariés déclarent ne pas pouvoir quitter leur travail des yeux.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 20.9 • **Attention et vigilance en 2016 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS**

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent que l'exécution de leur travail leur impose de
Fonct. pub. de l'État	2 396	46,9
Fonct. pub. territoriale	1 899	40,2
Fonct. pub. hospitalière	1 156	47,7
Particuliers, entreprise o	17 786	42,6
Ensemble	23 236	43,1

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 43,1 % des salariés déclarent ne pas pouvoir quitter leur travail des yeux.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 20.10 • **Attention et vigilance en 2016 selon le type d'employeur des HOMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent que l'exécution de leur travail leur impose de
Fonct. pub. de l'État	1 000	45,3
Fonct. pub. territoriale	775	45,6
Fonct. pub. hospitalière	269	47,7
Particulier, entreprise ou	9 581	46,1
Ensemble	11 625	46,0

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 46,0 % des hommes salariés déclarent ne pas pouvoir quitter leur travail des yeux.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 20.11 • **Attention et vigilance en 2016 selon le type d'employeur des FEMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent que l'exécution de leur travail leur impose de
Fonct. pub. de l'État	1 396	48,0
Fonct. pub. territoriale	1 123	36,5
Fonct. pub. hospitalière	887	47,7
Particulier, entreprise ou	8 205	38,6
Ensemble	11 611	40,2

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 40,2 % des femmes salariées déclarent ne pas pouvoir quitter leur travail des yeux.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

21 • Recevoir des ordres contradictoires

Tableau 21.1 • Recevoir des ordres contradictoires en 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Sexe		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent recevoir des ordres contradictoires*
Femmes	1998	9 036	40,4
	2005	10 530	39,3
	2013	11 364	41,5
	2016	11 611	42,3
Hommes	1998	10 481	46,5
	2005	11 720	43,7
	2013	11 495	46,4
	2016	11 625	46,9
Ensemble	1998	19 517	43,7
	2005	22 251	41,7
	2013	22 859	44,0
	2016	23 236	44,6

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Parmi ceux qui ont déclaré recevoir des ordres, des consignes, des modes d'emploi.

Lecture : en 2016, 44,6 % des salariés déclarent recevoir des ordres contradictoires.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

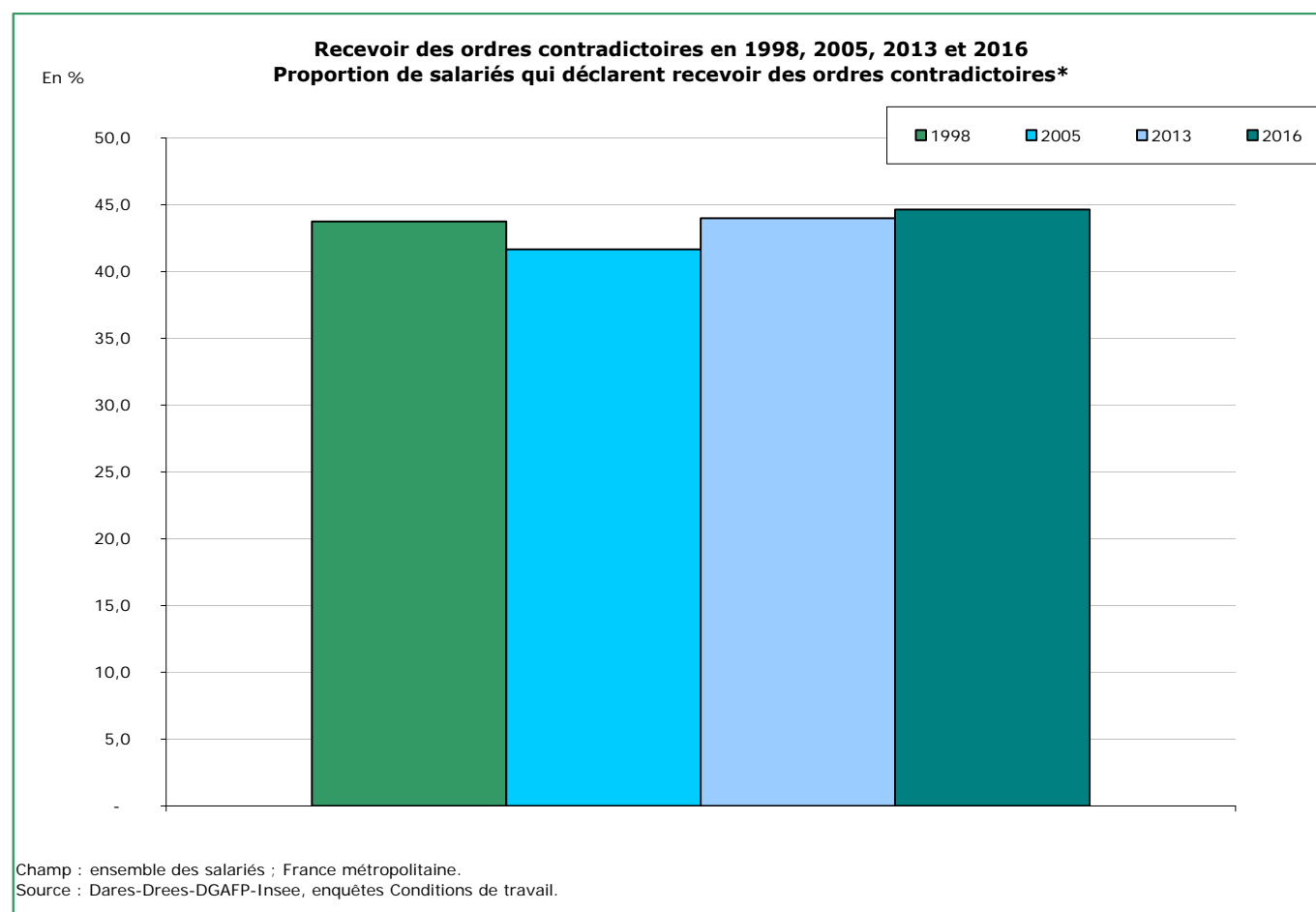


Tableau 21.2 • Recevoir des ordres contradictoires selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent recevoir des ordres contradictoires*
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1998	2 582	44,8
	2005	3 327	41,6
	2013	4 394	45,3
	2016	4 385	47,9
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1998	1 104	38,9
	2005	1 341	39,9
	2013	1 664	46,9
	2016	1 559	41,3
36. Cadres d'entreprise	1998	1 464	49,3
	2005	1 958	42,8
	2013	2 564	44,7
	2016	2 593	51,5
4. Professions intermédiaires	1998	4 517	48,6
	2005	5 778	46,7
	2013	5 887	46,0
	2016	6 105	49,0
41. P.I. enseignement, santé, public	1998	1 897	46,3
	2005	2 337	47,2
	2013	2 326	47,7
	2016	2 536	44,7
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1998	1 196	45,7
	2005	1 771	44,5
	2013	1 835	42,7
	2016	1 817	50,9
47. Techniciens	1998	842	50,8
	2005	1 068	48,3
	2013	1 159	46,2
	2016	1 174	52,5
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1998	582	58,4
	2005	603	48,4
	2013	560	49,9
	2016	573	54,3

Tableau 21.2 • Recevoir des ordres contradictoires selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1998, 2005, 2013 et 2016

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent recevoir des ordres contradictoires*
5. Employés	1998	6 607	41,4
	2005	7 291	39,8
	2013	7 098	41,1
	2016	7 238	40,2
51. Employés de la fonction publique	1998	2 562	44,4
	2005	2 799	43,3
	2013	2 641	43,0
	2016	2 781	42,0
54. Employés adm. d'entreprise	1998	1 969	43,6
	2005	1 763	42,9
	2013	1 525	44,4
	2016	1 545	43,9
55. Employés de commerce	1998	785	43,8
	2005	1 042	44,7
	2013	1 075	45,1
	2016	1 142	39,4
56. Services directs aux particuliers	1998	1 291	26,6
	2005	1 686	23,4
	2013	1 853	31,2
	2016	1 769	33,6
6. Ouvriers	1998	5 812	42,5
	2005	5 847	39,2
	2013	5 456	44,8
	2016	5 348	43,7
61. Ouvriers qualifiés	1998	3 913	45,5
	2005	3 815	42,0
	2013	3 584	48,1
	2016	3 541	45,6
66. Ouvriers non qualifiés	1998	1 655	37,1
	2005	1 810	34,2
	2013	1 616	38,7
	2016	1 591	39,5
69. Ouvriers agricoles	1998	244	33,0
	2005	222	34,7
	2013	252	35,6
	2016	214	43,0
Ensemble	1998	19 517	43,7
	2005	22 251	41,7
	2013	22 859	44,0
	2016	23 236	44,6

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Parmi ceux qui ont déclaré recevoir des ordres, des consignes, des modes d'emploi.

Lecture : en 2016, 44,6 % des salariés déclarent recevoir des ordres contradictoires.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 21.3 • Recevoir des ordres contradictoires selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent recevoir des ordres contradictoires*
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1998	1 719	47,0
	2005	2 115	43,0
	2013	2 637	44,6
	2016	2 667	46,3
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1998	597	38,9
	2005	700	41,8
	2013	824	46,8
	2016	791	39,1
36. Cadres d'entreprise	1998	1 119	51,4
	2005	1 406	43,8
	2013	1 714	43,9
	2016	1 722	48,6
4. Professions intermédiaires	1998	2 440	51,0
	2005	3 043	47,7
	2013	2 830	46,3
	2016	2 915	51,1
41. P.I. enseignement, santé, public	1998	557	51,6
	2005	730	48,4
	2013	613	48,5
	2016	600	44,9
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1998	600	43,2
	2005	840	47,2
	2013	748	43,0
	2016	776	49,0
47. Techniciens	1998	740	50,8
	2005	938	47,2
	2013	973	46,4
	2016	1 033	55,0
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1998	542	58,7
	2005	535	48,4
	2013	490	48,8
	2016	501	53,3

Tableau 21.3 • Recevoir des ordres contradictoires selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 1998, 2005, 2013 et 2016

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent recevoir des ordres contradictoires*
5. Employés	1998	1 584	49,3
	2005	1 736	46,4
	2013	1 658	48,1
	2016	1 679	49,3
51. Employés de la fonction publique	1998	934	50,7
	2005	1 018	49,0
	2013	888	47,4
	2016	941	49,5
54. Employés adm. d'entreprise	1998	299	48,5
	2005	274	49,5
	2013	216	56,3
	2016	267	62,1
55. Employés de commerce	1998	182	48,2
	2005	261	42,5
	2013	264	40,2
	2016	286	41,5
56. Services directs aux particuliers	1998	168	42,9
	2005	183	30,9
	2013	290	52,2
	2016	184	-
6. Ouvriers	1998	4 739	43,4
	2005	4 820	40,7
	2013	4 351	46,6
	2016	4 282	43,9
61. Ouvriers qualifiés	1998	3 486	45,9
	2005	3 409	42,9
	2013	3 127	49,1
	2016	3 097	45,1
66. Ouvriers non qualifiés	1998	1 065	37,5
	2005	1 255	35,4
	2013	1 032	41,7
	2016	1 013	39,6
69. Ouvriers agricoles	1998	187	31,9
	2005	156	39,2
	2013	187	33,1
	2016	171	-
Ensemble	1998	10 481	46,5
	2005	11 720	43,7
	2013	11 495	46,4
	2016	11 625	46,9

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Parmi ceux qui ont déclaré recevoir des ordres, des consignes, des modes d'emploi.

Lecture : en 2016, 46,9 % des hommes salariés déclarent recevoir des ordres contradictoires.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 21.4 • Recevoir des ordres contradictoires selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent recevoir des ordres contradictoires*
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1998	863	40,3
	2005	1 211	39,1
	2013	1 757	46,2
	2016	1 718	50,4
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1998	507	39,0
	2005	642	37,9
	2013	839	46,9
	2016	769	43,5
36. Cadres d'entreprise	1998	345	42,3
	2005	552	40,4
	2013	850	46,4
	2016	871	57,2
4. Professions intermédiaires	1998	2 077	45,8
	2005	2 735	45,5
	2013	3 057	45,7
	2016	3 190	47,1
41. P.I. enseignement, santé, public	1998	1 340	44,1
	2005	1 606	46,6
	2013	1 713	47,4
	2016	1 936	44,7
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1998	596	48,0
	2005	931	42,1
	2013	1 087	42,4
	2016	1 041	52,2
47. Techniciennes	1998	102	-
	2005	130	55,7
	2013	186	44,9
	2016	141	34,4
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1998	40	-
	2005	68	-
	2013	69	-
	2016	71	-

Tableau 21.4 • Recevoir des ordres contradictoires selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 1998, 2005, 2013 et 2016

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent recevoir des ordres contradictoires*
5. Employées	1998	5 023	38,6
	2005	5 555	37,5
	2013	5 440	38,7
	2016	5 559	37,4
51. Employées de la fonction publique	1998	1 628	40,4
	2005	1 782	40,0
	2013	1 753	40,6
	2016	1 840	38,2
54. Employées adm. d'entreprise	1998	1 670	42,7
	2005	1 489	41,6
	2013	1 309	42,4
	2016	1 278	39,8
55. Employées de commerce	1998	603	42,5
	2005	781	45,4
	2013	811	46,8
	2016	856	38,6
56. Services directs aux particuliers	1998	1 122	23,4
	2005	1 503	22,2
	2013	1 563	26,7
	2016	1 585	33,0
6. Ouvrières	1998	1 073	38,6
	2005	1 027	32,4
	2013	1 105	37,3
	2016	1 066	42,6
61. Ouvrières qualifiées	1998	427	41,9
	2005	406	34,6
	2013	456	41,6
	2016	445	49,0
66. Ouvrières non qualifiées	1998	589	36,3
	2005	555	31,7
	2013	584	33,1
	2016	579	39,4
69. Ouvrières agricoles	1998	57	-
	2005	66	-
	2013	65	-
	2016	42	-
Ensemble	1998	9 036	40,4
	2005	10 530	39,3
	2013	11 364	41,5
	2016	11 611	42,3

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Parmi ceux qui ont déclaré recevoir des ordres, des consignes, des modes d'emploi.

Lecture : en 2016, 42,3 % des femmes salariées déclarent recevoir des ordres contradictoires.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 21.5 • Recevoir des ordres contradictoires selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Âge		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent recevoir des ordres contradictoires*
Moins de 20 ans	1998	216	40,0
	2005	320	29,7
	2013	257	33,0
	2016	277	-
De 20 à 24 ans	1998	1 105	38,4
	2005	1 588	38,9
	2013	1 536	43,7
	2016	1 544	38,0
De 25 à 29 ans	1998	2 793	45,1
	2005	2 632	44,0
	2013	2 578	46,9
	2016	2 592	42,9
De 30 à 34 ans	1998	2 977	44,4
	2005	3 014	45,4
	2013	2 734	49,6
	2016	2 823	48,3
De 35 à 39 ans	1998	2 989	45,6
	2005	3 133	42,0
	2013	2 934	44,1
	2016	2 806	46,9
De 40 à 44 ans	1998	2 884	46,8
	2005	3 263	42,5
	2013	3 269	44,6
	2016	3 209	47,0
De 45 à 49 ans	1998	2 860	43,7
	2005	3 103	40,6
	2013	3 243	44,6
	2016	3 210	48,9
De 50 à 54 ans	1998	2 324	41,0
	2005	2 884	42,8
	2013	3 026	42,0
	2016	3 153	44,1
55 ans et plus	1998	1 369	38,4
	2005	2 313	35,4
	2013	3 283	37,3
	2016	3 622	37,9
Ensemble	1998	19 517	43,7
	2005	22 251	41,7
	2013	22 859	44,0
	2016	23 236	44,6

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Parmi ceux qui ont déclaré recevoir des ordres, des consignes, des modes d'emploi.

Lecture : en 2016, 44,6 % des salariés déclarent recevoir des ordres contradictoires.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 21.6 • Recevoir des ordres contradictoires selon l'âge des HOMMES en 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Âge		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent recevoir des ordres contradictoires*
Moins de 20 ans	1998	174	41,2
	2005	223	27,8
	2013	168	39,4
	2016	191	-
De 20 à 24 ans	1998	539	39,9
	2005	873	41,1
	2013	864	45,1
	2016	757	34,8
De 25 à 29 ans	1998	1 516	47,3
	2005	1 427	44,2
	2013	1 271	45,9
	2016	1 289	47,3
De 30 à 34 ans	1998	1 658	46,2
	2005	1 666	48,1
	2013	1 378	53,0
	2016	1 478	50,8
De 35 à 39 ans	1998	1 625	49,0
	2005	1 658	44,9
	2013	1 553	46,3
	2016	1 450	48,6
De 40 à 44 ans	1998	1 518	50,2
	2005	1 703	45,0
	2013	1 698	49,0
	2016	1 575	51,7
De 45 à 49 ans	1998	1 470	47,2
	2005	1 597	41,2
	2013	1 534	47,6
	2016	1 642	51,7
De 50 à 54 ans	1998	1 237	42,7
	2005	1 427	46,6
	2013	1 458	42,8
	2016	1 479	46,1
55 ans et plus	1998	745	43,5
	2005	1 146	38,2
	2013	1 572	41,2
	2016	1 763	38,2
Ensemble	1998	10 481	46,5
	2005	11 720	43,7
	2013	11 495	46,4
	2016	11 625	46,9

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Parmi ceux qui ont déclaré recevoir des ordres, des consignes, des modes d'emploi.

Lecture : en 2016, 46,9 % des hommes salariés déclarent recevoir des ordres contradictoires.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 21.7 • Recevoir des ordres contradictoires selon l'âge des FEMMES en 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Âge		Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent recevoir des ordres contradictoires*
Moins de 20 ans	1998	41	-
	2005	97	-
	2013	88	-
	2016	86	-
De 20 à 24 ans	1998	566	36,9
	2005	715	36,1
	2013	672	41,9
	2016	786	41,0
De 25 à 29 ans	1998	1 278	42,5
	2005	1 204	43,7
	2013	1 306	47,9
	2016	1 303	38,3
De 30 à 34 ans	1998	1 319	42,1
	2005	1 348	42,2
	2013	1 356	46,3
	2016	1 345	45,7
De 35 à 39 ans	1998	1 364	41,3
	2005	1 475	38,6
	2013	1 381	41,5
	2016	1 356	45,1
De 40 à 44 ans	1998	1 366	42,8
	2005	1 560	39,8
	2013	1 571	39,7
	2016	1 634	42,3
De 45 à 49 ans	1998	1 390	39,8
	2005	1 506	39,9
	2013	1 709	41,9
	2016	1 567	45,8
De 50 à 54 ans	1998	1 088	38,9
	2005	1 457	38,9
	2013	1 568	41,4
	2016	1 674	42,3
55 ans et plus	1998	624	31,8
	2005	1 168	32,5
	2013	1 711	33,5
	2016	1 859	37,7
Ensemble	1998	9 036	40,4
	2005	10 530	39,3
	2013	11 364	41,5
	2016	11 611	42,3

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Parmi ceux qui ont déclaré recevoir des ordres, des consignes, des modes d'emploi.

Lecture : en 2016, 42,3 % des femmes salariées déclarent recevoir des ordres contradictoires.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 21.8 • Recevoir des ordres contradictoires en 2016 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent recevoir des ordres contradictoires*
Agriculture, sylviculture et pêche	240	50,0
Fabrication aliments, boissons, tabac	603	43,5
Cokéfaction et raffinage	17	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	64,1
Fabrication de matériels de transport	416	54,8
Fabrication d'autres produits industriels	1 574	45,4
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	397	43,0
Construction	1 332	52,4
Commerce et réparation auto. moto.	2 881	43,1
Transports et entreposage	1 527	39,9
Hébergement et restauration	815	50,0
Information et communication	684	46,9
Activités financières et d'assurance	856	46,1
Activités immobilières	314	50,2
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 212	46,4
Adm. publique, enseignement, santé et social	7 528	43,0
Autres activités de services	1 332	32,1
Non renseigné	28	-
Ensemble	23 236	44,6

- Effectifs insuffisants.

* Parmi ceux qui ont déclaré recevoir des ordres, des consignes, des modes d'emploi.

Lecture : en 2016, 44,6 % des salariés déclarent recevoir des ordres contradictoires.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 21.9 • Recevoir des ordres contradictoires en 2016 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent recevoir des ordres contradictoires*
Fonct. pub. de l'État	2 396	42,0
Fonct. pub. territoriale	1 899	41,4
Fonct. pub. hospitalière	1 156	47,6
Particuliers, entreprise o	17 786	45,1
Ensemble	23 236	44,6

- Effectifs insuffisants.

* Parmi ceux qui ont déclaré recevoir des ordres, des consignes, des modes d'emploi.

Lecture : en 2016, 44,6 % des salariés déclarent recevoir des ordres contradictoires.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 21.10 • Recevoir des ordres contradictoires en 2016 selon le type d'employeur des HOMMES

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent recevoir des ordres contradictoires*
Fonct. pub. de l'État	1 000	46,8
Fonct. pub. territoriale	775	45,6
Fonct. pub. hospitalière	269	46,0
Particulier, entreprise ou	9 581	47,0
Ensemble	11 625	46,9

- Effectifs insuffisants.

* Parmi ceux qui ont déclaré recevoir des ordres, des consignes, des modes d'emploi.

Lecture : en 2016, 46,9 % des hommes salariés déclarent recevoir des ordres contradictoires.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 21.11 • Recevoir des ordres contradictoires en 2016 selon le type d'employeur des FEMMES

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent recevoir des ordres contradictoires*
Fonct. pub. de l'État	1 396	38,4
Fonct. pub. territoriale	1 123	38,4
Fonct. pub. hospitalière	887	48,0
Particulier, entreprise ou	8 205	42,9
Ensemble	11 611	42,3

- Effectifs insuffisants.

* Parmi ceux qui ont déclaré recevoir des ordres, des consignes, des modes d'emploi.

Lecture : en 2016, 42,3 % des femmes salariées déclarent recevoir des ordres contradictoires.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

22 • Charge de travail jugée excessive

Tableau 22.1 • Charge de travail jugée excessive en 2013 et 2016

En %

Sexe	Année	Effectifs en milliers	"On me demande une quantité de travail excessive", proportion de salariés qui sont				
			Pas du tout d'accord	Pas d'accord	D'accord	Tout à fait d'accord	Non concerné(e)s
Femmes	2013	11 364	14,4	37,7	30,2	10,8	6,8
	2016	11 611	15,2	35,7	29,5	11,8	7,8
Hommes	2013	11 495	14,0	42,6	30,2	9,2	4,0
	2016	11 625	12,9	43,4	30,0	8,4	5,3
Ensemble	2013	22 859	14,2	40,1	30,2	10,0	5,4
	2016	23 236	14,0	39,5	29,8	10,1	6,5

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 14,0 % des salariés déclarent qu'ils ne sont pas du tout d'accord avec la proposition : « On me demande d'effectuer une quantité de travail excessive ».

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

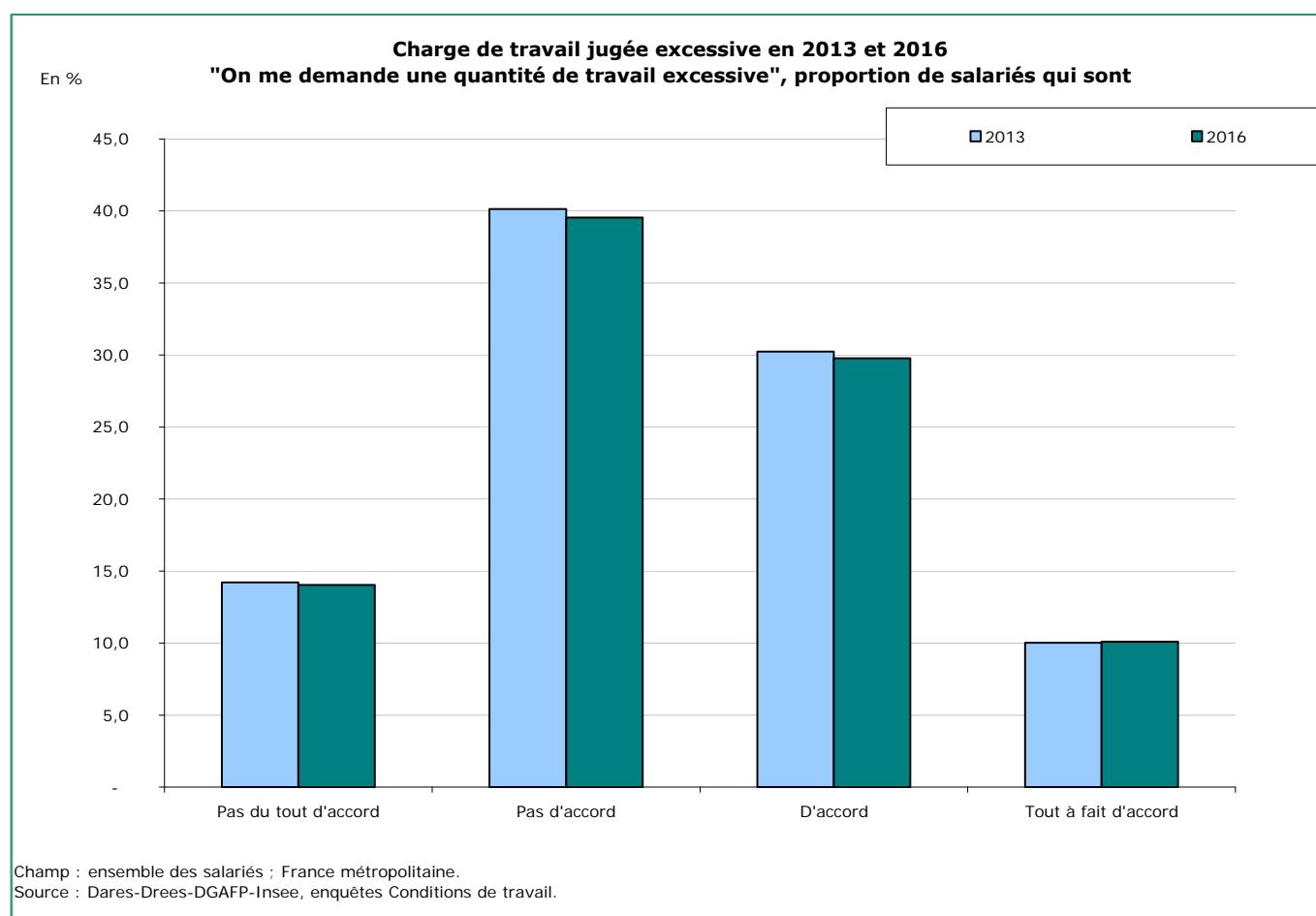


Tableau 22.2 • Charge de travail jugée excessive selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs en milliers	"On me demande une quantité de travail excessive", proportion de salariés qui sont					
		Pas du tout d'accord	Pas d'accord	D'accord	Tout à fait d'accord	Non concerné(e)s	
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2013	4 394	9,2	41,9	32,3	12,8	3,8
	2016	4 385	10,0	41,6	33,1	12,1	3,2
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2013	1 664	9,3	41,3	32,6	12,2	4,6
	2016	1 559	10,5	40,4	32,6	11,2	5,3
36. Cadres d'entreprise	2013	2 564	8,5	42,9	32,7	13,3	2,6
	2016	2 593	9,4	42,7	33,6	12,7	1,6
4. Professions intermédiaires	2013	5 887	10,9	41,8	33,3	10,6	3,4
	2016	6 105	11,4	40,9	32,6	11,0	4,0
41. P.I. enseignement, santé, public	2013	2 326	10,4	38,9	33,5	13,3	4,1
	2016	2 536	11,7	39,0	32,7	12,3	4,3
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2013	1 835	10,3	42,1	33,9	10,4	3,2
	2016	1 817	12,4	41,0	31,7	11,2	3,7
47. Techniciens	2013	1 159	13,8	45,2	31,6	6,5	2,9
	2016	1 174	11,9	45,8	30,4	7,7	4,3
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	2013	560	9,2	45,5	34,4	8,3	2,6
	2016	573	6,4	39,3	40,0	10,9	3,4
5. Employés	2013	7 098	17,9	37,1	27,4	8,8	8,8
	2016	7 238	16,4	37,5	25,2	10,2	10,7
51. Employés de la fonction publique	2013	2 641	18,1	35,7	30,0	10,2	5,9
	2016	2 781	16,5	37,8	27,5	11,3	6,9
54. Employés adm. d'entreprise	2013	1 525	16,1	39,7	26,4	11,6	6,2
	2016	1 545	13,1	42,9	27,5	11,3	5,2
55. Employés de commerce	2013	1 075	13,7	43,0	30,8	8,0	4,4
	2016	1 142	12,6	41,1	25,5	11,5	9,3
56. Services directs aux particuliers	2013	1 853	21,3	33,6	22,5	5,0	17,6
	2016	1 769	21,6	29,9	19,3	6,8	22,3
6. Ouvriers	2013	5 456	17,0	41,1	28,7	8,8	4,4
	2016	5 348	17,0	39,0	30,1	7,3	6,6
61. Ouvriers qualifiés	2013	3 584	15,9	41,4	30,3	8,3	4,1
	2016	3 541	15,6	40,4	30,4	7,5	6,0
66. Ouvriers non qualifiés	2013	1 616	18,2	40,9	25,8	9,8	5,3
	2016	1 591	20,8	34,2	30,8	7,1	7,2
69. Ouvriers agricoles	2013	252	24,5	37,2	25,4	8,6	4,3
	2016	214	12,8	51,3	19,9	4,4	11,6
Ensemble	2013	22 859	14,2	40,1	30,2	10,0	5,4
	2016	23 236	14,0	39,5	29,8	10,1	6,5

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 14,0 % des salariés déclarent qu'ils ne sont pas du tout d'accord avec la proposition : « On me demande d'effectuer une quantité de travail excessive ».

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 22.3 • Charge de travail jugée excessive selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs en milliers	"On me demande une quantité de travail excessive", proportion de salariés qui sont					
		Pas du tout d'accord	Pas d'accord	D'accord	Tout à fait d'accord	Non concerné(e)s	
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2013	2 637	9,3	45,7	29,2	11,7	4,2
	2016	2 667	10,1	44,4	30,6	11,3	3,6
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2013	824	9,1	48,0	27,7	9,3	5,9
	2016	791	10,7	44,5	30,7	7,6	6,5
36. Cadres d'entreprise	2013	1 714	8,7	46,0	30,2	12,6	2,5
	2016	1 722	9,3	45,3	30,7	13,1	1,6
4. Professions intermédiaires	2013	2 830	12,5	43,5	32,3	8,4	3,4
	2016	2 915	11,9	45,6	30,0	8,2	4,3
41. P.I. enseignement, santé, public	2013	613	14,3	43,7	28,2	9,1	4,7
	2016	600	15,5	51,9	21,6	5,6	5,3
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2013	748	10,8	40,5	33,9	10,5	4,3
	2016	776	13,0	41,7	32,2	9,4	3,6
47. Techniciens	2013	973	13,8	45,2	32,3	6,4	2,3
	2016	1 033	12,0	47,2	28,5	7,6	4,7
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	2013	490	9,7	44,7	35,0	8,2	2,4
	2016	501	5,9	41,0	40,0	10,0	3,1
5. Employés	2013	1 658	17,7	39,5	31,0	7,9	4,0
	2016	1 679	12,3	43,8	26,5	9,1	8,3
51. Employés de la fonction publique	2013	888	18,4	38,4	30,5	8,5	4,3
	2016	941	14,9	43,8	25,7	8,8	6,7
54. Employés adm. d'entreprise	2013	216	17,0	47,4	23,5	10,2	1,9
	2016	267	5,8	46,9	33,1	11,1	3,0
55. Employés de commerce	2013	264	10,8	44,2	33,6	9,0	2,4
	2016	286	7,2	42,2	26,1	10,9	13,7
56. Services directs aux particuliers	2013	290	22,3	32,6	35,8	3,1	6,3
	2016	184	-	-	-	-	-
6. Ouvriers	2013	4 351	16,4	41,4	29,1	8,8	4,2
	2016	4 282	15,4	40,9	31,3	6,6	5,8
61. Ouvriers qualifiés	2013	3 127	15,6	40,9	30,4	8,8	4,3
	2016	3 097	15,0	41,0	31,3	7,3	5,5
66. Ouvriers non qualifiés	2013	1 032	17,0	43,8	26,2	8,6	4,4
	2016	1 013	17,5	38,6	32,6	5,5	5,9
69. Ouvriers agricoles	2013	187	26,8	36,8	23,8	10,4	2,3
	2016	171	-	-	-	-	-
Ensemble	2013	11 495	14,0	42,6	30,2	9,2	4,0
	2016	11 625	12,9	43,4	30,0	8,4	5,3

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 12,9 % des hommes salariés déclarent qu'ils ne sont pas du tout d'accord avec la proposition : « On me demande d'effectuer une quantité de travail excessive ».

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 22.4 • Charge de travail jugée excessive selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs en milliers	"On me demande une quantité de travail excessive", proportion de salariées qui sont					
		Pas du tout d'accord	Pas d'accord	D'accord	Tout à fait d'accord	Non concerné(e)s	
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2013	1 757	9,1	36,1	37,1	14,6	3,2
	2016	1 718	9,8	37,1	37,1	13,4	2,6
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2013	839	9,4	34,7	37,6	15,1	3,2
	2016	769	10,4	36,2	34,5	14,9	4,0
36. Cadres d'entreprise	2013	850	8,2	36,6	37,8	14,6	2,8
	2016	871	9,5	37,6	39,6	11,8	1,5
4. Professions intermédiaires	2013	3 057	9,5	40,2	34,2	12,6	3,5
	2016	3 190	10,9	36,6	35,0	13,6	3,8
41. P.I. enseignement, santé, public	2013	1 713	8,9	37,1	35,4	14,8	3,8
	2016	1 936	10,4	34,9	36,2	14,5	4,0
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2013	1 087	10,1	43,3	33,9	10,4	2,5
	2016	1 041	11,9	40,5	31,3	12,5	3,8
47. Techniciennes	2013	186	13,5	45,4	27,9	7,2	6,0
	2016	141	11,2	35,4	44,2	8,4	0,8
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	2013	69	-	-	-	-	-
	2016	71	-	-	-	-	-
5. Employées	2013	5 440	17,9	36,4	26,4	9,1	10,2
	2016	5 559	17,7	35,6	24,8	10,6	11,4
51. Employées de la fonction publique	2013	1 753	18,0	34,4	29,8	11,1	6,7
	2016	1 840	17,4	34,7	28,4	12,6	6,9
54. Employées adm. d'entreprise	2013	1 309	15,9	38,4	26,9	11,8	7,0
	2016	1 278	14,7	42,0	26,3	11,3	5,7
55. Employées de commerce	2013	811	14,7	42,7	29,9	7,7	5,1
	2016	856	14,5	40,7	25,2	11,7	7,9
56. Services directs aux particuliers	2013	1 563	21,1	33,7	20,1	5,4	19,6
	2016	1 585	22,2	28,6	19,0	7,0	23,2
6. Ouvrières	2013	1 105	19,4	39,7	27,0	8,5	5,3
	2016	1 066	23,9	31,3	25,2	10,0	9,6
61. Ouvrières qualifiées	2013	456	18,3	45,0	29,2	4,9	2,6
	2016	445	20,6	36,4	23,6	9,6	9,8
66. Ouvrières non qualifiées	2013	584	20,5	35,7	24,9	12,0	6,9
	2016	579	26,3	26,7	27,7	9,9	9,4
69. Ouvrières agricoles	2013	65	-	-	-	-	-
	2016	42	-	-	-	-	-
Ensemble	2013	11 364	14,4	37,7	30,2	10,8	6,8
	2016	11 611	15,2	35,7	29,5	11,8	7,8

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 15,2 % des femmes salariées déclarent qu'elles ne sont pas du tout d'accord avec la proposition : « On me demande d'effectuer une quantité de travail excessive ».

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 22.5 • Charge de travail jugée excessive selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2013 et 2016

En %

Âge	Effectifs en milliers	"On me demande une quantité de travail excessive", proportion de salariés qui sont					
		Pas du tout d'accord	Pas d'accord	D'accord	Tout à fait d'accord	Non concerné(e)s	
Moins de 20 ans	2013	257	24,1	47,7	21,0	5,6	1,6
	2016	277	-	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	2013	1 536	16,0	44,2	27,3	8,6	3,9
	2016	1 544	12,5	48,5	27,1	7,2	4,6
De 25 à 29 ans	2013	2 578	14,7	42,1	30,4	10,8	2,0
	2016	2 592	12,8	44,1	28,1	12,0	2,9
De 30 à 34 ans	2013	2 734	12,4	40,3	31,2	12,7	3,4
	2016	2 823	13,5	42,2	29,3	11,9	3,2
De 35 à 39 ans	2013	2 934	10,8	41,7	32,2	10,5	4,7
	2016	2 806	13,7	39,0	34,5	10,2	2,5
De 40 à 44 ans	2013	3 269	13,8	39,3	31,7	10,6	4,7
	2016	3 209	11,6	39,8	30,7	10,5	7,3
De 45 à 49 ans	2013	3 243	14,2	39,6	31,1	9,3	5,8
	2016	3 210	12,6	38,7	31,4	11,1	6,1
De 50 à 54 ans	2013	3 026	15,0	37,9	30,8	9,1	7,2
	2016	3 153	16,0	38,8	26,6	9,1	9,4
55 ans et plus	2013	3 283	16,5	38,0	26,7	8,8	10,0
	2016	3 622	17,1	31,3	29,5	8,8	13,3
Ensemble	2013	22 859	14,2	40,1	30,2	10,0	5,4
	2016	23 236	14,0	39,5	29,8	10,1	6,5

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 14,0 % des salariés déclarent qu'ils ne sont pas du tout d'accord avec la proposition : « On me demande d'effectuer une quantité de travail excessive ».

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 22.6 • Charge de travail jugée excessive selon l'âge des HOMMES en 2013 et 2016

En %

Âge	Effectifs en milliers	"On me demande une quantité de travail excessive", proportion de salariés qui sont					
		Pas du tout d'accord	Pas d'accord	D'accord	Tout à fait d'accord	Non concerné(e)s	
Moins de 20 ans	2013	168	-	-	-	-	-
	2016	191	-	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	2013	864	13,5	47,2	27,8	8,2	3,3
	2016	757	8,0	50,6	29,0	5,1	7,2
De 25 à 29 ans	2013	1 271	14,9	43,2	31,2	8,9	1,8
	2016	1 289	10,1	47,7	29,4	10,7	2,1
De 30 à 34 ans	2013	1 378	12,2	40,0	32,5	13,0	2,3
	2016	1 478	12,9	47,9	28,5	8,5	2,3
De 35 à 39 ans	2013	1 553	11,3	44,3	31,5	10,0	2,9
	2016	1 450	13,9	42,5	32,8	9,0	1,8
De 40 à 44 ans	2013	1 698	13,2	40,1	33,2	10,3	3,1
	2016	1 575	10,2	43,1	33,3	7,9	5,5
De 45 à 49 ans	2013	1 534	14,9	41,8	30,3	7,3	5,8
	2016	1 642	9,0	43,6	31,7	10,2	5,5
De 50 à 54 ans	2013	1 458	15,3	41,4	30,0	8,7	4,7
	2016	1 479	15,8	45,1	24,7	8,3	6,1
55 ans et plus	2013	1 572	15,6	43,3	25,7	7,7	7,7
	2016	1 763	18,8	33,5	28,9	7,4	11,4
Ensemble	2013	11 495	14,0	42,6	30,2	9,2	4,0
	2016	11 625	12,9	43,4	30,0	8,4	5,3

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 12,9 % des hommes salariés déclarent qu'ils ne sont pas du tout d'accord avec la proposition : « On me demande d'effectuer une quantité de travail excessive ».

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 22.7 • Charge de travail jugée excessive selon l'âge des FEMMES en 2013 et 2016

En %

Âge	Effectifs en milliers	"On me demande une quantité de travail excessive", proportion de salariées qui sont					
		Pas du tout d'accord	Pas d'accord	D'accord	Tout à fait d'accord	Non concerné(e)s	
Moins de 20 ans	2013	88	-	-	-	-	-
	2016	86	-	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	2013	672	19,3	40,3	26,7	9,0	4,7
	2016	786	17,1	46,5	25,2	9,3	2,0
De 25 à 29 ans	2013	1 306	14,5	41,1	29,6	12,6	2,2
	2016	1 303	15,7	40,5	26,8	13,3	3,8
De 30 à 34 ans	2013	1 356	12,5	40,7	29,9	12,4	4,5
	2016	1 345	14,2	35,9	30,1	15,6	4,2
De 35 à 39 ans	2013	1 381	10,4	38,8	33,0	11,1	6,8
	2016	1 356	13,4	35,3	36,4	11,6	3,4
De 40 à 44 ans	2013	1 571	14,4	38,3	30,2	10,8	6,3
	2016	1 634	13,0	36,6	28,2	13,1	9,2
De 45 à 49 ans	2013	1 709	13,6	37,6	31,8	11,2	5,8
	2016	1 567	16,5	33,5	31,0	12,1	6,8
De 50 à 54 ans	2013	1 568	14,7	34,7	31,5	9,6	9,6
	2016	1 674	16,2	33,4	28,3	9,8	12,3
55 ans et plus	2013	1 711	17,3	33,2	27,7	9,7	12,1
	2016	1 859	15,6	29,2	30,1	10,1	15,1
Ensemble	2013	11 364	14,4	37,7	30,2	10,8	6,8
	2016	11 611	15,2	35,7	29,5	11,8	7,8

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 15,2 % des femmes salariées déclarent qu'elles ne sont pas du tout d'accord avec la proposition : « On me demande d'effectuer une quantité de travail excessive ».

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 22.8 • Charge de travail jugée excessive en 2016 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs en milliers	"On me demande une quantité de travail excessive", proportion de salariés qui sont				
		Pas du tout d'accord	Pas d'accord	D'accord	Tout à fait d'accord	Non concerné(e)s
Agriculture, sylviculture et pêche	240	12,2	46,6	23,0	5,5	12,6
Fabrication aliments, boissons, tabac	603	9,4	45,9	34,5	7,1	3,1
Cokéfaction et raffinage	17	-	-	-	-	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	10,6	33,1	33,6	17,4	5,4
Fabrication de matériels de transport	416	8,7	51,6	28,1	8,8	2,8
Fabrication d'autres produits industriels	1 574	15,9	41,5	25,8	11,3	5,5
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	397	10,5	55,6	26,3	5,4	2,3
Construction	1 332	10,2	39,1	35,4	8,1	7,2
Commerce et réparation auto, moto.	2 881	13,8	41,6	29,5	9,5	5,5
Transports et entreposage	1 527	15,0	36,6	30,2	10,6	7,7
Hébergement et restauration	815	14,7	30,7	31,7	12,9	9,9
Information et communication	684	12,1	45,5	29,0	11,9	1,4
Activités financières et d'assurance	856	16,6	36,9	34,3	11,6	0,7
Activités immobilières	314	18,1	32,2	22,1	22,1	5,5
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 212	12,3	41,9	33,1	8,6	4,0
Adm. publique, enseignement, santé et social	7 528	14,8	38,4	29,9	10,9	6,0
Autres activités de services	1 332	18,4	34,7	18,7	4,9	23,3
Non renseigné	28	-	-	-	-	-
Ensemble	23 236	14,0	39,5	29,8	10,1	6,5

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 14,0 % des salariés déclarent qu'ils ne sont pas du tout d'accord avec la proposition : « On me demande d'effectuer une quantité de travail excessive ».

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 22.9 • **Charge de travail jugée excessive en 2016 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS**

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	"On me demande une quantité de travail excessive", proportion de salariés qui sont				
		Pas du tout d'accord	Pas d'accord	D'accord	Tout à fait d'accord	Non concerné(e)s
Fonct. pub. de l'État	2 396	11,5	41,5	30,3	12,1	4,6
Fonct. pub. territoriale	1 899	19,0	40,7	27,1	7,5	5,8
Fonct. pub. hospitalière	1 156	9,6	33,9	38,7	14,7	3,1
Particuliers, entreprise ou	17 786	14,1	39,5	29,4	9,8	7,1
Ensemble	23 236	14,0	39,5	29,8	10,1	6,5

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 14,0 % des salariés déclarent qu'ils ne sont pas du tout d'accord avec la proposition : « On me demande d'effectuer une quantité de travail excessive ».

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 22.10 • **Charge de travail jugée excessive en 2016 selon le type d'employeur des HOMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	"On me demande une quantité de travail excessive", proportion de salariés qui sont				
		Pas du tout d'accord	Pas d'accord	D'accord	Tout à fait d'accord	Non concerné(e)s
Fonct. pub. de l'État	1 000	11,0	49,7	27,4	8,4	3,5
Fonct. pub. territoriale	775	21,6	42,5	26,7	4,8	4,3
Fonct. pub. hospitalière	269	15,9	39,4	28,6	11,0	5,1
Particulier, entreprise ou	9 581	12,3	42,9	30,6	8,7	5,5
Ensemble	11 625	12,9	43,4	30,0	8,4	5,3

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 12,9 % des hommes salariés déclarent qu'ils ne sont pas du tout d'accord avec la proposition : « On me demande d'effectuer une quantité de travail excessive ».

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 22.11 • **Charge de travail jugée excessive en 2016 selon le type d'employeur des FEMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	"On me demande une quantité de travail excessive", proportion de salariées qui sont				
		Pas du tout d'accord	Pas d'accord	D'accord	Tout à fait d'accord	Non concerné(e)s
Fonct. pub. de l'État	1 396	11,9	35,4	32,4	14,8	5,5
Fonct. pub. territoriale	1 123	17,1	39,5	27,3	9,3	6,8
Fonct. pub. hospitalière	887	7,8	32,3	41,6	15,8	2,5
Particulier, entreprise ou	8 205	16,3	35,6	28,1	11,2	8,9
Ensemble	11 611	15,2	35,7	29,5	11,8	7,8

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 15,2 % des femmes salariées déclarent qu'elles ne sont pas du tout d'accord avec la proposition : « On me demande d'effectuer une quantité de travail excessive ».

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

23 • Obligation de se dépêcher

Tableau 23.1 • Obligation de se dépêcher en 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Sexe		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent être obligés de se dépêcher			
			Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Femmes	1998	9 036	20,4	32,4	33,3	13,9
	2005	10 530	18,4	31,1	34,0	16,5
	2013	11 364	19,4	29,9	32,7	18,1
	2016	11 611	16,9	30,9	34,1	18,1
Hommes	1998	10 481	19,1	31,8	38,0	11,1
	2005	11 720	16,9	29,5	38,5	15,0
	2013	11 495	15,5	28,0	38,4	18,0
	2016	11 625	13,8	28,9	39,5	17,8
Ensemble	1998	19 517	19,7	32,1	35,8	12,4
	2005	22 251	17,6	30,3	36,4	15,7
	2013	22 859	17,4	28,9	35,6	18,0
	2016	23 236	15,4	29,9	36,8	18,0

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 15,4 % des salariés déclarent être toujours obligés de se dépêcher.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

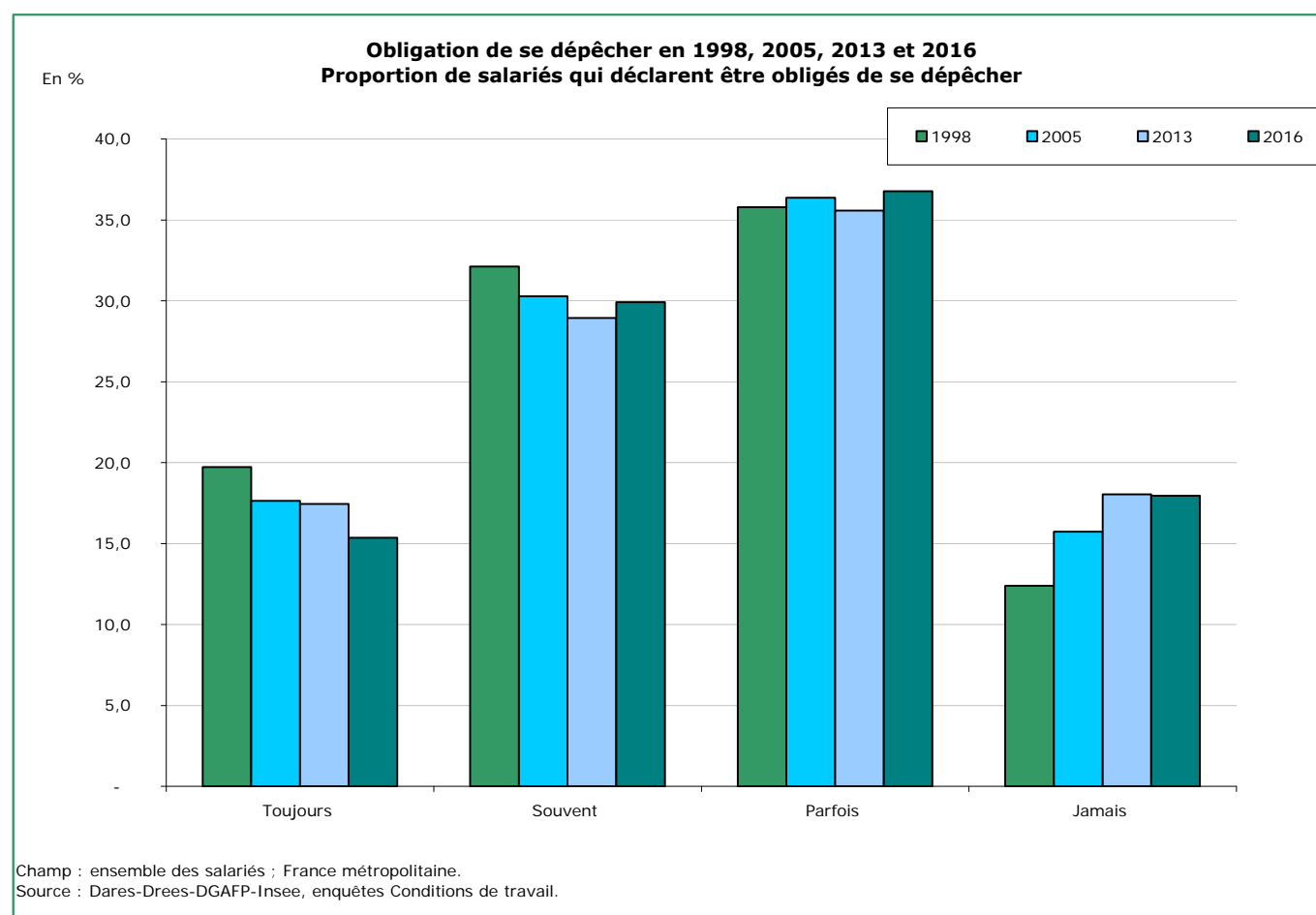


Tableau 23.2 • Obligation de se dépêcher selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent être obligés de se dépêcher				
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais	
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1998	2 582	18,8	38,9	33,5	8,8
	2005	3 327	16,9	37,4	35,1	10,6
	2013	4 394	16,9	34,0	36,3	12,8
	2016	4 385	14,3	34,9	38,0	12,8
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1998	1 104	14,9	32,5	38,7	13,8
	2005	1 341	13,6	34,3	37,3	14,8
	2013	1 664	16,0	32,9	34,4	16,7
	2016	1 559	12,1	34,5	38,8	14,6
36. Cadres d'entreprise	1998	1 464	21,9	43,9	29,5	4,7
	2005	1 958	19,2	39,9	33,5	7,4
	2013	2 564	17,6	34,8	37,4	10,3
	2016	2 593	15,5	34,7	38,6	11,2
4. Professions intermédiaires	1998	4 517	18,4	34,9	34,8	12,0
	2005	5 778	17,4	32,3	36,9	13,4
	2013	5 887	16,0	31,5	36,3	16,1
	2016	6 105	14,0	32,6	38,3	15,1
41. P.I. enseignement, santé, public	1998	1 897	13,6	33,5	36,1	16,8
	2005	2 337	15,4	30,5	37,0	17,1
	2013	2 326	18,3	32,1	32,7	16,9
	2016	2 536	15,1	33,1	34,2	17,7
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1998	1 196	25,9	35,9	29,1	9,1
	2005	1 771	19,1	36,9	34,0	10,1
	2013	1 835	15,9	33,5	35,1	15,5
	2016	1 817	13,3	36,5	37,5	12,7
47. Techniciens	1998	842	14,8	35,7	40,7	8,8
	2005	1 068	15,1	31,6	42,1	11,1
	2013	1 159	11,5	25,8	46,6	16,0
	2016	1 174	10,1	25,2	49,0	15,7
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1998	582	23,8	36,2	33,5	6,6
	2005	603	24,6	27,4	35,6	12,3
	2013	560	16,4	34,6	34,1	15,0
	2016	573	19,8	33,0	37,6	9,6

Tableau 23.2 • **Obligation de se dépêcher selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1998, 2005, 2013 et 2016**
SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent être obligés de se dépêcher			
			Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
5. Employés	1998	6 607	18,4	31,1	35,9	14,6
	2005	7 291	17,3	28,2	34,8	19,8
	2013	7 098	18,4	26,9	32,9	21,8
	2016	7 238	15,5	27,9	33,9	22,7
51. Employés de la fonction publique	1998	2 562	17,7	30,7	37,3	14,4
	2005	2 799	16,8	28,0	36,2	19,0
	2013	2 641	18,5	26,3	33,6	21,7
	2016	2 781	15,5	25,4	34,5	24,6
54. Employés adm. d'entreprise	1998	1 969	18,5	36,1	35,6	9,8
	2005	1 763	15,6	33,0	38,7	12,7
	2013	1 525	15,1	28,0	39,7	17,2
	2016	1 545	11,7	32,8	40,0	15,5
55. Employés de commerce	1998	785	24,3	32,8	36,1	6,7
	2005	1 042	23,4	32,6	33,1	10,9
	2013	1 075	22,4	32,6	28,3	16,7
	2016	1 142	17,9	32,9	34,2	14,9
56. Services directs aux particuliers	1998	1 291	16,3	23,4	33,1	27,1
	2005	1 686	15,9	20,7	29,4	34,0
	2013	1 853	18,4	23,6	29,1	28,9
	2016	1 769	17,2	24,2	27,5	31,2
6. Ouvriers	1998	5 812	22,6	28,1	37,5	11,8
	2005	5 847	18,7	26,8	38,6	15,9
	2013	5 456	18,2	24,8	37,5	19,4
	2016	5 348	17,8	25,6	37,6	19,1
61. Ouvriers qualifiés	1998	3 913	22,2	29,2	37,7	10,8
	2005	3 815	18,6	27,8	38,7	14,9
	2013	3 584	17,5	26,8	38,2	17,5
	2016	3 541	18,2	25,2	37,4	19,2
66. Ouvriers non qualifiés	1998	1 655	24,5	25,8	36,0	13,7
	2005	1 810	19,7	24,8	37,4	18,0
	2013	1 616	20,7	21,4	35,6	22,3
	2016	1 591	18,0	27,9	35,9	18,2
69. Ouvriers agricoles	1998	244	17,0	24,7	43,5	14,8
	2005	222	13,0	25,4	44,5	17,2
	2013	252	11,2	19,3	40,0	29,5
	2016	214	8,9	13,7	53,7	23,8
Ensemble	1998	19 517	19,7	32,1	35,8	12,4
	2005	22 251	17,6	30,3	36,4	15,7
	2013	22 859	17,4	28,9	35,6	18,0
	2016	23 236	15,4	29,9	36,8	18,0

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 15,4 % des salariés déclarent être toujours obligés de se dépêcher.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 23.3 • Obligation de se dépêcher selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent être obligés de se dépêcher			
			Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1998	1 719	18,7	40,5	33,0	7,8
	2005	2 115	17,3	37,1	35,2	10,4
	2013	2 637	14,3	32,4	39,4	13,9
	2016	2 667	13,5	32,1	40,9	13,5
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1998	597	13,0	33,4	40,0	13,5
	2005	700	12,2	32,4	40,2	15,3
	2013	824	12,7	29,7	39,3	18,3
	2016	791	11,2	29,3	42,2	17,4
36. Cadres d'entreprise	1998	1 119	21,8	44,2	29,2	4,7
	2005	1 406	19,7	39,7	32,8	7,8
	2013	1 714	14,7	34,0	39,6	11,7
	2016	1 722	14,4	32,4	41,9	11,2
4. Professions intermédiaires	1998	2 440	18,5	33,6	37,4	10,5
	2005	3 043	16,5	31,6	39,0	12,8
	2013	2 830	13,5	28,8	39,6	18,1
	2016	2 915	11,9	30,1	41,5	16,4
41. P.I. enseignement, santé, public	1998	557	12,5	28,0	43,0	16,5
	2005	730	11,0	28,3	43,5	17,1
	2013	613	13,6	24,6	39,0	22,8
	2016	600	11,2	25,5	39,5	23,8
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1998	600	24,6	34,5	30,9	10,0
	2005	840	19,7	36,6	33,8	9,9
	2013	748	14,8	34,1	32,1	19,1
	2016	776	11,4	39,4	34,3	14,8
47. Techniciens	1998	740	15,1	35,1	40,8	9,0
	2005	938	14,4	32,0	42,0	11,7
	2013	973	11,5	24,9	47,6	16,1
	2016	1 033	9,5	25,1	49,3	16,1
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1998	542	22,6	36,4	34,1	6,9
	2005	535	22,9	27,7	36,0	13,4
	2013	490	15,7	33,7	35,7	14,8
	2016	501	18,7	31,7	39,3	10,2

Tableau 23.3 • Obligation de se dépêcher selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 1998, 2005, 2013 et 2016
SUIITE

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent être obligés de se dépêcher				
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais	
5. Employés	1998	1 584	18,3	29,9	39,3	12,5
	2005	1 736	17,4	26,4	36,4	19,8
	2013	1 658	18,3	27,1	34,1	20,5
	2016	1 679	13,6	30,4	32,3	23,6
51. Employés de la fonction publique	1998	934	15,7	26,0	42,2	16,1
	2005	1 018	14,4	24,0	37,2	24,4
	2013	888	17,3	22,8	35,8	24,1
	2016	941	14,8	23,6	31,5	30,1
54. Employés adm. d'entreprise	1998	299	16,5	36,6	39,4	7,5
	2005	274	18,5	36,0	35,3	10,2
	2013	216	20,8	24,0	35,5	19,7
	2016	267	12,8	41,9	31,4	14,0
55. Employés de commerce	1998	182	21,7	37,6	36,2	4,5
	2005	261	19,8	27,6	39,5	13,1
	2013	264	18,1	40,3	30,3	11,2
	2016	286	7,1	37,0	40,0	15,8
56. Services directs aux particuliers	1998	168	32,0	31,4	26,9	9,7
	2005	183	28,4	23,9	29,0	18,7
	2013	290	20,0	30,4	31,2	18,4
	2016	184	18,6	38,9	26,0	16,6
6. Ouvriers	1998	4 739	19,9	28,4	39,6	12,1
	2005	4 820	16,9	25,9	40,4	16,8
	2013	4 351	16,5	25,3	38,7	19,6
	2016	4 282	15,5	25,5	39,8	19,2
61. Ouvriers qualifiés	1998	3 486	20,5	29,5	38,8	11,2
	2005	3 409	17,4	27,2	39,8	15,6
	2013	3 127	16,8	26,7	38,6	17,9
	2016	3 097	16,8	25,0	39,1	19,0
66. Ouvriers non qualifiés	1998	1 065	18,9	26,1	40,4	14,7
	2005	1 255	16,4	22,6	41,3	19,7
	2013	1 032	16,5	22,1	38,5	22,8
	2016	1 013	12,6	29,1	39,0	19,2
69. Ouvriers agricoles	1998	187	14,6	21,9	49,0	14,6
	2005	156	9,2	23,8	48,4	18,6
	2013	187	10,7	18,3	40,1	30,9
	2016	171	8,4	12,5	56,7	22,5
Ensemble	1998	10 481	19,1	31,8	38,0	11,1
	2005	11 720	16,9	29,5	38,5	15,0
	2013	11 495	15,5	28,0	38,4	18,0
	2016	11 625	13,8	28,9	39,5	17,8

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 13,8 % des hommes salariés déclarent être toujours obligés de se dépêcher.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 23.4 • Obligation de se dépêcher selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent être obligées de se dépêcher				
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais	
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1998	863	19,0	35,8	34,4	10,9
	2005	1 211	16,3	37,8	34,8	11,0
	2013	1 757	20,7	36,4	31,7	11,2
	2016	1 718	15,5	39,2	33,5	11,8
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1998	507	17,2	31,4	37,3	14,2
	2005	642	15,1	36,3	34,3	14,3
	2013	839	19,2	36,0	29,6	15,2
	2016	769	12,9	39,8	35,4	11,8
36. Cadres d'entreprise	1998	345	22,1	42,8	30,4	4,7
	2005	552	17,8	40,2	35,4	6,6
	2013	850	23,5	36,2	32,8	7,4
	2016	871	17,8	39,1	32,1	11,0
4. Professions intermédiaires	1998	2 077	18,2	36,3	31,8	13,7
	2005	2 735	18,4	33,1	34,4	14,0
	2013	3 057	18,4	34,1	33,3	14,2
	2016	3 190	15,9	34,8	35,4	13,9
41. P.I. enseignement, santé, public	1998	1 340	14,0	35,7	33,3	17,0
	2005	1 606	17,4	31,5	34,0	17,1
	2013	1 713	20,0	34,8	30,5	14,7
	2016	1 936	16,3	35,4	32,6	15,8
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1998	596	27,2	37,3	27,3	8,2
	2005	931	18,5	37,1	34,1	10,3
	2013	1 087	16,7	33,1	37,1	13,1
	2016	1 041	14,6	34,3	39,8	11,2
47. Techniciennes	1998	102	-	-	-	-
	2005	130	20,5	29,0	43,3	7,1
	2013	186	11,9	30,9	41,4	15,7
	2016	141	14,9	26,2	46,3	12,6
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1998	40	-	-	-	-
	2005	68	-	-	-	-
	2013	69	-	-	-	-
	2016	71	-	-	-	-

Tableau 23.4 • **Obligation de se dépêcher selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 1998, 2005, 2013 et 2016**
SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent être obligées de se dépêcher			
			Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
5. Employées	1998	5 023	18,5	31,5	34,8	15,3
	2005	5 555	17,2	28,7	34,3	19,8
	2013	5 440	18,4	26,8	32,6	22,3
	2016	5 559	16,0	27,1	34,4	22,5
51. Employées de la fonction publique	1998	1 628	18,8	33,3	34,5	13,3
	2005	1 782	18,2	30,2	35,7	15,9
	2013	1 753	19,1	28,0	32,4	20,5
	2016	1 840	15,8	26,4	36,1	21,7
54. Employées adm. d'entreprise	1998	1 670	18,8	36,0	34,9	10,2
	2005	1 489	15,0	32,4	39,4	13,2
	2013	1 309	14,1	28,6	40,4	16,8
	2016	1 278	11,5	30,9	41,7	15,9
55. Employées de commerce	1998	603	25,1	31,4	36,1	7,4
	2005	781	24,6	34,3	31,0	10,2
	2013	811	23,8	30,1	27,6	18,5
	2016	856	21,5	31,6	32,3	14,6
56. Services directs aux particuliers	1998	1 122	14,0	22,2	34,1	29,7
	2005	1 503	14,4	20,3	29,4	35,9
	2013	1 563	18,2	22,3	28,8	30,8
	2016	1 585	17,0	22,4	27,6	32,9
6. Ouvrières	1998	1 073	34,7	26,5	28,3	10,5
	2005	1 027	27,3	31,0	29,7	12,0
	2013	1 105	24,9	23,1	33,1	18,8
	2016	1 066	26,9	25,8	28,7	18,6
61. Ouvrières qualifiées	1998	427	36,1	27,2	28,9	7,8
	2005	406	28,4	32,7	30,2	8,7
	2013	456	22,7	27,0	35,7	14,6
	2016	445	27,8	26,6	25,1	20,5
66. Ouvrières non qualifiées	1998	589	34,7	25,3	28,1	11,9
	2005	555	27,2	29,9	28,6	14,2
	2013	584	28,1	20,1	30,4	21,4
	2016	579	27,4	25,7	30,5	16,3
69. Ouvrières agricoles	1998	57	-	-	-	-
	2005	66	-	-	-	-
	2013	65	-	-	-	-
	2016	42	-	-	-	-
Ensemble	1998	9 036	20,4	32,4	33,3	13,9
	2005	10 530	18,4	31,1	34,0	16,5
	2013	11 364	19,4	29,9	32,7	18,1
	2016	11 611	16,9	30,9	34,1	18,1

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 16,9 % des femmes salariées déclarent être toujours obligées de se dépêcher.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 23.5 • Obligation de se dépêcher selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Âge		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent être obligés de se dépêcher			
			Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Moins de 20 ans	1998	216	19,8	30,2	45,3	4,7
	2005	320	10,0	25,1	46,7	18,1
	2013	257	19,8	17,5	45,7	17,1
	2016	277	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	1998	1 105	19,6	29,8	37,1	13,5
	2005	1 588	19,0	29,5	40,0	11,5
	2013	1 536	15,6	28,5	38,6	17,2
	2016	1 544	12,7	33,7	39,0	14,5
De 25 à 29 ans	1998	2 793	18,7	33,4	36,9	11,0
	2005	2 632	17,3	34,1	35,4	13,2
	2013	2 578	17,9	31,9	35,8	14,4
	2016	2 592	15,5	29,4	39,4	15,7
De 30 à 34 ans	1998	2 977	17,5	35,0	37,0	10,5
	2005	3 014	17,9	30,9	36,4	14,8
	2013	2 734	20,4	30,7	34,0	15,0
	2016	2 823	16,1	31,3	38,6	14,0
De 35 à 39 ans	1998	2 989	19,2	32,7	35,2	12,9
	2005	3 133	18,5	30,7	36,2	14,5
	2013	2 934	16,7	31,7	37,3	14,3
	2016	2 806	16,5	33,4	37,2	12,9
De 40 à 44 ans	1998	2 884	20,8	31,8	35,8	11,7
	2005	3 263	17,3	30,3	38,2	14,2
	2013	3 269	18,3	30,3	35,1	16,4
	2016	3 209	16,0	30,6	36,0	17,4
De 45 à 49 ans	1998	2 860	21,5	31,0	34,7	12,9
	2005	3 103	18,3	30,1	34,5	17,1
	2013	3 243	16,1	29,5	35,0	19,4
	2016	3 210	15,9	29,2	37,0	17,9
De 50 à 54 ans	1998	2 324	21,1	30,4	34,6	13,9
	2005	2 884	18,3	29,4	34,2	18,1
	2013	3 026	18,1	25,8	36,1	20,0
	2016	3 153	15,1	29,4	34,8	20,7
55 ans et plus	1998	1 369	19,7	29,9	33,9	16,6
	2005	2 313	15,3	27,0	36,3	21,5
	2013	3 283	15,8	24,8	33,4	25,9
	2016	3 622	14,5	24,9	33,9	26,6
Ensemble	1998	19 517	19,7	32,1	35,8	12,4
	2005	22 251	17,6	30,3	36,4	15,7
	2013	22 859	17,4	28,9	35,6	18,0
	2016	23 236	15,4	29,9	36,8	18,0

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 15,4 % des salariés déclarent être toujours obligés de se dépêcher.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 23.6 • Obligation de se dépêcher selon l'âge des HOMMES en 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Âge		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent être obligés de se dépêcher			
			Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Moins de 20 ans	1998	174	22,1	30,7	43,2	3,9
	2005	223	5,7	25,3	52,1	17,0
	2013	168	18,8	16,9	44,5	19,9
	2016	191	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	1998	539	19,3	27,6	41,4	11,6
	2005	873	17,4	28,4	42,4	11,8
	2013	864	13,9	27,4	42,9	15,8
	2016	757	10,1	33,6	45,1	11,3
De 25 à 29 ans	1998	1 516	17,4	33,7	38,5	10,4
	2005	1 427	17,3	32,8	36,3	13,6
	2013	1 271	17,1	30,9	38,3	13,7
	2016	1 289	12,6	29,5	43,8	14,1
De 30 à 34 ans	1998	1 658	17,6	34,8	37,4	10,2
	2005	1 666	17,6	28,1	39,4	14,9
	2013	1 378	18,7	32,1	34,2	14,9
	2016	1 478	11,5	31,2	41,3	16,0
De 35 à 39 ans	1998	1 625	18,4	32,3	37,5	11,8
	2005	1 658	18,7	32,1	35,7	13,6
	2013	1 553	16,0	28,8	42,3	12,9
	2016	1 450	17,6	30,0	38,7	13,7
De 40 à 44 ans	1998	1 518	19,5	31,7	39,1	9,7
	2005	1 703	16,4	28,8	41,3	13,6
	2013	1 698	17,3	30,9	36,3	15,6
	2016	1 575	15,4	30,9	36,8	16,8
De 45 à 49 ans	1998	1 470	20,8	30,5	36,9	11,8
	2005	1 597	18,1	29,3	36,9	15,7
	2013	1 534	13,3	27,9	38,5	20,2
	2016	1 642	15,6	27,7	39,9	16,8
De 50 à 54 ans	1998	1 237	21,1	29,5	37,6	11,8
	2005	1 427	16,6	29,4	37,3	16,7
	2013	1 458	14,9	24,3	39,6	21,2
	2016	1 479	12,6	29,1	35,1	23,2
55 ans et plus	1998	745	19,6	30,6	35,5	14,3
	2005	1 146	14,4	27,0	38,2	20,4
	2013	1 572	12,5	23,3	36,4	27,8
	2016	1 763	13,5	22,2	36,9	27,4
Ensemble	1998	10 481	19,1	31,8	38,0	11,1
	2005	11 720	16,9	29,5	38,5	15,0
	2013	11 495	15,5	28,0	38,4	18,0
	2016	11 625	13,8	28,9	39,5	17,8

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 13,8 % des hommes salariés déclarent être toujours obligés de se dépêcher.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 23.7 • Obligation de se dépêcher selon l'âge des FEMMES en 1998, 2005, 2013 et 2016

En %

Âge		Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent être obligées de se dépêcher			
			Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Moins de 20 ans	1998	41	-	-	-	-
	2005	97	-	-	-	-
	2013	88	-	-	-	-
	2016	86	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	1998	566	19,8	31,9	32,9	15,4
	2005	715	20,9	30,9	37,1	11,1
	2013	672	17,8	30,0	33,1	19,1
	2016	786	15,3	33,9	33,1	17,7
De 25 à 29 ans	1998	1 278	20,2	33,1	35,0	11,7
	2005	1 204	17,3	35,7	34,3	12,7
	2013	1 306	18,7	32,9	33,4	15,0
	2016	1 303	18,3	29,4	35,0	17,3
De 30 à 34 ans	1998	1 319	17,3	35,2	36,4	11,0
	2005	1 348	18,2	34,5	32,7	14,6
	2013	1 356	22,1	29,1	33,8	15,0
	2016	1 345	21,2	31,4	35,6	11,8
De 35 à 39 ans	1998	1 364	20,0	33,3	32,5	14,2
	2005	1 475	18,3	29,2	36,9	15,7
	2013	1 381	17,6	34,9	31,7	15,8
	2016	1 356	15,4	36,9	35,6	12,1
De 40 à 44 ans	1998	1 366	22,3	31,9	32,0	13,8
	2005	1 560	18,3	32,0	34,9	14,9
	2013	1 571	19,4	29,6	33,8	17,2
	2016	1 634	16,5	30,3	35,2	18,0
De 45 à 49 ans	1998	1 390	22,2	31,4	32,4	13,9
	2005	1 506	18,6	31,0	31,9	18,6
	2013	1 709	18,6	31,0	31,9	18,6
	2016	1 567	16,2	30,7	34,0	19,1
De 50 à 54 ans	1998	1 088	21,2	31,5	31,1	16,2
	2005	1 457	20,0	29,4	31,2	19,4
	2013	1 568	21,1	27,2	33,0	18,8
	2016	1 674	17,3	29,6	34,6	18,5
55 ans et plus	1998	624	19,8	29,0	31,9	19,3
	2005	1 168	16,1	26,9	34,4	22,5
	2013	1 711	19,0	26,2	30,7	24,2
	2016	1 859	15,5	27,5	31,1	25,9
Ensemble	1998	9 036	20,4	32,4	33,3	13,9
	2005	10 530	18,4	31,1	34,0	16,5
	2013	11 364	19,4	29,9	32,7	18,1
	2016	11 611	16,9	30,9	34,1	18,1

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 16,9 % des femmes salariées déclarent être toujours obligées de se dépêcher.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 23.8 • **Obligation de se dépêcher en 2016 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS**

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent être obligés de se dépêcher			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Agriculture, sylviculture et pêche	240	10,2	21,7	51,3	16,8
Fabrication aliments, boissons, tabac	603	24,7	32,8	31,4	11,0
Cokéfaction et raffinage	17	-	-	-	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	12,6	34,7	36,5	16,2
Fabrication de matériels de transport	416	18,8	28,3	43,5	9,4
Fabrication d'autres produits industriels	1 574	13,2	29,3	43,4	14,1
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	397	8,3	24,8	40,7	26,1
Construction	1 332	16,8	30,7	38,1	14,4
Commerce et réparation auto. moto.	2 881	16,0	35,6	33,5	14,9
Transports et entreposage	1 527	20,0	23,9	36,6	19,6
Hébergement et restauration	815	35,1	33,1	25,2	6,5
Information et communication	684	11,0	32,6	44,2	12,2
Activités financières et d'assurance	856	13,0	38,9	36,1	12,0
Activités immobilières	314	15,0	28,0	31,8	25,3
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 212	13,2	32,0	40,7	14,2
Adm. publique, enseignement, santé et social	7 528	14,4	28,2	36,1	21,3
Autres activités de services	1 332	8,8	23,3	33,4	34,6
Non renseigné	28	-	-	-	-
Ensemble	23 236	15,4	29,9	36,8	18,0

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 15,4 % des salariés déclarent être toujours obligés de se dépêcher.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 23.9 • **Obligation de se dépêcher en 2016 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS**

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent être obligés de se dépêcher			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Fonct. pub. de l'État	2 396	11,9	28,5	38,6	20,9
Fonct. pub. territoriale	1 899	9,4	23,0	40,6	27,1
Fonct. pub. hospitalière	1 156	20,6	39,3	30,6	9,5
Particuliers, entreprise o	17 786	16,1	30,2	36,5	17,1
Ensemble	23 236	15,4	29,9	36,8	18,0

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 15,4 % des salariés déclarent être toujours obligés de se dépêcher.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 23.10 • **Obligation de se dépêcher en 2016 selon le type d'employeur des HOMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent être obligés de se dépêcher			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Fonct. pub. de l'État	1 000	11,1	25,0	43,0	21,0
Fonct. pub. territoriale	775	6,6	20,2	43,1	30,2
Fonct. pub. hospitalière	269	14,2	33,2	38,2	14,4
Particulier, entreprise ou	9 581	14,7	29,9	38,8	16,6
Ensemble	11 625	13,8	28,9	39,5	17,8

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 13,8 % des hommes salariés déclarent être toujours obligés de se dépêcher.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 23.11 • **Obligation de se dépêcher en 2016 selon le type d'employeur des FEMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent être obligées de se dépêcher			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Fonct. pub. de l'État	1 396	12,6	31,0	35,5	20,9
Fonct. pub. territoriale	1 123	11,3	24,9	38,8	25,0
Fonct. pub. hospitalière	887	22,6	41,1	28,3	8,0
Particulier, entreprise ou	8 205	17,8	30,6	33,8	17,8
Ensemble	11 611	16,9	30,9	34,1	18,1

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 16,9 % des femmes salariées déclarent être toujours obligées de se dépêcher.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

24 • Travail sous pression

Tableau 24.1 • Travail sous pression en 2013 et 2016

En %

Sexe		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent travailler sous pression			
			Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Femmes	2013	11 364	10,7	25,9	42,3	21,1
	2016	11 611	8,3	23,0	40,4	28,2
Hommes	2013	11 495	10,5	25,5	46,1	17,9
	2016	11 625	8,1	22,4	46,9	22,6
Ensemble	2013	22 859	10,6	25,7	44,2	19,5
	2016	23 236	8,2	22,7	43,7	25,4

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 8,2 % des salariés déclarent travailler toujours sous pression.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

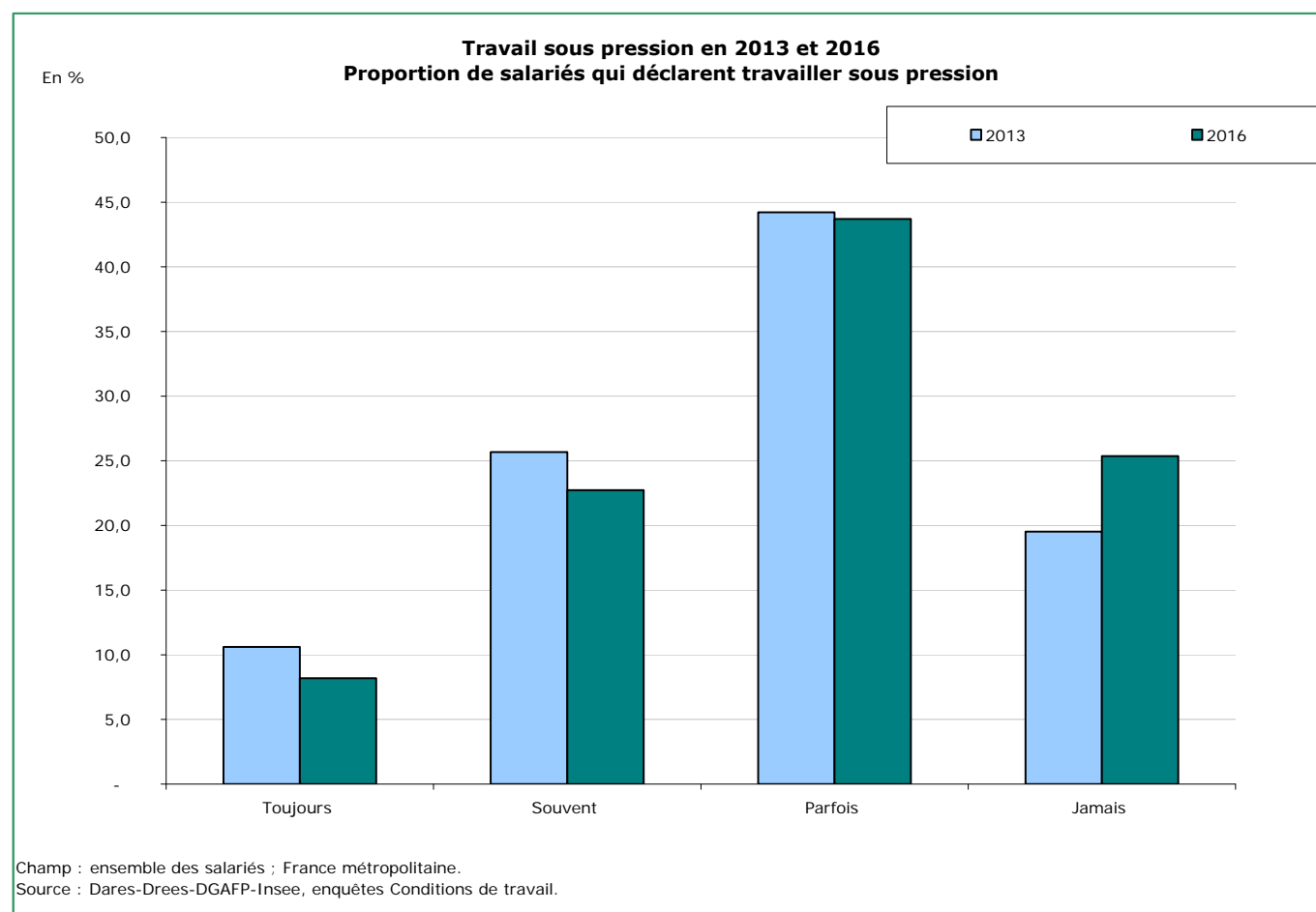


Tableau 24.2 • Travail sous pression selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent travailler sous pression			
			Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2013	4 394	15,1	35,4	42,8	6,6
	2016	4 385	11,8	31,0	46,6	10,6
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2013	1 664	10,9	35,5	45,6	7,9
	2016	1 559	9,6	30,7	48,3	11,3
36. Cadres d'entreprise	2013	2 564	17,8	35,9	40,6	5,7
	2016	2 593	12,8	31,7	46,3	9,2
4. Professions intermédiaires	2013	5 887	11,5	31,2	44,5	12,8
	2016	6 105	8,2	27,6	46,2	18,0
41. P.I. enseignement, santé, public	2013	2 326	12,0	32,4	42,0	13,6
	2016	2 536	8,1	26,3	45,7	19,9
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2013	1 835	13,9	31,5	43,8	10,7
	2016	1 817	9,0	30,1	41,7	19,3
47. Techniciens	2013	1 159	7,0	28,0	50,0	15,0
	2016	1 174	5,4	24,1	54,2	16,2
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	2013	560	10,8	31,6	45,5	12,1
	2016	573	11,6	32,4	46,4	9,5
5. Employés	2013	7 098	8,6	20,3	43,3	27,8
	2016	7 238	7,4	17,6	39,7	35,3
51. Employés de la fonction publique	2013	2 641	9,1	21,3	44,5	25,2
	2016	2 781	8,6	18,1	41,3	32,0
54. Employés adm. d'entreprise	2013	1 525	9,5	24,0	47,5	19,0
	2016	1 545	9,2	18,5	46,2	26,1
55. Employés de commerce	2013	1 075	10,4	24,4	44,2	20,9
	2016	1 142	8,5	22,2	42,0	27,3
56. Services directs aux particuliers	2013	1 853	6,0	13,3	37,6	43,0
	2016	1 769	3,1	13,1	29,7	54,1
6. Ouvriers	2013	5 456	8,6	18,8	46,2	26,4
	2016	5 348	6,4	17,4	43,7	32,5
61. Ouvriers qualifiés	2013	3 584	8,4	20,7	47,5	23,4
	2016	3 541	6,9	18,2	44,3	30,6
66. Ouvriers non qualifiés	2013	1 616	9,3	16,2	42,8	31,8
	2016	1 591	5,7	17,0	40,6	36,7
69. Ouvriers agricoles	2013	252	7,7	8,7	48,5	35,1
	2016	214	4,1	7,3	54,9	33,7
Ensemble	2013	22 859	10,6	25,7	44,2	19,5
	2016	23 236	8,2	22,7	43,7	25,4

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 8,2 % des salariés déclarent travailler toujours sous pression.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 24.3 • Travail sous pression selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent travailler sous pression			
			Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2013	2 637	14,4	34,7	43,8	7,1
	2016	2 667	11,9	28,7	49,0	10,4
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2013	824	9,0	33,0	49,2	8,8
	2016	791	7,9	28,0	51,4	12,7
36. Cadres d'entreprise	2013	1 714	16,9	35,4	41,3	6,5
	2016	1 722	13,4	29,6	49,0	8,0
4. Professions intermédiaires	2013	2 830	10,3	29,0	47,3	13,4
	2016	2 915	7,0	26,3	48,8	17,9
41. P.I. enseignement, santé, public	2013	613	10,2	29,0	44,4	16,4
	2016	600	6,0	18,3	49,4	26,3
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2013	748	14,5	28,6	47,6	9,3
	2016	776	8,0	31,5	41,4	19,1
47. Techniciens	2013	973	6,8	27,7	50,2	15,2
	2016	1 033	4,8	24,6	54,7	15,9
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	2013	490	11,1	32,3	44,4	12,1
	2016	501	11,3	31,5	47,0	10,2
5. Employés	2013	1 658	11,1	20,4	44,3	24,1
	2016	1 679	9,4	19,2	41,7	29,7
51. Employés de la fonction publique	2013	888	11,7	20,7	43,5	24,1
	2016	941	9,9	18,0	42,7	29,4
54. Employés adm. d'entreprise	2013	216	8,8	30,7	46,6	13,8
	2016	267	13,6	25,8	38,4	22,1
55. Employés de commerce	2013	264	11,5	22,2	52,0	14,4
	2016	286	5,9	21,2	39,4	33,6
56. Services directs aux particuliers	2013	290	10,5	10,0	38,3	41,3
	2016	184	-	-	-	-
6. Ouvriers	2013	4 351	8,1	19,4	47,4	25,1
	2016	4 282	6,0	17,3	46,3	30,5
61. Ouvriers qualifiés	2013	3 127	8,2	20,6	47,5	23,7
	2016	3 097	6,2	18,4	45,4	30,1
66. Ouvriers non qualifiés	2013	1 032	7,2	17,8	46,5	28,5
	2016	1 013	6,0	15,2	46,8	32,0
69. Ouvriers agricoles	2013	187	9,8	9,2	50,4	30,6
	2016	171	-	-	-	-
Ensemble	2013	11 495	10,5	25,5	46,1	17,9
	2016	11 625	8,1	22,4	46,9	22,6

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 8,1 % des hommes salariés déclarent travailler toujours sous pression.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 24.4 • Travail sous pression selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent travailler sous pression			
			Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2013	1 757	16,3	36,6	41,3	5,8
	2016	1 718	11,6	34,6	42,8	11,1
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2013	839	12,8	38,0	42,1	7,1
	2016	769	11,5	33,5	45,2	9,9
36. Cadres d'entreprise	2013	850	19,8	37,0	39,3	3,9
	2016	871	11,6	35,8	40,9	11,7
4. Professions intermédiaires	2013	3 057	12,6	33,2	42,0	12,3
	2016	3 190	9,2	28,8	43,9	18,1
41. P.I. enseignement, santé, public	2013	1 713	12,6	33,7	41,2	12,5
	2016	1 936	8,8	28,8	44,6	17,9
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2013	1 087	13,6	33,5	41,2	11,7
	2016	1 041	9,7	29,1	41,9	19,4
47. Techniciennes	2013	186	8,0	29,4	48,9	13,8
	2016	141	10,0	20,6	50,6	18,8
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	2013	69	-	-	-	-
	2016	71	-	-	-	-
5. Employées	2013	5 440	7,8	20,2	43,0	29,0
	2016	5 559	6,8	17,2	39,0	37,0
51. Employées de la fonction publique	2013	1 753	7,7	21,6	45,0	25,7
	2016	1 840	7,9	18,2	40,6	33,3
54. Employées adm. d'entreprise	2013	1 309	9,6	22,9	47,7	19,9
	2016	1 278	8,2	17,0	47,9	26,9
55. Employées de commerce	2013	811	10,1	25,2	41,7	23,0
	2016	856	9,3	22,5	42,9	25,2
56. Services directs aux particuliers	2013	1 563	5,2	13,9	37,5	43,4
	2016	1 585	2,8	13,2	27,8	56,3
6. Ouvrières	2013	1 105	10,8	16,3	41,2	31,6
	2016	1 066	8,3	18,1	32,9	40,7
61. Ouvrières qualifiées	2013	456	9,1	21,5	47,8	21,6
	2016	445	11,9	17,1	36,5	34,4
66. Ouvrières non qualifiées	2013	584	13,2	13,2	35,8	37,8
	2016	579	5,2	20,0	30,3	44,5
69. Ouvrières agricoles	2013	65	-	-	-	-
	2016	42	-	-	-	-
Ensemble	2013	11 364	10,7	25,9	42,3	21,1
	2016	11 611	8,3	23,0	40,4	28,2

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 8,3 % des femmes salariées déclarent travailler toujours sous pression.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 24.5 • Travail sous pression selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2013 et 2016

En %

Âge		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent travailler sous pression			
			Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Moins de 20 ans	2013	257	9,8	18,4	36,2	35,5
	2016	277	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	2013	1 536	8,3	20,1	47,6	24,0
	2016	1 544	5,1	22,8	46,8	25,2
De 25 à 29 ans	2013	2 578	12,4	26,0	43,1	18,5
	2016	2 592	6,7	24,1	44,6	24,7
De 30 à 34 ans	2013	2 734	11,5	28,7	44,6	15,2
	2016	2 823	7,2	23,6	46,7	22,5
De 35 à 39 ans	2013	2 934	10,3	26,5	47,8	15,3
	2016	2 806	10,1	25,2	43,7	21,0
De 40 à 44 ans	2013	3 269	10,2	27,3	43,5	19,0
	2016	3 209	9,3	25,7	41,8	23,2
De 45 à 49 ans	2013	3 243	9,7	28,1	43,5	18,8
	2016	3 210	8,9	22,9	45,9	22,3
De 50 à 54 ans	2013	3 026	11,1	23,1	46,2	19,7
	2016	3 153	8,5	21,3	43,3	26,8
55 ans et plus	2013	3 283	10,7	23,6	40,2	25,5
	2016	3 622	8,4	18,0	40,3	33,2
Ensemble	2013	22 859	10,6	25,7	44,2	19,5
	2016	23 236	8,2	22,7	43,7	25,4

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 8,2 % des salariés déclarent travailler toujours sous pression.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 24.6 • Travail sous pression selon l'âge des HOMMES en 2013 et 2016

En %

Âge		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent travailler sous pression			
			Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Moins de 20 ans	2013	168	-	-	-	-
	2016	191	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	2013	864	7,3	17,5	53,7	21,6
	2016	757	6,4	24,4	49,4	19,9
De 25 à 29 ans	2013	1 271	13,1	23,9	44,5	18,5
	2016	1 289	5,6	23,8	50,3	20,3
De 30 à 34 ans	2013	1 378	11,8	27,2	46,8	14,2
	2016	1 478	5,5	20,9	53,1	20,5
De 35 à 39 ans	2013	1 553	10,9	25,2	49,9	13,9
	2016	1 450	10,9	24,2	45,5	19,3
De 40 à 44 ans	2013	1 698	10,8	30,1	43,0	16,1
	2016	1 575	10,0	26,9	44,7	18,4
De 45 à 49 ans	2013	1 534	8,5	28,0	45,2	18,4
	2016	1 642	9,7	21,8	46,9	21,5
De 50 à 54 ans	2013	1 458	9,6	23,4	49,1	18,0
	2016	1 479	7,4	21,5	46,5	24,5
55 ans et plus	2013	1 572	10,9	25,3	41,0	22,8
	2016	1 763	8,4	18,2	41,6	31,8
Ensemble	2013	11 495	10,5	25,5	46,1	17,9
	2016	11 625	8,1	22,4	46,9	22,6

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 8,1 % des hommes salariés déclarent travailler toujours sous pression.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 24.7 • Travail sous pression selon l'âge des FEMMES en 2013 et 2016

En %

Âge		Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent travailler sous pression			
			Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Moins de 20 ans	2013	88	-	-	-	-
	2016	86	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	2013	672	9,7	23,4	39,7	27,2
	2016	786	3,9	21,3	44,3	30,5
De 25 à 29 ans	2013	1 306	11,7	28,0	41,8	18,5
	2016	1 303	7,8	24,4	38,7	29,1
De 30 à 34 ans	2013	1 356	11,2	30,2	42,3	16,3
	2016	1 345	9,1	26,6	39,6	24,7
De 35 à 39 ans	2013	1 381	9,6	28,1	45,4	17,0
	2016	1 356	9,3	26,2	41,9	22,7
De 40 à 44 ans	2013	1 571	9,5	24,4	44,0	22,1
	2016	1 634	8,7	24,5	38,8	28,0
De 45 à 49 ans	2013	1 709	10,7	28,2	41,9	19,1
	2016	1 567	8,0	24,0	44,8	23,2
De 50 à 54 ans	2013	1 568	12,4	22,8	43,5	21,3
	2016	1 674	9,5	21,2	40,5	28,9
55 ans et plus	2013	1 711	10,5	22,1	39,5	27,9
	2016	1 859	8,5	17,8	39,1	34,6
Ensemble	2013	11 364	10,7	25,9	42,3	21,1
	2016	11 611	8,3	23,0	40,4	28,2

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 8,3 % des femmes salariées déclarent travailler toujours sous pression.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 24.8 • Travail sous pression en 2016 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent travailler sous pression			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Agriculture, sylviculture et pêche	240	6,6	17,8	45,9	29,6
Fabrication aliments, boissons, tabac	603	5,5	25,5	43,4	25,6
Cokéfaction et raffinage	17	-	-	-	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	13,1	31,3	39,2	16,4
Fabrication de matériels de transport	416	5,9	24,4	54,9	14,7
Fabrication d'autres produits industriels	1 574	7,4	24,1	45,5	23,0
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	397	4,2	27,9	49,8	18,0
Construction	1 332	8,8	20,6	50,3	20,3
Commerce et réparation auto. moto.	2 881	8,2	23,3	42,9	25,7
Transports et entreposage	1 527	9,4	19,3	43,7	27,6
Hébergement et restauration	815	12,5	31,3	29,9	26,3
Information et communication	684	6,8	30,7	47,1	15,4
Activités financières et d'assurance	856	11,9	23,6	54,3	10,2
Activités immobilières	314	15,4	19,5	29,9	35,1
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 212	8,5	25,2	46,8	19,6
Adm. publique, enseignement, santé et social	7 528	8,0	22,1	43,5	26,3
Autres activités de services	1 332	3,4	9,7	31,6	55,3
Non renseigné	28	-	-	-	-
Ensemble	23 236	8,2	22,7	43,7	25,4

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 8,2 % des salariés déclarent travailler toujours sous pression.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 24.9 • Travail sous pression en 2016 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS
En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent travailler sous pression			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Fonct. pub. de l'État	2 396	6,2	25,7	49,4	18,7
Fonct. pub. territoriale	1 899	5,8	16,0	43,2	35,0
Fonct. pub. hospitalière	1 156	13,0	30,7	39,6	16,7
Particuliers, entreprise o	17 786	8,4	22,5	43,3	25,8
Ensemble	23 236	8,2	22,7	43,7	25,4

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 8,2 % des salariés déclarent travailler toujours sous pression.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 24.10 • Travail sous pression en 2016 selon le type d'employeur des HOMMES
En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent travailler sous pression			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Fonct. pub. de l'État	1 000	5,8	25,0	50,5	18,7
Fonct. pub. territoriale	775	5,1	12,1	45,7	37,2
Fonct. pub. hospitalière	269	10,4	28,9	42,6	18,1
Particulier, entreprise ou	9 581	8,5	22,8	46,8	21,9
Ensemble	11 625	8,1	22,4	46,9	22,6

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 8,1 % des hommes salariés déclarent travailler toujours sous pression.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 24.11 • Travail sous pression en 2016 selon le type d'employeur des FEMMES
En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent travailler sous pression			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Fonct. pub. de l'État	1 396	6,5	26,3	48,6	18,7
Fonct. pub. territoriale	1 123	6,3	18,7	41,5	33,5
Fonct. pub. hospitalière	887	13,7	31,3	38,8	16,3
Particulier, entreprise ou	8 205	8,3	22,2	39,1	30,4
Ensemble	11 611	8,3	23,0	40,4	28,2

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 8,3 % des femmes salariées déclarent travailler toujours sous pression.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

25 • Penser à trop de choses à la fois

Tableau 25.1 • Penser à trop de choses à la fois en 2013 et 2016

En %

Sexe		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent devoir penser à trop de choses à la fois			
			Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Femmes	2013	11 364	17,0	34,0	36,2	12,8
	2016	11 611	15,8	31,3	38,9	13,9
Hommes	2013	11 495	13,9	33,0	39,8	13,3
	2016	11 625	11,4	28,8	44,6	15,2
Ensemble	2013	22 859	15,4	33,5	38,1	13,0
	2016	23 236	13,6	30,1	41,8	14,6

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 13,6 % des salariés déclarent devoir toujours penser à trop de choses à la fois.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

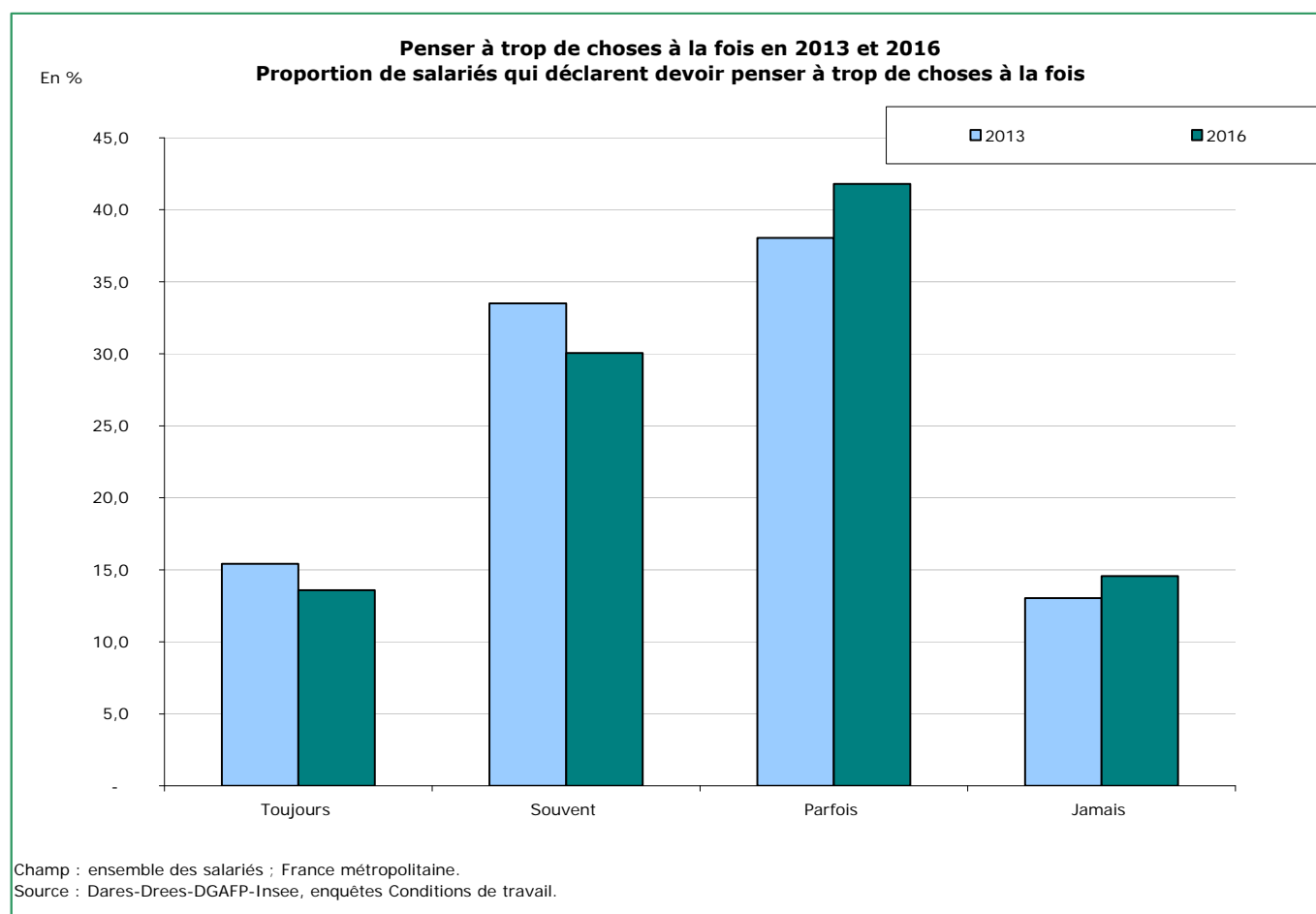


Tableau 25.2 • **Penser à trop de choses à la fois selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2013 et 2016**

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent devoir penser à trop de choses à la fois			
			Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2013	4 394	21,0	41,9	32,0	5,2
	2016	4 385	18,2	38,4	37,8	5,5
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2013	1 664	21,2	40,5	32,0	6,3
	2016	1 559	17,6	36,7	40,0	5,7
36. Cadres d'entreprise	2013	2 564	20,9	43,1	31,6	4,5
	2016	2 593	18,6	39,4	37,0	5,0
4. Professions intermédiaires	2013	5 887	18,7	39,2	35,3	6,9
	2016	6 105	16,0	35,6	39,9	8,5
41. P.I. enseignement, santé, public	2013	2 326	22,6	38,3	32,6	6,5
	2016	2 536	18,5	35,9	37,9	7,7
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2013	1 835	18,6	40,5	35,2	5,8
	2016	1 817	18,0	33,2	38,1	10,7
47. Techniciens	2013	1 159	11,5	37,5	39,9	11,0
	2016	1 174	7,5	37,9	46,0	8,7
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	2013	560	17,9	41,1	37,3	3,7
	2016	573	15,6	37,2	41,8	5,3
5. Employés	2013	7 098	12,9	30,0	40,5	16,6
	2016	7 238	12,6	26,7	42,0	18,7
51. Employés de la fonction publique	2013	2 641	13,2	30,5	40,7	15,6
	2016	2 781	12,9	27,0	44,0	16,1
54. Employés adm. d'entreprise	2013	1 525	14,5	34,5	40,5	10,5
	2016	1 545	15,2	29,7	42,0	13,1
55. Employés de commerce	2013	1 075	13,1	31,2	42,5	13,2
	2016	1 142	13,2	31,0	40,0	15,8
56. Services directs aux particuliers	2013	1 853	11,1	24,7	39,0	25,2
	2016	1 769	9,3	20,9	40,1	29,7
6. Ouvriers	2013	5 456	10,7	25,0	42,9	21,4
	2016	5 348	8,4	21,4	46,8	23,5
61. Ouvriers qualifiés	2013	3 584	10,8	28,3	43,0	17,8
	2016	3 541	9,9	22,0	46,5	21,6
66. Ouvriers non qualifiés	2013	1 616	10,8	18,0	42,4	28,8
	2016	1 591	5,8	19,6	46,9	27,7
69. Ouvriers agricoles	2013	252	8,3	22,4	43,4	25,9
	2016	214	1,8	23,1	52,0	23,1
Ensemble	2013	22 859	15,4	33,5	38,1	13,0
	2016	23 236	13,6	30,1	41,8	14,6

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 13,6 % des salariés déclarent devoir toujours penser à trop de choses à la fois.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 25.3 • **Penser à trop de choses à la fois selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 2013 et 2016**

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent devoir penser à trop de choses à la fois			
			Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2013	2 637	17,9	40,7	35,3	6,2
	2016	2 667	16,6	37,0	40,1	6,3
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2013	824	15,8	36,8	38,3	9,1
	2016	791	13,7	32,4	46,1	7,8
36. Cadres d'entreprise	2013	1 714	18,4	43,2	33,6	4,8
	2016	1 722	17,7	39,8	37,5	5,0
4. Professions intermédiaires	2013	2 830	15,3	38,4	38,1	8,2
	2016	2 915	12,2	33,0	44,8	10,1
41. P.I. enseignement, santé, public	2013	613	16,0	36,4	38,6	9,0
	2016	600	12,8	24,1	49,1	14,1
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2013	748	18,7	39,1	35,3	6,9
	2016	776	17,4	30,2	40,4	12,1
47. Techniciens	2013	973	11,2	37,3	40,3	11,3
	2016	1 033	7,8	38,1	46,0	8,1
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	2013	490	17,8	41,6	37,5	3,2
	2016	501	12,3	37,3	44,3	6,1
5. Employés	2013	1 658	12,9	29,4	42,9	14,7
	2016	1 679	11,1	26,9	43,6	18,4
51. Employés de la fonction publique	2013	888	11,9	28,6	42,4	17,0
	2016	941	11,3	24,3	46,7	17,7
54. Employés adm. d'entreprise	2013	216	15,3	38,5	35,0	11,2
	2016	267	12,0	36,1	35,4	16,5
55. Employés de commerce	2013	264	14,5	26,4	49,6	9,5
	2016	286	9,1	29,3	39,5	22,0
56. Services directs aux particuliers	2013	290	12,7	27,8	44,2	15,2
	2016	184	-	-	-	-
6. Ouvriers	2013	4 351	10,9	26,0	42,7	20,4
	2016	4 282	7,5	21,8	47,7	23,0
61. Ouvriers qualifiés	2013	3 127	11,4	28,6	42,4	17,6
	2016	3 097	9,2	22,5	46,7	21,5
66. Ouvriers non qualifiés	2013	1 032	9,6	18,7	43,6	28,1
	2016	1 013	2,8	19,0	49,3	29,0
69. Ouvriers agricoles	2013	187	9,2	23,7	43,2	23,8
	2016	171	-	-	-	-
Ensemble	2013	11 495	13,9	33,0	39,8	13,3
	2016	11 625	11,4	28,8	44,6	15,2

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 11,4 % des hommes salariés déclarent devoir toujours penser à trop de choses à la fois.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 25.4 • **Penser à trop de choses à la fois selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 2013 et 2016**

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent devoir penser à trop de choses à la fois			
			Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2013	1 757	25,7	43,6	27,0	3,7
	2016	1 718	20,7	40,6	34,3	4,4
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2013	839	26,6	44,2	25,8	3,5
	2016	769	21,6	41,1	33,7	3,6
36. Cadres d'entreprise	2013	850	25,8	42,9	27,5	3,8
	2016	871	20,3	38,8	35,9	5,0
4. Professions intermédiaires	2013	3 057	21,8	39,9	32,7	5,6
	2016	3 190	19,5	38,1	35,3	7,1
41. P.I. enseignement, santé, public	2013	1 713	25,0	39,1	30,4	5,5
	2016	1 936	20,3	39,6	34,4	5,6
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2013	1 087	18,4	41,5	35,1	5,0
	2016	1 041	18,4	35,6	36,4	9,6
47. Techniciennes	2013	186	13,5	38,6	38,2	9,6
	2016	141	5,2	36,2	46,0	12,6
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	2013	69	-	-	-	-
	2016	71	-	-	-	-
5. Employées	2013	5 440	12,9	30,1	39,7	17,2
	2016	5 559	13,0	26,7	41,5	18,8
51. Employées de la fonction publique	2013	1 753	13,8	31,4	39,9	14,9
	2016	1 840	13,7	28,4	42,7	15,3
54. Employées adm. d'entreprise	2013	1 309	14,4	33,8	41,4	10,4
	2016	1 278	15,8	28,4	43,5	12,3
55. Employées de commerce	2013	811	12,6	32,7	40,3	14,4
	2016	856	14,6	31,6	40,2	13,7
56. Services directs aux particuliers	2013	1 563	10,8	24,1	38,0	27,1
	2016	1 585	9,0	20,8	39,3	30,9
6. Ouvrières	2013	1 105	10,0	20,9	43,4	25,7
	2016	1 066	12,0	19,4	43,4	25,2
61. Ouvrières qualifiées	2013	456	6,8	26,6	47,3	19,3
	2016	445	14,9	18,0	45,0	22,1
66. Ouvrières non qualifiées	2013	584	13,0	16,7	40,2	30,1
	2016	579	10,8	20,7	42,9	25,6
69. Ouvrières agricoles	2013	65	-	-	-	-
	2016	42	-	-	-	-
Ensemble	2013	11 364	17,0	34,0	36,2	12,8
	2016	11 611	15,8	31,3	38,9	13,9

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 15,8 % des femmes salariées déclarent devoir toujours penser à trop de choses à la fois.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 25.5 • **Penser à trop de choses à la fois selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2013 et 2016**

En %

Âge		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent devoir penser à trop de choses à la fois			
			Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Moins de 20 ans	2013	257	11,8	18,9	43,0	26,3
	2016	277	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	2013	1 536	12,6	25,6	45,9	15,9
	2016	1 544	11,0	26,3	47,7	15,1
De 25 à 29 ans	2013	2 578	17,6	33,5	36,9	12,1
	2016	2 592	15,2	29,5	40,8	14,6
De 30 à 34 ans	2013	2 734	20,3	34,0	35,5	10,2
	2016	2 823	14,8	36,2	38,6	10,4
De 35 à 39 ans	2013	2 934	17,2	35,0	37,2	10,5
	2016	2 806	18,6	32,8	38,2	10,3
De 40 à 44 ans	2013	3 269	16,0	35,5	36,7	11,8
	2016	3 209	15,5	31,0	41,7	11,7
De 45 à 49 ans	2013	3 243	13,8	35,2	38,8	12,3
	2016	3 210	11,3	31,7	44,2	12,8
De 50 à 54 ans	2013	3 026	12,8	33,7	38,9	14,6
	2016	3 153	12,5	26,1	44,3	17,1
55 ans et plus	2013	3 283	13,1	32,8	37,6	16,6
	2016	3 622	10,6	26,7	41,7	21,1
Ensemble	2013	22 859	15,4	33,5	38,1	13,0
	2016	23 236	13,6	30,1	41,8	14,6

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 13,6 % des salariés déclarent devoir toujours penser à trop de choses à la fois.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 25.6 • Penser à trop de choses à la fois selon l'âge des HOMMES en 2013 et 2016

En %

Âge		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent devoir penser à trop de choses à la fois			
			Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Moins de 20 ans	2013	168	-	-	-	-
	2016	191	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	2013	864	10,3	24,4	49,7	15,5
	2016	757	10,7	22,4	49,6	17,4
De 25 à 29 ans	2013	1 271	16,5	31,9	38,1	13,4
	2016	1 289	12,2	30,0	45,7	12,2
De 30 à 34 ans	2013	1 378	19,3	35,3	34,2	11,2
	2016	1 478	10,2	35,0	43,3	11,5
De 35 à 39 ans	2013	1 553	15,6	33,2	39,7	11,4
	2016	1 450	16,5	29,1	41,5	12,9
De 40 à 44 ans	2013	1 698	16,0	37,2	37,3	9,5
	2016	1 575	15,1	29,9	43,1	12,0
De 45 à 49 ans	2013	1 534	10,3	33,5	43,3	12,9
	2016	1 642	9,3	30,3	46,8	13,5
De 50 à 54 ans	2013	1 458	10,5	34,0	41,1	14,5
	2016	1 479	9,7	26,5	47,9	16,0
55 ans et plus	2013	1 572	11,6	32,7	38,7	17,1
	2016	1 763	8,9	25,3	42,9	22,9
Ensemble	2013	11 495	13,9	33,0	39,8	13,3
	2016	11 625	11,4	28,8	44,6	15,2

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 11,4 % des hommes salariés déclarent devoir toujours penser à trop de choses à la fois.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 25.7 • Penser à trop de choses à la fois selon l'âge des FEMMES en 2013 et 2016

En %

Âge		Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent devoir penser à trop de choses à la fois			
			Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Moins de 20 ans	2013	88	-	-	-	-
	2016	86	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	2013	672	15,5	27,2	41,0	16,3
	2016	786	11,2	30,0	45,9	12,8
De 25 à 29 ans	2013	1 306	18,6	35,0	35,6	10,7
	2016	1 303	18,1	29,0	35,8	17,0
De 30 à 34 ans	2013	1 356	21,3	32,5	37,0	9,2
	2016	1 345	19,8	37,5	33,5	9,2
De 35 à 39 ans	2013	1 381	19,1	37,1	34,3	9,5
	2016	1 356	21,0	36,8	34,7	7,5
De 40 à 44 ans	2013	1 571	16,1	33,7	36,1	14,2
	2016	1 634	16,0	32,2	40,4	11,5
De 45 à 49 ans	2013	1 709	16,9	36,7	34,6	11,7
	2016	1 567	13,3	33,1	41,5	12,0
De 50 à 54 ans	2013	1 568	15,0	33,4	36,9	14,7
	2016	1 674	15,1	25,7	41,3	18,0
55 ans et plus	2013	1 711	14,5	32,9	36,6	16,1
	2016	1 859	12,2	28,0	40,5	19,3
Ensemble	2013	11 364	17,0	34,0	36,2	12,8
	2016	11 611	15,8	31,3	38,9	13,9

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 15,8 % des femmes salariées déclarent devoir toujours penser à trop de choses à la fois.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 25.8 • Penser à trop de choses à la fois en 2016 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent devoir penser à trop de choses à la fois			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Agriculture, sylviculture et pêche	240	4,3	26,6	49,3	19,9
Fabrication aliments, boissons, tabac	603	8,5	24,5	52,7	14,3
Cokéfaction et raffinage	17	-	-	-	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	18,8	38,4	35,6	7,2
Fabrication de matériels de transport	416	10,7	22,8	53,2	13,4
Fabrication d'autres produits industriels	1 574	10,8	28,0	45,8	15,4
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	397	6,9	37,5	44,1	11,5
Construction	1 332	9,5	31,1	48,9	10,5
Commerce et réparation auto. moto.	2 881	13,3	27,9	42,6	16,2
Transports et entreposage	1 527	10,2	26,2	43,3	20,3
Hébergement et restauration	815	20,3	33,0	29,3	17,4
Information et communication	684	14,1	36,9	41,7	7,4
Activités financières et d'assurance	856	12,4	38,1	43,8	5,7
Activités immobilières	314	23,2	38,7	23,7	14,5
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 212	18,6	30,4	40,0	11,0
Adm. publique, enseignement, santé et social	7 528	15,2	31,9	38,9	13,9
Autres activités de services	1 332	6,9	16,6	48,2	28,3
Non renseigné	28	-	-	-	-
Ensemble	23 236	13,6	30,1	41,8	14,6

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 13,6 % des salariés déclarent devoir toujours penser à trop de choses à la fois.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 25.9 • **Penser à trop de choses à la fois en 2016 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS**

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent devoir penser à trop de choses à la fois			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Fonct. pub. de l'État	2 396	17,2	33,8	38,6	10,4
Fonct. pub. territoriale	1 899	12,4	26,7	43,7	17,2
Fonct. pub. hospitalière	1 156	18,0	37,5	35,6	8,9
Particuliers, entreprise ou	17 786	12,9	29,4	42,4	15,2
Ensemble	23 236	13,6	30,1	41,8	14,6

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 13,6 % des salariés déclarent devoir toujours penser à trop de choses à la fois.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 25.10 • **Penser à trop de choses à la fois en 2016 selon le type d'employeur des HOMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent devoir penser à trop de choses à la fois			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Fonct. pub. de l'État	1 000	13,7	29,1	45,1	12,1
Fonct. pub. territoriale	775	7,9	21,4	46,4	24,3
Fonct. pub. hospitalière	269	10,3	29,2	47,5	13,0
Particulier, entreprise ou	9 581	11,5	29,4	44,4	14,8
Ensemble	11 625	11,4	28,8	44,6	15,2

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 11,4 % des hommes salariés déclarent devoir toujours penser à trop de choses à la fois.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 25.11 • **Penser à trop de choses à la fois en 2016 selon le type d'employeur des FEMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent devoir penser à trop de choses à la fois			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Fonct. pub. de l'État	1 396	19,7	37,2	33,9	9,2
Fonct. pub. territoriale	1 123	15,6	30,4	41,8	12,3
Fonct. pub. hospitalière	887	20,3	39,9	32,2	7,7
Particulier, entreprise ou	8 205	14,7	29,5	40,1	15,7
Ensemble	11 611	15,8	31,3	38,9	13,9

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 15,8 % des femmes salariées déclarent devoir toujours penser à trop de choses à la fois.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

26 • Penser à son travail en dehors

Tableau 26.1 • Penser à son travail en dehors en 2013 et 2016

En %

Sexe		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent continuer à penser à leur travail même quand ils n'y sont pas			
			Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Femmes	2013	11 364	14,4	30,5	39,4	15,7
	2016	11 611	13,5	27,4	41,2	17,9
Hommes	2013	11 495	12,6	29,7	40,3	17,4
	2016	11 625	9,9	25,7	44,7	19,6
Ensemble	2013	22 859	13,5	30,1	39,9	16,6
	2016	23 236	11,7	26,6	43,0	18,8

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 11,7 % des salariés déclarent toujours continuer à penser à leur travail, même quand ils n'y sont pas

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

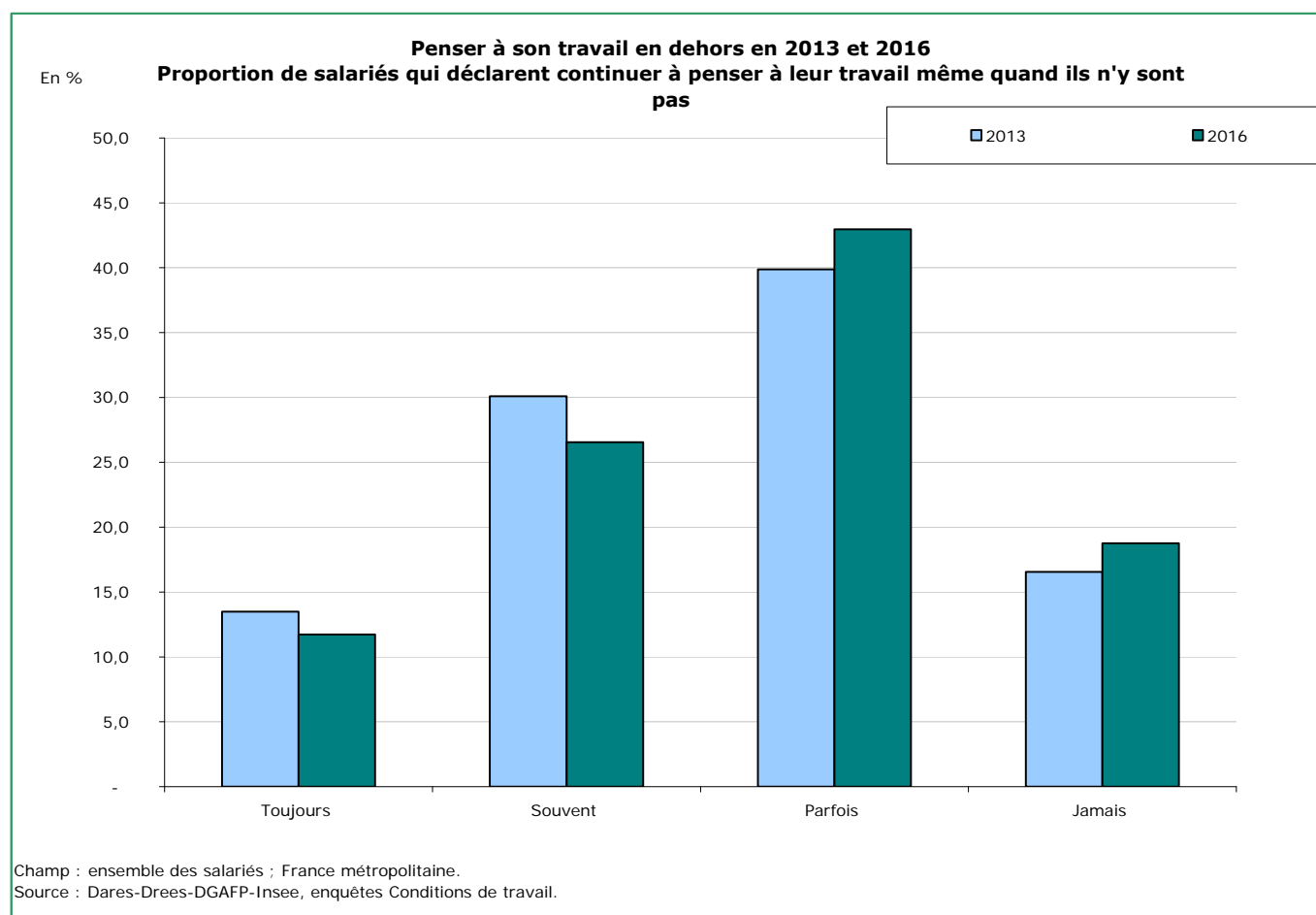


Tableau 26.2 • **Penser à son travail en dehors selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2013 et 2016**

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent continuer à penser à leur travail même quand ils n'y sont pas			
			Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2013	4 394	21,8	43,1	31,1	3,9
	2016	4 385	18,8	38,2	37,7	5,3
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2013	1 664	29,1	44,2	22,0	4,7
	2016	1 559	25,0	40,1	31,1	3,8
36. Cadres d'entreprise	2013	2 564	17,7	42,2	36,5	3,6
	2016	2 593	15,2	36,7	41,7	6,4
4. Professions intermédiaires	2013	5 887	15,1	34,7	39,7	10,5
	2016	6 105	12,9	31,1	44,6	11,4
41. P.I. enseignement, santé, public	2013	2 326	21,1	35,2	35,9	7,8
	2016	2 536	17,3	34,6	38,6	9,5
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2013	1 835	12,4	36,8	40,2	10,6
	2016	1 817	11,3	30,3	46,7	11,7
47. Techniciens	2013	1 159	8,0	29,8	46,4	15,9
	2016	1 174	7,6	24,0	52,9	15,6
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	2013	560	13,8	36,0	40,3	9,9
	2016	573	9,1	33,2	47,1	10,6
5. Employés	2013	7 098	10,2	25,9	43,6	20,3
	2016	7 238	9,4	22,7	43,6	24,3
51. Employés de la fonction publique	2013	2 641	10,0	25,4	44,6	20,0
	2016	2 781	7,4	23,0	46,1	23,5
54. Employés adm. d'entreprise	2013	1 525	9,3	27,8	48,1	14,8
	2016	1 545	9,5	23,5	48,4	18,7
55. Employés de commerce	2013	1 075	10,0	28,3	42,3	19,5
	2016	1 142	9,9	23,0	40,8	26,3
56. Services directs aux particuliers	2013	1 853	11,4	23,7	39,2	25,6
	2016	1 769	12,2	21,1	37,4	29,3
6. Ouvriers	2013	5 456	9,3	20,1	42,1	28,6
	2016	5 348	8,0	17,0	44,3	30,7
61. Ouvriers qualifiés	2013	3 584	8,8	22,3	43,9	25,0
	2016	3 541	7,9	18,3	45,9	27,9
66. Ouvriers non qualifiés	2013	1 616	10,3	14,0	39,0	36,7
	2016	1 591	7,1	13,8	42,4	36,7
69. Ouvriers agricoles	2013	252	9,8	27,4	35,3	27,5
	2016	214	15,9	18,5	32,0	33,6
Ensemble	2013	22 859	13,5	30,1	39,9	16,6
	2016	23 236	11,7	26,6	43,0	18,8

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 11,7 % des salariés déclarent toujours continuer à penser à leur travail, même quand ils n'y sont pas

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 26.3 • **Penser à son travail en dehors selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 2013 et 2016**

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent continuer à penser à leur travail même quand ils n'y sont pas				
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais	
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2013	2 637	19,6	42,5	32,7	5,2
	2016	2 667	16,3	37,1	41,3	5,3
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2013	824	27,7	42,6	22,4	7,4
	2016	791	19,8	39,1	37,4	3,8
36. Cadres d'entreprise	2013	1 714	16,2	41,7	37,7	4,3
	2016	1 722	15,6	35,1	43,2	6,1
4. Professions intermédiaires	2013	2 830	12,3	33,4	42,3	12,1
	2016	2 915	10,5	28,2	46,1	15,2
41. P.I. enseignement, santé, public	2013	613	15,9	34,3	40,8	9,1
	2016	600	12,3	28,8	39,9	19,1
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2013	748	14,5	36,7	38,0	10,8
	2016	776	14,6	30,8	40,8	13,8
47. Techniciens	2013	973	7,5	28,7	47,6	16,2
	2016	1 033	8,1	23,6	52,2	16,1
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	2013	490	14,2	36,5	39,6	9,8
	2016	501	6,7	32,8	49,4	11,1
5. Employés	2013	1 658	10,9	26,4	41,8	20,9
	2016	1 679	6,3	23,5	44,8	25,5
51. Employés de la fonction publique	2013	888	12,6	23,9	42,7	20,9
	2016	941	7,0	24,2	42,1	26,6
54. Employés adm. d'entreprise	2013	216	10,6	24,3	47,4	17,6
	2016	267	3,6	24,8	51,8	19,8
55. Employés de commerce	2013	264	10,3	32,1	40,3	17,3
	2016	286	4,8	17,1	47,6	30,6
56. Services directs aux particuliers	2013	290	6,2	30,5	36,5	26,8
	2016	184	-	-	-	-
6. Ouvriers	2013	4 351	9,2	20,8	43,0	27,0
	2016	4 282	7,1	18,0	45,4	29,5
61. Ouvriers qualifiés	2013	3 127	9,0	22,7	44,3	24,1
	2016	3 097	7,0	18,3	47,0	27,7
66. Ouvriers non qualifiés	2013	1 032	10,1	13,7	40,9	35,3
	2016	1 013	6,0	16,6	42,8	34,6
69. Ouvriers agricoles	2013	187	8,7	29,2	31,8	30,3
	2016	171	-	-	-	-
Ensemble	2013	11 495	12,6	29,7	40,3	17,4
	2016	11 625	9,9	25,7	44,7	19,6

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 9,9 % des hommes salariés déclarent toujours continuer à penser à leur travail, même quand ils n'y sont pas

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 26.4 • **Penser à son travail en dehors selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 2013 et 2016**

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent continuer à penser à leur travail même quand elles n'y sont pas				
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais	
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2013	1 757	25,1	44,1	28,7	2,0
	2016	1 718	22,6	40,0	32,1	5,3
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2013	839	30,6	45,9	21,5	2,0
	2016	769	30,4	41,1	24,7	3,8
36. Cadres d'entreprise	2013	850	20,5	43,2	34,2	2,1
	2016	871	14,5	39,7	38,7	7,1
4. Professions intermédiaires	2013	3 057	17,7	36,0	37,4	9,0
	2016	3 190	15,1	33,9	43,1	7,9
41. P.I. enseignement, santé, public	2013	1 713	23,0	35,5	34,1	7,3
	2016	1 936	18,9	36,4	38,2	6,5
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2013	1 087	11,0	36,9	41,7	10,5
	2016	1 041	8,8	29,9	51,3	10,1
47. Techniciennes	2013	186	10,2	35,2	40,2	14,4
	2016	141	3,4	26,9	58,0	11,8
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	2013	69	-	-	-	-
	2016	71	-	-	-	-
5. Employées	2013	5 440	10,0	25,7	44,1	20,1
	2016	5 559	10,3	22,4	43,2	24,0
51. Employées de la fonction publique	2013	1 753	8,8	26,1	45,5	19,6
	2016	1 840	7,6	22,4	48,1	21,9
54. Employées adm. d'entreprise	2013	1 309	9,1	28,4	48,2	14,4
	2016	1 278	10,7	23,2	47,6	18,4
55. Employées de commerce	2013	811	9,9	27,1	42,9	20,1
	2016	856	11,6	25,0	38,5	24,8
56. Services directs aux particuliers	2013	1 563	12,4	22,4	39,7	25,4
	2016	1 585	12,6	20,4	36,6	30,5
6. Ouvrières	2013	1 105	9,5	17,2	38,5	34,8
	2016	1 066	11,3	13,1	39,6	36,0
61. Ouvrières qualifiées	2013	456	7,6	19,8	41,2	31,3
	2016	445	14,9	18,6	36,9	29,6
66. Ouvrières non qualifiées	2013	584	10,5	14,6	35,6	39,3
	2016	579	8,8	9,2	41,7	40,2
69. Ouvrières agricoles	2013	65	-	-	-	-
	2016	42	-	-	-	-
Ensemble	2013	11 364	14,4	30,5	39,4	15,7
	2016	11 611	13,5	27,4	41,2	17,9

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 13,5 % des femmes salariées déclarent toujours continuer à penser à leur travail, même quand elles n'y sont pas

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 26.5 • **Penser à son travail en dehors selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2013 et 2016**

En %

Âge		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent continuer à penser à leur travail même quand ils n'y sont pas			
			Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Moins de 20 ans	2013	257	4,7	17,6	44,1	33,6
	2016	277	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	2013	1 536	11,4	24,3	42,8	21,5
	2016	1 544	10,7	25,9	42,5	20,9
De 25 à 29 ans	2013	2 578	12,1	33,6	40,2	14,1
	2016	2 592	11,7	31,1	39,1	18,1
De 30 à 34 ans	2013	2 734	14,9	29,8	40,1	15,2
	2016	2 823	11,8	26,9	43,2	18,1
De 35 à 39 ans	2013	2 934	15,5	30,1	39,7	14,7
	2016	2 806	13,7	28,7	41,9	15,7
De 40 à 44 ans	2013	3 269	14,0	31,8	39,7	14,5
	2016	3 209	11,8	26,2	43,0	19,0
De 45 à 49 ans	2013	3 243	13,9	29,3	40,7	16,2
	2016	3 210	13,0	25,2	44,9	17,0
De 50 à 54 ans	2013	3 026	12,6	30,1	38,8	18,6
	2016	3 153	10,3	26,1	44,4	19,2
55 ans et plus	2013	3 283	13,2	30,5	38,2	18,2
	2016	3 622	10,9	24,7	42,9	21,6
Ensemble	2013	22 859	13,5	30,1	39,9	16,6
	2016	23 236	11,7	26,6	43,0	18,8

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 11,7 % des salariés déclarent toujours continuer à penser à leur travail, même quand ils n'y sont pas

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 26.6 • Penser à son travail en dehors selon l'âge des HOMMES en 2013 et 2016

En %

Âge		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent continuer à penser à leur travail même quand ils n'y sont pas			
			Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Moins de 20 ans	2013	168	-	-	-	-
	2016	191	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	2013	864	8,6	22,2	43,9	25,4
	2016	757	9,0	23,3	39,4	28,2
De 25 à 29 ans	2013	1 271	10,4	31,7	40,9	17,0
	2016	1 289	10,0	29,8	38,4	21,8
De 30 à 34 ans	2013	1 378	13,3	29,8	41,1	15,8
	2016	1 478	9,1	23,1	47,5	20,3
De 35 à 39 ans	2013	1 553	15,4	27,3	39,9	17,4
	2016	1 450	12,1	27,9	42,6	17,5
De 40 à 44 ans	2013	1 698	14,0	33,5	39,8	12,8
	2016	1 575	11,3	24,9	45,5	18,2
De 45 à 49 ans	2013	1 534	11,9	31,8	40,1	16,2
	2016	1 642	9,5	25,9	47,8	16,8
De 50 à 54 ans	2013	1 458	11,1	30,6	40,1	18,2
	2016	1 479	8,6	26,7	47,7	16,9
55 ans et plus	2013	1 572	14,8	29,0	38,1	18,1
	2016	1 763	9,3	25,0	45,2	20,6
Ensemble	2013	11 495	12,6	29,7	40,3	17,4
	2016	11 625	9,9	25,7	44,7	19,6

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 9,9 % des hommes salariés déclarent toujours continuer à penser à leur travail, même quand ils n'y sont pas

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 26.7 • Penser à son travail en dehors selon l'âge des FEMMES en 2013 et 2016

En %

Âge		Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent continuer à penser à leur travail même quand elles n'y sont pas			
			Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Moins de 20 ans	2013	88	-	-	-	-
	2016	86	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	2013	672	15,1	27,1	41,3	16,5
	2016	786	12,3	28,5	45,5	13,7
De 25 à 29 ans	2013	1 306	13,8	35,4	39,6	11,2
	2016	1 303	13,5	32,3	39,8	14,4
De 30 à 34 ans	2013	1 356	16,6	29,7	39,1	14,6
	2016	1 345	14,8	31,0	38,4	15,8
De 35 à 39 ans	2013	1 381	15,5	33,4	39,5	11,6
	2016	1 356	15,5	29,6	41,2	13,8
De 40 à 44 ans	2013	1 571	14,1	29,9	39,6	16,4
	2016	1 634	12,3	27,5	40,4	19,8
De 45 à 49 ans	2013	1 709	15,7	27,0	41,2	16,1
	2016	1 567	16,6	24,5	41,8	17,1
De 50 à 54 ans	2013	1 568	14,0	29,6	37,5	18,9
	2016	1 674	11,8	25,5	41,5	21,2
55 ans et plus	2013	1 711	11,7	31,8	38,3	18,2
	2016	1 859	12,4	24,5	40,7	22,5
Ensemble	2013	11 364	14,4	30,5	39,4	15,7
	2016	11 611	13,5	27,4	41,2	17,9

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 13,5 % des femmes salariées déclarent toujours continuer à penser à leur travail, même quand elles n'y sont pas

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 26.8 • Penser à son travail en dehors en 2016 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent continuer à penser à leur travail même quand ils n'y sont pas			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Agriculture, sylviculture et pêche	240	14,4	21,6	36,3	27,7
Fabrication aliments, boissons, tabac	603	10,7	21,4	48,3	19,5
Cokéfaction et raffinage	17	-	-	-	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	11,5	31,6	40,9	16,0
Fabrication de matériels de transport	416	5,0	18,6	52,2	24,2
Fabrication d'autres produits industriels	1 574	6,5	21,8	46,1	25,5
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	397	4,9	26,7	52,7	15,7
Construction	1 332	10,4	26,1	44,9	18,5
Commerce et réparation auto. moto.	2 881	13,0	23,8	41,3	21,8
Transports et entreposage	1 527	8,5	20,6	47,1	23,8
Hébergement et restauration	815	14,1	25,9	37,9	22,2
Information et communication	684	11,4	29,5	46,5	12,6
Activités financières et d'assurance	856	8,2	35,6	46,7	9,5
Activités immobilières	314	20,1	30,1	37,3	12,4
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 212	9,1	31,8	44,1	15,0
Adm. publique, enseignement, santé et social	7 528	14,9	28,3	40,8	16,0
Autres activités de services	1 332	9,8	23,3	39,4	27,5
Non renseigné	28	-	-	-	-
Ensemble	23 236	11,7	26,6	43,0	18,8

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 11,7 % des salariés déclarent toujours continuer à penser à leur travail, même quand ils n'y sont pas

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 26.9 • **Penser à son travail en dehors en 2016 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS**

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent continuer à penser à leur travail même quand ils n'y sont pas			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Fonct. pub. de l'État	2 396	23,2	32,4	33,6	10,8
Fonct. pub. territoriale	1 899	9,2	23,1	48,1	19,6
Fonct. pub. hospitalière	1 156	9,7	29,0	46,9	14,4
Particuliers, entreprise ou	17 786	10,6	26,0	43,4	20,0
Ensemble	23 236	11,7	26,6	43,0	18,8

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 11,7 % des salariés déclarent toujours continuer à penser à leur travail, même quand ils n'y sont pas

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 26.10 • **Penser à son travail en dehors en 2016 selon le type d'employeur des HOMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent continuer à penser à leur travail même quand ils n'y sont pas			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Fonct. pub. de l'État	1 000	16,4	34,6	37,0	12,0
Fonct. pub. territoriale	775	5,3	24,1	46,6	24,0
Fonct. pub. hospitalière	269	9,7	24,0	45,9	20,4
Particulier, entreprise ou	9 581	9,7	25,0	45,3	20,1
Ensemble	11 625	9,9	25,7	44,7	19,6

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 9,9 % des hommes salariés déclarent toujours continuer à penser à leur travail, même quand ils n'y sont pas

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 26.11 • **Penser à son travail en dehors en 2016 selon le type d'employeur des FEMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent continuer à penser à leur travail même quand elles n'y sont pas			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Fonct. pub. de l'État	1 396	28,1	30,8	31,2	9,9
Fonct. pub. territoriale	1 123	11,9	22,4	49,2	16,5
Fonct. pub. hospitalière	887	9,7	30,5	47,2	12,6
Particulier, entreprise ou	8 205	11,7	27,1	41,2	20,0
Ensemble	11 611	13,5	27,4	41,2	17,9

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 13,5 % des femmes salariées déclarent toujours continuer à penser à leur travail, même quand elles n'y sont pas

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

27 • Aller travailler en étant malade

Tableau 27.1 • Aller travailler en étant malade en 2013 et 2016

En %

Sexe		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent qu'il leur est arrivé de travailler en étant malades au cours des douze derniers mois	Parmi eux, nombre de fois où c'est arrivé				
				1 fois	2 fois	3 fois	de 4 à 9 fois	10 fois ou plus
Femmes	2013	11 364	46,1	16,9	25,4	19,1	21,8	16,8
	2016	11 611	49,3	16,0	20,6	19,9	23,6	19,9
Hommes	2013	11 495	36,3	20,0	26,7	18,9	19,0	15,5
	2016	11 625	38,5	18,0	26,4	16,8	20,2	18,5
Ensemble	2013	22 859	41,2	18,3	26,0	19,0	20,5	16,2
	2016	23 236	43,9	16,9	23,2	18,6	22,1	19,3

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 43,9 % des salariés déclarent qu'il leur est arrivé d'aller travailler en étant malades dans les douze derniers mois ; pour 16,9 % d'entre eux c'est arrivé une seule fois.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

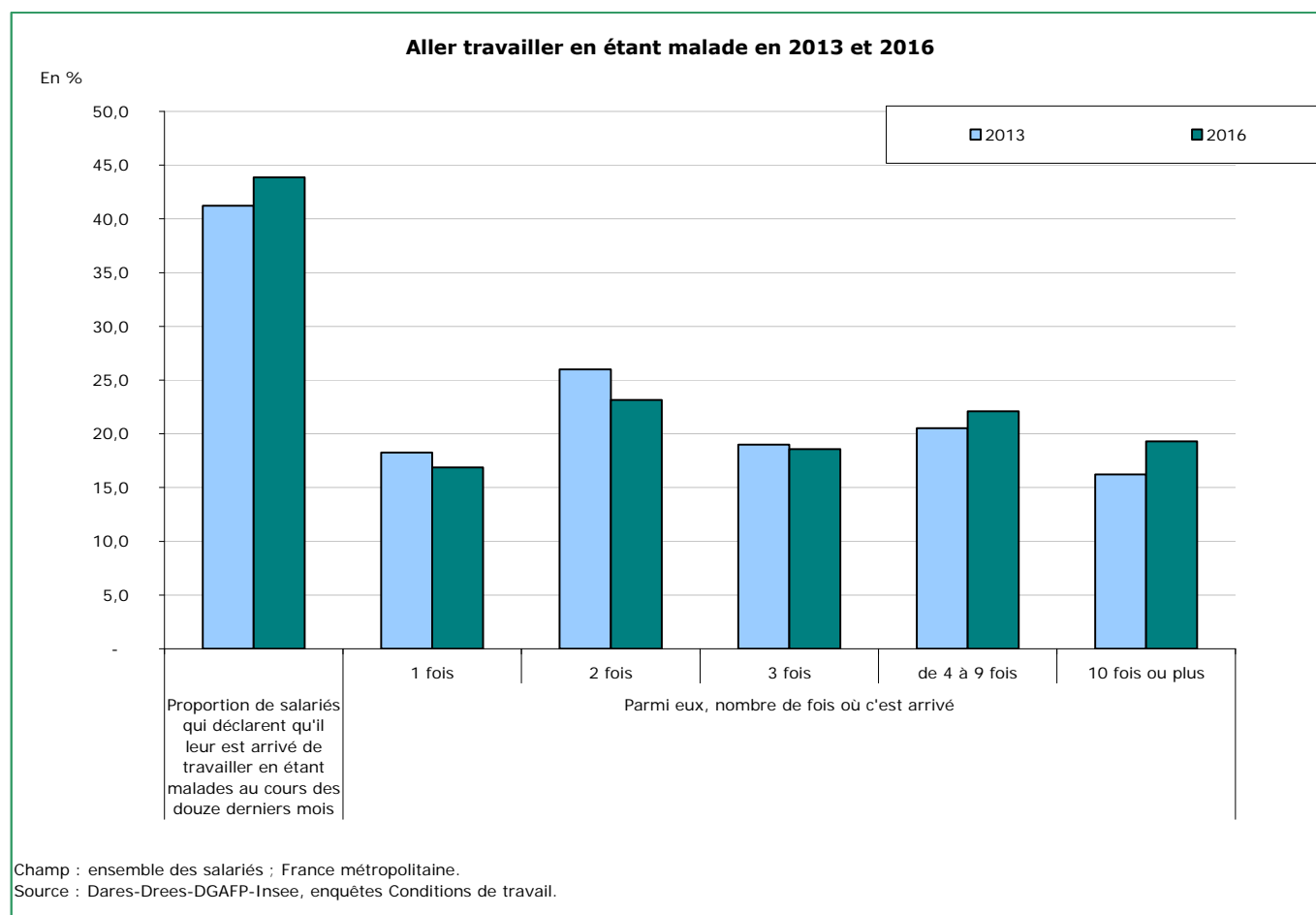


Tableau 27.2 • **Aller travailler en étant malade selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2013 et 2016**

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent qu'il leur est arrivé de travailler en étant malades au cours des douze derniers mois	Parmi eux, nombre de fois où c'est arrivé				
				1 fois	2 fois	3 fois	de 4 à 9 fois	10 fois ou plus
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2013	4 394	39,2	17,8	28,8	18,0	20,4	14,9
	2016	4 385	39,7	15,7	27,9	15,9	24,4	16,1
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2013	1 664	44,7	15,0	25,8	22,2	20,0	17,1
	2016	1 559	47,2	12,1	27,9	19,2	25,4	15,4
36. Cadres d'entreprise	2013	2 564	35,9	20,1	30,5	14,9	21,0	13,4
	2016	2 593	34,8	17,6	28,9	13,1	22,9	17,4
4. Professions intermédiaires	2013	5 887	43,2	17,4	27,0	18,1	21,8	15,7
	2016	6 105	46,6	15,0	25,4	17,7	21,5	20,4
41. P.I. enseignement, santé, public	2013	2 326	49,4	14,0	25,5	19,4	26,3	14,7
	2016	2 536	51,7	13,7	22,1	18,3	25,1	20,8
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2013	1 835	41,8	16,8	30,1	17,0	19,0	17,2
	2016	1 817	45,1	15,7	35,4	15,4	16,4	17,1
47. Techniciens	2013	1 159	35,8	23,0	25,9	17,1	17,1	16,8
	2016	1 174	39,2	17,2	23,0	18,9	23,2	17,7
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	2013	560	37,0	27,6	25,7	16,5	17,2	13,0
	2016	573	44,0	15,6	15,3	19,2	16,3	33,6
5. Employés	2013	7 098	41,5	18,6	25,2	20,3	19,1	16,7
	2016	7 238	45,6	17,3	18,7	20,1	23,4	20,4
51. Employés de la fonction publique	2013	2 641	43,9	17,9	23,5	21,8	19,9	17,0
	2016	2 781	46,9	14,5	19,2	18,4	26,7	21,3
54. Employés adm. d'entreprise	2013	1 525	41,6	19,4	30,8	16,8	19,3	13,7
	2016	1 545	43,2	21,7	15,6	20,9	18,0	23,8
55. Employés de commerce	2013	1 075	47,2	18,3	23,9	20,4	17,4	19,9
	2016	1 142	46,3	17,1	19,6	27,5	20,4	15,5
56. Services directs aux particuliers	2013	1 853	34,3	19,5	23,8	21,0	19,1	16,7
	2016	1 769	45,4	18,2	20,3	17,3	24,9	19,3
6. Ouvriers	2013	5 456	40,3	19,2	23,3	19,2	21,2	17,2
	2016	5 348	41,9	20,0	22,7	19,5	18,9	19,0
61. Ouvriers qualifiés	2013	3 584	42,5	18,4	25,3	18,6	19,0	18,7
	2016	3 541	41,9	17,2	24,7	18,1	21,6	18,3
66. Ouvriers non qualifiés	2013	1 616	37,6	21,0	18,8	20,8	25,5	13,9
	2016	1 591	43,1	24,8	19,4	20,9	13,5	21,4
69. Ouvriers agricoles	2013	252	27,9	-	-	-	-	-
	2016	214	33,2	-	-	-	-	-
Ensemble	2013	22 859	41,2	18,3	26,0	19,0	20,5	16,2
	2016	23 236	43,9	16,9	23,2	18,6	22,1	19,3

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 43,9 % des salariés déclarent qu'il leur est arrivé d'aller travailler en étant malades dans les douze derniers mois ; pour 16,9 % d'entre eux c'est arrivé une seule fois.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 27.3 • **Aller travailler en étant malade selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 2013 et 2016**

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent qu'il leur est arrivé de travailler en étant malades au cours des douze derniers mois	Parmi eux, nombre de fois où c'est arrivé				
				1 fois	2 fois	3 fois	de 4 à 9 fois	10 fois ou plus
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2013	2 637	31,3	23,2	29,6	17,2	16,8	13,2
	2016	2 667	31,7	17,6	32,6	14,1	19,7	15,9
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2013	824	34,8	18,5	24,6	23,0	18,4	15,5
	2016	791	36,8	10,2	41,0	16,0	20,0	12,8
36. Cadres d'entreprise	2013	1 714	30,2	25,7	32,1	14,3	16,1	11,8
	2016	1 722	29,0	20,7	30,1	11,8	19,3	18,1
4. Professions intermédiaires	2013	2 830	36,4	19,8	29,0	19,0	18,7	13,4
	2016	2 915	40,8	17,8	26,5	15,3	20,0	20,4
41. P.I. enseignement, santé, public	2013	613	42,9	14,9	27,1	22,1	22,3	13,6
	2016	600	38,6	21,5	18,1	15,1	25,9	19,4
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2013	748	33,8	15,6	37,0	19,0	18,1	10,3
	2016	776	45,1	17,1	44,9	12,2	12,0	13,8
47. Techniciens	2013	973	34,5	23,3	25,9	18,8	16,1	15,9
	2016	1 033	39,1	16,9	21,7	18,2	24,3	18,9
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	2013	490	36,1	26,0	26,6	15,1	19,3	13,0
	2016	501	40,5	16,6	15,4	15,0	17,8	35,2
5. Employés	2013	1 658	35,1	21,6	24,5	19,9	16,7	17,3
	2016	1 679	40,3	17,6	21,0	16,6	24,5	20,2
51. Employés de la fonction publique	2013	888	37,9	22,5	20,7	23,8	16,7	16,2
	2016	941	41,8	11,3	18,0	17,1	30,9	22,7
54. Employés adm. d'entreprise	2013	216	30,2	-	-	-	-	-
	2016	267	41,4	-	-	-	-	-
55. Employés de commerce	2013	264	37,6	-	-	-	-	-
	2016	286	40,5	-	-	-	-	-
56. Services directs aux particuliers	2013	290	27,8	-	-	-	-	-
	2016	184	30,8	-	-	-	-	-
6. Ouvriers	2013	4 351	39,7	18,1	24,2	19,3	21,0	17,3
	2016	4 282	40,4	18,8	24,8	19,2	19,0	18,1
61. Ouvriers qualifiés	2013	3 127	42,0	17,8	25,3	18,8	19,5	18,5
	2016	3 097	40,9	15,1	25,8	18,5	21,7	18,9
66. Ouvriers non qualifiés	2013	1 032	35,9	19,1	20,6	20,8	25,7	13,9
	2016	1 013	40,1	28,4	24,0	18,4	11,7	17,5
69. Ouvriers agricoles	2013	187	23,4	-	-	-	-	-
	2016	171	-	-	-	-	-	-
Ensemble	2013	11 495	36,3	20,0	26,7	18,9	19,0	15,5
	2016	11 625	38,5	18,0	26,4	16,8	20,2	18,5

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 38,5 % des hommes salariés déclarent qu'il leur est arrivé d'aller travailler en étant malades dans les douze derniers mois ; pour 18,0 % d'entre eux c'est arrivé une seule fois.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 27.4 • Aller travailler en étant malade selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 2013 et 2016

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent qu'il leur est arrivé de travailler en étant malades au cours des douze derniers mois	Parmi elles, nombre de fois où c'est arrivé				
				1 fois	2 fois	3 fois	de 4 à 9 fois	10 fois ou plus
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2013	1 757	51,0	12,9	28,1	18,8	23,7	16,5
	2016	1 718	52,0	13,8	23,4	17,6	29,0	16,2
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2013	839	54,4	12,7	26,5	21,7	21,0	18,1
	2016	769	58,0	13,4	19,1	21,3	29,1	17,1
36. Cadres d'entreprise	2013	850	47,4	12,9	28,3	15,8	27,4	15,6
	2016	871	46,3	13,8	27,5	14,7	27,5	16,6
4. Professions intermédiaires	2013	3 057	49,4	15,8	25,6	17,4	24,0	17,2
	2016	3 190	51,9	13,0	24,6	19,3	22,6	20,4
41. P.I. enseignement, santé, public	2013	1 713	51,8	13,8	25,1	18,6	27,5	15,0
	2016	1 936	55,7	12,0	22,9	19,0	24,9	21,1
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2013	1 087	47,2	17,4	26,7	15,9	19,4	20,6
	2016	1 041	45,2	14,8	28,7	17,6	19,5	19,4
47. Techniciennes	2013	186	42,8	-	-	-	-	-
	2016	141	40,3	-	-	-	-	-
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	2013	69	-	-	-	-	-	-
	2016	71	-	-	-	-	-	-
5. Employées	2013	5 440	43,4	17,9	25,4	20,4	19,7	16,6
	2016	5 559	47,2	17,2	18,1	21,1	23,1	20,5
51. Employées de la fonction publique	2013	1 753	47,0	16,0	24,6	21,0	21,2	17,3
	2016	1 840	49,4	15,9	19,7	18,9	24,8	20,7
54. Employées adm. d'entreprise	2013	1 309	43,5	19,7	29,4	18,0	18,6	14,3
	2016	1 278	43,6	17,7	15,8	22,6	19,3	24,6
55. Employées de commerce	2013	811	50,3	16,0	22,5	21,7	19,9	20,0
	2016	856	48,3	16,1	15,2	31,5	20,3	16,9
56. Services directs aux particuliers	2013	1 563	35,6	20,3	24,6	21,0	18,7	15,4
	2016	1 585	47,1	19,1	19,7	16,3	25,9	18,9
6. Ouvrières	2013	1 105	42,7	23,0	20,0	18,4	21,7	16,9
	2016	1 066	48,0	23,8	15,5	20,4	18,3	22,0
61. Ouvrières qualifiées	2013	456	45,8	22,3	25,1	17,3	15,7	19,7
	2016	445	49,1	29,5	18,5	15,9	21,1	14,9
66. Ouvrières non qualifiées	2013	584	40,5	24,2	16,0	20,8	25,1	13,9
	2016	579	48,4	19,9	13,1	24,4	15,9	26,7
69. Ouvrières agricoles	2013	65	-	-	-	-	-	-
	2016	42	-	-	-	-	-	-
Ensemble	2013	11 364	46,1	16,9	25,4	19,1	21,8	16,8
	2016	11 611	49,3	16,0	20,6	19,9	23,6	19,9

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 49,3 % des femmes salariées déclarent qu'il leur est arrivé d'aller travailler en étant malades dans les douze derniers mois ; pour 16,0 % d'entre elles c'est arrivé une seule fois.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 27.5 • Aller travailler en étant malade selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2013 et 2016

En %

Âge	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent qu'il leur est arrivé de travailler en étant malades au cours des douze derniers mois	Parmi eux, nombre de fois où c'est arrivé					
			1 fois	2 fois	3 fois	de 4 à 9 fois	10 fois ou plus	
Moins de 20 ans	2013	257	24,1	-	-	-	-	-
	2016	277	-	-	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	2013	1 536	39,2	21,2	27,0	18,4	19,7	13,7
	2016	1 544	39,4	12,3	24,9	24,0	20,9	17,9
De 25 à 29 ans	2013	2 578	44,5	18,2	25,2	18,1	20,2	18,2
	2016	2 592	44,1	19,0	30,2	18,7	18,5	13,7
De 30 à 34 ans	2013	2 734	47,9	14,8	29,1	18,3	22,2	15,7
	2016	2 823	49,7	19,9	21,2	20,7	22,7	15,4
De 35 à 39 ans	2013	2 934	43,2	19,7	26,9	18,1	19,1	16,2
	2016	2 806	47,3	17,3	19,8	20,4	24,5	18,0
De 40 à 44 ans	2013	3 269	42,6	18,1	25,7	19,1	21,8	15,4
	2016	3 209	45,9	15,8	22,4	17,5	22,6	21,7
De 45 à 49 ans	2013	3 243	39,1	19,4	24,6	19,7	20,0	16,3
	2016	3 210	42,4	15,8	25,1	17,2	20,6	21,3
De 50 à 54 ans	2013	3 026	39,5	17,6	24,0	22,0	19,2	17,2
	2016	3 153	44,0	15,3	24,4	17,0	22,4	20,9
55 ans et plus	2013	3 283	35,8	17,9	25,8	17,9	21,8	16,6
	2016	3 622	39,5	14,5	20,1	16,8	23,9	24,6
Ensemble	2013	22 859	41,2	18,3	26,0	19,0	20,5	16,2
	2016	23 236	43,9	16,9	23,2	18,6	22,1	19,3

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 43,9 % des salariés déclarent qu'il leur est arrivé d'aller travailler en étant malades dans les douze derniers mois ; pour 16,9 % d'entre eux c'est arrivé une seule fois.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 27.6 • Aller travailler en étant malade selon l'âge des HOMMES en 2013 et 2016

En %

Âge	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent qu'il leur est arrivé de travailler en étant malades au cours des douze derniers mois	Parmi eux, nombre de fois où c'est arrivé					
			1 fois	2 fois	3 fois	de 4 à 9 fois	10 fois ou plus	
Moins de 20 ans	2013	168	16,9	-	-	-	-	-
	2016	191	-	-	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	2013	864	34,1	22,1	22,7	21,5	19,1	14,6
	2016	757	38,4	-	-	-	-	-
De 25 à 29 ans	2013	1 271	39,6	23,6	25,1	14,8	18,5	17,9
	2016	1 289	40,1	15,0	39,3	17,5	16,1	12,1
De 30 à 34 ans	2013	1 378	43,9	14,8	26,6	21,2	22,6	14,7
	2016	1 478	43,4	22,1	22,9	16,6	22,9	15,4
De 35 à 39 ans	2013	1 553	38,0	19,7	27,0	17,4	15,6	20,2
	2016	1 450	40,3	17,6	23,7	17,0	24,9	16,8
De 40 à 44 ans	2013	1 698	39,3	20,3	27,9	18,8	19,7	13,3
	2016	1 575	40,3	11,6	23,3	17,1	22,5	25,5
De 45 à 49 ans	2013	1 534	31,8	22,8	27,7	16,4	17,1	16,1
	2016	1 642	38,4	19,7	28,9	14,5	15,2	21,7
De 50 à 54 ans	2013	1 458	34,5	20,7	24,9	24,9	16,0	13,5
	2016	1 479	36,6	16,1	28,6	16,6	21,4	17,3
55 ans et plus	2013	1 572	31,6	16,6	29,6	17,3	22,6	13,9
	2016	1 763	33,1	17,4	21,5	19,3	19,4	22,5
Ensemble	2013	11 495	36,3	20,0	26,7	18,9	19,0	15,5
	2016	11 625	38,5	18,0	26,4	16,8	20,2	18,5

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 38,5 % des hommes salariés déclarent qu'il leur est arrivé d'aller travailler en étant malades dans les douze derniers mois ; pour 18,0 % d'entre eux c'est arrivé une seule fois.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 27.7 • Aller travailler en étant malade selon l'âge des FEMMES en 2013 et 2016

En %

Âge	Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent qu'il leur est arrivé de travailler en étant malades au cours des douze derniers mois	Parmi elles, nombre de fois où c'est arrivé					
			1 fois	2 fois	3 fois	de 4 à 9 fois	10 fois ou plus	
Moins de 20 ans	2013	88	-	-	-	-	-	-
	2016	86	-	-	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	2013	672	45,7	20,4	31,2	15,5	20,2	12,8
	2016	786	40,3	6,8	22,5	29,5	21,6	19,6
De 25 à 29 ans	2013	1 306	49,2	13,9	25,3	20,7	21,6	18,5
	2016	1 303	48,1	22,3	22,6	19,7	20,5	15,0
De 30 à 34 ans	2013	1 356	52,0	14,7	31,2	15,8	21,8	16,5
	2016	1 345	56,5	18,1	19,8	24,2	22,6	15,3
De 35 à 39 ans	2013	1 381	49,0	19,7	26,8	18,7	22,2	12,7
	2016	1 356	54,7	17,0	16,7	23,2	24,2	18,9
De 40 à 44 ans	2013	1 571	46,2	16,2	23,6	19,3	23,6	17,3
	2016	1 634	51,4	19,0	21,7	17,8	22,7	18,8
De 45 à 49 ans	2013	1 709	45,7	17,3	22,7	21,8	21,8	16,5
	2016	1 567	46,5	12,5	21,9	19,5	25,3	20,9
De 50 à 54 ans	2013	1 568	44,3	15,3	23,3	19,8	21,6	20,0
	2016	1 674	50,7	14,8	21,7	17,2	23,0	23,2
55 ans et plus	2013	1 711	39,7	18,9	23,0	18,3	21,2	18,5
	2016	1 859	45,6	12,6	19,2	15,1	27,0	26,1
Ensemble	2013	11 364	46,1	16,9	25,4	19,1	21,8	16,8
	2016	11 611	49,3	16,0	20,6	19,9	23,6	19,9

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 49,3 % des femmes salariées déclarent qu'il leur est arrivé d'aller travailler en étant malades dans les douze derniers mois ; pour 16,0 % d'entre elles c'est arrivé une seule fois.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 27.8 • Aller travailler en étant malade en 2016 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent qu'il leur est arrivé de travailler en étant malades au cours des douze derniers mois	Parmi eux, nombre de fois où c'est arrivé				
			1 fois	2 fois	3 fois	de 4 à 9 fois	10 fois ou plus
Agriculture, sylviculture et pêche	240	27,4	-	-	-	-	-
Fabrication aliments, boissons, tabac	603	46,1	12,7	19,4	14,8	29,2	23,9
Cokéfaction et raffinage	17	-	-	-	-	-	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	41,1	-	-	-	-	-
Fabrication de matériels de transport	416	39,6	16,4	24,5	6,6	29,4	23,1
Fabrication d'autres produits industriels	1 574	41,0	20,4	28,4	19,1	16,2	15,8
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	397	39,5	24,1	31,9	15,6	10,2	18,1
Construction	1 332	42,6	21,7	21,2	21,8	21,0	14,3
Commerce et réparation auto. moto.	2 881	42,5	19,8	23,5	20,4	16,2	20,1
Transports et entreposage	1 527	39,5	18,5	25,5	14,3	18,5	23,3
Hébergement et restauration	815	47,6	8,8	19,0	24,8	25,3	22,2
Information et communication	684	39,5	10,7	24,2	26,8	23,7	14,6
Activités financières et d'assurance	856	45,4	14,5	22,0	18,9	22,2	22,4
Activités immobilières	314	47,3	-	-	-	-	-
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 212	45,2	22,9	23,7	18,5	19,2	15,7
Adm. publique, enseignement, santé et social	7 528	47,0	14,0	22,6	17,7	25,8	19,9
Autres activités de services	1 332	40,7	16,7	23,1	18,6	25,2	16,5
Non renseigné	28	-	-	-	-	-	-
Ensemble	23 236	43,9	16,9	23,2	18,6	22,1	19,3

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 43,9 % des salariés déclarent qu'il leur est arrivé d'aller travailler en étant malades dans les douze derniers mois ; pour 16,9 % d'entre eux c'est arrivé une seule fois.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 27.9 • **Aller travailler en étant malade en 2016 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS**

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent qu'il leur est arrivé de travailler en étant malades au cours des douze derniers mois	Parmi eux, nombre de fois où c'est arrivé				
			1 fois	2 fois	3 fois	de 4 à 9 fois	10 fois ou plus
Fonct. pub. de l'État	2 396	49,1	12,8	25,9	17,0	24,6	19,7
Fonct. pub. territoriale	1 899	41,5	15,5	21,8	18,6	24,8	19,3
Fonct. pub. hospitalière	1 156	50,8	14,3	19,3	19,4	24,3	22,8
Particuliers, entreprise ou	17 786	43,0	17,8	23,2	18,7	21,3	19,0
Ensemble	23 236	43,9	16,9	23,2	18,6	22,1	19,3

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 43,9 % des salariés déclarent qu'il leur est arrivé d'aller travailler en étant malades dans les douze derniers mois ; pour 16,9 % d'entre eux c'est arrivé une seule fois.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 27.10 • **Aller travailler en étant malade en 2016 selon le type d'employeur des HOMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariés qui déclarent qu'il leur est arrivé de travailler en étant malades au cours des douze derniers mois	Parmi eux, nombre de fois où c'est arrivé				
			1 fois	2 fois	3 fois	de 4 à 9 fois	10 fois ou plus
Fonct. pub. de l'État	1 000	39,3	11,6	31,5	15,9	20,6	20,4
Fonct. pub. territoriale	775	34,0	11,3	23,7	19,3	19,7	26,0
Fonct. pub. hospitalière	269	36,0	19,0	24,6	16,2	16,5	23,7
Particulier, entreprise ou	9 581	38,8	19,2	26,1	16,7	20,3	17,7
Ensemble	11 625	38,5	18,0	26,4	16,8	20,2	18,5

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 38,5 % des hommes salariés déclarent qu'il leur est arrivé d'aller travailler en étant malades dans les douze derniers mois ; pour 18,0 % d'entre eux c'est arrivé une seule fois.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 27.11 • **Aller travailler en étant malade en 2016 selon le type d'employeur des FEMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs en milliers	Proportion de salariées qui déclarent qu'il leur est arrivé de travailler en étant malades au cours des douze derniers mois	Parmi elles, nombre de fois où c'est arrivé				
			1 fois	2 fois	3 fois	de 4 à 9 fois	10 fois ou plus
Fonct. pub. de l'État	1 396	56,1	13,4	23,1	17,6	26,6	19,3
Fonct. pub. territoriale	1 123	46,7	17,6	20,9	18,2	27,3	15,9
Fonct. pub. hospitalière	887	55,3	13,3	18,2	20,0	25,9	22,6
Particulier, entreprise ou	8 205	47,8	16,6	20,4	20,6	22,2	20,2
Ensemble	11 611	49,3	16,0	20,6	19,9	23,6	19,9

- Effectifs insuffisants.

Lecture : en 2016, 49,3 % des femmes salariées déclarent qu'il leur est arrivé d'aller travailler en étant malades dans les douze derniers mois ; pour 16,0 % d'entre elles c'est arrivé une seule fois.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.